A NEUBERG

L'INSURRECTION ARMÉE

A. Neuberg

L'insurrection armée

1931

BUREAU D'ÉDITIONS
132, Faubourg Saint-Denis, Paris 10e

Une reproduction intégrale
Octobre 2021

Table de matières

Préface 5

Introduction 20

I. La 2e Internationale et l'insurrection 25

II. Le bolchévisme et l'insurrection 41

III. L'insurrection de Reval 67
La situation politique générale en Esthonie en 1924 ..... *67*
Préparation militaire de l'insurrection *71*
La marche de l'insurrection *76*
Causes de la défaite *81*

IV. L'insurrection de Hambourg 90
La situation générale en Allemagne en 1923 ..... *90*
La situation politique à Hambourg *95*
Préparation de l'insurrection *98*
L'attaque de l'organisation de combat et la marche de l'insurrection *105*
Conclusions *114*

V. L'insurrection de Canton 118
Remarques générales *118*
La situation en Chine *120*
La situation au Kouang-Toung *122*
La préparation immédiate de l'insurrection *127*
Le plan et la marche de l'insurrection *132*
Leçons à tirer de l'insurrection de Canton *138*

VI. Les insurrections de Changhai 150
L'insurrection du 24 octobre 1926 ..... *151*
La deuxième insurrection de Changhai *157*
La troisième insurrection de Changhai *162*

VII. Le travail du PC pour la décomposition des forces armées des classes dominantes 171

VIII. L'organisation des forces armées du prolétariat 198

IX. La direction du travail militaire du Parti 210

X. Le caractère des actions militaires au début de l'insurrection 215
Remarques de caractère général *215*
Forces armées des classes dirigeantes *219*

L'armée régulière 219

Flotte maritime et fluviale 224

Police et gendarmerie 224

Organisations militaires volontaires des classes dominantes 226

Forces armées du prolétariat *227*
Les objectifs de combat pendant l'insurrection.....*231*
La surprise et l'élément «temps» au début de l'insurrection.....*241*
L'activité et l'opiniâtreté dans le combat pendant l'insurrection *250*
Le plan d'insurrection armée *256*

XI. Le caractère des opérations des insurgés au cours de l'insurrection 261
Remarques préliminaires.....*261*
Caractéristiques de la ville *265*
Les reconnaissances dans les combats de rues *269*
La liaison dans les combats de rues *277*
La défensive dans les combats de rues..... *282*

Principes généraux 282

Défense d'une ville occupée par les insurgés et opérations défensives à l'intérieur d'une ville 285

Établissement d'une barricade 291

L'attaque dans les combats de rues 294

XII. Le travail militaire du Parti parmi les paysans.....301
Les partis révolutionnaires *301*

Préface

Les éditeurs estiment que cet ouvrage a une grande importance théorique et pratique, et qu'il répond à l'intérêt toujours croissant pour ces questions du prolétariat révolutionnaire dans la période actuelle. C'est pourquoi ils le publient rapidement, sans attendre les compléments ou les corrections que l'auteur aurait pu y ajouter.

Le livre de Neuberg est précieux pour deux raisons. D'abord, parce qu'il est un des rares ouvrages écrits par un marxiste et un révolutionnaire actif, qui a lutté les armes à la main contre le monde capitaliste. Il s'agit d'un ouvrage sérieux, riche en faits. Deuxièmement, ce livre est d'une actualité extraordinaire dans la situation historique présente.

Le programme de l'IC, adopté au 6e Congrès mondial, dit: «Lorsque les classes dirigeantes sont désorganisées, les masses en état d'effervescence révolutionnaire, les couches sociales intermédiaires disposées dans leurs hésitations à se joindre au prolétariat; lorsque les masses sont prêtes au combat et aux sacrifices, le parti du prolétariat a pour but de les mener directement à l'assaut de l'État bourgeois. Il le fait par la propagande de mots d'ordre transitoires de plus en plus accentués (Soviets, contrôle ouvrier de la production, comités paysans pour l'expropriation de la grande propriété foncière, désarmement de la bourgeoisie, armement du prolétariat, etc.) et par l'organisation d'actions de masses. À ces actions de masses se rapportent: les grèves, les grèves et les manifestations combinées, les grèves

combinées avec les manifestations armées, enfin la grève générale liée à l'insurrection armée contre le pouvoir d'État de la bourgeoisie. Cette dernière forme supérieure de la lutte est soumise aux règles de l'art militaire, elle suppose un plan stratégique des opérations offensives, l'abnégation et l'héroïsme du prolétariat.»[1] Ensuite, le programme ajoute spécialement que laisser passer le point culminant de la situation révolutionnaire, qui exige du parti du prolétariat une attaque audacieuse et décidée contre l'ennemi...,

«laisser échapper cette circonstance sans déclencher l'insurrection, c'est livrer l'initiative à l'adversaire et condamner la révolution à la défaite».

Le 6e Congrès de l'IC qui a adopté ce programme, a mentionné dans sa résolution politique l'approche certaine et à bref délai d'une nouvelle vague révolutionnaire. La Xe session plénière du CEIC, qui s'est tenue un an après le 6e Congrès, en juillet 1929, a constaté que le «fait nouveau depuis le 6e Congrès était une orientation à gauche nettement marquée de la classe ouvrière internationale, et l'approche d'une nouvelle vague révolutionnaire dans le mouvement ouvrier». Partant de cette appréciation de la situation internationale, la session a présenté à toute l'Internationale, et à chaque PC en particulier, comme objectif central du moment, la conquête de la majorité de la classe ouvrière, et comme problème décisif pour atteindre cet objectif les grandes grèves politiques, dont l'organisation, d'après les décisions adoptées, «aidera les partis communistes à mettre plus d'unité dans les interventions économiques dispersées de la classe ouvrière, à opérer une large mobilisation des masses prolétariennes, et à enrichir leur expérience politique en les conduisant ainsi jusqu'à la lutte immédiate pour la dictature du prolétariat».

Les événements qui se sont produits après la Xe session du CEIC ont confirmé toutes ses conclusions: ils annoncent en général l'approche du moment indiqué dans les résolutions de cette session, celui de la lutte immédiate pour la dictature du prolétariat.

---

[1] *Thèses et résolutions du 6e Congrès*, p. 96. Bureau d'Éditions, Paris.

La lutte immédiate pour la dictature du prolétariat, c'est obligatoirement la lutte armée, le soulèvement armé des masses prolétariennes, qui, d'après le programme de l'IC, doit s'appuyer sur les règles de l'art militaire et suppose un plan militaire. Mais si ce moment approche, les partis communistes et tout le prolétariat international doivent s'y préparer, doivent étudier l'art militaire, doivent se pénétrer de l'expérience et des leçons des soulèvements armés, en tenant compte des conditions concrètes et des particularités de leur pays. Cette exigence se rapporte naturellement avant tout aux partis communistes et au prolétariat des pays dans lesquels la nouvelle vague révolutionnaire s'avance en ce moment plus rapidement, à savoir: l'Allemagne, la Pologne et la France. Mais les partis et le prolétariat des autres pays aussi ne peuvent ni ne doivent, dans les conditions actuelles, remettre à demain l'étude du problème de l'insurrection armée.

Dans le présent ouvrage, Neuberg s'est proposé d'examiner seulement les questions concernant le côté militaire, tactique ou technique, de l'insurrection. Aussi trouvera-t-on dans certains passages un «parti-pris militaire», s'exprimant par une attention insuffisante accordée à l'éclaircissement des facteurs politiques. Le soulèvement armé est une branche spéciale de l'art militaire, et pour cette raison obéit à des règles spéciales qui ont été indiquées en détail par Lénine en son temps, et que doit absolument connaître tout révolutionnaire prolétarien.

Le programme de l'IC, résumant l'immense expérience internationale des insurrections prolétariennes, montre comment elles sortent des grèves ou manifestations ordinaires, à travers des combinaisons de grandes grèves politiques et de manifestations armées. Cette expérience internationale, généralisée dans le programme sous forme de directive, montre que le point central, dans la préparation du soulèvement armé, est la volonté du Parti d'appeler dans la rue les masses prolétariennes au moyen de la grève, et, une fois ces masses dans la rue, de les animer et de les organiser en vue de la lutte pour le pouvoir. En conséquence, il faut s'attacher surtout à analyser ces divers facteurs: voir comment ils se sont présentés, comment les partis ont réagi, comment a réagi le

prolétariat, comment se sont déroulés les événements, quelles conclusions positives ou négatives en découlent pour l'avenir. *Pour la période qui vient, c'est le problème essentiel. Il faut donner aux partis et aux masses prolétariennes une analyse aussi détaillée que possible de l'expérience accumulée, leur enseigner à élever les grèves et manifestations au degré supérieur, pour les transformer en grèves générales combinées avec un soulèvement armé contre le pouvoir d'État de la bourgeoisie.*

Dans le chapitre sur le travail dans l'armée, on n'a pas assez tenu compte des faits nouveaux survenus dans la politique militaire de la bourgeoisie, ainsi que de l'expérience toute récente des partis communistes à cet égard.

Neuberg écrit:

Si une armée et une police bien instruites militairement..., soutenues par les détachements fascistes armés qui existent aujourd'hui dans chaque pays, *se battent effectivement contre la révolution*, elles sont capables de rendre singulièrement difficile la victoire de cette dernière, même si toutes les autres conditions sont favorables.»

Neuberg tire de là très justement cette conclusion qu'il faut se livrer à un travail actif et assidu pour démoraliser les forces armées de la bourgeoisie. À ce propos, il cite le passage suivant de l'article de Lénine sur les leçons de l'insurrection de Moscou: «Si la révolution n'entraîne pas les masses et n'embrasse pas l'armée, il ne peut être question de lutte sérieuse». Pour préciser et compléter les idées de Lénine, il faut ajouter à ce passage les lignes suivantes du même article: «Les masses doivent savoir qu'elles vont à une lutte armée, sanglante et désespérée. Le mépris de la mort doit se répandre dans les masses et assurer la victoire. L'offensive contre l'ennemi doit être aussi énergique que possible; l'attaque et non la défense doit être le mot d'ordre des masses; l'extermination impitoyable de l'ennemi, leur objectif; l'organisation du combat sera mobile et souple; les éléments hésitants de la troupe seront entraînés dans la lutte active». Toute l'expérience des révolutions montre que *la conquête de la troupe se fera au cours même du*

combat, pendant le contact immédiat des masses révolutionnaires avec les éléments hésitants de l'armée et déjà prêts à se démoraliser. Ce sera là la lutte physique pour l'armée dont parle Lénine, avec extermination des officiers, modifiée conformément aux faits nouveaux de la politique militaire de la bourgeoisie dans la période d'après-guerre. Cette indication de Lénine prend actuellement une importance spéciale. Une des particularités les plus remarquables de la nouvelle politique militaire de la bourgeoisie est en effet son orientation vers la *formation d'une armée politiquement sûre*. C'est là un phénomène qui s'observe dans tous les pays bourgeois et qui conduit à *la constitution d'armées de mercenaires et d'organisations militaires volontaires de la bourgeoisie,* à côté ou même à la place des anciennes armées «nationales» du service militaire obligatoire. Dans bien des pays, cette tendance a déjà eu pour résultat que ces détachements recrutés en vue de la guerre civile contre le prolétariat *sont devenus la partie essentielle de la force armée de la bourgeoisie*. Il en est ainsi, non seulement en Allemagne, en Autriche et en Angleterre où le service militaire obligatoire n'existait pas, mais encore en France, où, d'après les nouvelles lois, l'armée en temps de paix est composée principalement de cadres volontaires. En Finlande, l'armée du service obligatoire compte seulement xnx 000 hommes, tandis que l'organisation volontaire de la bourgeoisie, les *schützkors*, en compte environ 100 000 et mieux armés.

Mais ce serait une grosse erreur de renoncer à chercher à décomposer ces armées de mercenaires. Il faut, par tous les moyens, désorganiser les tentatives faites par les classes dominantes pour s'assurer des forces armées obéissantes et absolument sûres. C'est là un travail très difficile, mais nullement impossible, étant donné que ces formations volontaires de la bourgeoisie comprennent des éléments prolétariens et semi-prolétariens, et que la faculté n'est pas exclue d'y *envoyer spécialement* des éléments révolutionnaires pour les décomposer et les désorganiser. Cette tâche réclame seulement beaucoup d'opiniâtreté, car les moindres fluctuations, les moindres signes de démoralisation *dans ces troupes* qui sont la *dernière défense* de la bourgeoisie seront pour cette dernière particulièrement sensibles.

Néanmoins, on ne peut espérer que le travail, même le plus hardi et le plus persévérant, permette de conquérir à la révolution le gros de ces troupes. Le prolétariat doit s'attendre et se tenir prêt à ce que ces troupes-là *«se battent contre la révolution»*. Mais, d'autre part, si en 1923 il n'était pas permis d'espérer conquérir une portion un peu importante de la Reichswehr et de la police militaire, il ne s'ensuivait nullement que la victoire du prolétariat allemand fût exclue. Pour faire *une grande guerre* entre eux ou contre l'URSS, les États impérialistes n'auront pas assez des armées mercenaires ou des organisations fascistes hautement qualifiées dont ils disposent aujourd'hui. Les classes dominantes seront obligées *de mobiliser*, autour de ces unités «sûres», *de grosses masses d'ouvriers et de paysans* et de les armer, ce qui procurera des conditions plus favorables à la conquête du gros des soldats, surtout dans une situation révolutionnaire comme celle qui ne manquera pas de surgir en présence de nouvelles guerres impérialistes. Mais cela ne donne nullement raison aux opportunistes de droite quand ils prétendent que *la victoire de la révolution prolétarienne n'est possible qu'après une guerre.* Neuberg agit très justement en se séparant catégoriquement de ce point de vue. Il note très justement qu'*une situation révolutionnaire peut mûrir* non seulement à la suite d'une guerre, mais aussi en présence d'une situation «pacifique».

Si déjà en 1906, alors que la Russie possédait le service militaire obligatoire et qu'on pouvait par conséquent espérer décomposer l'armée, Lénine a souligné la nécessité d'une lutte physique acharnée pour conquérir la troupe et d'une guerre à mort contre les unités fidèles au tsarisme, aujourd'hui, avec les armées de mercenaires et les organisations fascistes, la chose est plus vraie encore. Il faut plus fortement encore souligner la nécessité pour le prolétariat de se préparer d'avance non seulement à lutter pour conquérir la troupe, mais aussi à la *combattre par les armes,* à «exterminer l'ennemi», comme dit Lénine.

Avec quoi l'exterminer? Comment armer le prolétariat, avec les difficultés croissantes qui s'opposent à la décomposition de l'armée?

Pour l'armement du prolétariat pendant la révolution de 1905, Lénine donnait les conseils suivants: «Les détachements doivent s'armer eux-mêmes comme ils pourront (fusils, revolvers, bombes, couteaux, casse-têtes, bâtons, chiffons imbibés de pétrole pour mettre le feu, cordes ou échelles de cordes, pelles pour construire des barricades, cartouches de pyroxyline, fils de fer barbelés, clous [contre la cavalerie], etc.). En aucun cas, il ne faut attendre de secours de l'extérieur, il faut tout se procurer soi-même». («Sur la question des tâches des détachements de l'armée révolutionnaire», octobre 1905, dans le *Léninski Sbornik*, tome V.)

Si la bourgeoisie des pays capitalistes avancés dispose aujourd'hui de moyens d'oppression plus perfectionnés que la bourgeoisie russe de 1905, *le prolétariat aussi a plus de possibilités qu'alors de se procurer des armes*. Les ouvriers employés dans l'industrie de guerre, la métallurgie, les produits chimiques, ont affaire aux matières explosives, fabriquent des armes, chargent des obus, *transportent* tout ce matériel sur les voies ferrées ou fluviales, etc.

Dans ces conditions, on peut très bien envisager une lutte sérieuse et victorieuse contre les armées mercenaires et les détachements fascistes, même en temps de paix. Naturellement, cette lutte ne sera possible qu'en présence de conditions d'ailleurs favorables, c'est-à-dire *avant tout* si les éléments décisifs de la population laborieuse sont décidés à prendre les armes et font preuve du maximum d'activité, d'esprit d'entreprise et d'invention pour s'armer eux-mêmes *«comme ils pourront»*.

Les facteurs essentiels de la victoire de l'insurrection ne sont pas seulement une bonne préparation militaire et technique, mais aussi la disposition des masses à combattre, à consentir des sacrifices, et l'existence d'un Parti bolchévik prenant politiquement la tête du mouvement et l'organisant. *Dans bien des cas, ce sont même ces derniers facteurs qui jouent le rôle décisif*.

Neuberg dit qu'en 1923 en Allemagne, il suffit de quelques mois pour former une garde rouge de 250 000 hommes, mais que, faute de connaître la tactique du combat de rues et en général la tactique

de l'insurrection, cette garde rouge laissa beaucoup à désirer. Que l'organisation de la garde rouge allemande ait laissé beaucoup à désirer, c'est un fait certain, mais il faut prévenir contre la conclusion erronée que tirent de là les opportunistes. Les gardes rouges du prolétariat insurgé obtiendront le maximum d'effet dans le combat et subiront le minimum de pertes, si leurs soldats les mieux exercés et leurs chefs sont convenablement armés et connaissent bien l'art militaire, tout au moins le maniement des armes, la tactique du combat de rues ou en rase campagne, etc. *Mais ce serait une grave erreur opportuniste d'attendre la formation des détachements d'une garde rouge bien instruite et bien armée pour déclencher l'insurrection, malgré une situation révolutionnaire favorable et politiquement bien préparée.* Quand, en février 1917, les prolétaires russes descendirent dans la rue pour renverser l'autocratie et en octobre 1917 pour renverser la bourgeoisie, leur armement et leur organisation militaire, comme chacun sait, étaient extrêmement imparfaits, surtout en février. Mais, au cours du combat (comme plus tard en 1923 les ouvriers de Cracovie), ils trouvèrent des armes, des alliés parmi les soldats, des chefs militaires, qui, à travers toutes les difficultés de la guerre civile, les conduisirent à la victoire sur un ennemi bien armé et appuyé sur tout un appareil gouvernemental. Neuberg compte parmi les facteurs essentiels de la victoire de toute insurrection prolétarienne «la supériorité militaire des forces insurgées sur les forces armées de l'ennemi», «la participation des masses au combat en même temps qu'intervient l'organisation de combat». En effet, cette participation des masses est non un des objectifs essentiels, mais l'objectif essentiel même de la préparation de l'insurrection, et tous les autres doivent lui être subordonnés. Autrement, des déviations de sectarisme ou des déviations grossièrement opportunistes seront absolument inévitables.

Il faut en même temps nous féliciter de l'insistance avec laquelle Neuberg explique l'importance des facteurs de technique militaire dans la préparation du soulèvement armé. Il y a dans tous les partis de fortes tendances à sous-estimer ces facteurs. *Le prolétariat doit bien se dire que l'enthousiasme seul et la décision ne suffiront pas à renverser le pouvoir de la bourgeoisie:* il faut

pour cela des armes et une bonne organisation militaire s'appuyant sur l'art militaire et un plan d'opérations. C'est là le grand mérite qu'il faut reconnaître à Neuberg.

A propos de la lutte pour les forces armées des classes dominantes, Neuberg écrit:

«la tâche principale du travail dans l'armée, la flotte, la police et la gendarmerie, c'est de s'efforcer d'attirer au front commun du prolétariat les soldats et les marins».

A cela, il faut ajouter qu'il faut *soigneusement distinguer entre les diverses formations qui composent les forces armées de la bourgeoisie*. Un exemple de la façon dont doit être traitée cette question peut être trouvé dans un appel qui, avant l'insurrection de décembre 1905, fut affiché dans les rues de Moscou; les conseils suivants, entre autres, y étaient donnés aux ouvriers insurgés: *«Distinguez bien vos ennemis conscients de vos ennemis inconscients et accidentels. Anéantissez les premiers, épargnez les seconds. Autant que possible, ne touchez pas à l'infanterie. Les soldats sont les enfants du peuple, et ils ne marcheront pas de leur propre volonté contre le peuple. Ce sont les officiers et le commandement supérieur qui les poussent. Et c'est contre ces officiers et ce commandement que vous dirigerez vos coups. Tout officier conduisant les soldats au massacre des ouvriers est déclaré ennemi du peuple et mis hors la loi. Tuez-le sans rémission. Pas de pitié pour les cosaques. Ils sont couverts de beaucoup de sang populaire, ils ont toujours été les ennemis des ouvriers. Attaquez les dragons et les patrouilles et anéantissez-les. Dans le combat contre la police, agissez comme ceci: en toute occasion favorable, tuez tous les officiers jusqu'au grade de commissaire inclusivement; désarmez et arrêtez les simples inspecteurs et tuez ceux d'entre eux qui sont connus pour leur cruauté et leur canaillerie; aux simples policiers, enlevez seulement leurs armes et obligez-les à servir non plus la police, mais vous-mêmes.»*

Cette question n'a rien perdu de son importance depuis la révolution de 1905. Tout au contraire, avec les nouvelles tendances

des pays bourgeois en matière militaire, où le système des détachements armés, particulièrement sûrs, et des armées spéciales en vue de la guerre civile se combine avec les formes les plus variées et les plus larges de militarisation générale de la population, jusqu'aux organisations militaires social-fascistes prétendues ouvrières dans le genre de la *Reichsbanner* en Allemagne et du *Schützbund* en Autriche, cette question exige l'étude la plus sérieuse.

Le livre de Neuberg n'éclaire pas suffisamment le problème de *la décomposition directe de l'armée dans l'insurrection,* ni les questions de la lutte pour l'armée, de la direction des interventions révolutionnaires des soldats et de *l'organisation de la révolte dans l'armée*. Le chapitre qui devrait en traiter s'occupe presque exclusivement du travail dans l'armée en temps de paix, et encore, comme le montre le titre, du travail du *PC*, sans presque parler de l'action à exercer par le *prolétariat* en général sur les soldats, de la *fraternisation* entre la population laborieuse et les soldats, de la liaison entre les casernes et les fabriques, questions qui, pourtant, se posent très impérieusement dans toute lutte aiguë, et en particulier dans le soulèvement armé. Un brillant exemple de ce travail de décomposition de l'armée est fourni par l'action des bolchéviks russes pendant la guerre impérialiste, et aussi sous le pouvoir des Soviets, pendant la guerre civile. Les leçons du soulèvement des marins français à Odessa en 1919, doivent être sérieusement étudiées à cet égard par les partis communistes de tous les pays capitalistes, afin de leur trouver une vaste et obligatoire application en cas de conditions analogues.

Neuberg ne parle du rôle du Parti bolchévik dans la préparation de l'insurrection armée qu'à propos des questions pratiques d'organisation et de fonctionnement des sections militaires du Parti. Un bon fonctionnement de ces sections est en effet une des conditions essentielles d'une bonne préparation de l'insurrection armée, et pourtant, jusque dans ces derniers temps, les sections militaires de tous les partis sont loin d'être à la hauteur de leur tâche et sont en général insuffisamment dirigées par les autorités du Parti (quoique les 21 conditions d'adhésion à l'IC contiennent

un article spécial exigeant de tous les partis communistes le travail dans l'armée). Mais s'il est nécessaire d'éclaircir le fonctionnement des sections militaires, il le sera plus encore d'éclaircir la question des organismes spéciaux destinés à la préparation et à la conduite immédiate de l'insurrection, c'est-à-dire des *comités militaires révolutionnaires*. Il faut leur consacrer un chapitre spécial, ce qui n'est pas fait dans le livre. On peut ici mettre à profit avant tout la riche expérience de la révolution d'Octobre. La préparation immédiate de l'insurrection est un facteur essentiel de succès pour la lutte armée du prolétariat. Ce travail ne peut pas être organisé comme la tâche ordinaire des états-majors, car il s'agit d'actions combinées des forces armées de la révolution et des masses prolétariennes avec les éléments travailleurs qui les soutiennent; il s'agit de diriger la lutte armée et les grèves politiques des masses; il s'agit de coordonner et de conduire des interventions révolutionnaires de toutes les organisations de masses, tout en détruisant et anéantissant l'influence politique de tous les partis ou groupements social-fascistes ou simplement fascistes, en utilisant largement les syndicats et surtout les comités d'usines pour transformer les combats partiels du prolétariat en combats armés pour la dictature. Il sera essentiel, entre autres, de montrer par des exemples concrets la nécessité d'une fermeté inébranlable: une fois l'insurrection commencée, il faut la développer sans s'arrêter devant aucun obstacle, si difficile qu'il semble. Combien de fois la révolution d'Octobre aurait péri, si le PC avait incliné dans le sens des propositions opportunistes et conciliatrices des Zinoviev et des Kaménev!

Il est extrêmement important que les cadres du Parti (et les masses prolétariennes) comprennent la différence des fonctions des comités militaires révolutionnaires et des organisations du Parti. Les comités, constitués à la veille de l'insurrection, préparent l'attaque militaire contre l'ancien régime; les organisations du Parti continuent l'œuvre de la mobilisation révolutionnaire des masses et du démasquement des adversaires politiques de la préparation de l'insurrection armée. En même temps, ils dirigent les communistes faisant partie des comités militaires révolutionnaires, ils rappellent ceux d'entre eux qui manifestent

des hésitations ou quelque incapacité, ils renforcent les comités de nouveaux membres, etc.

Il faut tout spécialement mettre en lumière le rôle du Parti dans la préparation directe de l'insurrection armée. Comme on le sait, le Parti bolchévik a posé la question de la préparation à l'insurrection armée devant tout le public prolétarien (dans les meetings, les tracts, les journaux, etc.) plusieurs mois avant la révolution d'Octobre. La chose était indispensable, étant donné que l'insurrection armée que prépare le Parti bolchévik du prolétariat n'est pas une conjuration blanquiste ourdie dans un strict secret entre une poignée de révolutionnaires. Les plans militaires doivent sans doute être élaborés dans le plus strict secret; mais, politiquement, et quant à la préparation des masses aux combats armés, l'insurrection doit être préparée avec le concours du gros du prolétariat. La condition obligatoire du succès est la diffusion de l'idée de l'insurrection armée dans les masses, la bonne compréhension par les simples ouvriers de l'évolution des événements, du sens des manifestations armées et des grèves politiques de masses de plus en plus fréquentes, des devoirs incombant à chaque prolétaire en cas de combat entre les forces armées de la révolution et celles des classes dominantes.

L'attention du lecteur est particulièrement attirée sur les parties du livre traitant de la participation des masses paysannes à la préparation et à l'exécution des soulèvements armés. Ici, il faut absolument faire un plus large emploi des riches expériences fournies par les mouvements de partisans de l'URSS et de la Chine. Ces expériences fournissent entre autres des indications pratiques de première importance sur la structure des armées révolutionnaires paysannes: 1. les armées révolutionnaires paysannes sont bâties sur le principe territorial; 2. chaque localité désigne un état-major subordonné à la direction politique (le Comité du PC ou de la Ligue paysanne), avec une fraction communiste dans son sein; 3. l'état-major de la localité: a) organise l'approvisionnement de l'armée, en imposant des prestations déterminées à tous les habitants, b) désigne parmi les vieillards une garde du village et de ses abords, c) recrute parmi la jeunesse des

réserves pour les détachements mobiles, mises peu à peu à la disposition des unités actives correspondantes, d) organise le service de reconnaissance dans l'armée et dans les environs, en maintenant une liaison permanente avec les unités actives; 4. les conditions obligatoires du succès, dans l'organisation et dans la conduite des opérations des armées révolutionnaires paysannes, sont: a) la composition prolétarienne et semi-prolétarienne de ces armées, la présence d'un cadre d'ouvriers industriels et de communistes occupant les postes de commandement militaire et politique, c) la coordination des actions paysannes avec la lutte révolutionnaire du prolétariat urbain.

A l'égard des organisations volontaires des classes dominantes, Neuberg, citant les décisions du 6e Congrès de l'IC, écrit: «Il faut éveiller la haine farouche de la population contre ces détachements en dévoilant leur véritable caractère». Cette indication demande à être développée: il ne faut pas seulement éveiller la haine, mais aussi organiser la lutte, en désorganisant par tous les moyens l'activité et l'existence même de ces détachements. La pratique de la lutte de classe a déjà forgé une arme de ce genre dans la période actuelle de paix: ce sont les organisations de défense prolétarienne. Pour le moment, ces organisations combattent le fascisme très insuffisamment, il n'en est que plus essentiel de leur donner au plus vite de bons conseils sur la façon de déployer, dans les circonstances actuelles, une vaste offensive contre le fascisme.

Il est impossible d'accepter l'affirmation de Neuberg d'après laquelle les insurrections de la Commune de Paris, de Canton, et de Moscou en 1905, auraient été objectivement vouées à l'échec parce qu'elles avaient lieu au moment où la vague révolutionnaire n'était plus montante. Cette affirmation contredit le jugement marxiste déjà adopté par l'histoire. En particulier pour les insurrections qui se présentent comme des combats d'arrière-garde en période de déclin de la révolution, il faut se souvenir que, si elles se déploient avec succès, elles peuvent servir de point de départ à une nouvelle vague révolutionnaire.

Il faut enfin s'arrêter sur les chapitres consacrés aux mouvements de Canton et de Changhai. Neuberg donne là des

matériaux extrêmement précieux, qui n'ont été publiés nulle part. Mais il explique ces mouvements d'une façon qui ne coïncide pas avec la ligne de l'IC.

Caractérisant la situation à Canton à la fin de 1927, à la veille de l'insurrection, Neuberg parle d'un «essor de la lutte prolétarienne», etc.; cependant, à la fin du chapitre, il écrit que ce n'est que par la suite qu'il fut établi par l'IC que l'insurrection de Canton était un combat d'arrière-garde. Il est évident que l'auteur aurait dû commencer par-là: expliquer la décision de la VIIIe session du CEIC qualifiant l'insurrection de Canton de combat d'arrière-garde et montrer en détail ce que c'est qu'un combat d'arrière-garde. Il n'est pas vrai qu'un combat d'arrière-garde soit obligatoirement voué à l'échec. Comme il a déjà été indiqué plus haut, il peut servir de point de départ à une phase nouvelle de la lutte. Or Neuberg, partant de cette appréciation de l'insurrection de Canton comme combat d'arrière-garde, en tire la conclusion fausse qu'»il n'y avait pas à Canton, à un degré suffisant, les conditions indispensables d'ordre social sans lesquelles est impossible la victoire de l'insurrection armée».

Dans le chapitre sur l'insurrection de Changhai en avril 1927, nous rencontrons plusieurs formules inexactes desquelles on peut conclure que Neuberg considère qu'en avril 1927 l'entrée du PC chinois dans le Kuomintang était une erreur. Comme on le sait, l'IC s'est absolument opposée à l'époque à ce que le PC sorte du Kuomintang. Les événements qui suivirent confirmèrent pleinement le bien-fondé de cette opinion. Neuberg devait montrer comment le PC devait agir tout en restant dans le Kuomintang: utiliser son influence dans les rangs de ce dernier pour former un puissant bloc révolutionnaire ouvrier et paysan prenant la tête de la lutte armée des masses de Changhai et autres lieux en vue de l'établissement de la dictature révolutionnaire des ouvriers et des paysans.

Le chapitre concernant les insurrections de Canton et de Changhai exige, par conséquent, du lecteur, une attention particulièrement critique.

Les éditeurs éditent ce livre dans l'assurance que, malgré tous ses défauts, sa lecture sera extrêmement utile à chaque communiste, à chaque prolétaire révolutionnaire.

Introduction

L'insurrection armée est la forme la plus haute de la lutte politique du prolétariat. La condition essentielle de sa victoire est que les éléments décisifs du prolétariat soient prêts à soutenir une lutte armée et implacable pour renverser le pouvoir politique des classes dominantes. C'est encore l'existence d'un grand PC, idéologiquement et organiquement bien cohérent, armé de la théorie léniniste et apte à conduire la lutte des masses.

Lorsqu'un désir élémentaire et irrésistible de lutte anime les masses, lorsque des millions d'hommes ont pris conscience de «l'impossibilité de continuer à vivre comme autrefois» et sont prêts à tous les sacrifices, le devoir du PC est de les conduire adroitement aux positions essentielles de combat, de bien choisir le moment où l'assaut sera donné à l'ancien pouvoir gouvernemental, et de diriger politiquement et militairement le combat pendant l'insurrection elle-même.

L'insurrection est un art tout comme la guerre, et comme les autres arts elle est subordonnée à certaines règles dont l'oubli conduit à sa perte le parti qui s'est rendu coupable de ne pas les observer.» L'histoire des luttes armées du prolétariat, malgré les leçons de la révolution d'Octobre et les remarquables travaux de Marx, Engels et Lénine sur l'insurrection, montre que tous les partis communistes n'ont pas encore appris l'art de l'insurrection.

La tactique de l'insurrection armée est un domaine dont la connaissance est extrêmement difficile. Le Parti ne pourra bien conduire la lutte armée des masses que si chacun de ses membres s'assimile les principes essentiels de cette tactique.

Le fondement sur lequel doit être basée l'étude de la tactique de l'insurrection est l'expérience historique, en particulier l'expérience des luttes armées du prolétariat au cours de ces dernières décades. Seule une étude complète des insurrections qui ont eu lieu pendant ces derniers temps dans toutes les parties du monde, donnera la clé des principaux facteurs de cet art original. Seule l'étude de la riche expérience fournie par les luttes armées du prolétariat nous permettra de pénétrer les principes essentiels de la tactique et de la stratégie des insurrections et d'éviter les erreurs à l'avenir.

Il semble que bien des sections de l'IC n'aient pas jusqu'ici accordé assez d'attention à l'étude des insurrections prolétariennes et de la tactique de l'insurrection en général. Il nous semble que même l'étude des travaux de Lénine sur la question n'a pas été entreprise comme il convient. Et pourtant on y trouve, sur tous les problèmes de la stratégie et de la tactique de la lutte armée du prolétariat pour la prise du pouvoir, toute l'expérience concentrée de trois révolutions russes et une bonne part de celle des combats révolutionnaires d'Occident. Lénine répond à toutes les questions les plus graves de la préparation et de l'organisation de la révolution prolétarienne.

L'étude de l'expérience des insurrections et de la tactique de la lutte armée en général est impossible sans une bonne connaissance des travaux de Lénine, qui est le stratège et le tacticien génial de la lutte armée du prolétariat, et a laissé après lui une riche expérience systématisée de cette lutte.

Sans parler de la lutte politique quotidienne acharnée que la bourgeoisie, avec le concours de la social-démocratie, mène contre le prolétariat révolutionnaire, son avant-garde le PC et les organisations prolétariennes ou semi-prolétariennes (paysannes) placées sous son influence, les classes dirigeantes de tous les pays

ont exécuté et exécutent encore un immense travail pour utiliser l'expérience de la lutte armée du prolétariat et des représailles dirigées contre les insurrections prolétariennes. N'importe quel gouvernement bourgeois (et pas seulement bourgeois) dispose aujourd'hui de considérations toutes prêtes basées sur cette expérience, d'industries toutes prêtes, de plans d'action tout prêts en cas d'intervention armée de la classe ouvrière. Pour mettre en commun ses expériences dans la lutte contre le prolétariat révolutionnaire, la bourgeoisie convoque des congrès internationaux (congrès policier de Washington en 1925, etc.). Il se publie une masse de livres et d'instructions officielles pour enseigner, à la police et aux troupes, la tactique de la lutte contre les insurgés. On dresse des plans diaboliques prévoyant l'emploi de tout l'arsenal de l'armement moderne, y compris les engins chimiques, contre le prolétariat révolutionnaire au cas où il se soulèverait, les armes à la main, contre le régime social existant.

Estimant l'armée permanente et la police des armes peu sûres contre le prolétariat dans une situation immédiatement révolutionnaire, la bourgeoisie de tous les pays forme activement une armée régulière de contre-révolution (organisations volontaires, associations militaires d'étudiants, détachements fascistes, ligues de défense de toute sorte, cercles militaires d'usines, etc.) pour défendre l'ordre existant.

Afin de soustraire la police à l'influence d'une population de tendances révolutionnaires, certains pays, comme l'Allemagne, créent aux frais de l'État des cités policières sur les confins des grandes villes industrielles, et y installent les policiers et leurs familles. Une partie d'entre eux sont même logés en caserne, mis sur le pied militaire, munis des engins les plus modernes (automobiles blindées, tanks, avions, mitrailleuses, artillerie, gaz, etc.). Le but de toutes ces mesures de militarisation est de faire de la police une force aussi sûre que possible dans la lutte contre les ouvriers révolutionnaires.

En ce qui concerne l'armée, les classes dirigeantes ont tout un système qui vise au maintien d'une discipline assurant de façon certaine son emploi efficace contre les insurgés.

Les classes dominantes se préparent fébrilement aux luttes de classe décisives à venir. Et pour cela elles utilisent sous tous ses aspects l'expérience des luttes passées. Le prolétariat et en particulier son avant-garde le PC ne doivent pas un instant le perdre de vue.

Nous sommes dans l'époque des guerres impérialistes et des révolutions prolétariennes. D'une part, la bourgeoisie impérialiste internationale, engageant une guerre exterminatrice systématique contre le prolétariat révolutionnaire, prépare furieusement de nouveaux brigandages pour le partage du monde et prêche la croisade contre l'URSS, seul État prolétarien de l'univers. La social-démocratie internationale lui fournit tout son concours. D'autre part, le prolétariat révolutionnaire, allié aux paysans travailleurs et aux millions d'esclaves coloniaux entrés dans la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et la réaction indigène, emploie de plus en plus son énergie et ses efforts à la préparation de la mine révolutionnaire qui fera sauter le vieux monde. L'humanité court à la rencontre de secousses sociales grandioses.

Les conditions des combats révolutionnaires décisifs mûrissent parallèlement à la croissance des antagonismes entre les divers groupes capitalistes et de l'antagonisme entre ces derniers et l'URSS, foyer de la révolution prolétarienne mondiale.

Malgré la stabilisation temporaire du capitalisme (ou plutôt grâce à cette stabilisation), il est possible et vraisemblable que la guerre civile déclarée (le début de la révolution) commence dans les divers pays avant la nouvelle guerre impérialiste mondiale et avant la guerre impérialiste contre le pays de la dictature du prolétariat. Mais la guerre impérialiste et la guerre contre l'URSS rendent la révolution *inévitable* dans la plupart des États.

L'influence du facteur militaire est immense dans la révolution. «La force seule peut résoudre les grands problèmes historiques, or *la force organisée*, dans la lutte contemporaine, c'est l'organisation militaire.»

Tout communiste pendant la révolution est un soldat de la guerre civile et un dirigeant de la lutte armée des masses. En

préparant chaque jour intensivement et minutieusement la mobilisation révolutionnaire des travailleurs, en les éduquant pour renverser la domination de l'impérialisme, les communistes de tous les pays doivent, dès aujourd'hui, dans une situation qui n'est pas immédiatement révolutionnaire, se préparer sérieusement à leur rôle de directeurs de l'insurrection future du prolétariat. L'étude de l'art de la guerre et en particulier de l'expérience des luttes armées du prolétariat dans les différents pays, l'étude des problèmes militaires de l'insurrection, la propagande de l'idée de l'insurrection armée dans les masses ouvrières, à notre époque surtout où s'annonce un nouvel essor du mouvement révolutionnaire du prolétariat et des peuples opprimés d'Orient, constituent la tâche de chaque PC, et leur importance ne saurait être exagérée.

Souvenons-nous que le temps approche de la lutte de masses. Ce sera l'insurrection armée. Le parti du prolétariat conscient doit remplir son devoir dans ce grand combat !»

I. La 2e Internationale et l'insurrection

L'insurrection armée, comme une des formes de la lutte de classe du prolétariat, est au centre du système de Marx et d'Engels. La nécessité absolue, la fatalité de l'emploi par le prolétariat de cette forme à un stade historique déterminé de l'évolution de la lutte de classe dans une nation donnée, découlent immédiatement de toute la conception marxiste du développement des formes sociales, du rôle révolutionnaire de la violence dans l'histoire, du rôle de l'État comme instrument de la domination d'une classe, et enfin de la dictature du prolétariat. *Nier la nécessité et la fatalité de l'insurrection armée et en général de la lutte armée du prolétariat contre les classes dominantes, c'est obligatoirement nier la lutte de classe dans son ensemble, nier la dictature du prolétariat et en même temps altérer les fondements mêmes du marxisme révolutionnaire, le ravaler à une doctrine répugnante de non-résistance.*

Ne pas reconnaître la dictature du prolétariat comme la seule transition possible du capitalisme au socialisme, c'est pratiquement ne pas admettre la révolution prolétarienne en général. Toutes les autres conceptions s'efforçant de prouver la possibilité et la nécessité d'une voie autre, non violente, c'est-à-dire non révolutionnaire pour passer du capitalisme au socialisme, nient le rôle historique du prolétariat comme avant-garde de la

société et le rejettent dans une situation subordonnée par rapport aux autres classes.

S'appuyant sur la doctrine de Marx et d'Engels, Lénine, dans ses travaux, et en particulier dans son remarquable ouvrage *l'État et la Révolution*, a génialement prouvé l'inébranlabilité de ces propositions essentielles du marxisme révolutionnaire, systématiquement ignorées, déformées et rendues méconnaissables par les opportunistes. D'autre part, l'histoire et la faillite idéologique honteuse de la 2e Internationale, et en particulier de la social-démocratie allemande, l'attitude de cette dernière dans ces questions fondamentales (l'État, la dictature, l'insurrection) du socialisme scientifique ont confirmé de façon catégorique, et dans la pratique, le bien-fondé des propositions de Marx et d'Engels justifiées et complétées par Lénine sur la base des faits historiques nouveaux.

Le rôle de propagateur de la déformation opportuniste du marxisme dans ces problèmes essentiels: dictature du prolétariat, lutte armée de la classe ouvrière pour le pouvoir, anéantissement de l'État bourgeois et constitution sur ses ruines d'un appareil gouvernemental prolétarien, ainsi que dans toutes les autres questions de principe du marxisme révolutionnaire, appartient, comme on sait, à la social-démocratie allemande. Tandis que pour Marx «la force a toujours été dans l'histoire l'accoucheuse de l'ancien régime gros d'un nouveau régime»; tandis qu'«entre la société capitaliste et la société communiste se trouve la période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde... et que l'État de cette période ne peut être que la dictature révolutionnaire du prolétariat[2]; tandis que «la révolution est un acte dans lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre à l'aide de fusils, baïonnettes et canons... et où le parti vainqueur est nécessairement obligé de maintenir sa domination par la peur que ses armes inspirent aux réactionnaires»[3]; tandis que, d'après Marx, «le prolétariat, en renversant par la force la

---

[2] Karl MARX, *Critique du programme de Gotha*.
[3] ENGELS.

bourgeoisie, pose les fondements de sa domination»[4] et qu'»en particulier la Commune a prouvé que la classe ouvrière ne peut pas purement et simplement s'emparer de la machine de l'État et la mettre en marche pour ses propres fins»[5], mais doit «la briser, ce qui est la condition première de toute révolution véritablement populaire sur le continent»[6], la social-démocratie allemande a toujours défendu et défend encore cette proposition, que le passage du régime capitaliste au régime socialiste s'accomplira par voie pacifique, sans effusion de sang, sans détruire l'appareil gouvernemental de la bourgeoisie, sans instituer la dictature du prolétariat.

En 1875, la social-démocratie allemande, dans son projet de programme sur la question de l'État, préconisait, malgré l'expérience de la Commune de Paris et le jugement porté sur elle par Marx, non point la dictature du prolétariat (et la nécessité du renversement violent de l'ancienne machine d'État de la bourgeoisie), mais «un libre État populaire devant remplacer l'actuel État prussien basé sur la domination de classe». On sait que Marx et surtout Engels se moquaient cruellement de cet article du programme de Gotha: ils l'appelaient «un bavardage», «à rejeter, surtout après la Commune de Paris», et ajoutaient que parler d'État populaire libre était «un non-sens»[7].

Naturellement, avec une idée aussi radicalement fausse sur la nature de l'État, le programme de Gotha s'abstenait de poser la question de la dictature et de la lutte armée pour la dictature du prolétariat.

Ces problèmes n'étaient pas posés non plus dans l'Évangile de la 2e Internationale, le programme d'Erfurt, adopté en 1891. On n'y trouve pas un mot non plus de la dictature du prolétariat, ni même de la République démocratique, cette «dernière forme

---

[4] MARX et ENGELS: *Manifeste du Parti Communiste*.

[5] MARX et ENGELS: Préface du *Manifeste du Parti Communiste*, Édition de 1872.

[6] MARX, *Lettres à Kugelmann*, p. 162. Éd. Sociales et Internationales, Paris.

[7] Lettre d'Engels à Bebel du 18-28 mars 1875.

gouvernementale de la société bourgeoise, sous laquelle doit se dérouler la lutte finale» (Marx).

Dans le commentaire officiel du programme d'Erfurt, Kautsky, l'apôtre de la 2e Internationale, tente en 1892 de poser le problème de la transition d'un régime social à l'autre, mais le résout dans un esprit profondément opportuniste:

Cette révolution [c'est-à-dire la prise du pouvoir politique par le prolétariat] peut revêtir les formes les plus variées, selon les conditions dans lesquelles elle s'accomplit. *Elle n'est nullement inséparable de la violence et de l'effusion de sang*.[8] On a déjà vu, dans l'histoire universelle, des classes dirigeantes assez pénétrantes, assez faibles ou assez lâches pour se rendre volontairement en face de la nécessité .[9]

On voit nettement ici se dessiner la position opportuniste de la social-démocratie allemande dans la question de la nature du passage du pouvoir de la bourgeoisie au prolétariat. Ce passage est conçu par Kautsky et la social-démocratie en général, non point comme le résultat d'une lutte de classe se changeant à un certain moment en une lutte armée, acharnée, des classes opprimées contre la bourgeoisie et les classes dominantes, non point comme la dictature du prolétariat, mais comme l'aboutissement d'une évolution pacifique et régulière, d'une reddition volontaire de ses positions sociales par la bourgeoisie.

De quels cas concrets de l'histoire universelle Kautsky parle-t-il ici, personne n'en sait rien. Il ne nous le dit pas et ne peut pas le dire, car il sait fort bien que l'histoire universelle ne connaît pas de cas où les classes dirigeantes se soient volontairement rendues à la nécessité. L'expérience enseigne le contraire: aucun régime social ni aucune classe incarnant ce régime n'ont jamais volontairement cédé la place à une nouvelle classe montante, n'ont jamais abandonné l'arène de l'histoire sans une lutte acharnée.

---

[8] Souligné par nous. – Bureau d'Éditions.

[9] KAUTSKY, *Programme d'Erfurt*.

Bien caractéristique à ce point de vue est la déclaration faite par Wilhelm Liebknecht, au Congrès d'Erfurt:

Ce qui est révolutionnaire, ce ne sont pas les moyens, mais les buts. La violence a toujours été, de toute éternité, un facteur réactionnaire.[10]

Dans son nouveau livre *la Conception matérialiste de l'histoire*, Kautsky écrit à propos de la lutte armée et de la grève:

Avec un État démocratique [l'État bourgeois actuel], avec une démocratie consolidée, la lutte armée ne joue plus aucun rôle dans la solution des conflits sociaux. Ces conflits se résolvent par voie pacifique, par la propagande et le vote. Même la grève de masses, comme moyen de pression de la classe ouvrière, trouve de moins en moins son emploi.[11]

Voilà, d'après Kautsky, le «chemin du pouvoir», voilà son orientation en ce qui concerne la lutte armée du prolétariat contre la bourgeoisie et la grève comme forme de la lutte de classe et mode de solution des conflits sociaux dans les États capitalistes modernes! C'est l'opposé des principes de Marx sur les mêmes questions.

Mais Kautsky ne se borne pas à nier la nécessité de l'emploi de la violence par le prolétariat contre ses ennemis de classe, il assure que la bourgeoisie elle-même n'aura pas recours à la lutte armée contre ce dernier:

Avec le rapide développement de l'industrie, ce ne sont pas les moyens militaires, mais les procédés économiques qui, de plus en plus, deviennent décisifs dans l'État.

Les capitalistes ne dominent pas les masses comme jadis les féodaux, par leur supériorité militaire... Ils ont jusqu'ici conservé le pouvoir grâce à leurs richesses et à l'importance de leurs fonctions

---

[10] Cité d'après l'article de Ch. Rappoport «Souvenirs d'Engels», dans *Annales du marxisme*.

[11] KAUTSKY, *La Conception matérialiste de l'histoire*. Éd. allemande, t. II, p. 431-432.

économiques dans le processus actuel de production. Ils le conserveront aussi longtemps que les masses opprimées et exploitées par eux ne comprendront pas la nécessite de mettre à la place des capitalistes et des organisations dépendant d'eux, des organisations appartenant à la classe ouvrière et remplissant les mêmes fonctions aussi bien, sinon mieux.

C'est la nécessité économique, et non la supériorité militaire qui est l'arme opposée par les capitalistes au régime démocratique des classes laborieuses.[12]

Après cette affirmation «théorique» sur la source du pouvoir de la bourgeoisie, Kautsky assure que la bourgeoisie n'opposera pas de résistance armée au moment où les moyens de production passeront de ses propres mains dans celles de la démocratie.

Le programme de Heidelberg, adopté en 1925 par la social-démocratie allemande, sanctionne, quant à l'État, l'attitude de fait de la social-démocratie, celle qu'elle a toujours eue et qu'elle continue d'avoir à l'égard de la République bourgeoise depuis la révolution de novembre 1918. La social-démocratie voit dans le régime républicain actuel (en Allemagne comme dans beaucoup d'autres pays, Autriche, Suisse, etc.), un stade transitoire conduisant au socialisme et prend catégoriquement la défense de ce régime. L'expérience de la guerre et de la période d'après-guerre a montré jusqu'à l'évidence que les leaders de la social-démocratie allemande sont réellement prêts à tous les sacrifices pour défendre la République bourgeoise contre le prolétariat révolutionnaire. Ils acceptent avec grand enthousiasme le rôle de chiens de garde et ils s'en acquittent avec le plus grand zèle.

Les raisonnements de Kautsky en 1892 et en 1926 et de Liebknecht en 1891 sur la question de la violence, et ceux des autres théoriciens social-démocrates sur la même question, comme T. Haubach, aujourd'hui, se ressemblent comme deux gouttes d'eau. Haubach déclare gravement:

---

[12] KAUTSKY, Ibidem, t. II, p. 474.

Il y a une liaison entre le but et le moyen, comme le veut la sagesse des jésuites. Tout moyen est en même temps un but, dit Hegel, et la sagesse des nations estime qu'il est impossible de chasser le diable par le diable. Donc le problème de la violence, dans chaque phase de l'évolution, dépend de l'idée qu'on se fait du but final du socialisme. Si on croit que ce but final, le socialisme, comporte l'absence de violence comme sa condition absolue, alors, dans tous les cas, on sera obligé d'observer le principe de la non-violence... pour atteindre ce but final.[13]

Aujourd'hui, vous ne trouverez plus un seul théoricien social-démocrate, même parmi les social-démocrates dits de gauche, qui ne se solidarise pas avec la formule déjà citée de Kautsky et des autres leaders de la social-démocratie.

Si même certains social-démocrates, comme Julius Deutsch[14] en Allemagne, le social-démocrate de gauche Bruno Kalninch en Lettonie[15] et d'autres encore, dans leurs travaux théoriques,

---

[13] Théodore HAUBACH, «Le socialisme et la question de l'armement», dans la revue *Die Gesellschaft*, no2, 3e année, p. 122.

[14] Voir Julius DEUTSCH: *La Force armée et la social-démocratie*. Berlin, p. 110. Deutsch indique que, dans certains cas, la bourgeoisie applique la force brutale contre le prolétariat. Dans ces cas-là, le prolétariat, «s'il ne veut pas être vaincu sans combat, ne devra pas lâchement renoncer à son avenir, et il ne lui restera rien d'autre à faire que d'avoir recours à l'arme suprême de la lutte de classe et à répondre par la force à la force».

[15] [14] Bruno KALNINCH : la Politique de guerre de la social-démocratie, Riga. 1928. L'auteur écrit:

« L'Internationale ouvrière social-démocrate a adopté à son congrès de Bruxelles, en 1928, un programme militaire qui, quant à la limitation des armements, réclame: 1. l'interdiction de la guerre chimique et bactériologique; 2. la limitation de l'artillerie lourde, des tanks, avions et unités navales; 3. la réduction des budgets de guerre; 4. le contrôle international de la fabrication et du commerce des armes; 5. la suppression des peines frappant la publication des nouvelles sur les armements secrets. Ces décisions doivent être appliquées au moyen d'ententes internationales entre tous les pays. Le contrôle en sera confié à la Société des Nations.»

L'Internationale estime que «la campagne pour la limitation internationale des armements n'aura de succès que dans la mesure où on arrivera à obtenir la solution des conflits internationaux par voie pacifique». Pour cela,

arrivent parfois à cette conclusion que, dans certaines conditions, le prolétariat peut avoir recours à des méthodes de contrainte contre la bourgeoisie, cela ne change rien au fond des choses. Kautsky et ses semblables n'ont à leur reprocher aucune entorse aux principes social-démocrates. Les fortes paroles des social-démocrates de gauche sur la possibilité d'employer la violence contre la bourgeoisie sont nécessaires pour maintenir dans leur captivité idéologique les éléments prolétariens qui n'ont pas encore renoncé à considérer la social-démocratie internationale comme un parti ouvrier. Il n'en est pas moins clair pour tout le monde que tant que la social-démocratie restera fidèle à sa conception de l'État, niera la dictature du prolétariat, et verra dans la République bourgeoise actuelle une conquête de la classe ouvrière à défendre

---

l'Internationale demande «la remise de tous les conflits internationaux à des tribunaux d'arbitrage. La Société des Nations doit élaborer un traité d'arbitrage qui sera commun pour tous et auquel se rallieront tous les gouvernements.

«L'Internationale oblige tous les partis socialistes à obtenir une loi interdisant de déclarer la mobilisation avant que le conflit en question ait été soumis à la Société des Nations pour être résolu pacifiquement. Contre les gouvernements qui se refuseraient à soumettre les conflits internationaux aux tribunaux d'arbitrage et qui entreprendraient la guerre, l'Internationale conseille d'employer les moyens les plus catégoriques, «sans exclure même l'emploi de la lutte violente et des procédés révolutionnaires».

Voilà l'attitude de la 2e Internationale dans la question de la guerre et du désarmement. Elle n'est pas contre la guerre, mais seulement contre la guerre chimique et bactériologique; elle n'est pas pour le désarmement général, mais seulement pour la limitation des armements. La guerre en général est admissible et possible, si elle est autorisée par la Société des nations impérialistes. Quant aux menaces de Kalninch et de Deutsch sur l'application des méthodes révolutionnaires aux gouvernements bourgeois, ce n'est qu'une plaisanterie. Les fameuses résolutions des congrès de Stuttgart et de Bâle en 1907 et 1912 étaient plus révolutionnaires que les grands gestes actuels de la social-démocratie, et néanmoins elles n'ont été qu'un chiffon de papier lors de la guerre impérialiste de 1914-1918. Rappelons-nous les guerres du Maroc et de Syrie, les interventions impérialistes en URSS et en Chine, celle des États-Unis en Amérique latine; rappelons-nous ensuite les multiples insurrections prolétariennes dans de nombreux pays, les grèves ouvrières, le rôle et la conduite de la social-démocratie dans ces événements, et on verra l'hypocrisie des leaders de gauche dans la question de la guerre, du désarmement et de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie.

contre les ennemis de l'intérieur (le prolétariat révolutionnaire) et de l'extérieur, *il ne pourra être question pour la social-démocratie d'appeler jamais réellement aux armes les masses laborieuses pour renverser la bourgeoisie*.

Les auteurs du socialisme scientifique n'ont pas trahi leurs principes sur le rôle de la violence et de l'insurrection prolétarienne. C'est une légende qu'Engels, dans sa préface de *La Guerre civile en France* de Marx, écrite immédiatement à la veille de sa mort (1895), aurait trahi ses anciennes idées sur l'insurrection, renoncé aux méthodes de 1848 et 1871 et préconisé l'évolution pacifique. Cette légende a été répandue par les réformistes de la social-démocratie allemande trente années durant. Mais depuis que Riazanov a réussi à obtenir de Bernstein le texte authentique d'Engels, elle ne trompera plus personne.

Il est connu aujourd'hui que les rédacteurs du CC du Parti social-démocrate en publiant la préface d'Engels, en retranchèrent tous les passages qui faisaient allusion aux buts historiques (mobilisation et éducation révolutionnaire des masses, organisation et éducation du Parti, etc.), qui étaient ceux des révolutionnaires allemands vers 1895, et à la nécessité d'employer à l'avenir la lutte armée pour la conquête du pouvoir.

Les véritables idées d'Engels sur l'emploi de la violence ressortent d'un passage d'une lettre à Lafargue du 3 avril 1895, dans laquelle il proteste vigoureusement contre la déformation de sa préface au livre de Marx. Voici ce qu'il écrivait:

X[16] m'a joué un mauvais tour. Dans mon introduction aux articles de Marx sur la France en 1848-50, il a pris tout ce qui pouvait servir à défendre *la tactique hostile à la violence et pacifique à tout prix, cette tactique que,* depuis quelque temps, il aime tant à prêcher, et surtout maintenant que se préparent à Berlin des lois d'exception. Or, cette tactique [de renoncer temporairement à la lutte armée] je la recommande *seulement pour l'Allemagne de l'époque présente*, et encore avec de sérieuses

[16] Engels a en vue Bernstein.

réserves. En France, en Belgique, en Italie et en Autriche, elle ne doit pas être suivie entièrement, en Allemagne elle peut devenir inapplicable demain.[17]

De la préface d'Engels, nous le savons aujourd'hui grâce aux travaux de Riazanov, fut retranché par exemple le paragraphe suivant, qui caractérise les idées d'Engels sur les combats de rue:

S'ensuit-il qu'à l'avenir le combat de rue ne doive plus jouer aucun rôle. *Pas le moins du monde.* Il s'ensuit seulement que les conditions, depuis 1848, sont devenues moins favorables aux insurgés civils et plus favorables à l'armée. Tout combat de rue à l'avenir ne pourra donc triompher que si ce désavantage de la situation se marque moins dans la première phase de la révolution sociale que dans les phases suivantes, et si le combat est engagé avec des forces plus considérables. *Mais on préférera alors, comme pendant toute la grande Révolution française, ou le 4 septembre et le 31 octobre à Paris, l'offensive déclarée à la tactique passive des barricades.*[18]

Ce passage de la préface d'Engels, retranché par Bernstein au moment de sa publication, ainsi que le fragment cité plus haut de la lettre à Lafargue, constituent un acte d'accusation écrasant contre toute la fraction dirigeante de la social-démocratie allemande, et avant tout, contre Bernstein, qui prétendait ainsi faire passer Engels, aux yeux du Parti et de tout le prolétariat, pour un révolutionnaire petit-bourgeois se repentant de ses péchés révolutionnaires de jeunesse.

À ce sujet il est intéressant de citer encore un passage peu connu de Marx, mettant en relief ses idées sur la violence et la dictature deux années seulement avant sa mort. Dans une lettre au social-démocrate hollandais Domela Nieuwenhuys, Marx écrivait le 22 février 1881:

---

[17] La citation est tirée des Archives Marx-Engels, t. II, 2e édition, p. 25. Les passages soulignés le sont par Engels.

[18] *Ibidem*, p. 259. Souligné par nous.

Un gouvernement socialiste ne peut se mettre à la tête d'un pays s'il n'existe pas des conditions suffisantes pour qu'il puisse prendre aussitôt les mesures voulues et *épouvanter la bourgeoisie* de façon à gagner les premières conditions d'une politique conséquente [18].[19]

Croire effrayer la bourgeoisie par d'autres moyens que la violence est une illusion qui ne peut profiter qu'à la contre-révolution.

Pourtant la social-démocratie allemande en juge autrement. Il ne lui vient pas à l'idée d'effrayer d'aucune façon la bourgeoisie. Voilà ce que dit une autorité de cette social-démocratie et de toute la 2e Internationale, R. Hilferding:

La définition donnée par Marx [l'État comme moyen de contrainte entre les mains des classes dirigeantes] n'est pas une théorie de l'État, pour cette raison déjà qu'elle se rapporte à toutes les formations politiques depuis l'origine même de la société...

Nous autres, socialistes, devons comprendre que l'organisation est composée de membres, de dirigeants et d'un appareil, c'est-à-dire que l'État, du point de vue politique, n'est autre chose que le gouvernement, appareil de direction et les citoyens composant l'État...

D'autre part, il s'ensuit que l'élément essentiel de tout État moderne, ce sont les partis, car un individu ne peut manifester sa volonté que par l'intermédiaire d'un parti. Aussi tous les partis sont-ils un élément aussi indispensable de l'État que le gouvernement et l'appareil administratif.[20]

Telle est la définition de l'État donnée par l'auteur du *Capital financier*. Naturellement, dès lors que l'État n'est pas l'instrument de la domination d'une classe, mais «le gouvernement, appareil de

---

[19] MARX. *Lettre à Domela Nieuwenhuys*, du 22 février 1881, dans la *Pravda* du 14 mars 1928. Souligné par nous.

[20] HILFERDING, *Le Congrès social-démocrate de Kiel en 1927*. Cité d'après l'article de A. Sliepkov: «*Le visage du traître*», dans le *Bolchévik*, no 8 de 1928, p. 16.

direction, les citoyens et les partis» (ainsi le PC d'Allemagne est «un élément indispensable» de l'État bourgeois), il s'ensuit qu'en Allemagne et ailleurs, le pouvoir est entre les mains non pas de la bourgeoisie, mais de toutes les classes et de tous les partis, entre les mains de tous les citoyens composant l'État. Mais s'il en est ainsi, il ne peut être question de combattre l'État, il faut, au contraire, s'efforcer d'y occuper une place convenable. En pratique, cela s'exprime par des gouvernements de coalition où la social-démocratie s'associe aux partis bourgeois et par une lutte acharnée contre le prolétariat révolutionnaire et son avant-garde, le PC, combattant à la fois la bourgeoisie et les dirigeants social-démocrates pour instaurer la dictature du prolétariat. Ce fondement théorique de la proposition contre-révolutionnaire déjà citée, de Kautsky, sur la lutte armée et la solution des conflits sociaux signifie que la social-démocratie allemande (et pas seulement elle) croit avoir déjà réalisé le rêve de l'État populaire libre qu'elle caressait en 1875, et qu'il ne reste plus aujourd'hui qu'à démocratiser davantage cet État, à démocratiser la Société des Nations et à entrer pacifiquement, sans révolutions ni dictature, ni effusion de sang, dans le socialisme.

Kautsky justifie cette proposition encore plus nettement. Voici ce qu'il dit de l'État dans son livre déjà cité sur la *Conception matérialiste de l'histoire:*

Depuis les dernières déclarations d'Engels sur l'État, plus d'une génération a passé, qui n'a pas laissé intact le caractère de l'État moderne. La caractéristique de l'État donnée par Marx et Engels, qui était absolument exacte de leur temps, conserve-t-elle encore son importance aujourd'hui, c'est une chose qui demande à être étudiée.[21]

Dans la suite de son exposé, Kautsky, avec une étonnante habileté, s'acharne à prouver que l'État de l'époque du capital financier a un caractère tout différent de celui de Marx et d'Engels. Il n'est plus un instrument de contrainte de classe.

---

[21] KAUTSKY, *Ibidem*, t. II, p. 59.

À la page 599, il écrit:

L'État démocratique moderne se distingue des types précédents en ce que l'utilisation de l'appareil gouvernemental par les classes exploitrices ne tient pas à son essence, n'en est pas inséparable. Au contraire, l'État démocratique tend à ne pas être l'organe d'une minorité, comme cela se passait avec les régimes précédents, mais celui de la majorité de la population, c'est-à-dire des classes laborieuses. S'il est cependant l'organe d'une minorité d'exploiteurs, la cause n'en est pas dans sa nature propre, mais dans les classes laborieuses, manquant d'unité, de connaissances, d'indépendance ou d'aptitude au combat, toutes qualités qui à leur tour sont la conséquence des conditions dans lesquelles elles vivent.

La démocratie fournit la possibilité d'anéantir la puissance politique des exploiteurs, ce qui aujourd'hui, avec l'augmentation constante du nombre des ouvriers, se produit en effet de plus en plus souvent.

Plus il en est ainsi, et plus l'État démocratique cesse d'être un simple instrument entre les mains des classes exploitrices. L'appareil gouvernemental commence déjà, dans certaines conditions, à se tourner contre elles, c'est-à-dire à fonctionner dans un sens opposé à celui où il fonctionnait jusqu'ici. D'instrument d'oppression, il commence à se changer en instrument d'affranchissement des travailleurs.[22]

Tout commentaire est ici superflu. Le gouvernement du capital trusté n'est pas un instrument entre les mains de classes possédantes: c'est l'État conduisant le prolétariat à son affranchissement.

Si l'on ajoute à cela les attaques effrontées de Kautsky contre l'Union des Soviets, auxquelles il se livre cyniquement en plusieurs endroits de son ouvrage, ses dithyrambes en l'honneur de la Société des Nations, instrument de paix et défenseur de la démocratie, et

---

[22] KAUTSKY, *Ibidem*, t. II, p. 598-599.

ses assurances que les classes dominantes n'emploieront pas les armes contre la démocratie; si on se rappelle enfin la conduite de la social-démocratie allemande dans la période d'après-guerre, en particulier en 1918-19-20-21-23, on verra clairement pourquoi Kautsky était obligé de réviser si grossièrement la doctrine de Marx et d'Engels sur l'État.

En traitant de la force militaire et économique de l'État moderne, Kautsky arrive à la conclusion suivante:

La valeur internationale qu'a reconquise la République allemande montre que la force d'une nation est déterminée infiniment plus par ses progrès culturels et économiques que par l'importance de son armée. En effet, aujourd'hui, en plein développement de la démocratie, un État entouré de démocraties et ne poursuivant aucun but agressif n'a presque pas besoin d'armée pour se défendre, dès lors que la Société des Nations est rationnellement organisée. Si la Russie possédait un régime démocratique et entrait dans la Société des Nations, un des principaux obstacles au désarmement général serait supprimé.[23]

La Société des Nations, instrument de paix, l'URSS, instrument de guerre ! En vérité, on ne saurait pousser plus loin l'audace.

La falsification de la préface d'Engels, la déformation du marxisme dans tous ses points essentiels, tout cela était nécessaire aux réformistes pour accomplir leur sale travail opportuniste sous le couvert du nom d'Engels. Toute la pratique de la social-démocratie au cours de ces quinze dernières années, sur laquelle il n'est pas utile de nous arrêter ici (la place de la social-démocratie est depuis longtemps marquée dans le système de défense du régime bourgeois) en est une preuve évidente. Aujourd'hui, tout le monde voit que la social-démocratie, dans la pratique comme dans la théorie, est *contre* la violence du prolétariat contre la bourgeoisie, mais *pour* la violence de la bourgeoisie contre le prolétariat.

---

[23] KAUTSKY, *Ibidem*, t. II, p. 448.

De ce qui vient d'être dit, il résulte que la social-démocratie allemande, et à sa suite toute la 2e Internationale, dans les problèmes fondamentaux du marxisme, *n'ont jamais été véritablement et jusqu'au bout marxistes. La genèse du réformisme, la chute idéologique honteuse de la social-démocratie allemande ont commencé dès l'époque de Gotha et d'Erfurt, dès la falsification des travaux de Marx et d'Engels sur la dictature, la lutte armée du prolétariat et la lutte de classe en général, problèmes décisifs qui font le départ entre les véritables révolutionnaires et tout ce qui est étranger à la révolution.* C'est à ce propos que Lénine disait:

La lutte de classe est l'essentiel dans la doctrine de Marx. On l'écrit et on le dit, du moins, très souvent. Mais c'est inexact. Des déformations opportunistes du marxisme, des falsifications du marxisme tendant à l'approprier aux besoins de la bourgeoisie résultent très fréquemment de cette inexactitude. Car la doctrine de la lutte de classe a été conçue *non pas* par Marx, mais par la bourgeoisie *avant* Marx, et, de façon générale, est *acceptable* pour la bourgeoisie. Qui ne reconnaît *que* la lutte des classes n'est pas encore marxiste et peut très bien ne pas sortir des cadres de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise? Borner le marxisme à la lutte des classes, c'est le tronquer, le mutiler, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. N'est marxiste que celui qui *étend* l'aveu de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat*. La différence la plus profonde entre le marxiste et le petit (ou grand) bourgeois ordinaire est là. C'est sur cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension effective du marxisme et l'adhésion au marxisme. Et il n'est pas étonnant que, lorsque l'histoire de l'Europe eut amené la classe ouvrière à aborder *pratiquement* cette question, tous les opportunistes et les réformistes, et tous les «kautskistes» (hésitant entre le réformisme et le marxisme) aussi, se soient révélés de piètres philistins et des démocrates petits-bourgeois négateurs de la dictature du prolétariat...

L'opportunisme *ne pousse pas* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à l'essentiel, jusqu'à la période de *transition* du

capitalisme au communisme, jusqu'à la période de *subversion* de la bourgeoisie et d'anéantissement complet de celle-ci. En réalité, cette période est inévitablement celle d'une lutte des classes extrêmement acharnée, revêtant une acuité encore inconnue. L'État de cette époque doit donc être un État démocratique (pour les prolétaires et les non-possédants en général) *novateur* et un État dictatorial (contre la bourgeoisie) également *novateur*...

En refusant d'admettre les principes de Marx et d'Engels sur la dictature du prolétariat et le rôle de l'État, les social-démocrates allemands n'ont *jamais pu seulement poser convenablement dans la théorie* (sans parler de la résoudre pratiquement) *la question de l'insurrection armée.*[24]

Si nous nous sommes arrêtés si longuement sur la social-démocratie allemande, c'est qu'elle a toujours été et est encore la directrice morale de la 2e Internationale. Tout ce qui est dit d'elle se rapporte également à tous les partis de cette Internationale.

---

[24] LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXI, *L'État et la Révolution*, p. 469-470.

II. Le bolchévisme et l'insurrection

Lénine n'a pas seulement restauré la théorie marxiste de l'État (voir son livre *L'État et la Révolution*), il a étudié et posé pratiquement le problème de la dictature du prolétariat, en en faisant le mot d'ordre de lutte de tout le prolétariat international. Lénine a enrichi le marxisme en découvrant la force concrète de cette dictature: le système soviétique.

En ce qui concerne l'insurrection, déjà en 1902 (voir son ouvrage *Que faire?*), Lénine soulignait la nécessité de se préparer à l'insurrection armée imminente. En 1905, les circonstances ayant mûri, il employait toute son autorité à montrer que seule l'insurrection armée, forme la plus aiguë et la plus décisive du combat en temps de révolution, peut finalement conduire le prolétariat à la victoire.

Dressant le bilan de l'insurrection de Moscou de décembre 1905 et attaquant vigoureusement la fameuse phrase de Plékhanov, reprise par tous les opportunistes: "Il ne fallait pas prendre les armes", Lénine critique et enseigne à notre Parti et à tout le prolétariat ce qui suit:

Il fallait avec encore plus de décision, d'énergie et d'esprit offensif prendre les armes; il fallait expliquer aux masses l'impossibilité de se borner à la grève pacifique et la nécessité d'une lutte armée impitoyable et sans peur. Aujourd'hui, nous devons encore faire la

plus large agitation en faveur de l'insurrection armée, sans dissimuler cette question sous aucun

« degré préparatoire», sans jeter dessus aucun voile. Dissimuler aux masses la nécessité d'une guerre acharnée, sanglante et exterminatrice, comme but immédiat de l'attaque future, c'est se tromper soi-même et tromper le peuple.[25]

Pendant la révolution d'Octobre 1917, Lénine, comme on le sait, fut l'âme de l'insurrection, l'âme de la révolution.

Répondant aux professionnels en fait de falsification du marxisme, c'est-à-dire aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires qui, en pleine harmonie avec les cadets et autres partis monarchiques et bourgeois, accusaient les bolchéviks de blanquisme[26], Lénine fournit (en 1917) la formule classique du problème de l'insurrection armée et des conditions de son succès:

---

[25] LÉNINE. *Œuvres complètes*, t. X, *Les leçons de l'insurrection de Moscou*.

[26] [2] Le blanquisme est une doctrine révolutionnaire qui doit sa naissance au communiste révolutionnaire français Auguste Blanqui (1805-1881). La doctrine de Blanqui, sur bien des questions sociales et politiques essentielles, est en contact étroit avec le marxisme moderne, dont il est le précurseur direct. Blanqui était communiste et matérialiste, mais non dialecticien. Il était partisan déclaré de la lutte de classe et de la dictature d'un parti prolétarien centralisé. Blanqui croyait fermement au rôle créateur de la violence dans le processus historique.

Blanqui était «un révolutionnaire de l'ancienne génération», dit Engels. Paul Frœlich (voir son brillant article sur le blanquisme dans la revue l'IC, 1925, no 12), montre l'exactitude de cette définition et ajoute: «C'est l'expression la plus vive, le représentant classique de l'époque des révolutions faisant la transition entre l'époque bourgeoise et l'époque prolétarienne, du moment où le porte-parole conscient de la révolution était encore la bourgeoisie, mais était déjà aussi le prolétariat. En qualité de représentant de cette époque, à la fois par son origine et par son activité, il sert de chaînon intermédiaire entre le jacobinisme et le communisme moderne». Frœlich a absolument raison.

La tactique de Blanqui consistait à exécuter la révolution, à percer une brèche dans le régime bourgeois, à s'emparer au bon moment du pouvoir, à l'aide d'une organisation armée, secrète, fortement organisée et centralisée, et à entraîner ensuite le prolétariat. Blanqui ne comprenait pas et ne pouvait pas comprendre la nécessité de certaines conditions pour que l'insurrection soit

Pour être couronnée de succès, l'insurrection doit reposer non sur un complot, non sur un parti, mais sur la classe avancée. C'est là le premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur la poussée révolutionnaire du peuple. Voilà le deuxième point. L'insurrection doit éclater à *l'apogée* de la révolution ascendante, c'est-à-dire au moment où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus grande, où les hésitations des ennemis *et des amis faibles, équivoques et indécis de la révolution sont le plus fortes. C'est le troisième point.* C'est en posant, à propos de l'insurrection, ces trois conditions, *que le marxisme se distingue du blanquisme.*

Lénine ajoute aussitôt:

Mais du moment que ces conditions sont données, c'est trahir le marxisme et la révolution que de se refuser à considérer l'insurrection comme un *art* [c'est-à-dire de la préparer politiquement et militairement][27].

---

victorieuse. Les tentatives d'insurrection montées par lui-même et par ses disciples ont toutes échoué. Le prolétariat, représenté par Blanqui, n'avait pas encore pris parfaitement conscience de lui comme classe, ne s'était pas encore suffisamment cristallisé, était encore apparenté à la petite bourgeoisie. Des rapports sociaux insuffisamment mûris donnaient naissance à une théorie insuffisamment mûrie.

Le marxisme-léninisme a hérité du blanquisme la nécessité d'organiser et de préparer la révolution, la nécessité et la fatalité d'une lutte armée implacable contre le pouvoir existant. Mais le marxisme-léninisme n'a pas pu accepter les idées du «révolutionnaire de l'ancienne génération» sur la tactique du complot. À côté de la préparation systématique de la révolution, Marx et Lénine font ressortir la nécessité des prémisses économiques et sociales de l'insurrection (un puissant essor révolutionnaire du prolétariat), sans lesquelles la victoire ne peut se concevoir.

Bernstein, en son temps, accusait Marx de blanquisme. Aujourd'hui, c'est toute la 2e Internationale qui accuse l'IC de blanquisme et met sur un pied d'égalité blanquisme et communisme. En calomniant ainsi les communistes, les social-démocrates représentent le révolutionnaire convaincu du passé, Blanqui, comme un fanatique petit bourgeois.

[27] LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXI, *Le marxisme et l'insurrection*, p. 240-241.

Ici tout est dit au fond, sous une forme concise et générale, sur les prémisses d'une insurrection victorieuse. Néanmoins, Lénine, en cette même année 1917, dans la *Lettre aux camarades*, revient de façon plus concrète et plus détaillée sur la différence entre le marxisme et le blanquisme dans la question de l'insurrection. Il souligne à la fois les conditions dans lesquelles elle peut être victorieuse:

Un complot militaire ressortit au blanquisme pur, *s'il* n'est pas organisé par le parti d'une classe déterminée; *si* ses organisateurs n'ont pas apprécié avec justesse le moment politique en général et la situation internationale en particulier; *s'ils* n'ont pas pour eux la sympathie (attestée par les faits) de la majorité du peuple; *si* le cours de la révolution n'a pas détruit les illusions et les espoirs de la petite bourgeoisie en la possibilité et l'efficacité de l'entente entre les classes; *si* les organisateurs du complot n'ont pas conquis la majorité au sein des organes de la lutte révolutionnaire «munis de pleins pouvoirs ou tenant, comme les Soviets, une place importante dans la vie de la nation; *s'il* n'y a pas dans l'armée (en temps de guerre) d'hostilité déterminée à l'égard d'un gouvernement qui prolonge contre la volonté du peuple une guerre injuste; *si* les mots d'ordre de l'insurrection («tout le pouvoir aux Soviets»,

«la terre aux paysans», «proposition immédiate d'une paix démocratique à tous les États belligérants», «annulation immédiate des traités secrets», «abolition de la diplomatie secrète», etc.) n'ont pas la plus large diffusion et la plus grande popularité; *si* les ouvriers avancés ne sont pas convaincus de la situation désespérée des masses et assurés de l'appui des campagnes (appui attesté par un important mouvement paysan ou par un soulèvement de grande envergure contre les propriétaires et le gouvernement qui les défend); *si* la situation économique permet sérieusement d'espérer une solution favorable de la crise par des moyens pacifiques et la voie parlementaire.[28]

---

[28] LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXI, *Lettre aux camarades*, p. 420-421.

Dans la brochure *la Faillite de la IIe Internationale, en 1915*, Lénine écrivait à ce sujet ce qui suit:

Pour un marxiste, il est certain que nulle révolution n'est possible à défaut de situation révolutionnaire. Toute situation révolutionnaire, du reste, n'aboutit pas à une révolution. Quels sont, en général, les indices d'une situation révolutionnaire? Nous ne nous tromperons assurément pas en indiquant les trois indices suivants:

1. L'impossibilité pour les classes dominantes de maintenir intégralement leur domination; une «crise» des milieux dirigeants, crise politique de la classe exerçant le pouvoir, produit une faille dans laquelle pénètrent le mécontentement et l'indignation des classes opprimées. Pour qu'une révolution ait lieu, il est en général insuffisant que «l'on n'accepte plus en bas»; il faut aussi que l'on ne *puisse plus vivre* comme par le passé.

2. L'aggravation anormale des privations et des souffrances des classes opprimées.

3.L'augmentation sensible, en raison de ce qui précède, de l'activité des masses qui, «en temps de paix», se laissent paisiblement voler, mais, en temps d'orage, sont incitées par toute la crise, et aussi, les dirigeants, à prendre l'initiative d'une action historique.

À défaut de ces modifications objectives, indépendantes de la volonté des groupes isolés et des partis, comme des classes, une révolution est, en règle générale, impossible. L'ensemble de ces modifications objectives constitue précisément la situation révolutionnaire. Il y eut une situation de cet ordre en Russie en 1905 et dans tous les pays d'Occident, pendant l'ère des révolutions; mais il y en eut une, aussi, en 1859-1860, en Allemagne, et en 1879-80 en Russie, quoiqu'il n'y ait pas eu alors de révolution. Pourquoi? Parce que toute situation révolutionnaire n'engendre pas nécessairement une révolution; parce que celle-ci ne s'accomplit que lorsque s'ajoute aux facteurs énumérés le facteur subjectif: c'est-à-dire l'*aptitude* de la *classe* révolutionnaire à l'action révolutionnaire, l'aptitude des masses assez fortes pour

briser ou ébranler l'ancien gouvernement, lequel, même à l'apogée des crises, ne «tombera pas si on ne le fait pas tomber».[29]

Lénine est revenu bien des fois sur la nécessité des prémisses sociales et politiques indiquées plus haut[30]. Les extraits précédents, qu'il serait facile de multiplier, montrent quelle immense et décisive importance il attachait à la question des prémisses politiques de la révolution. C'est en rapport avec ces prémisses, déterminant le degré de maturité de la situation révolutionnaire, que Lénine a toujours décidé les problèmes d'ordre historique: le Parti doit-il déjà s'orienter sur l'organisation immédiate de l'insurrection, doit-il au contraire continuer son travail ordinaire de mobilisation révolutionnaire des masses, doit-il attendre un moment plus favorable pour l'insurrection?

Il va de soi que Lénine n'a jamais considéré l'insurrection comme un acte isolé, sans rapport avec les autres moments de la lutte de classe. L'insurrection est préparée par toute la lutte des classes d'un pays, elle n'est que la continuation organique de cette lutte. Toute l'activité du parti révolutionnaire: lutte pour la paix, contre l'intervention impérialiste (en Chine, dans l'URSS, etc.), contre les guerres impérialistes en préparation (en Europe, en Amérique, etc.), contre la rationalisation capitaliste, pour le relèvement des salaires, les assurances sociales en général, pour le relèvement du niveau de vie du prolétariat, la nationalisation du sol, la lutte parlementaire, etc., tout cela doit être dirigé vers la préparation et la mobilisation des masses en vue d'une forme supérieure de lutte pendant l'essor de la révolution, en vue de l'insurrection.

Partant de la doctrine de Lénine, le projet de programme de l'IC esquisse comme suit les conditions dans lesquelles le Parti est

---

[29] LÉNINE et ZINOVIEV, *Contre le courant*, t. I, p. 148-149. Bureau d'Editions, Paris.

[30] Voir dans son livre *La Maladie infantile du communisme* la lutte de Lénine contre les doctrinaires d'extrême gauche au 3e Congrès de l'IC, et en particulier ses articles et discours de septembre-octobre 1917.

obligé de conduire les masses au combat pour le renversement du pouvoir de la bourgeoisie:

En présence d'un essor révolutionnaire, quand les classes dominantes sont désorganisées, quand les masses sont en état de fermentation révolutionnaire, quand les éléments intermédiaires hésitent dans le sens du prolétariat, quand les masses sont prêtes à l'action et au sacrifice, alors s'impose au parti du prolétariat le devoir de les conduire à l'attaque directe contre l'État bourgeois. Ce résultat est obtenu par la propagande de mots d'ordre de transition de plus en plus actifs (Soviets, contrôle ouvrier de la production, comités paysans pour l'occupation des grands domaines, désarmement de la bourgeoisie et armement du prolétariat) et l'organisation *d'actions de masse,* auxquelles doivent être subordonnées toutes les branches de l'agitation du Parti et de la propagande, y compris l'action parlementaire. Dans ces actions de masses rentrent: les grèves, les grèves combinées avec des manifestations ou avec des manifestations armées, enfin la grève générale de concert avec l'insurrection armée contre le pouvoir de la bourgeoisie. *Cette dernière, qui est la forme de lutte la plus élevée,* s'appuie sur les règles de l'art militaire, suppose un plan militaire, porte le caractère offensif des opérations militaires, suppose dans le prolétariat un dévouement et un héroïsme absolus. De pareilles actions ont pour condition indispensable l'organisation de grandes masses en unités de combat, dont la forme même embrasse et met en mouvement le plus grand nombre possible de travailleurs (Soviets de députés ouvriers et paysans, Soviets de soldats, etc.), ainsi qu'un travail révolutionnaire renforcé dans l'armée et dans la flotte.

En passant à de nouveaux mots d'ordre, plus accentués, il faut se guider sur la règle essentielle de la tactique politique du léninisme: savoir amener les masses sur les positions révolutionnaires de telle sorte que ces masses elles-mêmes se convainquent par leur propre expérience de la justesse de la ligne suivie par le Parti. La non-observation de cette règle conduit fatalement à l'éloignement des masses, au putschisme et à la dégénérescence idéologique du communisme en un doctrinarisme

de gauche, «un aventurisme» révolutionnaire «petit-bourgeois». Il n'y a pas moins de danger à ne pas profiter du point culminant de la situation révolutionnaire, qui exige du parti du prolétariat une attaque décisive et d'une extrême hardiesse contre l'ennemi; laisser passer ce moment et ne pas déclencher l'insurrection, c'est livrer l'initiative à l'adversaire et vouer la révolution à la défaite[7].[31]

C'est une chose de définir théoriquement les conditions indispensables en présence desquelles est possible le succès de l'insurrection; c'en est une autre, absolument différente et beaucoup plus compliquée, d'*apprécier pratiquement* le degré de maturité de la situation révolutionnaire et par suite de décider la question du début de l'insurrection. Ce problème de la date de l'insurrection est d'une importance exceptionnelle.

L'expérience prouve qu'il n'est pas toujours possible de le résoudre comme les circonstances l'exigent. Il arrive fréquemment que, sous l'influence de l'impatience révolutionnaire, de la terreur et de la provocation des classes dirigeantes, le degré de maturité d'une situation révolutionnaire *soit exagéré* et que l'insurrection échoue. Ou bien, au contraire, on *sous-estime* une situation qui exige du Parti du prolétariat des actions décisives et on laisse ainsi échapper le moment favorable à l'organisation d'une insurrection victorieuse.

À titre d'illustration, nous citerons quelques exemples historiques.

Le 14 août 1870, les blanquistes organisent une insurrection à Paris. Les masses ne soutiennent pas les insurgés qui sont écrasés. Trois semaines plus tard, les troupes françaises ayant été battues par les Prussiens à Sedan, tout Paris se soulève le 4 septembre. Lors de l'action des blanquistes, la fermentation était déjà grande dans les masses, la désorganisation des classes dirigeantes était un fait acquis. Mais il manquait le choc nécessaire pour mettre en branle les masses. Ce choc, ce fut Sedan. Les blanquistes ne l'avaient pas

---

[31] *Programme de l'Internationale Communiste*, Chapitre 6.

compris, ils avaient mal choisi la date de l'insurrection, prématurément, et avaient été défaits.

Kaménev, Zinoviev et autres en 1917, lorsqu'était débattue dans le Parti la question de la prise du pouvoir, estimaient que les circonstances n'étaient pas encore mûres, que les bolchéviks ne garderaient pas le pouvoir, que les masses ne descendraient pas dans la rue, qu'elles n'étaient pas suffisamment révolutionnaires, qu'»il n'y avait rien dans la situation internationale qui obligeât le Parti bolchévik à agir immédiatement, qu'on nuirait plutôt à la cause de la révolution socialiste en Occident si on se laissait massacrer», que nous étions isolés tandis que la bourgeoisie était encore assez forte, etc., enfin qu'il fallait attendre l'Assemblée constituante, qui déciderait du sort de la révolution russe.

Par bonheur, Zinoviev et Kaménev n'avaient pas d'appuis dans le Parti. Mais il est facile de se figurer ce qui serait arrivé si ces camarades, membres du CC, avaient eu pour eux sinon la majorité du Parti, du moins une fraction plus ou moins importante et avaient prolongé la discussion sur la prise du pouvoir. Les circonstances pouvaient se modifier au détriment du prolétariat révolutionnaire, car il n'est pas, en général, de situation sans issue pour les classes dirigeantes. Le moment favorable aurait pu être perdu, et par suite la prise du pouvoir reculée pour longtemps. Il est certain que, si le Parti avait adopté la position de Zinoviev et de Kaménev, la crise révolutionnaire de 1917 aurait pu aboutir à une impasse, tout comme la crise révolutionnaire d'Allemagne en 1918. Il n'y aurait pas eu de parti considérant comme un devoir de prendre la responsabilité d'organiser un véritable gouvernement prolétarien.

La position de Zinoviev et Kaménev en 1917 est un exemple typique de la façon dont quelquefois peut être perdue une révolution.

En juillet, la partie révolutionnaire du prolétariat de Pétrograd brûlait d'intervenir et intervint en effet pour renverser le gouvernement provisoire. Le Parti bolchévik, Lénine en tête,

prévint les masses: «C'est encore trop tôt». Les journées du 3 au 5 juillet se terminèrent par un échec.

En septembre-octobre, au contraire, Lénine, malgré de grands désaccords au CC du Parti bolchévik sur la prise du pouvoir, ne cessait de répéter: «Aujourd'hui ou jamais ! la révolution est en danger de mort !» et en même temps il donnait toutes sortes de directives pratiques de caractère politique, militaire et pratique, pour assurer le succès de l'insurrection. Voici comment, en septembre 1917, il appréciait la situation:

Les 3 et 4 juillet, on pouvait, à bon droit, poser la question en ces termes: il serait préférable de nous emparer du pouvoir, car, si nous nous y refusons, cela n'empêchera pas nos ennemis de nous accuser de sédition et de nous traiter en factieux. Mais cette considération ne permettait pas de conclure à la prise du pouvoir, car les conditions objectives de la victoire faisaient encore défaut:

1.*Nous n'avions pas* encore derrière nous la classe qui est l'avant-garde de la révolution. Nous n'avions pas encore la majorité parmi les ouvriers et les soldats des capitales. Nous l'avons maintenant dans les Soviets de Pétrograd et de Moscou...

2.*L'enthousiasme* révolutionnaire *n'avait pas encore* gagné la grande masse du peuple. Maintenant, après l'aventure de Kornilov, c'est chose faite. Ce qui se passe en province et la prise du pouvoir par les Soviets en nombre d'endroits le démontrent.

3. Nos ennemis et la petite bourgeoisie irrésolue ne *faisaient pas encore* preuve d'*hésitations* d'une grande amplitude politique: nous sommes maintenant en présence d'immenses hésitations. Notre principal ennemi, l'impérialisme allié et mondial, car les

«Alliés» sont à la tête de l'impérialisme mondial, – *hésite* en ce moment entre la guerre jusqu'à la victoire finale et la paix séparée contre la Russie. Nos démocrates petits-bourgeois, qui ont manifestement perdu la majorité dans le peuple, sont en proie à des hésitations non moins grandes; ils ont renoncé au bloc, c'est-à-dire à la coalition avec les cadets.

4.C'est pourquoi les 3 et 4 juillet, l'insurrection eût été une faute: ni physiquement, ni politiquement nous n'eussions pu garder le pouvoir. Nous n'en aurions pas eu la force physique, car, bien que Pétrograd ait été par instants entre nos mains, nos ouvriers et nos soldats eux-mêmes ne se seraient pas *battus et fait tuer* pour garder la ville: ils n'étaient pas encore dans l'état d'»exaspération» qui est le leur aujourd'hui, ils ne bouillaient pas d'une haine aussi furieuse contre les Kérenski, les Tséretelli et les Tchernov. Nos militants n'étaient pas encore trempés par la persécution à laquelle les s.-r. et les menchéviks ont prêté leur appui.

Politiquement, nous n'eussions pas gardé le pouvoir les 3-4 juillet, car, *avant l'affaire de Kornilov* l'armée et la province auraient pu marcher et auraient marché contre Pétrograd.

Maintenant, la situation est tout autre.

La majorité de notre *classe*, l'avant-garde de la révolution, l'avant-garde du peuple, capable d'entraîner les masses est avec nous.

La *majorité* du peuple est avec nous, car la démission de Tchernov est l'indice le plus saisissant, – ce n'est pas le seul, loin de là, mais c'est le plus saisissant – que le bloc des s.-r. (de même que le Parti socialiste-révolutionnaire seul) *ne donnera pas la terre aux paysans*. Or, cette question confère à la révolution son caractère essentiellement populaire... Notre *victoire* est *assurée*, car le peuple est presque réduit au désespoir et nous lui indiquons la bonne issue.[32]

Cet extrait hautement instructif d'un ouvrage de Lénine montre quelle énorme importance il attribuait aux conditions politiques de l'insurrection, quand il s'agit d'en fixer la date. Son appréciation de la situation en juillet était absolument juste. Le Parti n'avait pas encore pour lui la majorité du peuple, l'ennemi n'était pas encore assez empêtré dans ses contradictions, «les opprimés pouvaient

---

[32] LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXI, *Le marxisme et l'insurrection*, p. 240-241.

encore vivre comme autrefois, et les classes dominantes pouvaient encore gouverner comme autrefois».

En deux mois, la situation changea du tout au tout. Notre parti avait déjà pour lui la majorité du peuple, et Lénine décida la question de l'insurrection dans le sens positif. Ceux-là se trompaient lourdement qui, comme Zinoviev, Kaménev et autres, estimaient qu'il tuerait ainsi la révolution russe et avec elle la révolution internationale.

Lénine, en septembre, voyait clairement que la majorité du peuple suivait le Parti bolchévik; il jugeait sainement la situation et savait que le moment était arrivé de l'insurrection victorieuse. Sachant l'énorme responsabilité qu'avait notre parti devant le prolétariat non seulement russe, mais international, il redoutait de laisser échapper le moment favorable à l'insurrection, il craignait que la situation ne se modifiât radicalement en faveur des classes dirigeantes, et que la prise du pouvoir ne fût ainsi reculée temporairement. Aussi insistait-il si impérieusement et si catégoriquement sur l'insurrection en octobre: aujourd'hui ou jamais! le retard, c'est la mort! la victoire est assurée, attendre est un crime devant la révolution!

Aussi Lénine, voyant que le moment était mûr pour une insurrection victorieuse, attaqua-t-il si furieusement Zinoviev et Kaménev, les appelant briseurs de grève, réclamant leur exclusion du Parti. Il avait mille fois raison. Kaménev et Zinoviev sous-estimaient la maturité de la situation révolutionnaire en Russie et en Occident, exagéraient les forces de la contre-révolution, occupaient une position qui, au fond, ne se distinguait en rien de celle des social-démocrates.

Un exemple négatif au contraire de la fixation de la date de l'insurrection est celui de l'action de mars 1921 en Allemagne, ou plus exactement la tactique du PC allemand à l'égard de cette action de mars. L'action de mars était théoriquement justifiée par une

certaine théorie de l'offensive[33], qui fut condamnée par le IIIe congrès de l'IC et que Lénine caractérisa comme une théorie de putsch. Les ouvriers des bassins miniers de l'Allemagne centrale se trouvèrent, en mars 1921, plus révolutionnaires que ceux des autres régions. Le gouvernement commença à prendre contre eux diverses mesures de répression. En réponse, le CC du PC appela les masses ouvrières d'Allemagne à la grève générale qui devait aboutir à l'insurrection. Dans l'Allemagne centrale, le mot d'ordre fut accepté et une grève générale éclata, qui, dans certaines régions, dégénéra en insurrection armée. Mais, comme le prolétariat du reste du pays ne soutint pas activement les ouvriers de l'Allemagne centrale, ces derniers furent écrasés par les forces supérieures de la contre-révolution.

Le CC du P.C.A. avait surestimé le caractère révolutionnaire de la situation, il n'avait pas compris que «des dizaines de millions d'hommes ne font pas la révolution sur le simple conseil d'un parti», qu'»avec une avant-garde seule on ne peut pas remporter la victoire», que «des dizaines de millions d'hommes ne font pas la révolution sur commande, mais ne la font que le jour où le peuple est acculé à une situation impossible, où la poussée générale, la décision de dizaines de millions d'hommes brisent toutes les anciennes barrières et sont véritablement en état de créer une vie nouvelle».[34] Le PC avait oublié que le prolétariat allemand, dans son ensemble, ayant subi tant de lourdes défaites et réduit depuis les journées de mars 1920 à la défensive, ne pouvait, sans préparation politique préalable, répondre assez activement au mot

---

[33] Certains "théoriciens" du communisme allemand lancèrent à cette époque la «théorie de l'offensive», c'est-à-dire la théorie de l'assaut révolutionnaire. Ils raisonnaient ainsi: puisque la guerre impérialiste de 1914-18 et la révolution d'Octobre ont ouvert l'époque des révolutions prolétariennes, la seule tactique juste de l'IC doit être celle de l'assaut révolutionnaire pour renverser la bourgeoisie. Ces «théoriciens» ne comptaient pas avec le principe léniniste que le capitalisme, à l'époque de sa décomposition, est encore capable de sursauts temporaires, pendant lesquels la tactique de l'assaut révolutionnaire doit être remplacée par une autre plus convenable, et non moins révolutionnaire d'ailleurs.

[34] LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXV.

d'ordre de grève générale et d'insurrection lancé par le Parti, c'est-à-dire à un appel à des actions de masses décisives pour la prise du pouvoir. La transition était trop brusque. L'avant-garde, avec un petit détachement de la classe ouvrière, se rua au combat décisif sans savoir aucunement si elle serait soutenue par le gros de la classe ouvrière de tout le pays ou si son initiative resterait isolée.

Ici, la date de l'action décisive avait été fixée à faux par le CC du PC d'Allemagne, l'appel à l'offensive générale était prématuré. Naturellement, si le moment de l'insurrection n'a pas été bien choisi, il ne s'ensuit nullement que nous devions condamner l'insurrection de mars. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais de trouver les causes de la défaite. À l'insurrection de mars ont pris part les masses ouvrières de certaines régions de l'Allemagne centrale. Elles ont combattu la police et la troupe. Dès lors, il n'est pas possible de condamner cette insurrection, car il faudrait n'être pas révolutionnaire pour condamner une lutte des masses uniquement parce que son issue n'a pas été celle qu'on voulait. Mais nous devons en même temps critiquer le rôle et la conduite de la direction dans cet événement, et ne pas couvrir ses fautes si elle en a commis.

En parlant du choix du moment, on doit s'arrêter également sur l'insurrection de Reval du 1er décembre 1924. 230 à 250 personnes seulement y ont pris part. Il n'y a pas eu, comme nous le verrons plus tard dans l'examen détaillé de cette insurrection, de grandes actions de masses du prolétariat ni à la veille du mouvement, ni pendant, ni après. Le Parti agissait seul avec une troupe insignifiante de révolutionnaires, dans l'espoir de porter un premier coup sensible aux forces gouvernementales, et d'entraîner ensuite les masses prolétariennes qui achèveraient l'insurrection. Mais les insurgés, à cause de leur petit nombre, furent écrasés avant que les masses eussent pu entrer en action.

Les erreurs du PC d'Esthonie sont ici évidentes. L'expérience de Reval confirme une fois de plus la justesse du principe de Lénine qu'avec une avant-garde seule il est impossible d'agir, et que l'intervention de cette avant-garde sans soutien actif du gros de la classe ouvrière est vouée à l'échec.

Enfin, la seconde insurrection de Changhai du 21 février 1927 n'est pas sans intérêt du point de vue de la fixation de la date de l'insurrection. Elle fut déclenchée au moment où la grève générale était déjà sur son déclin et où la moitié des grévistes, sous l'influence de la terreur gouvernementale, avaient déjà repris le travail. Deux jours avant, le mouvement révolutionnaire du prolétariat de Changhai était à son apogée:

300000 ouvriers environ faisaient grève. Pourtant, le Parti, faute d'organisation technique, reculait la date de l'insurrection. Deux jours furent perdus en préparatifs. Pendant ce temps, la situation générale changea dans un sens contraire au prolétariat. L'insurrection, pour cette raison, ne pouvait pas aboutir.

L'exemple de la seconde insurrection de Changhai montre que parfois un jour ou deux peuvent avoir une importance décisive.

Après ce qui vient d'être dit sur le choix du moment, nous n'avons pas à nous arrêter sur la question qui, en son temps (en 1905, avant l'insurrection de décembre), a été un sujet de discussions entre Lénine et la nouvelle *Iskra*, en particulier Martynov, à savoir: l'insurrection peut-elle être fixée à une date déterminée? Comme on le sait, l'insurrection de Pétrograd en 1917 avait été fixée au 7 novembre, lors de l'ouverture du 2e Congrès des Soviets; nombre d'insurrections prolétariennes dans d'autres pays ont été fixées à des dates précises et exécutées selon un plan. Sans doute, il est impossible d'ordonner à date fixe la révolution ou un mouvement ouvrier. «Mais fixer la date de l'insurrection, si nous l'avons réellement préparée et si la révolution déjà *accomplie* dans les rapports sociaux la rend possible, est chose parfaitement réalisable... La date de l'insurrection peut-être fixée, si ceux qui la fixent ont de l'influence sur les masses et savent apprécier le moment avec justesse.»[35]

L'insurrection au sens large du mot n'est naturellement pas une opération purement militaire; elle est au fond et avant tout un puissant mouvement révolutionnaire, un puissant élan des masses

---

[35] LÉNINE, Œuvres complètes, t. VII, *Deux tactiques*, p. 141-142.

prolétariennes contre les classes dominantes, ou du moins de la fraction active de ces masses, même si numériquement elle ne constitue que la minorité du prolétariat. C'est une lutte active et résolue de la majorité active au moment décisif et sur le point décisif. Les opérations militaires de l'organisation de combat *doivent coïncider avec l'apogée du mouvement du prolétariat*. Dans ces conditions seulement, l'insurrection peut réussir. La situation révolutionnaire la plus favorable par elle-même ne suffit pas à assurer la victoire de la révolution. *L'insurrection doit être organisée par un parti*. Le pouvoir ne viendra pas de lui-même, il faut le prendre. «L'ancien gouvernement, même en temps de crise, ne tombera pas si on ne le fait pas tomber» (Lénine).

C'est dans ce sens que Lénine écrivait, dans *Le marxisme et l'insurrection* déjà cité, après l'exposé des conditions politiques garantissant le succès de l'insurrection:

Pour traiter l'insurrection en marxistes, c'est-à-dire pour la traiter comme un art, nous devons en même temps, sans perdre une minute, organiser un *quartier général* des détachements insurrectionnels, répartir les forces, mettre les régiments fidèles sur les points les plus importants, cerner le théâtre Alexandra, occuper la forteresse Pierre et Paul, arrêter le grand état-major et le gouvernement, envoyer contre les junkers et la «division sauvage» des détachements capables de se sacrifier plutôt que de laisser pénétrer l'ennemi dans le centre de la ville; mobiliser les ouvriers armés, les appeler à une dernière bataille acharnée, occuper simultanément le télégraphe et le téléphone, installer *notre* Quartier Général insurrectionnel non loin de là à la centrale téléphonique, le relier par le téléphone à toutes les usines, à tous les régiments, à tous les points où se déroulera la lutte armée...[36]

Lénine n'était pas seulement le grand stratège de la révolution, il comprenait mieux que personne la thèse de Marx, si riche de contenu: «l'insurrection est un art», et il a su l'appliquer de main de maître à la lutte pratique pour le pouvoir. C'est seulement en

---

[36] LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXI, *Le marxisme et l'insurrection*, p. 245.

appréciant justement le moment de l'insurrection et en traitant cette dernière comme un art, c'est-à-dire en appliquant toutes les mesures politiques, techniques et tactiques nécessaires, que la révolution d'Octobre a été rendue possible.

En ce qui concerne la préparation de la lutte décisive du prolétariat pour le pouvoir, pour examiner cette question seulement sous son aspect politique général, il est essentiel de savoir *quand orienter* toute l'*action politique* du Parti vers la préparation pratique *immédiate* (politique et technique) de l'insurrection, *quand* donner aux masses des mots d'ordre comme ceux du contrôle ouvrier de la production, des comités paysans pour l'occupation des domaines des grands propriétaires et de l'État, de la garde rouge, de l'armement du prolétariat et du désarmement de la bourgeoisie, de l'organisation des Soviets et de la prise du pouvoir par l'insurrection armée, etc., c'est-à-dire *quand déplacer le centre de gravité de l'agitation pratique quotidienne vers les mots d'ordre du but final de la lutte des classes laborieuses, et quand concentrer toute l'attention du Parti sur la mobilisation des masses autour de ces mots d'ordre,* qui doivent devenir, vu la situation, *les mots d'ordre dominants du jour*.

Ce moment est au fond le début d'une nouvelle phase de la vie du Parti et du prolétariat en général. Déterminer précisément ce début est aussi difficile que de déterminer celui de l'insurrection. S'il est fixé trop tôt, c'est-à-dire quand la situation générale demande encore l'agitation et la propagande pour les revendications partielles ordinaires des masses, quand ces dernières sont encore insuffisamment préparées aux mots d'ordre de la lutte finale et à la lutte, ne sont pas assez pénétrées d'esprit révolutionnaire, quand l'ennemi n'est pas assez empêtré dans les contradictions, les mots d'ordre de la lutte finale resteront incompris des masses, l'appel au combat pour ces mots d'ordre leur paraîtra trop brusque, et finalement la décision du Parti sur le changement d'orientation dans le sens de la préparation immédiate de l'insurrection ne sera pas viable et ne donnera rien de positif.

D'autre part, toute manifestation de «suivisme» dans la question du changement d'orientation du Parti et de son action

dans les masses, tout retard dans la solution de cette question sera toujours gros de conséquences qui peuvent être très fâcheuses pour la préparation de l'insurrection et pour tout le cours de cette dernière, outre qu'un retard excessif peut réduire à néant la lutte pour le pouvoir dans la période donnée, tandis qu'une bonne politique du Parti et une bonne solution de la question du changement d'orientation dans le sens de la préparation immédiate à la prise du pouvoir peuvent rendre cette lutte possible et victorieuse.

Si on n'examine que le côté militaire de l'insurrection, il est clair que, comme toute opération militaire, elle ne saurait être improvisée, mais réclame au contraire une préparation prolongée, systématique et complète, longtemps avant la date fixée. Si on ne considère pas l'insurrection comme un art, si on ne la prépare pas systématiquement et opiniâtrement sous tous ses aspects et du point de vue purement militaire, il est absolument impossible qu'elle réussisse, même si la situation politique générale est favorable à la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est là un principe qui vaut pour tous les pays, et en particulier pour ceux où la bourgeoisie, grâce à une domination prolongée, a su constituer un appareil gouvernemental souple et puissant. Donc, même en partant de considérations purement militaires, sans parler des autres facteurs politiques plus importants, il importe au plus haut point que le Parti décide en temps utile la question: s'orienter sur la préparation immédiate de l'insurrection, ou bien continuer à mobiliser les masses dans la lutte pour les revendications quotidiennes de la classe ouvrière?

Le Parti doit être en état, par une bonne analyse de la situation du pays, par une liaison étroite et directe avec les masses, par la connaissance de la situation de l'adversaire et de la direction de sa politique intérieure et extérieure, de prévoir en temps utile l'approche d'une situation révolutionnaire et d'orienter assez tôt tout son travail politique et son organisation vers la préparation immédiate de l'insurrection.

Une des causes de la défaite de la révolution allemande en 1923 est que le PC allemand *s'était trop tard orienté vers la préparation*

immédiate de l'insurrection. L'approche d'une situation immédiatement révolutionnaire aurait certainement pu, avec une direction bolchévik dans le Parti, être prévue dès le moment de l'occupation (ou du moins immédiatement après) du Rhin et de la Ruhr par les troupes françaises. C'est à ce moment que commença en Allemagne une profonde crise économique et politique. C'est à ce moment que, dans certaines régions (Saxe, Halle, Mersebourg, etc.), commencèrent à se former sur l'initiative des ouvriers eux-mêmes les centuries prolétariennes de combat. Et pourtant le CC du PC ne s'orienta vers l'armement des ouvriers et vers l'insurrection que lors de la grève générale de trois jours du début d'août, qui renversa le gouvernement de Cuno (nationaliste). *On avait perdu beaucoup de temps:* les centuries prolétariennes se formaient sans cadres ni direction convenables, elles n'avaient pas su se procurer suffisamment d'armes, le travail dans l'armée et dans la police avait été mené très insuffisamment, et tout cela de concert avec les autres causes[37], ne pouvait pas ne pas influer sur l'issue de la crise révolutionnaire de l'automne 1923.

Le PC allemand, ou plus exactement sa direction, n'a pas assez tôt compris l'importance de l'occupation de la Ruhr et du Rhin par les Français, n'a pas apprécié comme il convenait la perte subie par l'économie allemande (80% de la production de fer et d'acier et 71% du charbon), ainsi que le sens de la politique de résistance «passive» du gouvernement. Pour cette raison, il n'a pas pu prévoir en temps utile la crise économique qui a engendré dans la suite la crise révolutionnaire.

D'autre part, si le PC chinois, aussitôt après l'insurrection malheureuse de février 1927 à Changhai, n'avait pas compris que le moment devenait favorable pour une nouvelle insurrection révolutionnaire et ne s'y était pas préparé avec autant d'énergie qu'il l'a fait, acceptant tous les sacrifices, l'insurrection du 21 mars,

---

[37] Nous ne disons rien ici des erreurs opportunistes du CC du PC allemand dans toutes sortes de questions qui ont joué un rôle essentiel dans la défaite de la révolution de 1923, et dont il a été traité en détail au 5e Congrès de l'IC. Nous n'avons en vue que certains facteurs de caractère politique et militaire.

si même elle avait quand même vaincu (à cause des conditions extraordinairement propices) aurait coûté certainement beaucoup plus qu'elle n'a coûté après avoir été soigneusement préparée.

On peut en dire autant du Parti bolchévik russe en 1917. La ferme orientation de tout le Parti vers la prise du pouvoir par les Soviets avait été adoptée dès l'arrivée de Lénine (thèses d'avril). À partir de ce moment, tout le travail politique et organique du Parti fut consciemment dirigé vers la préparation des masses à la prise du pouvoir. Il est facile de se figurer ce qui serait arrivé s'il avait hésité sur ce point essentiel, s'il avait tardé à effectuer ce changement d'orientation ou bien s'il avait adopté la position qu'occupèrent dans la suite Zinoviev, Kaménev et autres. Naturellement, dans ce cas il n'aurait pas été question de la victoire d'Octobre, car la situation extrêmement favorable d'Octobre 1917 ne provenait *pas seulement* de causes objectives (prolongation de la guerre, crise économique, révolution agraire, etc.), elle ne s'était pas créée toute seule pour ainsi dire, *elle résultait, dans une large mesure, de l'action consciente du Parti bolchévik sur les événements (éducation révolutionnaire des masses, travail d'organisation dans le peuple, l'armée, la flotte, etc.).*

À titre d'illustration, on pourrait citer de nombreux exemples. Mais il n'en est nul besoin. L'importance de la question ici examinée et la nécessité de sa juste solution sont claires. Cette question n'est pas moins importante, en ce qui concerne la préparation de l'insurrection, que le choix du moment de l'assaut en présence d'une situation révolutionnaire parvenue à sa maturité.

Il faut encore s'arrêter sur une question de principe, celle des insurrections partielles du prolétariat.

La révolution prolétarienne ne suit pas une ligne droite. Elle progresse à travers des montées et des victoires partielles, des reflux et des défaites temporaires. La victoire définitive de la révolution n'est pas concevable sans ces montées et ces descentes sur la longue route de son développement. Le prolétariat s'endurcit dans cette lutte révolutionnaire prolongée, apprend à connaître ses

propres forces, les forces et la politique de l'ennemi, arrive grâce à cette expérience à se former une politique et une tactique à lui, accumule les leçons de l'histoire et marche au combat avec une nouvelle énergie pour réaliser ses objectifs de classe. En ce sens, les défaites temporaires subies par le prolétariat ne doivent pas être considérées seulement comme des défaites. Chacune d'entre elles contient les éléments d'une victoire fatale à venir. Engels a dit quelque part: «Les armées battues sont à bonne école». Ces paroles admirables sont applicables davantage encore aux armées révolutionnaires, recrutées parmi les classes avancées (Lénine). Sans la répétition générale de 1905, on ne pourrait pas concevoir la victoire du prolétariat russe en octobre 1917. Sans une série de victoires et de lourdes défaites coûtant d'innombrables sacrifices qu'a connues au cours de ces dernières années le prolétariat chinois, on ne pourrait concevoir la victoire fatale de la révolution prolétarienne en Chine. Cela est incontestable. C'est bien sur ce terrain qu'il faut placer la question des insurrections non plus générales, mais partielles, de la lutte partielle (non universelle) du prolétariat et des paysans opprimés contre les classes dominantes.

Il est absolument naturel et inévitable, écrit Lénine en 1906 dans son article «La guerre de partisans», que l'insurrection prenne une forme plus haute et plus complète, celle d'une guerre civile prolongée embrassant tout le pays, c'est-à-dire d'une lutte armée entre deux parties du peuple. Cette guerre ne peut être conçue autrement que comme une série de grands combats peu nombreux, séparés par des intervalles assez grands, et une masse de petites escarmouches dans l'intervalle. S'il en est ainsi, et il en est bien ainsi, la social-démocratie doit absolument se proposer de créer des organisations aussi aptes que possible à conduire les masses à la fois dans ces grands combats et, si possible, dans ces petites escarmouches.[38]

Ce combat, embrassant d'assez longs intervalles de temps, ne peut être conçu comme une victoire continuelle sans insuccès ni défaites partielles. Il arrive fréquemment que le prolétariat

---

[38] LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. X., *La guerre de partisans*.

intervienne les armes à la main contre le pouvoir sans avoir des chances de victoire décisives et que, par-là, il oblige les classes dirigeantes à satisfaire telle ou telle de ses revendications. Il n'est pas permis de penser que l'intervention armée du prolétariat ne soit admissible qu'avec une garantie parfaite de victoire. C'est une illusion. L'insurrection armée est une opération «qui s'appuie sur les principes de l'art militaire» et, comme telle (comme toute opération), elle ne peut pas avoir une garantie absolue de succès. Des échecs, à cause de telle ou telle circonstance même d'ordre purement subjectif (le prolétariat n'a pas toujours et n'aura pas toujours des dirigeants en nombre suffisant ou suffisamment préparés techniquement et militairement) sont toujours possibles et même inévitables.

Marx écrivait à Kugelmann, qui, à propos de la Commune de Paris, s'était permis d'exprimer quelques doutes sur le peu de chances qu'avaient les Parisiens:

«Faire l'histoire serait évidemment bien commode, si on n'entreprenait la lutte qu'avec des chances de victoire absolument certaines.

«Les canailles bourgeoises de Versailles avaient posé aux Parisiens cette alternative: ou bien relever le défi, ou bien se rendre sans combat. La démoralisation de la classe ouvrière, dans ce dernier cas, aurait été un malheur bien plus grand que la perte d'autant de leaders que vous voudrez.»[39]

À notre époque aussi, est-ce qu'il ne peut pas se produire et ne se produit-il pas en effet des cas où le prolétariat d'un pays ou d'un centre industriel, sans avoir de chances de victoire, est obligé néanmoins par telles ou telles conditions, et en particulier par les provocations des classes dirigeantes, de s'engager dans une lutte armée? Est-ce qu'on n'a pas vu des exemples d'insurrection spontanée (par exemple à Cracovie en 1923, à Vienne en 1927, etc.), où le prolétariat, sans penser à l'issue du combat, prend les armes et entre en lice? Le parti prolétarien pourra-t-il se refuser à

---

[39] *Lettres de Marx à Kugelman*, citation de Lénine.

participer à la lutte des masses, se refuser à la conduire, la condamner ou rester neutre? Un tel parti cesserait d'être le parti du prolétariat et mériterait de voir les masses se détourner de lui avec mépris.

Le PC prend la part la plus ardente à n'importe quelle lutte des masses, à n'importe quelle lutte armée, se met à leur tête, les conduit, *indépendamment des conditions dans lesquelles cette lutte a lieu, qu'elle ait 100% de chances de victoire ou qu'elle n'en ait aucune*. Le Parti, comme avant-garde de la classe, *est obligé de décider de l'utilité ou de l'inutilité de l'action avant le début du combat,* et de faire, en conséquence, son agitation dans les masses. Mais après que la lutte armée est engagée, il ne doit plus avoir aucune hésitation sur ce qu'il doit faire, la soutenir, la diriger ou non. Le Parti doit agir dans ces cas-là comme l'ont fait Marx pendant la Commune de Paris et Lénine pendant les journées de Juillet à Pétrograd.

Dès septembre 1870, Marx prévenait les Parisiens contre l'insurrection, qu'il jugeait une folie; mais, l'insurrection une fois éclatée, il se rangea aux côtés des insurgés. Pendant la lutte du prolétariat parisien, Marx écrivait:

Quoi qu'il advienne de l'insurrection parisienne, si même elle est écrasée par les loups, les cochons et les chiens dégoûtants de l'ancienne société, ce sera le plus glorieux exploit de notre parti depuis l'insurrection de juin.[40]

Lénine, comme on sait, était contre l'insurrection de juillet: «Le moment n'est pas venu», prévenait-il, mais après que les masses furent descendues dans la rue, il se trouva avec elles.

Il y a diverses sortes d'insurrections: les insurrections victorieuses, les insurrections de masses, mais aboutissant à un échec, la petite guerre de partisans (petites escarmouches), les insurrections-putsch, c'est-à-dire celles qui sont organisées

---

[40] *Lettres de Marx à Kugelman*, citation de Lénine.

seulement par un parti ou quelque organisation sans la participation des masses.

Le principal critère de l'attitude du Parti à l'égard de ces diverses sortes d'insurrections est celui-ci: les masses y prennent-elles part ou non? *Le Parti repousse les putschs, comme une manifestation d'aventurisme petit-bourgeois*. Le parti soutient et dirige toute lutte de masse, y compris les petites escarmouches ou les opérations de partisans, si les masses y prennent réellement part.

Ce serait néanmoins une grossière erreur d'en tirer la conclusion que, si tel ou tel détachement du prolétariat est disposé à entrer dans la lutte armée contre son ennemi de classe, le Parti soit obligé, indépendamment des circonstances générales et locales, de l'appeler à l'insurrection. Un pareil parti serait indigne du nom de dirigeant de la classe d'avant-garde.

L'insurrection, disait Lénine en 1905, est un grand mot. L'appel à l'insurrection est chose extrêmement sérieuse. Plus un régime social se complique, plus l'organisation du pouvoir est parfaite, plus la technique militaire est perfectionnée, et plus est impardonnable l'emploi à la légère d'un pareil mot d'ordre.

En appelant les masses à l'insurrection, le Parti doit toujours compter avec les résultats. Il doit prévoir que des insurrections isolées ne peuvent remporter de succès décisif. Son devoir est d'appeler les masses à l'insurrection au moment où la conjoncture locale et générale est la plus favorable au succès, où le rapport des forces est en faveur de la révolution, où il y a espoir de s'emparer du pouvoir sinon dans tout le pays à la fois, du moins dans quelques centres capables de servir de base au développement de la révolution.

À titre d'exemple de la façon dont il ne faut pas se comporter envers l'appel à l'insurrection, on peut citer certaines organisations du PC chinois. Dans plusieurs provinces (Pétchili, Hounan, etc.), les organisations communistes, à la fin de 1927 et au début de 1928, constatant la présence d'une situation immédiatement révolutionnaire, appelaient fréquemment les masses prolétariennes à l'insurrection sans se demander si ces

insurrections pouvaient réussir, si elles renforçaient ou affaiblissaient les positions du prolétariat. Dans ces appels, dans ces tentatives d'organisation d'insurrections se reflétait la mentalité d'extrême gauche d'une certaine fraction du PC chinois.

Le Parti soutient n'importe quelle insurrection de masse. Néanmoins, si l'insurrection n'éclate pas spontanément, mais est organisée par le Parti, si les masses entrent dans la lutte armée sur l'appel du Parti, ce dernier porte la responsabilité du choix du moment et de la direction de la lutte.

L'insurrection est un art, au même titre que la guerre, ou n'importe quel autre art et elle est soumise à certaines règles, dont la négligence entraîne la ruine du Parti qui s'en rend coupable. Ces règles, qui sont des déductions de la nature des partis et des circonstances avec lesquelles on a à compter en pareil cas, sont tellement claires et simples que la courte expérience de 1848 a suffi pour les apprendre aux Allemands. Premièrement, ne jouez jamais avec l'insurrection, si vous n'êtes pas décidé à affronter toutes les conséquences de votre jeu. L'insurrection est un calcul avec des grandeurs inconnues dont la valeur peut varier tous les jours; les forces que vous combattez ont sur vous l'avantage de l'organisation, de la discipline et de l'autorité traditionnelle. Si vous ne pouvez leur opposer des forces supérieures, vous êtes battu, vous êtes perdu. Deuxièmement, une fois entré dans la carrière révolutionnaire, agissez avec la plus grande détermination et prenez l'offensive; la défensive est la mort de tout soulèvement armé; il est ruiné avant de s'être mesuré avec l'ennemi. Attaquez vos adversaires à l'improviste, pendant que leurs troupes sont éparpillées; faites en sorte de remporter tous les jours de nouveaux succès, si petits soient-ils; maintenez l'ascendant moral que vous aura valu le premier soulèvement victorieux; ralliez autour de vous les éléments qui toujours suivent l'impulsion la plus forte et se rangent toujours du côté le plus sûr; forcez vos ennemis à battre en retraite avant qu'ils aient pu réunir leurs forces contre vous. Suivant le mot de Danton, le plus grand maître en tactique

révolutionnaire connu jusqu'ici: de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace.[41]

En examinant les problèmes de l'insurrection, nous aurons toujours en vue désormais ce remarquable passage de Marx, si riche de contenu et de profondeur de pensée, sur lequel se sont guidés Lénine et le Parti bolchévik dans leur tactique de l'insurrection, et qui *doit servir de fil directeur* à tous les partis communistes dans la préparation et la conduite de la lutte armée pour le pouvoir.

En mettant en lumière les caractères des diverses insurrections de tous les pays, nous porterons notre attention non seulement sur les problèmes de principe, mais aussi, partout où cela sera possible (pour autant que nous disposerons de données précises), nous nous arrêterons en détail sur les questions d'organisation technique et de tactique militaire dans les préparatifs de l'insurrection et dans l'insurrection elle-même.

Un examen, aussi complet que possible, des divers exemples d'insurrection fournis par l'histoire nous fournira des matériaux qui nous permettront certaines conclusions générales en fait d'organisation et de conduite de la lutte armée du prolétariat.

L'histoire de la lutte de classe du prolétariat international au 20e siècle est extrêmement riche en exemples de lutte armée. Notre tâche ne comporte pas l'examen de toutes les insurrections prolétariennes, ni même des plus importantes. Nous analyserons seulement les exemples les plus caractéristiques, qui sont les plus instructifs soit au point de vue des principes politiques, c'est-à-dire de l'appréciation des conditions sociales et politiques et du choix du moment de l'insurrection, soit au point de vue de la préparation et de la conduite militaire de l'insurrection elle-même.

---

[41] MARX, *La Révolution et la contre-révolution en Allemagne* (cité d'après Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXI, p. 341-342).

III. L'insurrection de Reval

La situation politique générale en Esthonie en 1924

L'insurrection prolétarienne du 1er décembre 1924 à Reval nous fournit un exemple extrêmement instructif à tous égards de la lutte armée d'une partie du prolétariat esthonien. L'étude en est absolument indispensable à tout le prolétariat révolutionnaire international et à tous les partis révolutionnaires se préparant sérieusement à la prise du pouvoir politique.

En automne 1924, la situation politique en Esthonie[42] était estimée par le PC favorable à l'organisation d'une insurrection

---

[42] [1]a) L'Esthonie est l'ancienne province d'Esthonie de l'Empire de Russie, devenue indépendante en 1918 à la suite de la révolution d'Octobre. Son territoire est de 48100 km2. Les paysans forment 70% de la population.

b) Les syndicats esthoniens, à la fin de 1922, groupaient environ 27000 membres. On comptait environ 34000 ouvriers industriels. Au début de 1924, tous les syndicats, à l'exception de quelques unions locales, étaient sous l'influence organique et politique du PC.

Les ouvriers agricoles étaient au nombre de 60000, dont environ 1/10 de syndiqués. Ce faible pourcentage s'explique par la dispersion de la population dans de nombreux hameaux (khoutors), circonstance défavorable à l'organisation, et, d'autre part, par la terreur gouvernementale empêchant par tous les moyens les progrès des syndicats dans la population rurale. En 1924, les syndicats furent dissous et réduits à l'illégalité.

c) Au début de 1924, le PC comptait environ 2000 membres, dont 500 à Reval. Il était illégal. Idéologiquement il était sain. La terreur, depuis le

victorieuse et à l'établissement de la dictature du prolétariat. Voici, dans ses grandes lignes, comment elle était caractérisée.

Jusqu'en 1924, l'industrie et le commerce avaient été dans une large mesure soutenus par les subsides du gouvernement, fournis par la Banque d'État principalement aux dépens de la réserve d'or. Au début de 1924, les partis d'opposition établirent que cette réserve avait été presque entièrement dépensée par les amis du parti dirigeant des agrariens et de la grande bourgeoisie. Il se forma au Parlement un groupe de partis d'opposition petits-bourgeois sous le nom de *Ligue démocratique* (démocrates-chrétiens, national-démocrates, travaillistes), qui forma avec le concours des social-démocrates un gouvernement des partis du centre.

Ce nouveau gouvernement fut obligé de couper les crédits aux boursiers et spéculateurs de la grande bourgeoisie et des agrariens. Mais il s'ensuivit une fermeture générale des usines, une série de grandes faillites. Le chômage, en été 1924, atteignait des proportions inouïes pour l'Esthonie: 15 000 sans-travail. Au cours de l'été, le nombre des ouvriers occupés se réduisit à 6000.

La chute du mark, vers l'automne, avait porté le prix de la vie à environ 150%, les salaires restant immuables.

Le bilan du commerce extérieur était passif. Le budget se bouclait avec un gros déficit. La crise industrielle et commerciale était encore aggravée par une crise agricole. La récolte de 1923 était

---

commencement même de l'indépendance de l'Esthonie, n'avait jamais cessé d'arracher de ses rangs les meilleurs militants. Il n'en conservait pas moins une étroite liaison avec les masses et continuait à diriger leurs luttes. La preuve en est fournie par le nombre des voix recueillies aux élections municipales d'automne 1923 par les listes du front unique ouvrier et paysan. À Reval, cette liste communiste rassembla environ 36% des voix, à Pernov et autres grandes villes environ 30%. Dans de nombreuses localités rurales, le PC obtint la majorité absolue. Les arrestations les plus nombreuses eurent lieu en 1921. Plus de 200 camarades furent arrêtés, dont 115 traduits devant les tribunaux. Au printemps 1924 on avait arrêté 250 camarades et traduit en justice 149 (procès des 149).

un peu meilleure, mais les cultures d'hiver s'annonçaient plus mauvaises.

Les tentatives faites par le gouvernement pour obtenir de nouveaux emprunts avaient échoué. Au contraire, l'Angleterre, la France et les États-Unis réclamaient le remboursement des anciens emprunts consentis à l'Esthonie pendant la guerre civile et la guerre contre l'URSS.

La criminalité prenait des proportions inouïes pour l'Esthonie, ainsi que la vénalité, les concussions, etc. D'après des chiffres officiels, on avait puni, en 1919, 28000 crimes; en 1922, 44000; en 1924, 64000.

La discipline dans l'armée était sensiblement affaiblie. D'après l'état-major-général, chaque soldat ou marin faisait en moyenne au moins un séjour par an aux arrêts.

Les classes dirigeantes montraient des signes manifestes de décomposition. Après la formation du nouveau gouvernement du centre, les luttes intestines et les scandales soulevés par les diverses coteries dirigeantes avaient pris une acuité extraordinaire. La droite accusait ouvertement le centre d'usurpation de pouvoir et d'incapacité à sortir le pays de la crise économique et politique; le centre à son tour accusait la droite de spéculation, de vol, etc. Au Parlement, ces attaques se terminaient d'ordinaire par des rixes ou des injures. Le Parlement avait perdu toute autorité dans les masses.

Les agrariens et la grande bourgeoisie réclamaient cyniquement le changement de la Constitution en faveur des classes possédantes, parlaient de la nécessité de supprimer le «gouvernement démocratique» et de remettre le pouvoir à un homme à poigne, à un dictateur.

Le gouvernement n'avait pratiquement aucun programme, aucun moyen réel de consolider son autorité et d'assainir économiquement le pays. Le seul travail «effectif» de ce misérable gouvernement de spéculateurs faillis, de joueurs et d'ivrognes (le ministre de la Défense fut trouvé ivre dans une rue de Reval) était

une guerre acharnée aux ouvriers et aux paysans révolutionnaires. En novembre 1924, il monta un procès monstre de 149 communistes. À coup d'assassinats de leaders ouvriers (le président des syndicats Tomp fut fusillé pendant le procès des 149 pour outrage au tribunal), à coup de condamnations de militants révolutionnaires et de destructions d'organisations ouvrières, en un mot par le fer, par le feu et par la prison, la bourgeoisie esthonienne prétendait venir à bout du mouvement révolutionnaire.

En dépit de tout, *les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière et en général de tous les travailleurs grandirent rapidement pendant toute l'année 1924*. De plus en plus souvent, on entendait les ouvriers réclamer la dissolution du gouvernement et l'établissement d'un pouvoir ouvrier et paysan. La manifestation du 1er mai et la semaine antiguerrière du début d'août se déroulèrent sous le mot d'ordre de la guerre civile. *Aux meetings et aux manifestations se joignaient presque toujours des groupes de soldats. Les ouvriers n'étaient pas seuls à montrer cette attitude combative. Ouvriers agricoles, fermiers et paysans pauvres, et même la petite bourgeoisie des villes sympathisaient avec l'agitation du PC.*

Il était clair pour le Parti que la seule issue à la situation était d'entrer hardiment dans la voie des méthodes révolutionnaires actives. Le CC décida *en avril de s'orienter vers la préparation de l'insurrection armée. Dès lors, toutes les réunions ou conférences convoquées par le Parti, tout le travail politique ou d'organisation du Parti tendirent à préparer les masses à une action révolutionnaire et à l'adhésion de l'Esthonie à l'Union des Soviets*. Le rapport des forces sociales, indubitablement favorable à la révolution, exigeait une pareille attitude. Le Parti escomptait qu'au printemps de 1924, en cas d'action, il aurait avec lui 50% de chances de succès. Le rapport des forces réelles était en automne plus favorable encore. On estimait qu'avec une bonne organisation de l'insurrection, le succès serait assuré.

Préparation militaire de l'insurrection

A partir du printemps 1924, le Parti se proposa comme principal objectif militaire la constitution de forces prolétariennes capables de briser, au moment de l'attaque, les unités de tendance contre-révolutionnaire prêtes à la résistance (écoles militaires, etc.). Des équipes de combat, d'abord sous la forme de groupes de trois portant le nom de «groupes de défense» ou groupes antifascistes[43], puis sous la forme de groupes de 10, commencèrent à se former au printemps. Une semaine avant l'insurrection de Reval, les groupes de 10 furent réunis en compagnies, puis ces dernières en bataillons de 120 à 150 hommes chacun. Lors des premiers succès, ces bataillons, ou plutôt ces cadres de bataillons devaient se compléter d'ouvriers et de soldats prêts au combat. Dans tout le pays, vers l'automne, environ 1000 hommes étaient ainsi organisés. Sur ce nombre, environ les 2/3 étaient des ouvriers sans-parti.

Pour diriger l'organisation des équipes de combat et en général toute la préparation militaire de l'insurrection, il fut désigné auprès du CC et des comités communistes des différentes villes des spécialistes militaires.

Il existait à Reval au moment de l'insurrection trois bataillons avec l'effectif suivant: 1er bataillon, 170 hommes; 2e bataillon, 120 hommes; 3e bataillon, 110 hommes; total: 400 hommes.

L'art militaire (emploi du fusil et de quelques modèles de revolver, des grenades à main, connaissance des règles élémentaires du combat, etc.) était connu de la plupart des hommes. Il en était cependant quelques-uns qui ne savaient presque pas ou pas du tout se servir de leurs armes. Le commandement (les commandants de compagnies et de bataillons) était insuffisamment préparé à son rôle de direction militaire. La nécessité du secret et l'impossibilité de convoquer fréquemment les hommes et même les chefs rendaient extrêmement difficile l'instruction des uns et des autres.

---

[43] Ces dénominations étaient dictées par les nécessités de l'action secrète.

L'armement de toute l'organisation militaire de Reval au moment de l'insurrection se composait de:

a) 100 revolvers *Parabellum*, avec 50 cartouches chacun;

b) Environ 60 carabines et fusils, avec une petite quantité de cartouches;

c) 3 mitrailleuses à main système Thomson, avec environ 1 000 cartouches chacune;

d) Quelques dizaines de grenades à main et 20 bombes à grand effet.

Les forces contre-révolutionnaires qui, d'après les calculs du Parti et de l'organisation militaire, pouvaient prendre les armes contre l'insurrection se composaient à Reval de:

L'école de junkers et les cours d'élèves-officiers : 400 hommes ; l'école de sous-officiers : 200 à 250 hommes ; le détachement du major de la garnison : 110 à 120 hommes; la réserve de police à cheval: 50 à 60 hommes. Total: 760 à 830 hommes.

Il y avait en outre environ 500 fascistes armés, ne représentant d'ailleurs pas une force de combat sérieuse.

En ce qui concerne la police et les unités de garnison (un bataillon du 10e régiment d'infanterie, un groupe de tanks, un bataillon de télégraphistes, les batteries côtières, l'artillerie et un groupe d'aviation), le Parti et sa direction militaire, d'après les renseignements reçus sur les résultats du travail de décomposition et de conquête politique effectué parmi ces unités, estimaient qu'elles ne prendraient pas les armes contre les insurgés, et qu'au contraire, avec une sage organisation, aussitôt l'insurrection déclenchée, elles passeraient du côté des ouvriers. Le Parti jugeait la garnison assez démoralisée par les noyaux de communistes existant dans chaque unité et par les relations personnelles existant avec les soldats, pour pouvoir tirer pareille conclusion.

Il faut souligner que le PC d'Esthonie avait toujours accordé une grande attention à l'agitation parmi les troupes. Au cours de 1924, ce travail avait été mené avec plus d'intensité encore, si bien que

l'influence du communisme dans l'armée, et surtout dans la garnison de la capitale et les unités cantonnées dans le district de Pétchéri (sur la frontière de l'URSS), était très grande. La preuve en était fournie entre autres par des comptes rendus secrets du commandement qui avaient été connus du PC. Inutile de dire que la terreur gouvernementale opposait les plus grands obstacles à ce travail dans l'armée.

Peu de temps avant l'insurrection, l'influence du Parti dans l'armée s'était quelque peu affaiblie. Les anciens soldats, ayant terminé leur temps de service, avaient été licenciés et avec eux étaient partis les éléments les plus révolutionnaires. De nouvelles recrues venaient d'arriver. Bien qu'une grande agitation fût faite parmi ces jeunes soldats, le degré général d'influence du Parti en avait néanmoins été diminué. Nombre de groupes nouveaux de communistes et de jeunesse n'avaient pas eu le temps de s'organiser convenablement, n'avaient pas pu encore établir des liaisons suffisantes avec tous les éléments révolutionnaires appelés sous les drapeaux. Cette circonstance joua un rôle considérable dans la lutte pour le pouvoir engagée par les prolétaires de Reval le 1er décembre.

Pesant pendant de longs mois les chances de succès en cas de soulèvement armé, le noyau actif du Parti et le CC en tête étaient arrivés à l'unanimité à cette conclusion, que commencer l'insurrection par une grève politique, ou par quelque autre mouvement de masse des travailleurs, ce serait prévenir l'adversaire de l'attaque et exposer les masses ouvrières aux mitrailleuses des séides de la bourgeoisie, qui malgré tout représentaient à Reval une force importante. *On décida que l'insurrection des équipes de combat serait déclenchée brusquement, pour saisir l'adversaire à l'improviste, et qu'après les premiers succès seulement on organiserait la grève générale, et on entraînerait les masses ouvrières au combat pour achever la révolution et consolider le pouvoir entre les mains des insurgés.*

En même temps, une action simultanée dans les diverses régions du pays était reconnue inutile: l'insurrection devait débuter à Reval et à Pernov (dans cette dernière ville, elle n'éclata pas: les ordres

ayant été reçus trop tard, elle fut remise d'un jour, et ensuite, après la défaite de Reval, elle n'eut naturellement pas lieu); après l'occupation de ces points, principalement de Reval, les autres villes suivraient.

Tout était subordonné à cette conception d'un soulèvement brusque. La préparation de l'insurrection était menée dans le plus grand secret. Aucune intervention des masses ouvrières, depuis la semaine antiguerrière au début d'août ne fut organisée par le Parti, de crainte d'être écrasée par la contre-révolution. Même pendant le procès des 149 et lors du meurtre sauvage de Tomp, le PC n'appela pas les masses dans la rue. Il estimait que s'il réussissait à porter un coup brusque et inattendu aux points fixés par les objectifs de l'attaque prévue, malgré l'énorme supériorité des forces militaires de l'ennemi sur les effectifs de l'organisation de combat, le succès de l'insurrection serait assuré. À cet égard, l'organisation de l'insurrection portait un caractère de complot.

À la fin de novembre (peu de jours avant l'insurrection), il fut décidé d'agir le 19 décembre de bon matin (dans la nuit du dimanche au lundi).

D'après les récits des participants, le plan était le suivant: *dès le premier moment, on s'emparerait de l'état-major, des services de liaison, de la citadelle (résidence du gouvernement, de l'Assemblée nationale, etc.); on arrêterait les membres du gouvernement; on libérerait les prisonniers; on détruirait le bâtiment de la réserve de police* pour enlever les tanks et s'en servir contre la troupe, la police et la Ligue fasciste, s'ils osaient prendre la défense du gouvernement; on s'emparerait des aéroplanes; on mettrait à sac l'École militaire; on pillerait les dépôts d'armes et d'artillerie (environ 120 000 à 130 000 fusils et toutes sortes de matériel de guerre se trouvaient près de l'École militaire).

En outre, on devait faire sauter le pont du chemin de fer entre Taps et Iouriev pour retarder de quelques jours les transports entre ces deux points et empêcher l'envoi des troupes fidèles au gouvernement de Iouriev à Reval. On devait aussi détériorer le pont du chemin de fer entre Reval et Taps pour enlever à l'adversaire la

possibilité d'envoyer de Taps à Reval un train blindé chargé de contre-révolutionnaires. Ces deux missions furent plus ou moins heureusement exécutées par de petits détachements de sapeurs.

En cas de combat prolongé dans Reval, on devait faire sauter le pont du chemin de fer aux abords de la ville. Après l'occupation de la capitale, commenceraient d'autres actions dans la direction de Taps-Narva-Iouriev et Féline, en utilisant les voies ferrées et les transports automobiles.

Pour opérer le rassemblement secret des équipes de combat, on s'était assuré à l'avance d'appartements secrets aussi rapprochés que possible des objectifs envisagés, et on y avait rassemblé des armes. Chaque groupe devait entrer en action de telle sorte que l'attaque eût lieu à la même minute sur tous les points. Le rassemblement devait être terminé le 30 novembre à 22 heures. Pour la conspiration, les membres des équipes ne savaient pas qu'il s'agissait d'une insurrection qui devait commencer le 1er décembre. On leur avait annoncé seulement une réunion illégale, à laquelle devaient venir, avec leurs armes, ceux qui en avaient. Dans ces mêmes appartements secrets, dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre, les équipes furent initiées au maniement des armes qui venaient de leur être distribuées.

Les commandants des bataillons ne réussirent pas à rassembler tous leurs hommes pour 22 heures. Le 1er décembre, à 4 heures du matin, sur les différents points de rassemblement, on avait:

56 hommes sur 170 du 1er bataillon
91 hommes sur 120 du 2e bataillon
80 hommes sur 110 du 3e bataillon

Total: 227 hommes sur 400.

L'échec de la concentration s'explique certainement par le fait que le 30 novembre était un dimanche, et qu'il était difficile de trouver les intéressés (ils n'étaient pas chez eux). En outre, ne sachant pas qu'il s'agissait d'une insurrection, quelques-uns refusèrent de se rendre à une réunion ordinaire convoquée à une heure aussi tardive.

Malgré le nombre insignifiant des hommes rassemblés, le CC confirma sa résolution de commencer l'action le 1er décembre, à 5 heures 15 du matin.

Les bataillons avaient reçu les objectifs suivants:

1er bataillon. – Désarmer l'école des junkers et les cours d'élèves-officiers; s'emparer des dépôts d'armes et de la gare du chemin de fer à voie étroite.

2e bataillon. – Désarmer la réserve de police et le détachement du major de la garnison, entraîner les groupes de tanks et d'aviation, enlever l'état-major du 10e régiment et entraîner le bataillon de ce régiment au secours des insurgés.

3e bataillon. – S'emparer des centres administratifs, du télégraphe, de la résidence du gouvernement et du Parlement, du ministère de la Guerre, de l'état-major, de la gare baltique et libérer les détenus de la prison préventive.

La marche de l'insurrection

Le 1er décembre, à 5 heures 15 minutes précises, tous les bataillons se mirent en devoir d'exécuter leur mission. La marche de l'insurrection fut la suivante *(voir schéma fin du volume).*

Opérations du 1er bataillon. La préparation de l'attaque de l'école des junkers porta un caractère absolument foudroyant. Le commandant du bataillon, avec ses adjoints immédiats, revint de la réunion de la direction militaire du Parti à 4 heures du matin. Il fallait quitter le point de rassemblement à 4 heures 45 (il se trouvait à une demi-heure de distance de l'école des junkers), pour commencer l'attaque à 5 heures 15 exactement. En trois quarts d'heure, il fallait répartir les hommes (il s'était rendu au point de rassemblement des isolés de plusieurs groupes), distribuer les armes non encore distribuées, faire connaître au bataillon son objectif et en donner de particuliers aux divers groupes, etc.

Les objectifs particuliers des groupes furent les suivants:

a) Un groupe de 13 hommes devait s'emparer de l'étage inférieur du bâtiment où étaient logés les junkers (c'était une caserne de deux étages, tous deux occupés par les junkers);

b) Un groupe de 16 hommes devait s'emparer de l'étage supérieur de la même caserne;

c) Tous les autres (à l'exception de 5 hommes) devaient servir de réserve et supprimer l'officier de service;

d) Un groupe de 5 hommes devait s'emparer de la gare du chemin de fer à voie étroite.

À 5 heures 15, après avoir supprimé les obstacles artificiels autour de la caserne (le commandant du bataillon et les commandants de compagnies avaient fait auparavant une soigneuse reconnaissance des abords de leur organisation intérieure), le bataillon s'empare du casino et le premier groupe pénètre à l'étage inférieur, supprime l'officier de service et surprend les junkers au lit. Il enlève une pyramide de fusils et, avec quelques coups de revolver et 2 ou 3 grenades à main, jette les 200 junkers de cet étage dans une telle panique que les vaillants défenseurs de l'Esthonie démocratique se cachent, qui sous un lit, qui sous des couvertures. Beaucoup sautèrent en chemise dans la rue et se dispersèrent.

Le second groupe engagea avec un certain retard son attaque du second étage et se heurta à un poste de garde qui lui tua un homme et en blessa deux. Les junkers de l'étage eurent ainsi le temps de se préparer et de repousser l'attaque. L'insuccès du second groupe entraîna la retraite de tout le bataillon, et ainsi l'attaque de l'école des junkers se termina par un échec. Les dépôts d'armes restèrent entièrement entre les mains de l'adversaire. Les hommes, à l'exception de 5 ou 6, se dispersèrent.

Pertes: du côté des insurgés, 1 tué et 2 blessés; du côté des junkers, 4 tués et 9 blessés.

Les 5 hommes envoyés s'emparer de la gare exécutèrent leur mission à la perfection et sans perte.

Les causes de la défaite du 1er bataillon sont claires: c'est d'abord l'insuffisance de son effectif (l'ennemi était 8 fois plus nombreux); ensuite le retard du second groupe; enfin le manque d'opiniâtreté dans la lutte pour la conquête de l'école: dès le premier échec, les groupes se dispersèrent, tandis qu'après l'écrasement des 200 junkers de l'étage inférieur, il était facile de continuer le combat.

Opérations du 2 e bataillon. Les forces du 2e bataillon étaient réparties comme suit:

a) Attaque de la réserve de police à cheval: 20 hommes.

b) Attaque du groupe de tanks: 20 hommes.

c) Attaque de l'état-major du 10e régiment: 3 hommes.

d) Attaque du 3e bataillon du 10e régiment: 9 hommes.

Attaque du groupe d'aviation: 13 hommes. Voici quelle fut la marche des opérations:

D'après la reconnaissance faite, la réserve de police était cantonnée dans un bâtiment de bois de 2 étages. C'est ce bâtiment qu'il fallait attaquer. Il se trouve ensuite que n'habitaient là que quelques policiers, tandis que le noyau central était dans un bâtiment de pierre contigu au premier, et que la reconnaissance avait pris pour des bains. Pour cette raison, et aussi parce que le groupe désigné pour l'attaque des tanks était entré en action 10 minutes avant le délai fixé et avait ouvert le feu, ce qui donna l'éveil à la réserve de police, l'attaque de cette dernière échoua. Les équipiers se dispersèrent.

L'attaque du groupe de tanks échoua également.

Le garage des tanks fut occupé sans la moindre difficulté. Le groupe de combat comprenait 4 soldats mécaniciens, dont un sous-officier chef de tank, qui sortit du garage sur son appareil et se dirigea vers les casernes (à 1 kilomètre de là) où se trouvaient les équipages des tanks. Mais ce sous-officier fut tué par un adjudant. Les autres tanks ne purent pas sortir. L'adjudant du bataillon de télégraphistes (logé en face du groupe de tanks) devait, d'après le plan, amener 40 de ses hommes pour se joindre aux insurgés. Cet

adjudant était un traître, et les hommes ne vinrent pas. Ainsi, l'attaque du groupe de tanks échoua.

A cause de cet échec, l'attaque de l'école de sous-officiers n'eut pas lieu, car le groupe désigné à cet effet devait au début de l'insurrection couvrir du côté de l'école des sous-officiers l'attaque du groupe de tanks et ensuite, avec le concours des tanks, attaquer l'école.

L'état-major du 10e régiment fut enlevé: 3 officiers qui essayaient de résister furent fusillés.

Le 3e bataillon refusa de marcher avec les insurgés et resta neutre. Les 9 hommes envoyés là, vu leur petit nombre et aussi l'absence dans le bataillon d'un noyau suffisant de soldats révolutionnaires, ne réussirent pas à entraîner le bataillon.

Les 13 hommes envoyés pour enlever le groupe d'aviation exécutèrent leur mission de façon exemplaire. En chemin (le groupe d'aviation se trouvait à 2 kilomètres de la ville), ils désarmèrent le 11e poste de police et s'y emparèrent de plusieurs fusils et revolvers. À l'improviste, sans un coup de feu, ils pénétrèrent dans la caserne où se trouvaient environ 80 hommes du groupe d'aviation, sautèrent sur les armes et déclarèrent que le pouvoir était entre les mains des ouvriers et des soldats, et que les aviateurs n'avaient qu'à se joindre aux insurgés. Ces derniers, à l'unanimité, répondirent aussitôt qu'ils étaient avec les ouvriers révolutionnaires. Les officiers rendirent leurs armes et se déclarèrent neutres (évidemment jusqu'à plus ample information). Dans la suite, ces officiers furent fusillés pour leur neutralité par sentence du conseil de guerre.

Mais les insurgés commirent aussitôt une grosse erreur, qui eut pour eux et pour tous les participants des conséquences fatales. Maîtres d'un détachement de 50 hommes, d'une centaine de fusils et de 10 mitrailleuses avec suffisamment de munitions, de 2 camions et 2 automobiles, au lieu de rentrer en ville pour aider leurs camarades, ils restèrent sur place et se bornèrent à envoyer à

l'état-major insurrectionnel un motocycliste avec un rapport et une demande d'ordres nouveaux. Le messager ne revint pas et l'équipe resta sur place jusqu'à l'arrivée des junkers en autos blindées qui, après un combat acharné, les dispersèrent (à 11 heures du matin).

Opérations du 3 e bataillon. Les forces du 3e bataillon étaient réparties pour l'exécution de leurs diverses missions de la façon suivante:

a) Enlèvement du château de Reval (Parlement, président, autorités gouvernementales): 12 hommes.

b) Enlèvement de la Centrale des télégraphes et téléphones: 12 hommes.

c) Enlèvement du ministère de la Guerre et de l'état-major: 12 hommes.

d) Enlèvement de la gare baltique: 20 hommes.

e) Enlèvement de la prison préventive: 12 hommes.

Le groupe envoyé contre la citadelle s'acquitta de sa mission. Le poste de garde, de 11 hommes, fut désarmé et l'officier chef du poste, qui tentait de résister, fut fusillé. Le Premier ministre s'échappa. La citadelle resta entre les mains du groupe jusqu'à l'arrivée des forces contre-révolutionnaires, après quoi les équipiers se dispersèrent sans grande résistance.

L'occupation de la Centrale télégraphique et de la Centrale téléphonique fut très rapidement exécutée. Les insurgés s'y maintinrent 3 heures. Ils s'y emparèrent de quelques policiers, dont le préfet de police de Reval, qui fut ensuite libéré par les troupes fidèles au gouvernement.

L'attaque du ministère de la Guerre, de l'état-major et de la préfecture de police échoua. Les détenus de la prison préventive ne furent pas libérés, car l'équipe chargée de cette mission ne fut pas prévenue à temps et resta inactive pendant toutes les opérations.

La gare baltique fut occupée sans résistance. En même temps fut désarmé le 5e commissariat de police, où l'on s'empara d'armes. Le

ministre des Voies et Communications, qui se trouvait à la gare, fut fusillé comme il tâchait d'exciter l'opinion contre l'insurrection. Au même endroit fut arrêté le commissaire de police du quartier. La gare demeura entre les mains des insurgés jusqu'à 8 heures du matin; ils repoussèrent plusieurs attaques de la police à cheval et des junkers.

L'insurrection fut définitivement écrasée en ville vers 9 heures du matin. Le groupe d'aviation fut enlevé par les détachements contre-révolutionnaires, libérés après l'écrasement de l'insurrection à l'intérieur de la ville, vers 11 heures du matin.

A l'écrasement de l'insurrection prirent part des sections de l'école des sous-officiers, des groupes de l'école des junkers, la réserve de police à cheval et les fascistes. Chose caractéristique, la bourgeoisie ne confia pas cette mission aux officiers ordinaires: à la tête des petits détachements formés à la hâte dans les unités énumérées plus haut, se trouvaient des colonels et des généraux faisant fonction de chefs d'escouade et de section.

L'insurrection de décembre coûta de grosses pertes au prolétariat de Reval. Sans compter celles qui furent subies pendant l'insurrection elle-même, il fut fusillé, par sentences du conseil de guerre, environ 500 prolétaires, dont plusieurs dizaines de soldats, et emprisonné à peu près autant (le nombre des tués pendant l'insurrection fut d'une vingtaine). La bourgeoisie esthonienne, sans reculer devant aucun moyen, se vengea sauvagement sur le prolétariat de Reval de cette tentative d'établissement du pouvoir des ouvriers et des paysans.

Causes de la défaite

Quelles sont les causes de la défaite de l'insurrection de Reval? Ce qui vient d'être exposé sur les préparatifs et la marche de l'insurrection montre que les insurgés commirent, en fait d'organisation et de tactique, une série d'erreurs grosses de conséquences. Elles peuvent être ramenées, dans leurs traits généraux, à ce qui suit:

1. *La direction de l'insurrection avait surestimé le degré de démoralisation des troupes de la garnison, ainsi que la force de l'organisation militaire du Parti.* Pour venir à bout des objectifs qu'on se posait, *les forces étaient manifestement insuffisantes.* Cela nous semble vrai, même dans le cas où la direction aurait réussi à rassembler tous les équipiers inscrits dans l'organisation. L'exagération du degré de démoralisation des troupes consistait en ce que la direction du Parti comptait, en envoyant 9 équipiers au 3e bataillon du 10e régiment, entraîner ce bataillon tout entier et lui faire prendre une part active au renversement du gouvernement bourgeois. De même pour le groupe de tanks et le bataillon de télégraphistes. Les soldats du 3e bataillon, le bataillon de télégraphistes et le groupe de tanks sympathisaient, sans aucun doute, avec le PC, étaient hostiles aux officiers et à tout le régime bourgeois. Ces unités seraient entrées dans les rangs des insurgés s'il s'était trouvé parmi elles un solide noyau de communistes ou de Jeunesses communistes, ou même un groupe de soldats révolutionnaires ayant reçu d'avance les instructions du Parti, et capable de résister au commandement réactionnaire. Mais ce n'était pas le cas. Au lieu de diriger toute l'action vers la participation des soldats et des marins à l'insurrection, par unités entières ou du moins par fractions constituées, au lieu d'organiser une agitation politique convenable dans l'armée, le PC avait isolé les soldats révolutionnaires de leurs unités pour les joindre aux groupes d'ouvriers. C'était une grosse faute. Il serait naïf de penser que le bataillon du 10e régiment, sans soldats communistes, se rangerait activement du côté des insurgés à l'appel de 9 ouvriers inconnus. Représentez-vous le tableau: 5 heures 15 du matin, dans l'obscurité, le bataillon dort, il est réveillé par un petit groupe insignifiant et inconnu de tout le monde, qui assure que l'insurrection a éclaté et invite le bataillon à se ranger aux côtés des insurgés. Les soldats ne voient pas cette insurrection, les rues sont vides, il n'y a pas d'ouvriers. Des préparatifs de l'insurrection, ils ne savaient rien. Quelle conduite pouvait-on attendre d'eux? Le bataillon, comme on devait s'y attendre, resta neutre jusqu'à plus ample informé. Le gros des soldats ne savait pas qui organisait la révolte: les ouvriers ou les fascistes. Il me semble que, si on pouvait

attendre quelque chose de ce bataillon (et c'était très vraisemblable, puisqu'il n'a pas non plus pris part à l'action contre les ouvriers, ce pourquoi il fut partiellement désarmé), c'eût été seulement dans le cas où se serait présenté devant lui un groupe plus nombreux d'ouvriers ou s'il y avait eu parmi lui des communistes et des soldats révolutionnaires organisés.

2. *Le plan d'insurrection et les objectifs des divers groupes ne répondaient pas aux forces de l'organisation de combat.* En observant la répartition des forces et les objectifs correspondants, on est obligé de conclure que la direction de l'insurrection s'est efforcée *d'être partout également forte, alors qu'elle manquait des effectifs nécessaires pour cela: d'où une dispersion extrême de son personnel.* Que pouvait donner de réel et qu'a donné en effet aux insurgés, pour l'augmentation de leurs forces ou l'affaiblissement des forces adverses, l'occupation immédiate d'objectifs comme la gare du chemin de fer à voie étroite, la gare baltique ou même la citadelle avec tous les services gouvernementaux? Les groupes qui ont heureusement exécuté ces missions, occupés ces gares et la citadelle ont exercé au fond une influence insignifiante sur la marche de l'insurrection.

Il nous semble que, l'insurrection étant décidée, il aurait été plus raisonnable, pour le premier moment du moins, à 5 heures 15 du matin, de concentrer ses forces sur l'enlèvement des 4 ou 5 objectifs les plus importants, pour se diriger ensuite, une fois le succès obtenu là, vers les objectifs suivant immédiatement au point de vue de l'importance. Ces premiers objectifs auraient pu être le bataillon du 10e régiment, les groupes de tanks et d'aviation, la prison préventive et l'école des junkers (ou celle des sous-officiers). Après avoir libéré les détenus, entraîné le bataillon du 10e régiment et le groupe d'aviation, même avec un succès incomplet à l'école des junkers, la lutte pour les objectifs suivants aurait été singulièrement facilitée, et du moins les insurgés auraient disposé d'une force importante qui leur aurait permis d'opérer selon les circonstances.

Dans son ensemble, le plan de l'insurrection, du point de vue militaire, n'avait pas été étudié jusqu'au bout: le principe de la concentration des forces sur les points principaux n'avait pas été observé.

Inutile de souligner que les opérations du groupe qui enleva le groupe d'aviation ne furent qu'une accumulation d'erreurs. Son indécision après le premier succès montre comment il ne faut pas agir en temps d'insurrection. Il y a ici également de la faute de la direction qui n'avait pas indiqué auparavant les missions qui devaient succéder à l'accomplissement de la première. La rapide apparition en ville de ce groupe sur des automobiles armées de mitrailleuses, et une énergique offensive de sa part partout où il aurait rencontré l'ennemi auraient changé de beaucoup le rapport des forces en faveur des insurgés. En outre, l'effet moral d'une action aussi vive et décidée aurait été extrêmement grand. Au contraire, le commandant du groupe ne fit preuve d'aucune initiative. Il resta sur place avec ses hommes jusqu'au moment où arrivèrent les troupes gouvernementales qui les écrasèrent.

L'enlèvement du groupe d'aviation et le ralliement rapide de ses hommes à l'insurrection présentent un grand intérêt du point de vue d'un problème particulier: quel est le meilleur moyen de faire sortir dans la rue une unité qui, dans sa masse, est déjà travaillée par la propagande et par l'esprit révolutionnaire, mais n'est pas encore capable de rejeter la discipline de la caserne? Si les insurgés réussissent à désarmer cette unité, il est ensuite relativement facile de la remettre en ordre pour des actions ultérieures du côté de l'insurrection, en lui expliquant la situation, en isolant (à l'aide du groupe communiste) les éléments hostiles à la révolution, et en remettant ensuite leurs armes aux soldats révolutionnaires. Les insurgés ne surent pas agir de cette sorte à l'égard des unités du 10e régiment. Ils allèrent seulement les exhorter, les soldats hésitèrent, et toute l'entreprise fit fiasco.

3. *Malgré la grande supériorité des adversaires, les groupes militaires marchèrent au combat avec un grand enthousiasme.*

Mais cet enthousiasme disparut aussitôt après les premiers insuccès, du moins chez la plupart des équipiers. En dehors du groupe qui enleva la gare baltique et le groupe d'aviation, on ne remarqua aucune ardeur au combat. Par là s'explique en grande partie le fait qu'au moment de la défensive, il ne fut construit nulle part de barricade. Et pourtant, une fois réduits à la défensive, les insurgés auraient dû appliquer les méthodes du combat de barricades et profiter de ses avantages. Les moyens pour cela, s'ils avaient voulu continuer la lutte avec acharnement, ne leur manquaient pas.

4. *Tous les équipiers ne savaient pas se servir des armes qu'ils possédaient. Les mitrailleuses Thomson, armes puissantes dans le combat de rues, restèrent presque inutilisées parce que les hommes ne savaient pas s'en servir.* D'ailleurs, la quantité de cartouches (une centaine par mitrailleuse) était absolument insignifiante. Quelques grenades à main, lancées au moment où l'issue du combat dépendait d'une grenade bien lancée (à la réserve de police), n'éclatèrent pas parce que le tireur ne savait pas les lancer. Ce fait influa également sur l'issue du combat.

5. *La reconnaissance de certains objectifs avait été faite de façon très superficielle. L'ignorance de la disposition exacte de la réserve de police devait entraîner l'échec de l'attaque sur ce point.* De même pour la citadelle. *L'occupation de la citadelle fut opérée en réalité à vide, puisque les insurgés ne réussirent pas à s'emparer du gouvernement, ne sachant pas exactement où le chercher.*

6. *La liaison et le soutien mutuel entre les divers groupes furent également très imparfaits. Ayant échoué dans l'exécution d'une mission, les groupes ne se joignaient pas aux groupes voisins pour continuer le combat d'un effort commun: la plupart du temps, ils se dispersaient. Avec un véritable désir de se battre et un minimum d'initiative, le soutien mutuel nécessaire aurait été possible, même en l'absence d'une direction générale.* L'exemple le plus éclatant de cette absence d'initiative et de désir de secourir le

voisin apparaît dans les opérations de l'école de junkers (dispersion après l'échec) et du groupe d'aviation (inaction).

7. *Toutes les erreurs énumérées plus haut ont exercé une immense influence sur l'issue de l'insurrection de Reval.* Il va de soi que toutes sortes d'erreurs sont inévitables dans la préparation et l'exécution d'une chose aussi complexe qu'une insurrection armée. Le Parti et le prolétariat ne possèdent pas et ne posséderont peut-être jamais un nombre suffisant de bons dirigeants militaires. Néanmoins, une partie des bévues signalées plus haut aurait pu être évitée, avec une organisation convenable. Sans diminuer en rien l'importance du facteur subjectif, dont le rôle est énorme, nous estimons qu'à Reval le sort de l'insurrection *n'a pas dépendu des erreurs en question. Ce qui a joué le rôle décisif dans l'issue de l'insurrection, c'est que de petits groupes d'ouvriers révolutionnaires, militairement organisés, ayant déclenché l'insurrection, sont demeurés isolés du gros du prolétariat. Les masses ouvrières,* à l'exception de groupes isolés d'ouvriers, et surtout d'ouvrières qui se joignirent à eux pendant le combat, ou leur rendirent tels ou tels services dans la lutte, *ne soutinrent pas activement les insurgés contre la contre-révolution. La classe ouvrière de Reval, dans sa masse, resta spectatrice désintéressée du combat. Voilà le fait qui a eu une importance décisive.*

Et cela s'est passé, bien que le Parti jouit d'une énorme influence sur la masse ouvrière, bien que les ouvriers eussent perdu toute confiance dans la politique de la bourgeoisie et le succès du développement économique de «l'Esthonie indépendante» et réclamassent l'adhésion de l'Esthonie à l'Union des Soviets, dans l'idée que seuls, les mots d'ordre du PC, le renversement de la bourgeoisie et l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan, fourniraient une issue à l'état de désordre, à l'impasse en un mot où les avait acculés la politique d'une bourgeoisie en faillite.

L'inaction des masses ouvrières s'explique non point parce que le prolétariat de Reval manquait d'esprit révolutionnaire, mais parce qu'il n'était pas politiquement et matériellement préparé à

agir précisément le 1er décembre. Depuis la semaine antiguerrière, le PC n'avait pas essayé de monter une seule manifestation de masses, n'avait pas appelé une seule fois les ouvriers à faire grève, ou à descendre dans la rue, dans la crainte d'un écrasement prématuré par les mercenaires armés du gouvernement. Même lors du meurtre sauvage du communiste Tomp, président des syndicats d'Esthonie, fusillé 3 jours avant l'insurrection, le PC n'avait pas invité les masses à protester. Le Parti s'était exagéré l'importance du facteur militaire dans l'insurrection, en sous-estimant celle du mouvement révolutionnaire de masse. Le principe de l'action brusquée, au sens purement militaire, domina tout dans la préparation de l'insurrection. Les événements du 1er décembre ne furent absolument pas compris du prolétariat, car le passage du Parti à l'action directe était trop brusque. L'insurrection fut inattendue non seulement pour la bourgeoisie, mais aussi pour les classes laborieuses d'Esthonie et en particulier de Reval. Le Parti espérait, avec de petits groupes de révolutionnaires dévoués, avec, pour ainsi dire, l'avant-garde d'une avant-garde, arracher le pouvoir à la bourgeoisie par des actions militaires inattendues, ou du moins percer une première brèche dans l'État bourgeois de façon à entraîner ensuite les masses et à couronner la bataille par une insurrection générale du peuple travailleur.

Nous avons vu plus haut dans quelles conditions le projet de programme de l'IC estime possible l'organisation d'un soulèvement armé:

Quand les classes dominantes sont désorganisées, quand les masses sont en état de fermentation révolutionnaire, quand les éléments intermédiaires hésitent dans le sens du prolétariat, quand les masses sont prêtes à l'action et au sacrifice, alors s'impose au parti du prolétariat le devoir de les conduire à l'attaque directe contre l'État bourgeois. Ce résultat est obtenu par la propagande de mots d'ordre de transition de plus en plus actifs (Soviets, contrôle ouvrier de la production, comités paysans pour l'occupation des grands domaines, désarmement de la bourgeoisie et armement du prolétariat) et l'organisation d'action de masse, auxquelles doivent être subordonnées toutes les branches de l'agitation du Parti et de

la propagande y compris l'action parlementaire. Dans ces actions de masse rentrent: les grèves, les grèves combinées avec des manifestations ou avec des manifestations armées, enfin la grève générale de concert avec l'insurrection armée contre le pouvoir de la bourgeoisie.

Reval, le PC fit exactement le contraire, et c'est pourquoi l'insurrection du 1er décembre ne pouvait pas ne pas aboutir à un échec. La terreur gouvernementale à la moindre manifestation d'activité révolutionnaire des ouvriers, les craintes d'écrasement prématuré ou de désorganisation des actions de masse, ne doivent pas être une raison de renoncer à ces actions de masse, mais de les préparer en vue du combat décisif avec la bourgeoisie, c'est-à-dire du soulèvement armé. Mais, même en admettant qu'il ait été extrêmement difficile à Reval de mobiliser les masses pour des combats décisifs, d'organiser des grèves et des manifestations immédiatement à la veille de l'insurrection, il était absolument indispensable de prendre d'avance des mesures pour s'assurer l'appui de groupes déterminés d'ouvriers, suffisamment nombreux, pour le lendemain même de l'action. Cela ne fut pas fait.

La cause du peu d'activité et d'opiniâtreté au combat des équipes fut, d'après nous, que les insurgés se sentaient isolés de la masse ouvrière, et n'en recevaient pas un concours suffisant: les masses n'avaient pour leur avant-garde qu'une sympathie passive.

Ce ne sont pas les actions militaires d'une avant-garde armée qui peuvent et doivent susciter la lutte active des masses pour le pouvoir, c'est le puissant élan révolutionnaire des masses laborieuses qui doit provoquer les actions militaires des détachements d'avant-garde; l'entrée en action de ces derniers (selon un plan bien étudié d'avance sous tous ses aspects) doit se produire à cause de l'élan révolutionnaire des masses. Quelque rôle que puisse jouer le facteur purement militaire dans l'insurrection, il n'en a pas moins, à cet égard, un rôle subordonné. Le puissant élan révolutionnaire des masses doit constituer la base sociale, le fond social et politique sur lequel doivent être montées les actions militaires hardies, audacieuses et décisives des détachements avancés du prolétariat révolutionnaire résolu à briser la machine

gouvernementale bourgeoise. Le soulèvement armé doit être fixé à un moment de la révolution montante où la préparation des couches décisives du prolétariat et de ses alliés (les paysans et la population pauvre des villes) a atteint le maximum, où la décomposition est à son apogée dans les rangs des classes dirigeantes et en particulier dans leurs forces armées.

IV. L’insurrection de Hambourg

La situation générale en Allemagne en 1923

La situation économique et politique de l’Allemagne en 1923 était caractérisée dans l’ensemble par les facteurs suivants:

L’occupation, en janvier 1923, de la Ruhr et des provinces du Rhin a privé l’Allemagne des grandes bases vitales de son économie: 80% de la production de fer et d’acier et 71% des extractions de charbon. De là, pour l’industrie et toute l’économie nationale, une dure crise économique, qui atteint son maximum à la fin de la «résistance passive» opposée par le gouvernement allemand aux Alliés dans les territoires occupés (octobre-novembre).

L’état catastrophique de l’économie allemande est caractérisé par 3 facteurs: le marasme de l’industrie et la croissance du chômage, la désorganisation des finances et la dépréciation du mark.

La proportion des chômeurs par rapport au nombre des ouvriers syndiqués dans toute l’Allemagne est, d’après les chiffres officiels, la suivante:

Année	Ouvriers Sans-travail	Total
1923		

		demi-occupés
Janvier	4,2 %	12,6 % 16,8
Avril	7,0 %	28,5 % 35,5
Septembre	9,9 %	39,7 % 49,6
Octobre	19,1%	47,3 % 66,4
Novembre	23,4%	47,3 % 70,3
Décembre	28,9%	39,9 % 62,2

Moyenne mensuelle des sans-travail:

1913	2,9%
1918	1,2%
1919	3,7%
1920	3,8%
1921	2,8%
1922	1,5%

Le nombre total des sans-travail et des ouvriers à demi-occupés (quelques jours par semaine ou bien quelques heures par jour) atteint dans le dernier trimestre de 1923 8 *millions, plus de la moitié de toute la classe ouvrière d'Allemagne*.

Les énormes dépenses causées par la politique des bras croisés dans la Ruhr et sur le Rhin (il n'existe pas de chiffres exacts, mais en moyenne ces dépenses atteignaient 200 à 300 millions de marks-or par mois), ainsi que la complète exonération d'impôts des classes possédantes (par suite de la faillite du système monétaire) augmentent rapidement et sans cesse le déficit du budget. Ainsi, la proportion des recettes relativement aux dépenses est en août 1923

de 1,8%; la dette non consolidée, à la fin de ce même mois, est de 1666 667 milliards de marks. Les recettes de l'État en novembre atteignent à peine 12,3 millions de marks-or.

Presque toutes les dépenses gouvernementales sont couvertes par des émissions de papier-monnaie, c'est-à-dire par l'inflation, *impôt dont tout le poids retombe sur la classe ouvrière et les couches moyennes*.

Le processus de dépréciation du mark s'accomplit à une allure incroyable. Ainsi, le dollar est coté à Berlin, Hambourg et Francfort, le 18 octobre, 4 à 6 milliards de marks (4 le matin et 6 le soir); le 20 octobre, 15 à 19 milliards; le 22 octobre, 46 milliards; le 23 octobre, 75 milliards.

Les conséquences sociales de la faillite de l'économie allemande sont évidentes: c'est *l'extrême paupérisation de la classe ouvrière et des couches moyennes* (petite bourgeoisie, employés, retraités, etc.[44]).

En même temps se produit un processus d'accaparement du patrimoine national par les banques, les *konzern* et les spéculateurs de monnaie étrangère. À ce moment, le fameux Hugo Stinnes développe sa folle activité pour l'accaparement de richesses toujours nouvelles au prix de l'affamement de la nation. Les agrariens liquident leurs dettes, qu'ils acquittent avec des marks-papier sans valeur. La dette intérieure s'évanouit ainsi aux dépens des larges couches de la population. Après la fin de la résistance passive dans la Ruhr, le gouvernement cesse tout subside aux sans-travail des territoires occupés, tandis qu'il continue à en distribuer

---

[44] L'allocation hebdomadaire d'un sans-travail lui permettait à peine d'acheter un litre de lait ou une livre de pain. La retraite mensuelle d'un fonctionnaire ou d'un invalide lui suffisait tout juste pour se procurer un journal ou une boîte d'allumettes. La situation des ouvriers encore occupés ne valait pas mieux. La concession obtenue par eux – le paiement des salaires deux fois par semaine –, n'était pas d'un grand soulagement, puisque la rapidité de la chute du mark et du renchérissement des vivres les privait aussitôt de ce salaire et les soumettait à la plus terrible exploitation.

aux industriels de la Ruhr en dédommagement des pertes subies du fait de l'occupation.

La crise économique entraîne *la crise politique*. Au début d'août, éclate la grève générale organisée par les comités d'usine placés sous l'influence du PC. Elle renverse le gouvernement Cuno (nationaliste). Stresseman, que le président de la République Ebert (social-démocrate) charge de former le nouveau cabinet, déclare qu'il est à la tête «du dernier gouvernement bourgeois». Il est persuadé que ce gouvernement sera renversé et que la dictature du prolétariat s'établira en Allemagne.

En effet, sous l'influence de la misère, la classe ouvrière d'Allemagne devient rapidement révolutionnaire. La petite bourgeoisie n'attend plus le salut que d'une intervention du prolétariat et s'oriente vers la révolution. L'influence du PC parmi les ouvriers grandit rapidement, en même temps que celle de la social-démocratie ne cesse de tomber. Il se produit dans tout le pays des «désordres alimentaires», les ouvriers s'emparent des magasins de vivres et en répartissent le contenu entre eux. La classe ouvrière forme spontanément des centuries de combat et se prépare à la lutte décisive. En octobre, on compte 250000 hommes, dont une partie armés, dans les centuries prolétariennes.

En septembre, il se forme en Saxe et en Thuringe des gouvernements ouvriers de communistes et de social-démocrates de gauche, dispersés plus tard par les troupes de la Reichswehr. Le pouvoir passe entre les mains du commandant de la Reichswehr (le général Seckt) et le pays est déclaré en état de siège. Tandis que, dans le reste de l'Allemagne, le commandement militaire est occupé à rétablir l'ordre, en Bavière, la contre-révolution organise des bandes fascistes pour marcher sur Berlin et former un pouvoir central fort, une dictature. Dans l'Ouest, les séparatistes, soutenus par les autorités d'occupation, entrent en jeu. Le 20 octobre, ils réussissent à prendre le pouvoir à Aix-la-Chapelle, Trèves, Coblence et autres villes. Ils proclament la *République indépendante du Rhin*.

Les divers facteurs politiques et économiques mentionnés plus haut montrent clairement que, dans le second semestre de 1923, *l'Allemagne se trouvait devant une situation révolutionnaire aiguë*. Avec un Parti bolchévik fort et idéologiquement cohérent, avec une action habile et décidée pour la mobilisation révolutionnaire des masses et la direction de leur lutte, avec un travail intensif du Parti pour préparer les masses et le Parti lui-même à l'insurrection, le succès de la révolution était assuré.

Et pourtant, ce facteur subjectif, sans lequel la victoire était impossible, a manqué. L'orientation sur la préparation de l'insurrection n'a été prise qu'après la grève générale de trois jours du mois d'août. Cependant, le CC du PC n'avait pas une idée nette de la préparation de l'insurrection, ni une volonté ferme de la mener à bien.

Les ministres communistes de Saxe et de Thuringe, au lieu de faire servir l'appareil gouvernemental à l'organisation, à la mobilisation et à l'armement des masses en vue d'une action révolutionnaire pour la prise du pouvoir, suivirent une ligne de conduite qui, au fond, ne se distinguait guère de celle des social-démocrates de gauche. Dans cette question du gouvernement de Saxe, comme dans beaucoup d'autres d'ailleurs, le CC du PC, dirigé par Brandler et soutenu par Radek, *mena une politique extrêmement indécise et opportuniste, qui fut catégoriquement condamnée par le VIIIe Congrès du P.C. d'Allemagne et le Ve Congrès de l'IC*

Le Parti accorda trop peu d'attention à l'organisation des sans-travail, cet élément le plus révolutionnaire de la classe ouvrière allemande, se préoccupa trop peu d'appeler au front révolutionnaire les éléments petits-bourgeois des villes et ne se soucia presque pas des paysans, ne fit *absolument rien* pour décomposer l'armée et la police. La tactique du front unique, là où elle était appliquée, l'était dans un esprit opportuniste (Saxe et Thuringe) qui n'avait rien de commun avec les directives données par l'IC L'action révolutionnaire dans les syndicats, secteur décisif de la lutte révolutionnaire, était extrêmement affaiblie par la sortie des communistes des syndicats.

Toutes ces erreurs opportunistes de la direction du PC eurent pour conséquence, et ne pouvaient pas ne pas avoir pour conséquence, malgré des conditions très favorables et la volonté de combat des éléments décisifs du prolétariat, la défaite de la révolution allemande.

Tel est le fond social et politique sur lequel se déroulèrent les événements de Hambourg des 23-25 octobre 1923.

La situation politique à Hambourg

Pour le 21 octobre fut convoqué à Chemnitz, sur l'initiative du PC, un congrès des comités d'usines. D'après le plan du CC, ce congrès devait proclamer la grève générale qui, ensuite, se changerait en lutte armée pour le pouvoir. L'organisation de Hambourg était convaincue que, dans l'Allemagne centrale, la situation était telle que très prochainement (à l'occasion du congrès de Chemnitz) serait donné le signal de l'insurrection, qui embraserait toute l'Allemagne. Cette opinion était encore fortifiée du fait qu'immédiatement avant le mouvement de Hambourg des troupes avaient été expédiées du Nord-Ouest pour écraser les mouvements révolutionnaires du centre. Ces départs de troupes relevaient beaucoup le courage du prolétariat de Hambourg.

Toutes les conditions étaient évidemment réunies pour une intervention révolutionnaire de masses. Une semaine encore avant le congrès de Chemnitz, les chantiers maritimes, les entreprises de transport et toutes sortes d'usines étaient en grève. Si la grève générale n'éclata pas, c'est uniquement parce que le PC, attendant les combats décisifs qui devaient s'engager dans toute l'Allemagne sur la directive du CC, n'y appela pas les masses. La conférence des ouvriers des chantiers maritimes de l'Allemagne du Nord, siégeant à Hambourg, envoya le 21 octobre une délégation à Chemnitz pour recevoir un ordre d'intervention. Une autre délégation y fut envoyée également par le Comité d'action des ouvriers du port, avec Urbahns à sa tête. *Les masses demandaient l'offensive et n'attendaient qu'une invitation du PC*. Le 20 octobre,

les rues de Hambourg virent d'innombrables rencontres entre les ouvriers et la police. Malgré l'état de siège et l'interdiction des meetings et manifestations, les masses engagèrent le combat pour le droit d'occuper la rue. Dans cette situation tendue à l'extrême on voyait se dessiner nettement les sympathies des éléments petits-bourgeois pour les manifestants ouvriers. Les policiers eux-mêmes, dans bien des cas, ne cachaient pas leur sympathie pour la foule affamée. Certains commissariats de police, sur l'ordre de la préfecture, établirent devant leur entrée des fils de fer barbelés, redoublèrent leurs postes de sentinelles, envoyèrent des patrouilles armées de fusils automatiques. Toute la police fut mise sur le pied de guerre.

A ce même moment, la partie active de la social-démocratie de Hambourg redouble son agitation contre les communistes, discrédite le programme des communistes comme conduisant tout droit à la guerre civile et à une saignée. Elle détourne les ouvriers de l'idée de combattre la police et l'appareil militaire de l'État, leur conseille de s'abstenir de préparer la grève générale et se refuse à former des comités d'action de concert avec les communistes.

Le dimanche 21 octobre, animation dans les rues, mais ce jour de fête reste relativement calme.

Le lundi 22 octobre, la grève s'étend. Dans quelques quartiers, nouvelles escarmouches entre les ouvriers et la police.

Voici comment la situation est caractérisée, en particulier au quartier de Barmbeck, dans l'article d'un ouvrier de Hambourg publié par un journal illégal au lendemain même de l'insurrection:

Le 22 octobre fut une journée de grande excitation. Les rues du quartier ouvrier de Barmbeck ne manifestaient cependant aucune animation extérieure. Les femmes marchaient par deux ou trois avec des paniers vides, les unes silencieuses, les autres parlant haut et gesticulant. Qu'achèterait-on? Que mangerait-on? Les prix montaient d'heure en heure.

Le samedi furent pillées diverses boutiques, surtout des boulangeries. La police du quartier eut recours aux armes. Personne ne fut rassasié pour cela.

Le lundi après-dîner fut plus calme. Néanmoins, le sang bouillonnait chez tous les ouvriers. Les hommes serraient les poings. Les femmes croisaient les bras sous leurs tabliers. Les enfants cessaient de jouer. Il semblait qu'on attendait quelque chose. Quoi?

Un camarade que je rencontrai me dit: «Eh bien ! Demain nous ne nous promènerons pas aussi tranquillement». Après quoi il s'en alla à la recherche d'un morceau de pain. Un autre camarade qui, devant une boutique, considérait un quartier de viande, me retint par la main et dit: «Si les communistes n'entreprennent rien, et tout de suite, leur parti se dissoudra». Le soir, il y eut dans le quartier une réunion de femmes. Ordre du jour: la faim. La salle était comble. Plusieurs des assistants étaient venus là après avoir vainement cherché quelque chose à acheter, dans un énervement extrême. L'orateur parlait calmement, mais les interruptions du public claquaient comme des coups de fouet. Après le discours, les applaudissements semblèrent des cris de vengeance. Le mot d'ordre général était: au combat! Dans la rue, les hommes formaient de petits groupes noirs. Il en arrivait continuellement de nouveaux. La nuit était tombée depuis longtemps.

Les grandes rues de Hambourg étaient pleines de monde. La police de nouveau eut recours aux armes. Des cris déchirants de femmes blessées. Malédictions d'hommes échappant aux coups de la police. Partout, dans les ruelles, se reforment les groupes dispersés. L'animation est plus grande qu'au moment où les masses réclamaient la retraite de Cuno.

On se chuchotait entre soi: «Ça commence? Quand? Cette nuit? Demain» Personne ne savait rien de précis.

Le moral était ainsi plus révolutionnaire à Hambourg que nulle part ailleurs en Allemagne. Pour cette raison, et aussi parce qu'il n'y avait pas de troupes dans la région, le CC du PC, escomptant une issue favorable du congrès de Chemnitz, donna à l'organisation de Hambourg l'ordre de déclencher l'insurrection. Ce devait être d'ailleurs le signal de l'insurrection générale en Allemagne.

Préparation de l'insurrection

(Voir schéma, fin du volume.)

Hambourg, avec son faubourg d'Altona, est à la fois un grand port et une grande ville industrielle. Elle possède environ 1 million d'habitants, dont 600000 prolétaires.

La ville comprend les quartiers suivants:

a) Le centre, relié par le faubourg Saint-Paul à la partie centrale d'Altona. Là se trouvent les grandes directions, la poste, les télégraphes, les entreprises de transport, les banques, la Bourse, les maisons de commerce et les bureaux industriels;

b) Au sud, le grand port à l'embouchure de l'Elbe. Là sont les entreprises commerciales, la douane, les chantiers navals, docks, magasins, etc. La communication est établie entre la ville et le port par un tunnel passant sous le bras principal du fleuve et par toutes sortes d'embarcations et de bateaux;

c) La partie nord-est (faubourgs St-Georg, Hohenfeld, Borkfeld, Hamm, Horn, Schiffbeck, Wandsbeck, Barmbeck, etc.); quartiers ouvriers et fabriques;

d) La partie ouest, comprenant les entreprises ouvrières d'Altona: Ottenzen, Eimsbüttel, Barenfeld, etc.;

e) Au nord de la partie centrale, des deux côtés de l'Aussen-Alter, dans les quartiers de Ulenhorst, Harvestehude, Winterhude, sont situés les hôtels particuliers et les villas de la grosse bourgeoisie.

Il n'y avait pas à Hambourg de Reichswehr. Les unités cantonnées au nord et au sud étaient déjà en route pour l'Allemagne centrale. Hambourg possédait environ 5 000 policiers armés de revolvers et de fusils automatiques. La police avait aussi à sa disposition des mitrailleuses, des carabines et 6 autos blindées. De grosses réserves d'armes étaient gardées principalement dans les commissariats de police, au nombre d'une cinquantaine et dans différents dépôts. Elles étaient destinées à l'armement des fascistes qui pouvaient être mobilisés en cas d'intervention armée du

prolétariat. Des autos blindées se trouvaient dans les casernes de la police et à Wandsbeck.

Aucun travail systématique d'organisation ni d'agitation politique n'avait été fait par le PC dans la police. Cette dernière était prête, dans son ensemble, à exécuter les ordres de ses chefs réactionnaires.

Bien que l'influence de la social-démocratie fût insignifiante sur le gros du prolétariat de Hambourg, l'organisation social-démocrate de la ville n'en comptait pas moins environ 40000 membres, dont une partie (les membres de l'appareil) étaient certainement hostiles à une intervention révolutionnaire et prêts à s'y opposer par tous les moyens.

Le PC comptait environ 18000 membres. Son organisation de combat en avait à peu près 1300. C'était le noyau actif, *Ordnerdienst*, comme on l'appelait, ou en abrégé O.D., organisé sur le principe territorial, en groupes de 5 et de 10, sous la conduite d'organisateurs militaires subordonnés aux comités de quartiers, lesquels dépendaient à leur tour, par l'intermédiaire de l'organisateur militaire de la ville, du comité de Hambourg. Peu avant l'insurrection, la structure de l'O.D. avait pris la forme suivante: à la base, un groupe de 8 hommes avec un chef; 4 de ces groupes formaient une escouade, et 4 escouades une section commandée par un chef de section. Chaque section comprenait un certain nombre de cyclistes et de motocyclistes, plusieurs infirmiers (de la Société de secours ouvrier) et des éclaireurs, principalement des femmes.

L'O.D. était conçue au début comme la garde des réunions, meetings et manifestations du Parti. Dans ces fonctions rentraient également les gardes de nuit dans les comités de quartiers ou les imprimeries communistes, et l'affichage des placards ou proclamations. L'O.D. avait dans Hambourg environ 80 armes à feu de divers calibres, principalement des revolvers.

Au mois d'août, au moment où, selon les directives du CC, commencèrent à se former les centuries prolétariennes, l'O.D. leur fournit des cadres. Au moment du mouvement d'octobre, il y avait

à Hambourg 15 centuries militairement organisées, mais sans armes. Chacune comptait 40 à 60 hommes. Ces centuries devaient constituer la grande force de combat du prolétariat, la garde rouge qui, une fois armée, aurait à soutenir la lutte contre les forces de la contre-révolution au moment de l'insurrection générale. Malgré tout, la destination des centuries ne paraissait pas claire à l'ensemble de l'organisation communiste. Aucune directive concrète ne fut donnée, aucun effort ne fut fait par le CC pour la rendre plus claire. Le Parti, tout au moins une certaine fraction, et en particulier l'O.D., considérait les centuries comme un organe auxiliaire de l'O.D., un moyen de combat. La base de la garde rouge, c'était l'O.D. Le Parti consacrait toute son attention à la préparation militaire des membres de l'O.D., à la recherche des armes, etc. Il faut constater que la préparation militaire de l'O.D. était réellement bonne. Dans sa masse, l'O.D. avait appris à se servir de ses armes, connaissait les éléments essentiels du combat de rue, faisait des reconnaissances du dispositif ennemi, et surtout de la police, s'était procuré divers renseignements utiles pour le désarmement de l'adversaire et l'établissement du plan d'insurrection. En un mot, l'O.D. se préparait activement à déclencher sur l'appel du Parti la lutte décisive contre la police et les fascistes.

Le dimanche 21 octobre, au soir, une réunion des militants actifs de Hambourg décida l'intervention. Ils estimaient que la situation était favorable à une action de masse et que Hambourg devait donner le signal du soulèvement général du prolétariat. L'exemple entraînerait les autres villes. Et il était inutile d'attendre la déclaration de la grève générale: il fallait entraîner dans la grève déjà commencée à Hambourg des catégories toujours nouvelles de prolétaires, et la rendre ainsi générale. La situation dans la ville permettait de s'attendre à une intervention spontanée et non organisée des ouvriers, si le PC ne prenait pas la tête du mouvement pour le conduire. Cette circonstance porterait naturellement un coup terrible à l'autorité du Parti dans les masses ouvrières.

La décision fut prise de commencer par déclarer la grève des chemins de fer, afin d'empêcher les expéditions de troupes en Saxe.

Cette directive une fois prise, la conférence se termina pour reprendre le lundi 22 à 8 h du soir et résoudre définitivement la question de l'insurrection. D'après le récit d'un des assistants, le plan adopté était le suivant:

a) Action brusquée des détachements armés dans les quartiers ouvriers, avec occupation, dès le premier moment, des magasins d'armes;

b) Désarmement de la police et des fascistes dans les faubourgs;

c) Concentration simultanée des détachements ouvriers désormais munis d'armes, entourés d'une manifestation de masse dans la partie centrale de Hambourg, et refoulement de l'adversaire (police et fascistes) du centre de la ville vers le Sud (vers le fleuve, dont les passages doivent être occupés déjà par les insurgés) et là désarmement définitif de l'ennemi;

d) Occupation de la poste et du télégraphe, des principales stations de communications intérieures et extérieures, de l'aérodrome, et autres objets d'attaque, avant même l'arrivée dans le Centre des détachements des faubourgs, par les forces communistes se trouvant à l'intérieur de ces établissements;

e) Pour empêcher l'arrivée de renforts ennemis de l'extérieur, établissement de barricades sur les principales voies d'accès d'où on pourrait attendre l'arrivée de forces ennemies; ces barricades, ainsi que la destruction des voies à 25 km à la ronde, devaient être exécutées par les organisations locales des cités et faubourgs ouvriers; les organisations de Hambourg, Wilhemsbourg, Outersen et Stade devaient rendre impraticable le chenal de l'Elbe.

Ce plan fut approuvé à la séance du 22 octobre à 8 h du soir.

Dans cette même séance, les dirigeants militaires des quartiers reçurent leurs missions particulières, les adresses des postes de liaison, de l'état-major, etc. L'entrée en action de l'O.D. fut fixée au 23 octobre, 5 heures du matin. L'attaque devait être subite pour l'adversaire, et les premiers succès devaient être le signal de l'entrée en action des masses ouvrières pour la prise du pouvoir.

L'absence de données ne nous permet pas de nous arrêter sur les autres mesures prises après la décision générale d'insurrection. Disposant d'un rapport assez étendu du dirigeant militaire de Barmbeck, auquel furent subordonnés dans la séance déjà mentionnée les dirigeants de Ulenhorst et de Winterhude, nous exposerons maintenant la marche de l'insurrection dans les quartiers ouvriers du Nord-Est. C'est là d'ailleurs que se produisirent les principaux événements de l'insurrection.

L'ordre reçu d'attaquer le 23 octobre, à 5 heures du matin, le dirigeant militaire de Barmbeck, désigné lui-même seulement à la séance du lundi (il avait déjà été dirigeant militaire de ce quartier, mais avait été relevé plusieurs mois auparavant et se trouvait ainsi dans une situation assez difficile, ne connaissant pas les hommes, manquant d'informations sur l'organisation de combat, sur les forces de l'adversaire, etc.), prit diverses mesures préparatoires dans le secteur confié à ses soins.

Son objectif essentiel et fondamental était de rassembler ses subordonnés, d'obtenir d'eux des informations sur leurs forces et celles de la police, et de leur distribuer leurs objectifs particuliers. Il fallait en outre coordonner le plan d'attaque avec le travail de mobilisation des comités de quartier, pour faire entrer en lice les masses ouvrières dès le premier moment de l'intervention des détachements armés. Il restait pour tout cela bien peu de temps.

À la réunion de femmes déjà mentionnée, le dirigeant de Barmbeck avait chargé les camarades qu'il connaissait de convoquer les dirigeants des organisations de combat à 11 heures du soir dans un des appartements secrets. Il rencontra là les secrétaires des organisations des quartiers de Barmbeck et de Gross-Hamburg[45]. Il se trouva que ces derniers ne savaient rien de la décision d'attaquer le 23 au matin. Il fallut la leur expliquer à la hâte; après entente avec le secrétaire du comité de Barmsbeck, on

[45] On désigne sous le nom de Gross-Hamburg la périphérie nord-est de Hambourg.

convint de se rencontrer encore une fois pendant la nuit pour arrêter définitivement le plan d'action.

A 11 heures du soir purent être réunis tous les dirigeants militaires de Barmbeck, mais ceux de Ulenhorst et Winterhude ne vinrent pas. Pour cette raison, il fallut convoquer une autre conférence pour 1 heure du matin.

Dans la réunion de 11 heures, le dirigeant de Barmbeck commença par expliquer la décision du Parti, et donna l'ordre de mobiliser les équipiers à certaines adresses déterminées, pour y attendre leurs missions.

Chaque équipier devait avoir, avec ses armes, un morceau de pain et un paquet de pansements.

L'organisation de combat de Barmbeck, y compris celles de Ulenhorst et Winterhude, possédait 19 fusils et 27 revolvers. L'adversaire disposait dans les mêmes quartiers de 20 commissariats de police, dont 8 renforcés; en outre, les casernes de Wandsbeck contenaient environ 600 policiers avec 6 autos blindées, armées chacune de 2 mitrailleuses. L'ennemi avait ainsi une énorme supériorité.

En discutant le plan d'attaque, les dirigeants des organisations de combat en vinrent cette conclusion qu'il serait bon de concentrer les forces pour tenter une attaque brusquée contre les casernes de police de Wandsbeck, enlever les armes et les six autos blindées qui s'y trouvaient, puis diriger une partie des forces contre les huit commissariats renforcés, pour les enlever, ou tout au moins les cerner, au lieu d'attaquer simultanément les vingt commissariats, comme l'avait prescrit la direction militaire du Comité de Hambourg. Mais ces considérations ne furent pas approuvées par cette dernière, et le dirigeant de Barmbeck se vit confirmer l'ordre de baser son plan sur l'attaque simultanée des vingt commissariats, en laissant d'abord hors de son champ d'action les casernes de Wandsbeck.

Pour caractériser les préparatifs faits durant la nuit du 22 au 23, il faut citer le trait suivant: le secrétaire de l'organisation de Barmbeck ayant déjà pris quelques informations sur l'insurrection

en préparation au Comité de Hambourg, communique au dirigeant militaire de Barmbeck que, conformément aux ordres supérieurs, il doit réveiller tous les membres du Parti et les faire sortir dans la rue le 23 octobre, à 4 heures, pour participer à l'insurrection et entraîner les ouvriers au combat. Quand la direction militaire demanda à la direction de l'insurrection comment cet ordre se conciliait avec une action brusquée des équipiers, comme celle qui était à la base de tout le plan d'insurrection, elle reçut la réponse que cet ordre ne devait pas être considéré aussi tragiquement, car il n'avait aucune importance!

Comme il était prévu, à une heure du matin, tous les dirigeants militaires se réunirent en conférence, y compris cette fois ceux de Ulenhorst et Winterhude. Là, le dirigeant de Barmbeck exposa encore une fois brièvement la situation en Allemagne et à Hambourg, développa le plan d'action et distribua les missions particulières. La répartition des forces était la suivante: contre chaque commissariat de police devaient être envoyés un ou deux groupes d'équipiers. Un nombre double devait être dirigé contre les commissariats, nº 6 (rue Essen) et de la porte de Mundsbourg, qui étaient spécialement renforcés. Chaque groupe devait avoir deux revolvers ou bien un fusil et un revolver. Les casernes de Wandsbeck devaient être attaquées après le désarmement des commissariats. Chaque groupe devait se trouver à 4h55 à sa position de départ et à 5 heures précises attaquer l'objectif désigné. Pour plus d'exactitude, les montres avaient été vérifiées et mises en concordance.

Les dirigeants une fois revenus de la conférence et les équipiers se rassemblèrent dans les logements secrets indiqués, au grand complet, et à l'heure fixée. Le moral de tous les participants était excellent.

Comme nous l'avons vu, l'armement des équipiers de Barmsbeck et des quartiers qui lui étaient adjoints était extrêmement réduit. Pas une seule mitrailleuse ! Pour en obtenir une le dirigeant militaire envoya pendant la nuit des hommes à Bergedorf (à 20 km au sud-est de Hambourg) où un membre de l'O.D. cachait une mitrailleuse, avec prière de bien vouloir la

donner. On comptait utiliser cette mitrailleuse pour l'attaque des casernes de Wandsbeck. Bien que les envoyés fussent personnellement connus du détenteur et fussent munis d'un témoignage sûr (parole convenue), ils n'obtinrent rien, car le camarade, ignorant tout de l'insurrection qui se préparait, n'eut pas confiance. Néanmoins, la direction communiste de Bergedorf envoya à Barmbeck un groupe de cyclistes armés de revolvers et mobilisa sur place ses équipiers, de façon à engager l'action simultanément avec Hambourg, si réellement l'insurrection était déclenchée.

En revenant, les envoyés s'arrêtèrent à Schiffbeck (faubourg ouvrier) et annoncèrent au comité du Parti l'insurrection prévue pour le 23 au matin. Là aussi, on ignorait tout. Néanmoins, on prit aussitôt des mesures pour agir simultanément avec les autres quartiers.

Dans les commissariats attaqués, conformément aux ordres du dirigeant militaire, on devait désarmer les policiers, sortir toutes les armes et les distribuer aux équipiers et aux ouvriers disposés à prendre part au combat qui se trouveraient dans les environs. Les policiers devaient être enfermés sous bonne garde, et les équipiers disponibles se rassembler immédiatement à un point fixé d'avance pour y recevoir de nouvelles missions.

L'attaque de l'organisation de combat et la marche de l'insurrection

La direction de l'insurrection, encore pendant le rassemblement des hommes, craignait que les équipiers, en apprenant qu'ils allaient aller au combat presque sans armes, et que la promesse donnée auparavant de leur fournir des armes en quantité suffisante au moment voulu n'était pas tenue, ne fussent quelque peu déçus et ne perdissent beaucoup de leur moral. C'est ce qui arriva. Dans le trajet du point de rassemblement au commissariat de police à attaquer, on vit s'éclipser environ un tiers des hommes. Deux

groupes même fondirent complètement avant d'atteindre le point d'attaque.

À 5 heures 30 environ, les insurgés avaient *enlevé et désarmé 17 commissariats* (Barmbeck, Wandsbeck, quelques commissariats de Winterhude, Ulenhorst et autres quartiers). Le commissariat renforcé n° 46 de la rue Essen ne fut pas désarmé, à cause de la maladresse d'un chef de groupe qui ouvrit le feu de la rue au moment où les autres groupes se trouvaient déjà à l'intérieur en train de procéder au désarmement des policiers. Les équipiers de l'intérieur eurent ainsi l'impression d'être attaqués du dehors. Pour cette raison, et aussi parce qu'un des policiers avait habilement jeté en plein milieu des équipiers une grenade à main et permis ainsi à ses collègues de se préparer à la résistance, l'attaque échoua.

Sur les 6 heures du matin, se trouvèrent au point de rassemblement environ 130 hommes armés de mitrailleuses et de revolvers. On s'était emparé aussi de 3 mitrailleuses portatives. En qualité d'instructeurs pour apprendre à s'en servir, on utilisa les policiers prisonniers. Il se trouva que les commissariats possédaient peu de grenades à main et de cartouches. Sans doute n'avait-on pas su les découvrir. Il arriva par exemple que, vers 10 heures du matin, on trouva encore dans un commissariat 40 fusils qu'on n'avait pas remarqués d'abord.

Le grand succès des équipiers dans l'occupation des commissariats s'explique par deux raisons.

1. Longtemps avant l'attaque, les dirigeants des groupes de combat avaient fait une soigneuse reconnaissance des abords des commissariats ainsi que de leur dispositif intérieur. L'organisation de l'attaque avait été profondément étudiée et les moindres détails prévus. Les attaquants manifestèrent infiniment d'audace et de persévérance;

2. La police qui, par suite de «troubles dans la ville», avait été plusieurs jours sur le pied de «préparation au combat du 3e

degré»[46], avait été ramenée le 22 au soir à la situation du 1er degré. La cause en était que le personnel était extrêmement épuisé depuis les derniers jours. La Préfecture de police de Hambourg, qui avait donné un pareil ordre, n'était naturellement pas informée de l'insurrection en préparation. Dans la nuit du 22 au 23, la police dormait. L'attaque la saisit à l'improviste.

Ces deux raisons expliquent l'extraordinaire succès de groupes presque désarmés en face de 17 commissariats armés jusqu'aux dents.

Sur ce point de l'attaque des commissariats, le colonel de police Hartenstein, un des dirigeants de la lutte contre l'insurrection, remarque très justement:

Si le plan d'insurrection avait été connu de la police la veille du mouvement, il est permis de supposer que l'action ennemie aurait été étouffée par des contre-mesures correspondantes avant d'avoir pu prendre aucune extension.

Au début du mouvement, la direction de l'insurrection envoya des camarades (ceux qui n'avaient pas d'armes) dans les gares intérieures de la ville, aux portes des usines et sur les autres points de rassemblement des ouvriers pour proclamer la grève générale et les entraîner dans la lutte active. Le succès fut complet. Tous les moyens de communication cessèrent de fonctionner, les fabriques s'arrêtèrent et les ouvriers se concentrèrent sur les divers théâtres du combat.

On vit bientôt arriver dans les commissariats de police qui n'avaient pas été désarmés des renforts sous forme de plusieurs autos blindées, de sorte que les insurgés ne purent pas s'en emparer. L'échec des combats entrepris à partir de ce moment pour le désarmement des derniers commissariats s'explique également par certaines erreurs tactiques commises par les assaillants, ou

---

[46] Il y a dans la police allemande trois degrés de préparation au combat: le troisième est celui où tout l'effectif se trouve alerté.

plutôt par leurs dirigeants (manque de concordance entre les attaques des différents groupes).

Vu ces circonstances et l'arrivée de renforts de police[47], la question de l'attaque des casernes de Wandsbeck tombait d'elle-même. Des combats de partisans s'engagèrent. Il se forma des petits groupes d'ouvriers armés. La direction des opérations s'affaiblit sensiblement. Les insurgés, en somme, étaient réduits à la défensive. Sur les 7 heures du matin, l'ordre fut envoyé de construire des barricades.

Bien que les masses ne sussent pas que l'insurrection commencerait précisément le 23 octobre, quand elles apprirent le matin de ce jour les combats déjà engagés, elles y prirent part aussitôt, sous une forme ou sous une autre. Le cri général était: *Donnez-nous des armes !* Mais les armes étaient en nombre extrêmement insuffisant. Aussitôt lancé le mot d'ordre: élevez des barricades ! On vit ces dernières surgir presque immédiatement dans tous les quartiers. *Cela n'a été rendu possible que grâce* à la participation des masses ouvrières, et en particulier des femmes.

La direction de l'insurrection dans le quartier envisagé n'était pas informée du cours des événements dans les autres quartiers. Elle pensait que les ouvriers de Barmbeck et des faubourgs voisins n'avaient subi qu'un échec temporaire, sans importance décisive, qui ne pouvait pas influer sur l'insurrection dans son ensemble. Elle estimait que, dans les autres quartiers, les insurgés avaient peut-être de grands succès et que, par suite, Barmbeck devait conserver à tout prix ses avantages et se défendre avec acharnement en attendant l'arrivée des renforts. Avec la direction politique de Hambourg et aussi avec la direction militaire, les gens de Barmbeck n'avaient eu depuis le début du combat aucune liaison. Quelques rapports avaient été envoyés au comité de Hambourg et au dirigeant militaire, mais aucun n'était arrivé à

---

[47] Le colonel Hartenstein raconte dans son livre que tous les policiers du port de Hambourg furent remplacés par des volontaires fascistes et les forces ainsi libérées envoyées contre les insurgés. Il ajoute que, pendant la journée du 24, 800 fascistes furent ainsi employés à un service de police.

destination. C'est seulement dans la seconde moitié de la journée que les insurgés apprirent qu'il n'y avait plus aucune insurrection dans le centre ni à Altona, et que là-bas tout était calme. Comment cela s'explique-t-il? Les ouvriers des quartiers insurgés n'en savent rien.

La suite de notre exposé montrera pourquoi le combat des quartiers nord-est resta isolé.

L'O.D. d'Altona n'avait pas exécuté sa mission de désarmer la police. D'après le récit d'un des dirigeants de l'insurrection de Hambourg, ce fait s'explique par les raisons suivantes:

1. Il fut reconnu que l'état-major de l'insurrection était dans l'erreur quand il supposait qu'Altona avait pu se procurer, quelques jours avant l'action, des armes pour 240 hommes. *Il n'en était rien.*

2. Le dirigeant de l'O.D. d'Altona avait été nommé au dernier moment. Il est clair qu'il n'avait pas eu le temps de s'orienter dans ce milieu nouveau. En outre, il avait abrogé les dispositions du plan d'action précédemment adopté.

3. Les dispositions avaient été prises pour attaquer les postes de police avec une section, et parfois deux sections d'O.D. Tandis que se faisait la concentration des sections, l'alarme fut semée parmi de nombreux participants à cause des bruits répandus que des traîtres avaient déjà prévenu la police de l'attaque en préparation. Ainsi, pour les 5 sections qui devaient donner l'assaut aux principaux commissariats, une seule réussit à pénétrer, à 6 heures du matin, dans le commissariat d'Ottenzen et à y désarmer 6 policiers. Il s'engagea là, entre les assaillants et les policiers non désarmés, une fusillade d'un quart d'heure, et quand les éclaireurs annoncèrent l'approche de 3 camions automobiles de policiers, les assaillants se dispersèrent en emportant les armes conquises.

Il y eut le 23 octobre au matin encore quelques tentatives d'insurrection dans d'autres quartiers (St-Georg, etc.), mais, vu la mauvaise direction militaire et politique et aussi l'absence d'armes, elles n'eurent aucun succès. Seul Schiffbeck fait exception: les

insurgés y désarmèrent la police et gardèrent le pouvoir pendant deux jours.

À Eilsbeck, Barmbeck, Hammbeck et autres quartiers, une lutte acharnée se prolongea jusqu'à 17 heures entre les policiers et les insurgés. La police, ayant concentré de grosses forces dans la partie sud de Barmbeck, lança deux vigoureuses attaques contre les barricades. Toutes deux furent repoussées et les assaillants subirent de grosses pertes. Les insurgés, cachés sur les toits des maisons, derrière les fenêtres, sur les balcons et derrière les barricades, avaient un champ de tir admirable et faisaient feu chaque fois à coup sûr. De leur côté, les pertes furent insignifiantes. Avant chaque attaque, la police ouvrait un feu roulant de fusils et de mitrailleuses contre les barricades, dans l'idée que le gros des forces adverses se trouvait là. En réalité, les insurgés n'avaient laissé aux barricades qu'un petit nombre de défenseurs, tandis que le gros de leurs forces se trouvait sur les toits, aux fenêtres et aux balcons des maisons voisines.

Une troisième grande attaque de la police contre les barricades d'Eilsbeck échoua encore. Le détachement de police concentré à cet effet s'était fait précéder d'une automobile blindée pour mitrailler la barricade et se lancer ensuite contre elle à coup sûr. Mais voici qu'apparaît à l'improviste un insurgé qui tue le conducteur de l'auto blindée. Son équipage prend aussitôt la fuite, abandonnant l'engin. L'attaque de la police n'eut pas lieu.

Dans la suite, cette même barricade ne fut attaquée que lorsque les insurgés, à l'insu de la police, l'eurent abandonnée eux-mêmes pour se retirer sur de nouvelles positions. Le feu d'enfer dirigé contre elle par des forces considérables resta ainsi inutile. Il n'y avait plus un seul insurgé derrière.

Pendant toute l'insurrection, les insurgés ne se bornèrent pas à la défensive: là où la situation était favorable, ils passaient subitement à l'offensive, engageant de courtes contre-attaques, opérant des mouvements tournants, etc., fatigant et démoralisant ainsi l'adversaire.

Ainsi, par des opérations énergiques et habiles, les insurgés soutinrent une lutte acharnée contre les autos blindées de la police. On vit une fois deux autos blindées qui s'avançaient dans une rue, se heurter à des barricades; de nouvelles barricades surgir aussitôt par-derrière, et les autos se trouver cernées et réduites à l'inaction pendant plusieurs heures. Des cas semblables, prouvant l'audace, l'opiniâtreté et l'initiative des insurgés, furent très fréquents.

Avant d'exposer la suite de l'insurrection, il faut s'arrêter sur une question: pourquoi la lutte est-elle restée isolée dans les quartiers nord-est, pourquoi le plan de mobilisation des masses dans toute la ville en vue d'une attaque concentrée sur le Centre n'a-t-il pas eu même un commencement de réalisation, pourquoi dans plusieurs quartiers où la lutte avait commencé le matin cessa-t-elle ensuite?

La raison en est que le 23 octobre, au moment où le prolétariat de Hambourg avait plus besoin que jamais d'une direction ferme, *cette direction lui manqua*. Des nouvelles arrivèrent de divers quartiers qu'ils avaient reçu l'ordre de cesser le combat, que l'insurrection était décommandée, et qu'en conséquence les ouvriers cachaient leurs armes en attendant de nouveaux ordres de la direction du Parti.

Certains camarades du comité régional[48] estimaient que, certains quartiers ayant commencé l'attaque, les autres devaient suivre, mais il était déjà trop tard, puisque, par suite de l'ordre malencontreusement donné de cesser l'insurrection, la lutte avait déjà été interrompue dans tous les quartiers, à l'exception de Barmbeck et des quartiers voisins. Sur les 10 heures, on apprit que l'ordre de cesser l'insurrection avait été donné par Urbahns, secrétaire du Comité de Hambourg, qui venait de revenir de la conférence de Chemnitz.[49] On chercha Urbahns pour apprendre les causes de ce contre-ordre, mais on ne le trouva pas.

---

[48] Il y avait à Hambourg, outre le Comité de la ville, un «Comité de la région maritime».

[49] Urbahns est maintenant exclu du PC.

Urbahns, comme on le sut par la suite, avait donné le contre-ordre on se basant sur les résultats de la conférence de Chemnitz. Cette conférence devait décider le déclenchement de la grève générale, destinée, dans l'idée du CC, à se changer en insurrection armée pour la prise du pouvoir, tandis que l'insurrection de Hambourg jouerait le rôle de signal de cette insurrection; mais elle avait été mal organisée, et quand la question de la grève générale fut mise aux voix, il se forma une majorité (d'ailleurs insignifiante) de social-démocrates qui votèrent contre. La conférence ayant ainsi refusé de déclarer la grève générale, la direction du PC décida de s'abstenir pour le moment de toute insurrection.

La conférence de Chemnitz avait eu lieu le 21 octobre. Pourquoi durant la journée du 22, n'avait-on pas communiqué ses résultats à Hambourg, ainsi que les décisions du CC qui en découlaient, c'est ce qu'il est impossible de comprendre.

Cette directive n'arriva à la direction de l'insurrection de Barmbeck, entourée par la police, que le 23 à 17 heures.

Malgré le contre-ordre du Parti, les masses prolétariennes de Hambourg organisèrent de leur propre initiative une série de manifestations et de rassemblements dans les rues, cessèrent le travail, attendant toujours des directives d'action. Il se forma devant la Maison des syndicats une grande foule d'ouvriers qui rompit le cordon de police appelé par les réformistes, pénétra à l'intérieur, et se mit à rosser les leaders réformistes qui n'avaient pas pris la fuite. Cette foule ne se dispersa que devant les coups de fusil.

Dans la partie sud de Barmbeck, les combats durèrent jusqu'à la tombée de la nuit (17 heures). La police subit de grosses pertes, mais réussit, grâce à des renforts continuels, à repousser peu à peu les insurgés vers le Nord. À 18 h 30, le colonel Denner, commandant les forces de police, conclut que la continuation du combat était inutile et donna l'ordre de cesser le feu pour ce jour-là.

La nuit du 23 au 24 fut calme. Les insurgés de Barmbeck, maîtres de positions commodes et couvertes, ouvraient de temps

en temps le feu contre les groupes de police qui se laissaient voir et les dispersaient. Des espions parcouraient les rues. Quoique sachant qu'il n'y avait dans les autres quartiers aucun soulèvement et que contre-ordre avait été donné par le Parti, les insurgés n'en décidèrent pas moins de continuer la lutte. La population de Barmbeck leur apporta une aide de toute sorte: construction de barricades, pain, cigarettes, fausses informations données à l'adversaire, etc. Les femmes prirent une part particulière à l'insurrection. Outre les renseignements sur la cessation du soulèvement, il circulait parmi les insurgés des bruits variés, comme ceux-ci: la grève générale a éclaté dans le centre de l'Allemagne, la Russie envoie des secours (un bateau d'armes, etc.)... C'est seulement dans la nuit du 23 au 24, lorsqu'arriva à Barmbeck un des principaux membres du Comité de Hambourg avec l'ordre de cesser le combat, que les insurgés commencèrent à rentrer chez eux.

Au matin du second jour arrivèrent dans le port de Hambourg un croiseur de Kiel, le *Hambourg*, et deux torpilleurs avec 500 policiers de Lubeck. Les forces de la contre-révolution avaient encore grandi du fait que les organisations fascistes de Hambourg avaient été munies d'armes par des magasins secrets et se trouvaient sur le pied de guerre.

Au point du jour, la police commença une marche concentrée sur Barmbeck. Toutes les forces présentes de la police et des fascistes prenaient part à l'opération. La reconnaissance était faite par des avions survolant le faubourg. Le détachement de fusiliers marins du croiseur *Hambourg* refusa de marcher. L'attaque fut inutile, les insurgés ayant déjà quitté leurs positions. Seuls, quelques tireurs isolés dispersés sur les toits continuaient à fusiller presque à coup sûr les policiers.

À 11 heures du matin, le colonel Denner envoie à ses chefs un rapport sur «la chute» de Barmbeck.

Après l'occupation de Barmbeck, le gros de la police se dirigea sur Schiffbeck pour y renverser le pouvoir des Soviets, et sur les autres quartiers du sud-est pour y réprimer les «désordres». Il

fallut une lutte acharnée de plusieurs heures pour chasser les insurgés des barricades qu'ils occupaient.

Le 25 et même le 26 encore, à Barmbeck, des groupes isolés d'insurgés attaquaient de petits détachements de police faisant des perquisitions dans les maisons ou recherchant les participants au mouvement.

La police perdit pendant toutes les opérations environ 60 tués et un grand nombre de blessés. Du côté des insurgés, il y eut 4 ou 6 tués (le nombre des blessés n'est pas connu). Il y eut un grand nombre de tués et de blessés dans la population ne participant pas aux opérations les armes à la main, parce que la police ouvrit maintes fois le feu sur elle. Dans le nombre des tués et des blessés, il se trouva même des enfants.

Les faibles pertes des insurgés s'expliquent par leur habile tactique de barricades, leurs positions sur les toits et les balcons, et en général dans des endroits bien abrités.

L'insurrection de Hambourg fut accompagnée d'attaques partielles des ouvriers contre la police et les autorités, de la mise à sac des magasins de vivres, etc. dans plusieurs villes et villages des environs (Bergedorff, Itsigoe, Kiel, etc.).

Conclusions

Premièrement, l'insurrection de Hambourg dura deux jours, et, malgré l'énorme supériorité des forces ennemies, elle ne *fut pas écrasée par la contre-révolution*. Elle cessa sur l'ordre du Parti, et les forces armées du prolétariat *cessèrent volontairement le combat*. Le préfet de police de Hambourg, dans un rapport spécial, rendait compte à ses chefs de Berlin que, malgré ses efforts, il n'avait pas réussi à briser la résistance des insurgés, que ces derniers n'avaient pas été anéantis, mais avaient évacué volontairement le terrain et s'étaient cachés en emportant leurs armes. Il soulignait en même temps le courage et l'audace dont les insurgés avaient fait preuve depuis le début jusqu'à la fin. Il constatait l'impuissance des policiers à combattre l'insurrection

avec les dernières méthodes de la défensive active, la large utilisation des barricades, des toits, balcons et fenêtres et le soutien de la population.

Avec ce jugement d'un ennemi, nous sommes entièrement d'accord. Deuxièmement, l'insurrection de Hambourg a été sans aucun doute *une insurrection des masses prolétariennes*. Le nombre des équipiers ayant pris une part active au combat les armes à la main était, il est vrai, relativement réduit, environ 250 à 300 hommes. Mais le gros du prolétariat, par son attitude, a montré qu'il était du côté des insurgés. L'élèvement rapide de tout un réseau de barricades n'a été possible que grâce à la participation des masses ouvrières. Elles ont encore montré leur sympathie active par la cessation du travail dans presque toutes les usines, docks, chantiers maritimes. Toute la vie ouvrière cessa presque dans la ville.

L'insurrection de Hambourg fut soutenue par des interventions ouvrières dans plusieurs autres villes des environs.

L'insurrection de Hambourg n'était pas conçue comme une opération isolée sans liaison avec le prolétariat des autres régions d'Allemagne. Dans l'idée du PC, elle devait jouer le rôle de signal de l'insurrection générale dans les principaux centres industriels. Elle éclata au moment où la fermentation révolutionnaire était partout à son apogée, où la crise politique et économique était le plus profonde.

Troisièmement. Mais la préparation politique de l'insurrection avait été *extrêmement faible*. Les secrétaires politiques des quartiers n'apprirent l'ordre d'insurrection qu'au dernier moment, certains même accidentellement, ce qui les empêcha de faire le travail nécessaire de préparation politique et matérielle.

Du point de vue de la direction, l'insurrection de Hambourg fournit un exemple classique *de la façon dont il ne faut pas organiser une insurrection, dont il ne faut pas se comporter envers l'insurrection*. En restant fidèle au marxisme, il n'était pas permis, après que l'insurrection avait commencé et avait remporté d'importants succès *de sonner la retraite*. Cela était d'autant moins

permis que l'insurrection avait été entreprise sur les directives du Parti. «On ne joue pas avec l'insurrection» (Marx). Certains dirigeants de l'organisation de Hambourg (comme Urbahns) ont joué avec l'insurrection. Il fallait, malgré le résultat de la conférence de Chemnitz, puisque l'insurrection était commencée, mobiliser toutes les forces du prolétariat révolutionnaire de Hambourg et des autres régions pour étendre le mouvement dans Hambourg même et le soutenir par une action énergique là où la chose était possible. À Hambourg, *il fallait lancer le mot d'ordre des Soviets et commencer une forte agitation pour la formation de ces Soviets*. Mais à Hambourg, le PC, avant-garde du prolétariat, qui devait organiser et conduire le soulèvement en masse, non seulement est resté inactif, mais a même entravé le développement de l'insurrection. Le Parti, ou plus exactement ses dirigeants, a pratiquement traité l'insurrection de la même façon que Plékhanov en 1905: «Il ne fallait pas prendre les armes».

Sans organisation, sans direction d'un parti révolutionnaire, il n'est pas d'insurrection victorieuse possible. À Hambourg, la direction du Parti a manqué, et l'insurrection ne pouvait pas se terminer autrement.

Quatrièmement. *Malgré tout, malgré l'absence de direction, la mauvaise préparation, bien que l'organisation de combat fût numériquement très faible et presque sans armes, les insurgés réussirent par leur dévouement sans borne à la cause de la révolution, par leur courage, par leurs actions décisives et adroites, et grâce au concours des masses ouvrières, à mener avec succès le combat contre les forces numériquement supérieures, et armées jusqu'aux dents, de la police.* Ce résultat témoigne du courage du noyau actif du prolétariat de Hambourg, et en particulier de Barmbeck, et montre qu'avec une bonne direction militaire et politique, même avec très peu d'armes à leur disposition, des détachements de combat peuvent espérer triompher de la contre-révolution. Il est facile de se représenter les résultats qu'aurait eus l'insurrection de Hambourg si n'avaient pas été commises les erreurs de direction que nous avons constatées. Or, il était possible de les éviter.

Cinquièmement. On ne saurait penser que l'insurrection, si elle avait été victorieuse, c'est-à-dire si elle s'était emparée du pouvoir, aurait pu le conserver, en supposant Hambourg rouge isolé, sans être soutenu par des insurrections analogues dans les principaux centres d'Allemagne. Des insurrections dans les autres villes, au moins de la région de la Baltique, étaient la condition préalable de la victoire de la révolution à Hambourg même. Nous estimons que Hambourg, dans l'état de l'Allemagne en 1923, aurait pu être le signal de cette insurrection générale dans un bon nombre de centres et de régions. Le prolétariat de Hambourg pouvait prendre le pouvoir, malgré la trahison de la social-démocratie. Mais pour cela il fallait avoir à la tête du PC d'Allemagne une direction bolchévik. Cette direction a manqué.

V. L'insurrection de Canton

Remarques générales

La portée historique universelle de l'insurrection de Canton est indiscutable et bien connue. C'est chose qui n'est pas à prouver. Le 6e Congrès de l'IC a porté sur cette insurrection le jugement suivant:

L'insurrection de Canton, qui fut un combat héroïque d'arrière-garde du prolétariat chinois dans la période écoulée de la révolution chinoise, restera, malgré les erreurs grossières de sa direction, l'insigne de la nouvelle phase de la révolution, la phase soviétique.[50]

L'insurrection de Canton est comprise par les ouvriers comme un exemple du grand héroïsme des ouvriers chinois.[51]

Si, pendant les insurrections de Changhai et en général pendant toute la lutte révolutionnaire jusqu'à l'insurrection de Canton, le prolétariat chinois était étroitement allié à la bourgeoisie nationale radicale, si son avant-garde, le PC, faisait bloc avec le Kuomintang, qui était alors l'expression politique du bloc des quatre forces: prolétariat, bourgeoisie, paysans et population pauvre des villes, dans l'insurrection de Canton, le prolétariat chinois *se présente pour la première fois comme une classe vraiment indépendante,*

---

[50] *Thèses et résolutions du 6e Congrès de l'IC*, p. 41, Bureau d'Éditions, Paris.
[51] *Ibid.*, p. 221.

luttant contre la bourgeoisie, les coteries militaristes ou féodales et l'impérialisme étranger, pour la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans, *pour le pouvoir des Soviets*. Le prolétariat de Canton, sous la direction du PC chinois, a réussi à s'emparer du pouvoir dans une ville d'un million d'habitants et à le conserver pendant 58 heures. Par là il a montré au monde entier que le prolétariat chinois a définitivement pris conscience de lui-même, s'est constitué politiquement, est devenu une classe indépendante, capable d'être la force directrice et conductrice de la révolution chinoise. Il a montré enfin que le cours ultérieur de la grande révolution chinoise s'effectuera sous l'hégémonie du prolétariat.

Les événements révolutionnaires qui suivirent, en Chine, l'insurrection de Canton confirment le bien-fondé de cette assertion. La bourgeoisie chinoise, déjà avant l'insurrection, avait cessé d'être une force révolutionnaire, était passée définitivement dans le camp de la contre-révolution et, avec les coteries féodales et militaristes, avec l'impérialisme étranger, faisait une guerre acharnée au prolétariat et à ses alliés, les paysans et la population pauvre des villes. Après l'insurrection de Canton, cette lutte de la réaction contre la révolution n'a fait que s'accentuer. La seule force capable de conduire la lutte révolutionnaire des classes laborieuses de Chine est le prolétariat.

Nous nous proposons de reconstituer la situation, en Chine et en particulier dans la province du Kouang-Toung, sur le fond de laquelle s'est déroulée la lutte, et d'étudier les causes de la défaite. Les leçons de l'insurrection de Canton ne doivent pas profiter seulement au prolétariat chinois. Ses côtés positifs, de même que ses erreurs, doivent être connus du prolétariat international, car l'expérience de Canton est une des leçons les plus précieuses de la lutte révolutionnaire internationale de ces dernières années.

La situation en Chine

La situation générale en Chine[52], en particulier dans le Centre et le Sud, en automne 1927, était caractérisée comme suit:

a) La bourgeoisie nationale continuait à se détourner de plus en plus de la révolution démocratique nationale pour passer dans le camp de la contre-révolution militariste et impérialiste; toutes les forces contre-révolutionnaires faisaient une guerre acharnée à la fraction révolutionnaire du prolétariat et au gros de la population paysanne: dispersion des organisations paysannes et des syndicats, écrasement sauvage de tout mouvement révolutionnaire, extermination personnelle des cadres révolutionnaires de la classe ouvrière, etc.;

b) Une crise profonde se manifestait dans tous les domaines de la vie économique: l'état des finances, du commerce, de l'industrie, des transports, empirait sans cesse. La crise prenait des dimensions catastrophiques;

c) La contre-révolution se montrait absolument incapable de créer une situation stable et d'obtenir l'unité dans son propre camp; la division de la Chine entre de multiples groupements politiques ennemis, en état de guerre les uns contre les autres, avait atteint un degré inouï;[53]

---

[52] Sans compter la Mandchourie. La situation politique et économique de cette province, semi-colonie de l'impérialisme japonais, a toujours été très différente de celle du reste de la Chine.

[53] Énumérons les principaux groupements politiques concurrents: Tchang-Tso-Lin en Mandchourie, en Mongolie intérieure et au Pétchili; Tchang-Sue-Tchang au Chantoung; Yen-Si-Chan au Chansi; Yan-Sen au Sétchouen et au Houpé; le groupe du Kouang-Toung (Tchang-Kaï-Chek) dans les provinces du Kiang-Sou, Tché-Kiang et Fo-Kien et dans une partie du Chansi; le groupe du Kiang-Si, avec les militaristes locaux et le héros des fusillades du 12 avril à Changhai, Baï-Tsioum-Si, dans les provinces du Kiang-Si, Hou-Tchéou, Honan et une partie du Kouang-Toung; le groupe des généraux du Honan, avec Tan-

d) On voyait grandir un puissant mouvement révolutionnaire, s'exprimant dans les mouvements de grèves des centres industriels (Changhai, Canton, Hankéou, etc.), dans le mouvement révolutionnaire grandissant des paysans, qui prenait dans les provinces du Hounan, Houpé, Tsiansi, Honan, et Kouang-Toung la forme d'une véritable guerre civile des campagnes contre les gros propriétaires et les koulaks *(gentries)*, etc. dans l'insurrection des armées de Hétin et Holoun le 30 juillet à Nangan, dans l'établissement du pouvoir des Soviets à Haïfin et Lu-Fin, etc.

En même temps, la période qui précéda l'insurrection de Canton était caractérisée par une faible activité du PC. Ce parti dans son ensemble n'était pas en état d'organiser ni de conduire politiquement le mouvement révolutionnaire des masses. Il ne s'était pas encore libéré définitivement des illusions du Kuomintang de gauche, il commettait de sérieuses erreurs opportunistes, surtout en matière agraire, militaire, etc. D'autre part, l'activité et la terreur sauvage de la contre-révolution à l'égard du PC, ainsi que l'absence d'un contact étroit (dans l'espace et dans le temps) entre les grands facteurs de la révolution: la lutte de la classe ouvrière, les insurrections paysannes et les rebellions de soldats[54] n'ont pas pu ne pas exercer leur influence négative sur le développement de la révolution.

En partant de la situation concrète à cette époque, le CC du PC chinois constatait dans sa session plénière d'octobre 1927 que la situation en Chine, malgré une suite de défaites (Changhai: écrasement du mouvement ouvrier en avril; Oukhan: désarmement

---

In-Kaï à la tête, dans la province du Hounan; le groupe de Tchang-Fa-Kouï et de Van-Tin-Veï au Kouang-Toung.

Outre ces groupements essentiels, représentant une force militaire et politique sérieuse, il existait dans les diverses provinces de petites côteries moins nombreuses, comme celle des généraux du Honan, du An-Koui, etc.

[54] La présence d'une cellule aussi importante dans ce régiment d'instruction s'explique parce que ce dernier comprenait un assez grand nombre d'étudiants de Vam-Pou et surtout parce qu'il avait eu longtemps pour commandant un communiste, plus tard d'ailleurs déplacé (avant l'insurrection).

des ouvriers, etc.; Svatéou: défaite de l'armée de Hé-Tin et Ho-Loun, etc.), *demeurait immédiatement révolutionnaire* et que le mot d'ordre de l'insurrection restait actuel.

La situation au Kouang-Toung

Les facteurs essentiels qui caractérisent la situation à Canton et dans la province du Kouang-Toung, immédiatement avant l'insurrection, sont les suivants:

a) Le 17 novembre, le général Tchang-Fa-Kou, dont l'inspirateur était Van-Tin-Weï, le leader de gauche du Kuomintang, et qui s'appuyait sur une partie de la bourgeoisie du Kouang-Toung, fit un coup d'État à Canton et chassa de la ville Li-Tin-Sings, idéologue de la bourgeoisie des *compradores*, qui s'était emparé du pouvoir à la suite d'un coup d'État contre-révolutionnaire, le 15 avril 1927.

Tchang-Fa-Kou et Van-Tin-Weï, tentant d'attirer à eux la sympathie générale à l'aide de phrases mensongères, firent en réalité une guerre acharnée aux ouvriers révolutionnaires, au mouvement paysan et, avant tout, au PC réduit à l'action clandestine. À cet égard, ces membres de la «gauche» du Kuomintang ne le cédaient en rien au pur réactionnaire Li-Tin-Sings. Le gouvernement de Van-Ti-Wei et Tchang-Fa-Kou, aussitôt après son installation, annula les conquêtes des grévistes de Hong-Kong (expulsion des logements fournis par les patrons, fermeture des restaurants populaires, expulsion des grévistes de Canton, etc.), opéra des arrestations en masse parmi les ouvriers, dispersa les syndicats révolutionnaires, occupa leurs locaux, invita dans des affiches à l'extermination des communistes, défendit même les organisations bourgeoises qui réclamaient le boycottage des marchandises anglaises et japonaises.

b) Aussitôt après le coup d'État du 17 novembre, les hostilités commencèrent dans la province du Kouang-Toung entre les deux groupements militaristes, celui de Tchang-Fa-Kou et celui de Li-

Tin-Sings, alliés au général Li-Fu-Lin. Comme Li-Tin-Sings s'appliquait à éviter les combats décisifs, la guerre ne prit pas la forme de grandes batailles. Li-Tin-Sings emmena ses troupes dans différentes directions, entraînant derrière lui celles de Tchang-Fa-Kou. Néanmoins, le changement de gouvernement et cette guerre «non sanglante» affaiblirent grandement les classes dirigeantes, accélérèrent leur désorganisation, discréditèrent les autorités politiques du Kuomintang et le Kuomintang lui-même, hâtèrent la décomposition économique de la province et de la ville de Canton.

c) Avec le départ des troupes de Li-Tin-Sings, entraînant derrière lui Tchang-Fa-Kou, Canton se débarrassait peu à peu des troupes gouvernementales. Ces dernières étaient de plus en plus envoyées sur le front, où l'on voulait concentrer des forces considérables pour porter un coup décisif à l'arrière de Li-Tin-Sings en retraite.

À l'époque de l'insurrection se trouvaient à Canton les troupes suivantes de Tchang-Fa-Kou: le régiment d'instruction, un régiment d'infanterie, un régiment d'artillerie, un régiment pour le service de garde et quelques autres petites unités. Ces troupes ne représentaient pas de force militaire sérieuse, étant sensiblement décomposées par l'agitation et la propagande du PC. Il y avait ainsi dans le régiment d'instruction une cellule illégale de communistes et de jeunesses communistes groupant 200 membres.[55] Dans les autres unités, il y avait des cellules de faible importance, mais la fermentation révolutionnaire, parmi un grand nombre de soldats, n'en était pas moins un fait.

---

[55] Une de ces variantes était la suivante: Sur le midi, le 11 décembre, le Parti organise une manifestation à laquelle se joint le régiment d'instruction. Au cours de cette manifestation est déclarée la grève générale, et en même temps les soldats du régiment d'instruction, avec les détachements de gardes rouges, s'emparent des établissements gouvernementaux, désarment la police, etc. Cette variante fut abandonnée parce qu'il sembla au Comité Révolutionnaire que, si on ne réussissait pas à surprendre l'ennemi à l'improviste, par une attaque brusquée de nuit, les chances de victoire diminueraient singulièrement.

Outre ces troupes de Tchang-Fa-Kou à Canton, passablement démoralisées par le PC, il y avait dans l'île de Haïnan deux régiments de Li-Fu-Lin: le Parti n'avait rien fait pour les désorganiser et les conquérir politiquement, et ces régiments constituaient une force sûre entre les mains du commandement réactionnaire.

Mais il y avait autour de Canton dans la province du Kouang-Toung environ 50000 hommes réactionnaires de Li-Tin-Sings et Tchang-Fa-Kou. Les soldats de ces régiments suivaient les mots d'ordre du Kuomintang, ceux du PC leur étaient à peu près inconnus et, si même ils en avaient idée, ils ne faisaient aucune différence entre eux et ceux du Kuomintang. Ces soldats se trouvaient entre les mains du commandement réactionnaire et exécutaient sans discussion ses ordres. Le Parti ne s'était livré là à aucun travail, faute d'hommes et de ressources.

d) La fermentation révolutionnaire parmi les classes opprimées, grâce à une situation économique empirant sans cesse et à la terreur des militaristes du Kuomintang, grandissait toujours. Le groupement des masses ouvrières de Canton autour de la fédération rouge illégale des syndicats et de l'organisation communiste de la ville s'opérait à vive allure. Des réunions clandestines de délégués syndicaux, des conférences clandestines de délégués du PC se tenaient régulièrement et avec une animation croissante. En septembre déjà, la situation était telle que, lorsque l'armée de Hé-Tin et Ho-Loun s'approcha de Svatéou, le comité provincial du Kouang-Toung décida d'entreprendre la préparation immédiate de l'insurrection à Canton. La défaite des troupes de Nan-Ghan sous Svatéou eut d'abord, il est vrai, une influence défavorable sur l'action révolutionnaire à Canton, mais l'ardeur de la classe ouvrière n'en fut pas atteinte, et le PC, malgré cette défaite et la sauvage terreur de la réaction, continua à préparer activement les masses aux combats décisifs. En même temps, il prenait toutes sortes de mesures techniques et d'organisation pour assurer le succès de l'insurrection.

Le 14 octobre, en liaison avec la grève des marins, le mouvement prit la forme d'une véritable insurrection spontanée. Ce jour-là, il se produisit dans toute la ville de grandes manifestations de masses. Plusieurs milliers de manifestants prirent d'assaut les locaux dans lesquels étaient auparavant installés les syndicats rouges, en chassèrent la police et massacrèrent plusieurs agents du gouvernement. Après cela, la terreur redoubla. Une partie des membres du Comité provincial du Kouang-Toung jugea alors la situation mûre pour le déclenchement immédiat de l'insurrection. Néanmoins, la majorité décida d'attendre encore et invita les membres du Parti à continuer la mobilisation des masses, en soulignant la liaison des revendications économiques et politiques avec la propagande en faveur de l'insurrection.

La fraction révolutionnaire du prolétariat de Canton marqua la date du 7 novembre par une grandiose manifestation qui fut dispersée par la police. Il faut noter que certains membres du comité communiste du Kouang-Toung réclamèrent de nouveau l'insurrection au cours de cette journée. Mais le rapport des forces, selon l'avis des autres camarades dirigeants du comité, n'était pas encore suffisamment favorable, et l'insurrection fut remise.

Dans les premiers jours de décembre, le mouvement révolutionnaire à Canton progressa encore. De nouveau, les marins firent grève, les chauffeurs d'autobus se joignirent à eux ainsi que diverses entreprises et les employés des postes. L'élan relativement puissant de la lutte de classe du prolétariat, après le coup d'État de Tchang-Fa-Kou, trouva son expression dans de nouvelles manifestations, dans la diffusion en masse des publications communistes clandestines, dans la libération par la foule des communistes emprisonnés, etc.

e) Mais à côté des syndicats rouges, il existait à Canton de nombreux syndicats dont l'administration était entre les mains des partisans réactionnaires du Kuomintang. Ces syndicats, qui groupaient bien des dizaines de milliers d'ouvriers, étaient réunis autour du syndicat réactionnaire des mécaniciens, qui pendant

toute la réaction s'était solidarisé avec les mesures contre-révolutionnaires du gouvernement, et dans la répression de l'insurrection se plaça activement aux côtés des troupes gouvernementales. Cette circonstance, à savoir la présence de ce grand nombre de membres des syndicats réactionnaires (dépassant le nombre des partisans actifs des syndicats rouges), constituait la grande difficulté de l'insurrection, paralysa dans une large mesure les préparatifs et exerça une influence négative sur le résultat. Dans ces syndicats, le PC n'avait qu'une influence insignifiante.

La petite bourgeoisie, dans sa masse, n'était pas encore libérée des illusions de la «gauche» du Kuomintang, et attendait de Tchang-Fa-Kou une amélioration à sa triste situation.

f) Dans la province du Kouang-Toung, le mouvement révolutionnaire des paysans s'exprima par l'installation du pouvoir des Soviets et la mise en pratique des mots d'ordre de la révolution agraire dans 6 districts des environs de Haï-Fun et Lu-Foung (250 kilomètres Est de Canton). À Haï-Fun, un congrès des Soviets de députés ouvriers, paysans et soldats, ouvert le 7 novembre en présence de 300 délégués et environ 10 000 assistants, désigna un gouvernement soviétique pour toutes les régions insurgées du Kouang-Toung. Au début de décembre, le pouvoir des Soviets possédait un territoire d'un demi-million d'habitants. À sa tête était un membre du CC du PC.

Dans l'île de Haï-Nan aussi, il y avait un puissant mouvement paysan. Malheureusement, au moment de l'insurrection de Canton, le mouvement révolutionnaire, dans les régions avoisinant immédiatement cette ville, était extrêmement faible.

Le Parti n'était pas en état de mener l'agitation voulue dans la zone paysanne des environs de Canton. Là se faisaient fortement sentir les anciennes erreurs du Parti en matière agraire.

La préparation immédiate de l'insurrection

Dans sa séance du 26 novembre, le comité communiste de la province du Kouang-Toung décida de s'orienter fermement sur la préparation immédiate de l'insurrection. Il était profondément convaincu que toutes les conditions de la victoire étaient réunies et que le succès, avec une bonne préparation technique et politique, était assuré.

Dans la période qui s'écoula entre le 30 novembre et le début de l'insurrection, l'organisation communiste se livra à un travail intense parmi les masses pour les mobiliser en vue de l'insurrection, élabora un programme politique général, dressa des plans militaires, s'occupa de l'organisation future du Soviet de Canton, etc.

Le Parti fit son agitation parmi les masses avec les mots d'ordre suivants: «À bas Tchang-Fa-Kou et Van-Tin-Weï !», «À bas le Kuomintang !», «Pleine liberté démocratique de presse, de parole, de réunion, de coalition et de grève»,

«Extermination des provocateurs de Tchang-Fa-Kou», «Armement des ouvriers et des paysans», «Libération immédiate des détenus politiques», «Rétablissement du subside gouvernemental aux grévistes de Hong-Kong», «Allocations de chômage égales au salaire intégral», «Augmentation des salaires et contrôle ouvrier de la production», «Confiscation des biens de la grosse bourgeoisie», «Amélioration de la condition matérielle et juridique des paysans», «Formation de comités de soldats révolutionnaires», «Extermination personnelle des participants et des dirigeants de la terreur du Kuomintang», «Toute la terre aux paysans, le riz aux ouvriers», «À bas les guerres militaristes!», «Tout le pouvoir aux Soviets», etc.

Quant aux mesures d'organisation en vue de l'insurrection, le Parti, dès le 26 novembre, s'occupa de former un Comité militaire révolutionnaire pour la direction générale du mouvement et un état-major de la garde rouge pour la direction technique de l'insurrection. Il travailla à préciser le plan d'insurrection, prépara

la mobilisation militaire des communistes (il y avait à Canton environ 1000 membres du Parti et des jeunesses, dont environ 200, comme il a déjà été dit, se trouvaient au régiment d'instruction) et l'organisation de la garde rouge, s'occupa de former des groupes spéciaux d'ouvriers activement révolutionnaires pour exécuter les missions spéciales (extermination des chefs de la contre-révolution), de grouper et instruire des chauffeurs et camionneurs, de multiplier les instructeurs dans les troupes ennemies, etc.

Le Comité révolutionnaire de Canton fut composé de 5 camarades, dont un (Hé-Tin) fut nommé dirigeant de la partie militaire de l'insurrection (commandant en chef). Le camarade Hé-Tin arriva à Canton 6 heures seulement avant le déclenchement du mouvement et pour cette raison ne prit aucune part à sa préparation. C'est là une circonstance, qui, comme nous le verrons plus tard, eut une influence très fâcheuse sur la marche des événements.

Le Soviet, élu immédiatement à la veille de l'insurrection, était composé de 16 membres. Sur ce nombre, 10 furent désignés par une réunion de la Fédération rouge des syndicats de Chine, 3 représentaient la garnison de Canton et 3 les organisations paysannes du Kouang-Toung (un seul de ces derniers se trouva à Canton pour le début du mouvement).

Le travail du Parti dans l'armée se borna principalement aux unités de la garnison de Canton. Faute de ressources et d'hommes, aucun travail ne fut fait dans les troupes extérieures.

On peut en dire autant du travail parmi les paysans. On avait organisé à Canton une école illégale du Parti pour les militants paysans. Ces derniers faisaient la liaison entre Canton et les organisations paysannes, transmettaient les instructions du Comité du Kouang-Toung, distribuaient les publications parmi les paysans, etc. Mais tout cela, avec un nombre limité de militants, ne pouvait pas donner de résultats sérieux et n'en donna pas.

Le rapport des forces armées à Canton, à la veille de l'insurrection, était le suivant:

2 régiments de Li-Fu-Lin dans l'île Honan	3 000	hommes
1 régiment d'artillerie à la lisière nord de Canton, 30 canons et	500	–
1 régiment d'infanterie, à côté du précédent	600	–
1 bataillon d'infanterie, au même endroit	250	–
1 bataillon de gardes de l'arsenal, près de la gare de Chan-Schui	300	–
Les élèves de l'école de Wam-Pou, île de Wam-Pou	1 000	–
1 régiment nouvellement recruté de la 2e division à Sé-Kouan	800	–
1 régiment nouvellement formé pour la 3e division, environ	600	–
La police municipale	2 000	–
Les bataillons de garde de la maison de Li-tin-sings	Effectif inconnu	

Il y avait, en outre, à Canton, les états-majors de la 2e division, de la 12e division, du 4e corps et l'état-major de Tchang-Fa-Kou.

Chacun de ces états-majors était gardé par un groupe de mauséristes (formé de soldats mercenaires triés sur le volet et mieux payés) de 50 à 200 hommes (nous n'avons pas de chiffres précis).

Toutes ces unités, à l'exception de deux régiments de Li-Fu-Lin et des troupes de mauséristes, étaient sensiblement démoralisées par le PC. Pour cette raison, elles ne constituaient pas entre les mains du commandant réactionnaire une force bien sérieuse. Les deux régiments de Li-Fu-Lin et les mauséristes n'avaient pas été touchés par la propagande de l'agitation révolutionnaire. Ils ne pouvaient être démoralisés que par la force des armes des insurgés.

Forces des insurgés

Le régiment d'instruction, dans les casernes de Cha-Hé	en v	1 000	hommes
Un escadron de gendarmerie dans la ville	—	50	—
Une section de gardes à l'arsenal	—	50	—
2 sections d'étudiants à l'école de Wam-Pou	—	100	—
La garde rouge de Canton	—	2 000	—

En outre, les insurgés comptaient sur l'appui des paysans qui, au début de l'insurrection, devaient envoyer à Canton un détachement armé de 1500 hommes (il en arriva en réalité environ 500)

À la tête du régiment d'instruction se trouvait, au moment de l'insurrection, un commandant réactionnaire, avec lequel se solidarisait une partie des officiers, mais le régiment dans son ensemble, avec sa cellule communiste de 200 membres, et même une certaine partie des officiers, était fermement pour l'insurrection et n'attendait que des directives du Parti.

Comme on le voit, le rapport des forces militaires organisées ne semblait guère en faveur de la révolution. Mais si on songe que les forces de la bourgeoisie étaient entourées de tous côtés par la fermentation révolutionnaire, étaient politiquement très peu sûres pour le commandement, on peut estimer que les forces militaires, à Canton, étaient à égalité. Avec une bonne organisation (au début de l'insurrection), ce rapport pouvait même être aisément modifié en faveur des insurgés, et c'est ce qui arriva.

Quant à l'organisation et à l'armement de la garde rouge, les choses se présentaient comme suit:

Après que le comité provincial se fut orienté sur la préparation de l'insurrection (août 1927), Canton fut divisé en 10 quartiers, avec une commission militaire à la tête de chacun.

À ces commissions militaires incombaient l'organisation du travail de démoralisation et de conquête politique des soldats des troupes gouvernementales de Canton, la formation dans ces troupes de cellules communistes et de groupes de soldats révolutionnaires, la formation de détachements de gardes rouges, leur instruction militaire, l'accumulation d'armes et de munitions, la constitution d'un réseau d'informateurs dans les troupes et les états-majors de Tchang-Fa-Kou et dans les institutions gouvernementales, enfin la préparation technique de l'insurrection en général.

Les commissions militaires de quartiers fonctionnaient sous la direction de la commission militaire du comité provincial du Kouang-Toung, composé de 5 militants responsables. Les commissions de quartier étaient formées d'ordinaire de 3 camarades, sauf dans certains où il n'y avait qu'un «représentant de la commission».

Les commissions militaires fonctionnaient secrètement. Vu la nécessité absolue du secret, la garde rouge en voie de formation dans les quartiers avait, dans cette première période, la forme de groupes isolés soigneusement dissimulés (groupes de 10), sans aucun groupement plus considérable, et subordonnés à la commission militaire de la région (plus exactement au camarade désigné dans le sein de cette commission pour organiser les détachements de gardes rouges). Dans la suite, avec l'augmentation du nombre de ces groupes de 10 et l'approche du moment décisif, la question s'est posée de réunir les groupes en unités plus considérables, afin de les utiliser plus rationnellement pendant l'insurrection. Immédiatement à la veille de l'insurrection (deux semaines environ), la formation des détachements et leur direction furent enlevées aux commissions militaires des quartiers et confiées à des dirigeants militaires spécialement nommés pour cela auprès des syndicats placés sous l'influence du PC.

Au début de l'insurrection, il y avait au total à Canton environ 2000 ouvriers organisés dans la garde rouge, dont 300 anciens grévistes de Hong-Kong.

Quant à l'armement, les choses allaient assez mal. La garde rouge était presque dénuée d'armes. Pour tout Canton, elle n'avait que 29 mausers et environ 200 bombes, pas un seul fusil.

La préparation militaire des hommes était également faible. De nombreux gardes rouges ne savaient pas se servir de leurs armes. Les dirigeants des détachements, pour la plupart, ignoraient les principes élémentaires de l'art militaire et de la tactique du combat de rues.

La faible préparation militaire de la garde rouge de Canton s'explique par les conditions spéciales de la Chine. Il n'y a pas en Chine de service militaire obligatoire: toutes les armées chinoises sont des armées de mercenaires. Le peuple chinois nourrit une véritable haine pour le militaire, et seuls vont à l'armée ceux qui n'ont aucune autre possibilité de se procurer des moyens d'existence (paysans ruinés, éléments déclassés des villes); les ouvriers ne vont pas à l'armée. Pour cette raison, la classe ouvrière chinoise n'a guère de possibilités d'apprendre l'art de la guerre par la voie légale. C'est là une circonstance qui a eu les effets les plus désastreux sur la valeur combative de la garde rouge de Canton.

Le plan et la marche de l'insurrection

(Voir schéma, fin du volume.)

Dans sa séance du 7 décembre, le comité provincial du PC décida à l'unanimité d'organiser le soulèvement pour la nuit du 10 au 11 décembre, à 3 h 30 du matin. Il estimait que toutes les conditions sociales et politiques nécessaires étaient réunies pour assurer la victoire de l'insurrection. Le choc décisif avait été donné par la nouvelle reçue au Parti que Tchang-Fa-Kou, sur les instances de Van-Tin-Weï, rappelait une de ses divisions du front et la dirigeait sur Canton pour y désarmer le régiment d'instruction et y établir l'»ordre». Il était clair qu'avec le désarmement de ce régiment, la terreur réactionnaire allait redoubler, que Tchang-Fa-Kou ne s'arrêterait devant rien jusqu'au moment où, par le fer et par le feu, il aurait supprimé à Canton toutes possibilités révolutionnaires. La

question se posait donc ainsi: se résigner à la défaite sans combat, ou bien intervenir avec passablement de chances de prendre le pouvoir? Le Parti choisit la seconde alternative.

Diverses variantes ayant été examinées,[56] on se décida pour la variante suivante: Le 11 décembre, à 8 h 30 du matin, l'insurrection éclate dans le régiment d'instruction. Les soldats désarment les régiments d'infanterie et d'artillerie, ainsi qu'un bataillon d'infanterie cantonné dans le même quartier. Pendant ce temps, en ville, la garde rouge désarme la police et le régiment de garde, attaque les états-majors des 2e et 12e divisions et du IVe corps ainsi que la maison de Li-Tin-Sings, ouvre les prisons où se trouvent environ 3000 détenus politiques, s'empare de la préfecture de police et des bâtiments gouvernementaux, du dépôt d'armes situé près de la gare de Chan-Schui (il y avait là environ 4 000 fusils avec des cartouches et 5000 grenades à main) et du grand arsenal situé à 8 kilomètres de Canton, afin de prendre les armes qui s'y trouvent.

Les armes saisies dès les premiers moments de l'insurrection sont immédiatement distribuées aux ouvriers et permettent de former de nouveaux détachements armés.

Le Parti proclame la grève générale, et toutes ses forces doivent être employées à faire participer au combat le gros des travailleurs, pour renverser l'ancien régime, soutenir le Soviet des députés ouvriers, paysans et soldats de Canton formé clandestinement, et proclamer le pouvoir suprême pendant l'insurrection. Dès le début de l'insurrection, le Soviet publie une série de décrets: sur la déchéance de l'ancien gouvernement, la nationalisation du sol, la confiscation des grandes fortunes de la ville, la nationalisation des banques, chemins de fer, etc.

Voilà, dans l'ensemble, le contenu de la première étape de l'insurrection.

---

[56] *La Commune de Canton, recueil d'articles et de matériaux*. Moscou, 1929, p. 96.

Dans la seconde étape, toutes les forces insurgées doivent être employées à débarrasser définitivement la ville de toutes traces de contre-révolution, et à liquider les forces réactionnaires de Li-Fu-Lin dans l'île de Honan.

La troisième étape comprend la lutte contre toutes les troupes militaristes du Kouang-Toung et l'entraînement des paysans dans la guerre révolutionnaire. Cette dernière étape du plan n'était qu'esquissée dans ses grands traits.

Rien n'était prévu en cas d'échec.

L'exécution du plan passa par les phases suivantes:

À 3h30 exactement, le président du Comité révolutionnaire de Canton, Tchouan-Taï-Laï, avec un groupe d'ouvriers montés sur des autos-camions enlevées par les chauffeurs révolutionnaires à leurs patrons, arriva aux casernes du régiment d'instruction. Ce régiment, au signal de son organisation communiste, se réunit au grand complet dans la cour et, après un discours de dix minutes prononcé par Tchouan-Taï-Laï, déclara se mettre tout entier à la disposition du Soviet des députés ouvriers, paysans et soldats pour concourir activement à l'affermissement du nouveau pouvoir. Le commandant du régiment et 15 officiers réactionnaires qui tentèrent de prendre la défense du Kuomintang furent fusillés sur-le-champ.

Les trois bataillons du régiment d'instruction reçurent chacun leur mission: l'un ira désarmer le régiment d'infanterie, l'autre désarmera le régiment d'artillerie et le bataillon d'infanterie, le troisième se rendra à la ville pour collaborer avec la garde rouge.

À ce même moment exactement (3h30 du matin), la garde rouge entra en action à l'intérieur de Canton.

Le désarmement des régiments d'infanterie et d'artillerie et du bataillon d'infanterie fut rapidement exécuté par les unités du régiment d'instruction. Après cette opération, ce dernier se trouva maître de 30 canons et d'une grande quantité de fusils (environ 1500) et de mitrailleuses. Les armes conquises furent immédiatement transportées en camions automobiles à l'intérieur

de la ville et distribuées aux ouvriers. Laissant la garde nécessaire devant les unités désarmées, les bataillons du régiment d'instruction se dirigèrent vers l'intérieur de la ville pour y remplir d'autres missions révolutionnaires.

Les opérations de la garde rouge pour le désarmement de la police dans les commissariats et l'occupation des services gouvernementaux réussirent non moins brillamment. Par contre, l'attaque des états-majors des 2e et 12e divisions et du 4e corps, ainsi que de la maison de Li-Tin-Sings, où se trouvaient plusieurs centaines de mauséristes, et de la préfecture de police échoua. Cette dernière ne fut prise qu'après un assaut combiné et sanglant donné à la fois par la garde rouge et par un bataillon du régiment d'instruction. Après la prise de la préfecture, l'état-major du comité révolutionnaire s'installa dans ses locaux.

Sur les 15 heures, les insurgés étaient maîtres de tous les commissariats de police et de tous les services gouvernementaux de la ville, à l'exception des quartiers de Toun-Chang et de Chamin (ce dernier, à titre de concession étrangère, ne devait pas être attaqué). Seuls n'étaient pas occupés les états-majors des divisions, du 4e corps et la maison de Li-Tin-Sings. Pour occuper ces positions beaucoup de forces furent dépensées, et beaucoup d'acharnement manifesté de la part des insurgés. C'est seulement vers la fin de la première journée qu'il fut possible d'emporter les états-majors des 2e et 12e divisions. Celui du 4e corps, où se trouvaient environ 200 mauséristes, qui opposèrent une résistance acharnée, ne put être pris que dans la deuxième journée sur les 10 heures, après avoir mis le feu au bâtiment. La moitié environ des mauséristes (une centaine d'hommes) purent s'embarquer et gagner l'île de Honan. L'incendie du corps d'armée entraîna celui de la banque centrale, qui était contiguë, et qui brûla tout entière.

La prise de l'état-major du 4e corps nous oblige à insister sur une circonstance intéressante. Un des officiers d'état-major de ce corps était communiste. Malgré cela, le Comité révolutionnaire n'avait pas jugé nécessaire de l'informer de l'insurrection projetée, et, pour cette raison, ce communiste, qui occupait un poste considérable, n'y prit aucune part.

La maison de Li-Tin-Sings, qui constituait une forteresse passablement imposante, entourée d'un fossé et d'une muraille de pierre, ne put pas être enlevée pendant tout le temps que dura à Canton le pouvoir des Soviets. Li-Tin-Sings d'ailleurs ne s'y trouvait pas, mais il y avait là un assez grand nombre de soldats qui lui étaient dévoués et qui réussirent à repousser toutes les attaques.

Dès la première journée, les insurgés manquèrent d'armes, car celles qui avaient été conquises sur les régiments d'infanterie et d'artillerie, ou après le désarmement de la police, étaient loin de suffire à armer tous les ouvriers désireux de se battre (le 11 novembre, à 7 heures du matin, 20000 ouvriers déjà prenaient part activement à l'insurrection). Malgré cela, pendant tout le mouvement, le dépôt d'armes de la gare de Chan-Schui et le grand arsenal ne furent pas occupés. Pour quelle raison, c'est ce que nous ne savons pas. Or, l'enlèvement de ces objectifs de première importance aurait permis d'armer environ 10000 ouvriers, et créé ainsi un rapport des forces armées extrêmement favorable aux insurgés.

D'après certaines indications, un détachement paysan, venu de province au nombre de 500 hommes, s'empara de la gare de Chan-Schui et tenta de mettre la main sur le dépôt d'armes. Mais, rencontrant de la résistance de la part de la garde, il entra en pourparlers et finalement le dépôt ne fut pas occupé.

Dès la première journée, les forces des militaristes entrèrent en campagne contre Canton. L'offensive était conduite par les unités de Li-Fu-Lin, du côté de l'île de Honan. Avec le concours de l'artillerie de la flotte étrangère et chinoise, les deux régiments de Li-Fu-Lin purent passer la mer pour attaquer un peu à l'est de l'ancien état-major du 4e corps. Leurs quatre attaques furent repoussées avec succès. Ici entrèrent en action, du côté des insurgés, plusieurs des canons conquis sur le régiment d'artillerie. Dans la seconde journée, les troupes de Li-Fu-Lin descendirent du Nord par la voie ferrée Canton-Hankéou et exécutèrent sans succès plusieurs attaques. L'une d'elles eut lieu à 150 mètres de l'état-major du Comité révolutionnaire, l'ennemi ayant passé inaperçu

des insurgés. Cette circonstance montre que le travail des reconnaissances était organisé de façon très défectueuse.

Dès la première journée du mouvement, le syndicat jaune des mécaniciens prit le parti de la réaction. Il forma 15 détachements armés de 50 hommes chacun, qui prirent une part active à la lutte contre les insurgés.

Dans la nuit du 12 au 13 décembre, l'état-major du Comité révolutionnaire, après avoir pesé la situation, conclut que Canton rouge était dans un état absolument critique. D'une part, on n'avait pas réussi à débarrasser entièrement la ville des forces contre-révolutionnaires (Honan, Toun-Chang); le gros du prolétariat et de la petite bourgeoisie n'avait pas apporté au nouveau pouvoir un concours actif suffisant (on n'avait pas pu faire la grève générale, seuls étaient en grève les chauffeurs, les typographes, les pousse-pousse, les marins de la ligne Hong-Kong-Tien-Tsin et quelques autres entreprises); les cheminots, les entreprises municipales, les marins de Hong-Kong et autres n'avaient pas cessé le travail; la petite bourgeoisie, en grande partie, avait adopté une attitude d'expectative. Le syndicat des mécaniciens et une partie des mécaniciens groupés autour de lui étaient manifestement hostiles à l'insurrection. La tête de la contre-révolution (Tchang-Fa-Kou et autres) n'avait pas pu être isolée. De Honan et de Hong-Kong, où elle avait pu s'enfuir, elle continuait à diriger la lutte contre les révolutionnaires. La flotte des impérialistes apportait un concours effectif à la contre-révolution: refuge donné à la bourgeoisie en fuite, transport des troupes de Li-Fu-Lin pour attaquer le centre de Canton du côté de Toun-Chang, bombardement de la ville par l'artillerie des bâtiments chinois et étrangers, etc.

D'autre part, la ville rouge était déjà entourée d'un cordon contre-révolutionnaire formé par les généraux Tchang-Fa-Kou, Li-Tin-Sings et Li-Fu-Lin, parvenus à un accord touchant en face de l'ennemi commun. Instigués par les impérialistes, ils avaient provisoirement oublié leurs dissensions pour tomber ensemble et de tous les côtés sur Canton. La gare du chemin de fer de Chan-Schui était déjà occupée par un détachement de la 26e division de Tchang-Fa-Kou. Les troupes de Li-Fu-Lin, transportées par la

flotte étrangère de l'autre côté de la rivière, préparaient une nouvelle attaque du côté de Toun-Chang. La 25e division avançait du côté de l'Est. Les troupes de Li-Fu-Lin continuaient d'attaquer par le Nord. Le syndicat des mécaniciens aidait activement la contre-révolution. En même temps, le Comité révolutionnaire était informé de l'arrivée prochaine d'autres unités de militaristes qui se trouvaient dans la province du Kouang-Toung.

Faute d'armes à main (fusils), les forces des insurgés *ne pouvaient pas augmenter*. Au contraire, les pertes inévitables au cours des combats les faisaient *fondre peu à peu*. Il avait été impossible d'obtenir la supériorité des forces armées. Le rapport des forces se modifiait, au contraire, peu à peu, en faveur de la contre-révolution.

La situation étant telle, le Comité révolutionnaire se demanda s'il convenait de continuer la défense de Canton, ou bien s'il fallait reculer. Il fut décidé de faire sortir de la ville les forces armées disponibles et de tenter une percée dans la direction de l'insurrection paysanne de Han-Lu-Fin. Le matin et dans la journée du 13 décembre, la ville rouge fut évacuée par les forces armées des insurgés, environ 1500 hommes, le reste du régiment d'instruction et une partie de la garde rouge. Les détachements de la garde rouge demeurés à Canton se battirent jusqu'au dernier moment.

La retraite de ce détachement de 1500 hommes prit un caractère extrêmement précipité. Les canons, la plupart des mitrailleuses et des munitions furent laissés dans la ville.

La répression sanglante exercée par la contre-révolution coûta la vie à environ 4000 prolétaires.

Leçons à tirer de l'insurrection de Canton

Il faut nous arrêter un peu sur la question essentielle qui se pose à propos de l'insurrection de Canton: quelles sont les causes de sa défaite, quelles sont les leçons que le parti révolutionnaire doit en tirer lors de l'organisation et de la préparation de la prise du pouvoir à l'avenir?

Comme on l'a vu par l'exposé des préparatifs et de l'exécution de l'insurrection de Canton, le PC commit de graves erreurs dans l'organisation et dans l'exécution militaires, erreurs qui ne pouvaient pas manquer d'avoir un effet désastreux sur l'issue du combat. En quelques mots, ces erreurs se ramènent à ce qui suit.

Le plan d'insurrection n'avait pas été étudié assez à fond; la direction se montra extrêmement faible. Cela s'explique jusqu'à un certain point par le fait que le membre du Comité révolutionnaire auquel incomba la direction de tout le côté militaire était arrivé à Canton 6 heures seulement avant l'insurrection et, par conséquent, n'avait pas pu étudier convenablement la situation et en tirer les conclusions voulues pour les opérations à entreprendre. En outre, ce camarade, bien que militaire de profession (Yé-Tin était général), n'avait pas une préparation militaire suffisante, ni surtout l'expérience des insurrections prolétariennes à l'intérieur d'une ville. L'absence de plan sérieux et de bonne direction pendant le mouvement explique le fait que le dépôt d'armes de Chan-Schui et le grand arsenal ne furent pas occupés, que le service de reconnaissance et de liaison ne fut pas convenablement organisé pendant le combat, etc. Elle explique également qu'on n'ait pas mis à profit les soldats désarmés des régiments d'infanterie et d'artillerie et du bataillon d'infanterie.

Il est certain que les soldats de ces unités désarmées auraient pu, après un certain travail politique rapidement exécuté et une bonne sélection, être utilisés en qualité de combattants actifs du côté des insurgés. Mais, au lieu de cela, le dirigeant militaire, quand on attira son attention sur cette possibilité, demanda la liste nominative des soldats désarmés avec l'indication de leurs opinions politiques. Naturellement, une façon aussi bureaucratique de résoudre le problème révolutionnaire en cas d'insurrection ne pouvait rien donner et ne donna rien de positif. Le temps pressait, il fut dépensé en paperasseries inutiles, et finalement les soldats de ces unités restèrent inutilisés. Dans la suite, ils se dispersèrent purement et simplement à travers la ville. Or, le gros des soldats en question ne se distinguait guère politiquement de ceux du régiment d'instruction. S'il en avait été

autrement, ils ne se seraient pas laissé désarmer si facilement par quelques unités insignifiantes de ce régiment d'instruction. La fermentation révolutionnaire parmi les soldats des deux régiments d'infanterie et d'artillerie, ainsi que des autres unités de la garnison de Canton, était un fait incontestable. C'est là ce qui a permis de les neutraliser aussi rapidement.

Par suite d'une mauvaise direction, les missions ne furent pas convenablement réparties entre les divers détachements rouges. Quelques unités restèrent complètement inutilisées, comme l'indique Yé-Tin dans son rapport: une section de gendarmes, la section de garde à l'arsenal, deux sections d'étudiants de l'école de Wam-Pou. Ces unités, qui étaient considérées comme dévouées à la révolution, ne reçurent cependant aucune mission active, restèrent privées de liaison avec la direction de l'insurrection et demeurèrent tout le temps inertes. Or, le manque de combattants se faisait vivement sentir.

Une autre erreur sérieuse de la direction est la non-utilisation de l'officier d'état-major communiste qui se trouvait au début de l'insurrection à l'état-major du 4e corps.

Ce camarade, comme il a été dit plus haut, n'était pas informé des plans du comité communiste du Kouang-Toung. En vertu de son poste, il aurait pu exercer une sérieuse influence en faveur du prolétariat sur tout le cours des événements. Mais pour cela, il aurait fallu qu'il fût au courant et qu'il reçût des missions déterminées du Comité révolutionnaire.

En élaborant le plan d'insurrection, la direction *attacha trop peu d'importance à la liquidation de la tête de la contre-révolution*. Pendant toute l'insurrection, les révolutionnaires ne réussirent pas à mettre hors d'état de nuire les dirigeants actifs de la réaction. Toute la tête de la contre-révolution (Tchang-Fa-Kou et autres leaders du Kuomintang) se trouvait à Toun-Chang. Comme d'après le plan l'occupation de Toun-Chang n'était pas prévue pour le début de l'intervention, et que cet objectif était laissé pour la seconde étape, les chefs contre-révolutionnaires, comme il a été dit, prirent

aussitôt la fuite et se réfugièrent à Honan et Hong-Kong, d'où ils purent en pleine sécurité diriger la lutte contre les insurgés.

La non-occupation de Toun-Chang, l'évasion permise de la tête contre-révolutionnaire, sont parmi les plus grosses erreurs de la direction de l'insurrection de Canton.

En général, il faut remarquer que les insurgés ne mirent pas assez d'énergie à combattre les personnalités contre-révolutionnaires. Aussi Chao-Iouy écrit-il dans son article *L'Insurrection de Canton*:

On ne s'est pas assez occupé de mettre hors d'état de nuire les contre-révolutionnaires. Pendant tout le temps que Canton se trouva entre les mains des insurgés, on ne tua que 100 individus. Tous les détenus ne purent être tués qu'après jugement en règle par la commission de lutte contre les réactionnaires. En plein combat, en pleine insurrection, c'est une procédure trop lente. Aussi, après la retraite se trouvait-il dans les prisons 70 à 80 réactionnaires qui en sortirent alors et prirent part à la répression. On ne s'occupa aucunement de confisquer les biens gouvernementaux et les fortunes des réactionnaires. Le pouvoir resta entre nos mains deux ou trois jours, et les principaux organes dirigeants n'avaient presque pas de quoi acheter des provisions, alors que la Banque centrale contenait plusieurs millions en numéraire qui restèrent intacts. On ne toucha pas non plus aux autres banques ni aux magasins.[57]

Voici encore une autre grosse erreur de la direction: bien que, sur le midi de la première journée, le centre de Canton fût entre les mains des insurgés, elle ne fut pas capable d'isoler l'état-major du 4e corps des unités qui lui étaient subordonnées.

Dans la soirée encore, cet état-major était en liaison avec ses détachements en dehors de la ville. Les relations télégraphiques entre Canton et Hong-Kong ne cessèrent jamais de fonctionner.

---

[57] Rapport de Yé-Tin sur l'insurrection de Canton.

Un fait qui eut une influence désastreuse sur la marche du combat est que les masses ouvrières ne surent pas se servir des armes à feu. Sur les 30 canons conquis au régiment d'artillerie, 5 seulement purent être utilisés. Tous les autres restèrent inactifs, parce que les insurgés n'avaient pas de servants. On peut en dire autant des mitrailleuses. Les insurgés ne firent pas usage de la plupart de celles qu'ils avaient entre les mains. Ne sachant pas manœuvrer leurs armes, et ignorant les principes élémentaires du combat, les détachements ouvriers subirent de fortes pertes, tout en en infligeant de relativement minimes à l'adversaire.

Les méthodes du combat de barricades ne furent pas convenablement appliquées. Pourtant dès le début de la seconde journée, les insurgés étant déjà réduits à la défensive, la situation exigeait l'emploi des barricades, qui auraient pu assurer de sérieux avantages. Les insurgés consacrèrent beaucoup trop de forces et d'attention à l'enlèvement des états-majors des divisions et du 4e corps et de la maison de Li-Tin-Sings. Au moment où la situation exigeait des opérations rapides et énergiques pour occuper la totalité de la ville et avant tout les positions contre-révolutionnaires de Toun-Chang, il aurait fallu plutôt cerner et isoler avec le minimum de forces (priver de liaison, de lumière, d'eau, etc.) les états-majors en question, et diriger le gros des effectifs sur les objectifs les plus importants à ce moment, afin de créer une certaine rupture d'équilibre en faveur de l'insurrection (par l'occupation de Toun-Chang, des dépôts d'armes, etc.).

Tous les défauts de tactique et d'organisation mentionnés plus haut, la mauvaise direction et l'incapacité des ouvriers à manœuvrer les armes à feu, exercèrent une action négative immense sur toute la marche du mouvement. *Le problème fondamental de tout combat et en particulier du combat en temps d'insurrection, celui de la supériorité des forces à acquérir par les insurgés sur la contre-révolution, dut principalement à ces erreurs de ne pas avoir reçu une solution favorable.*

Après l'assaut audacieux et énergique donné dès le début aux anciennes autorités, les insurgés, par suite du rapport défavorable

des forces combattantes, furent bientôt obligés de se retrancher dans la défensive. L'initiative du combat passait dès lors à l'ennemi.

Il faut noter, en outre, que la mort de Tchouan-Tai-Laï, un des dirigeants les plus énergiques et les mieux doués, tué dans la seconde journée alors qu'il revenait d'un meeting, affaiblit encore cette direction déjà défectueuse.

Cependant, malgré les effets négatifs considérables des erreurs tactiques mentionnées par nous, *ce ne furent point là, à notre avis, les causes essentielles de la défaite*. Les causes principales et décisives doivent être cherchées dans un autre domaine: la situation générale en Chine et le rapport des forces dans la province du Kouang-Toung n'étaient pas favorables à l'insurrection.

À Canton, on put s'emparer du pouvoir (toute la ville cependant ne fut pas occupée, puisque Toun-Chang et l'île de Honan restèrent entre les mains de l'ennemi) grâce à la présence de forces contre-révolutionnaires insignifiantes. Mais cela n'est vrai que de Canton. Dans l'ensemble de la province du Kouang-Toung, le rapport des forces était nettement défavorable aux insurgés. À une distance de 2 à 5 étapes de Canton, dans différentes directions, il se trouvait environ 50000 hommes des militaristes Tchang-Fa-Kou, Li-Tin-Sings et autres généraux subordonnés, qui n'avaient pas entre eux de désaccord sérieux. Le travail du Parti parmi ces troupes, pour les démoraliser et les conquérir politiquement à la révolution, avait été presque inexistant (faute d'hommes) et le gros des soldats ignorait complètement les mots d'ordre communistes. C'est ce qui permit à Tchang-Fa-Kou, après le début de l'insurrection prolétarienne, de faire faire volte-face à son armée et de l'envoyer réprimer le mouvement. Li-Fu-Lin et Li-Tin-Sings firent de même. Tout cela ne fut possible que parce qu'il n'y avait pas entre ces militaristes de véritable guerre sanglante: ils purent ainsi, sans la moindre hésitation, rappeler leurs troupes du front et les diriger contre Canton. Une fois commencée contre la ville, l'offensive concentrique de ces régiments non démoralisés et fidèles au commandement réactionnaire, soutenus matériellement et politiquement par les impérialistes, il était clair que Canton ne

pouvait pas être défendue, *car la supériorité des forces était, dans d'énormes proportions, du côté de la contre-révolution*.

Il n'y avait pas, au moment de l'insurrection, de sérieux mouvements révolutionnaires parmi les paysans des régions voisines de Canton. Celle de Haï-Lu-Fin, où le pouvoir des Soviets avait été proclamé dans 6 districts, se trouve à 250 kilomètres de Canton et pour cette raison les paysans soulevés ne purent pas apporter à Canton un soutien actif au moment voulu. De même pour l'île de Haïnan, où il y avait un puissant mouvement paysan, mais complètement isolé, de sorte qu'on ne pouvait en attendre aucun secours.

L'insurrection de Canton ne fut soutenue par aucune intervention des masses prolétariennes ni des paysans révolutionnaires dans les autres provinces de Chine. Le CC du PC ne connut pas à temps la décision du comité provincial du Kouang-Toung de déclencher le mouvement à Canton le 11 décembre.

Voilà quels étaient la situation politique générale et le rapport des forces entre la révolution et la contre-révolution dans le Kouang-Toung. En ce qui concerne la ville même de Canton, *il y avait là sans aucun doute un mouvement révolutionnaire de masse: les masses prirent véritablement part, sous une forme ou sous une autre, au mouvement* (il faut rejeter avec mépris tous les raisonnements menchéviks prétendant que les masses de Canton ne prirent pas part au soulèvement, que ce dernier ne fut qu'un putsch), et *sympathisèrent avec l'insurrection*. Mais il y avait, à côté de cela, des fractions du prolétariat, comme le syndicat des mécaniciens (et beaucoup d'autres syndicats groupant des dizaines de milliers de membres placés sous l'influence des mécaniciens), comptant plus de 5000 membres, qui non seulement ne soutinrent pas le mouvement, mais, au contraire, lui furent hostiles ou du moins restèrent spectateurs passifs et neutres du combat sanglant qui se déroulait.

Les insurgés ne furent pas en état de préparer et d'exécuter la grève générale: les cheminots et les marins continuèrent le travail et furent utilisés par la contre-révolution pour le transport des

troupes, des fuyards de Canton, etc. Cela se rapporte en particulier aux ouvriers des transports fluviaux. La petite bourgeoisie était encore attachée aux illusions de la «gauche» du Kuomintang et ne comprenait rien aux mots d'ordre communistes, ni à tout ce qui se passait dans la ville.

Voici d'ailleurs comment un membre du Comité révolutionnaire de Canton, le camarade Yé-Tin, juge l'attitude des masses laborieuses envers l'insurrection:

Les grandes masses ne prirent point part à l'insurrection: deux grands meetings donnèrent un résultat peu satisfaisant. Toutes les boutiques étaient fermées et les employés ne manifestaient aucun désir de nous soutenir. Nous ne sûmes pas mettre à profit tous nos camarades et par conséquent il n'y a rien d'étonnant si les ouvriers se trouvèrent très mal organisés. La plupart des soldats désarmés se dispersèrent à travers la ville. L'insurrection ne fut pas mise en rapport avec les troubles qui se produisirent parmi les cheminots de trois lignes de chemins de fer. Les réactionnaires purent encore utiliser la ligne Canton-Hankéou. Nous n'accordions point l'attention voulue à la flotte qui resta entre les mains de l'ennemi. Notre parti ne fit pas ce qu'il fallait pour soutenir les organisations de base des ouvriers. Les détachements armés du syndicat des mécaniciens, brassard blanc au bras, poursuivaient leurs frères rouges et les fusillaient. Les ouvriers des centrales électriques éteignirent la lumière dans la rue, et nous dûmes travailler dans les ténèbres. Les ouvriers de Canton et de Hong-Kong ainsi que les marins, sous la pression des impérialistes anglais, n'osèrent pas se joindre aux combattants. Les marins de la ligne Hong-Kong-Tien-Min, dans une telle situation, se mirent néanmoins en grève et triomphèrent. Quant à ceux des transports fluviaux, ils se mirent honteusement au service des blancs qu'ils aidèrent à passer la rivière, tandis que nous ne pouvions même découvrir quelques embarcations.

Les cheminots de Hong-Kong et de Hankéou transmettaient les télégrammes de l'ennemi et transportaient ses soldats. Les paysans ne nous aidèrent pas à détruire la voie ferrée et n'essayèrent pas

d'empêcher l'ennemi d'attaquer Canton. Les ouvriers de Hong-Kong ne manifestèrent pas la moindre sympathie pour l'insurrection.[58]

Bien que Yé-Tin, à notre avis, n'estime pas à sa juste valeur la participation des masses à l'insurrection, nous sommes cependant d'accord avec lui dans l'ensemble. Il est clair que cette participation insuffisante des masses prolétariennes s'explique par l'absence d'une bonne direction. Les dirigeants ne surent pas prendre les mesures nécessaires pour faire collaborer les ouvriers à la lutte active. Mais une autre chose est non moins claire: il n'y avait pas à Canton, à un degré suffisant, les conditions indispensables d'ordre social, sans lesquelles est impossible la victoire de l'insurrection armée.

L'insurrection de Canton, tentative héroïque du prolétariat pour organiser le pouvoir des Soviets en Chine, a joué un rôle immense dans le développement de la révolution ouvrière et paysanne. Elle n'en a pas moins mis à découvert diverses erreurs de direction: l'insuffisance du travail préparatoire parmi les ouvriers et les paysans ainsi que dans l'armée ennemie. Insuffisance d'attention montrée aux ouvriers membres des syndicats jaunes; insuffisance de préparation dans l'organisation elle-même du Parti et des Jeunesses; non-information du CC sur les événements de Canton; faiblesse de la mobilisation politique des masses (pas de grande grève politique, pas de Soviet *élu* comme organe de l'insurrection). De tout cela sont en partie responsables les dirigeants immédiats, politiquement responsables devant l'IC (le camarade N. et autres). Malgré ces erreurs de direction, l'insurrection de Canton doit être considérée comme un modèle d'héroïsme de la part des ouvriers chinois, qui peuvent légitimement prétendre au rôle historique de guides de la grande révolution chinoise.[59]

---

[58] 9e Plénum du CEIC, *Résolution sur la question chinoise*, 1928.

[59] *Thèses et résolution du 6e Congrès Mondial de l'IC*, p. 160-161. *Thèses sur le mouvement révolutionnaire dans les colonies et semi-colonies*.

Avec cette appréciation se sont entièrement solidarisés le 6e Congrès du PC chinois et le 6e Congrès de l'IC.

Le fait nouveau qu'ont apporté ces deux congrès, c'est que les combats de Canton sont considérés comme «un combat d'arrière-garde du prolétariat chinois dans la période écoulée de la révolution chinoise». L'insurrection de Canton a éclaté à un moment où la vague révolutionnaire en Chine était déjà sur la pente descendante.

La vague révolutionnaire déclinait déjà. Dans une série d'insurrections (insurrection de Ho-Lang et Vé-Tin, soulèvements paysans du Honan, Houpé, Kouang-Toung et Kiang-Sou), la classe ouvrière et les paysans tentèrent d'arracher le pouvoir aux impérialistes, à la bourgeoisie et aux propriétaires fonciers et d'empêcher par-là la défaite de la révolution. Ils n'y réussirent pas. La dernière puissante manifestation de cette vague révolutionnaire fut l'insurrection de l'héroïque prolétariat de Canton, qui, sous le mot d'ordre des Soviets, tenta de lier la révolution agraire au renversement du Kuomintang et à l'établissement de la dictature du prolétariat et des paysans.[60]

Cette appréciation de l'insurrection de Canton comme un combat d'arrière-garde du prolétariat chinois a une importance de principe extrêmement considérable. Par-là l'IC signale la cause essentielle de la défaite.

Si nous jugeons les erreurs militaires et politiques commises pendant la préparation et l'exécution de l'insurrection à la lumière de la situation politique générale du pays et en particulier du Kouang-Toung et de Canton, nous comprendrons que ces erreurs ne pouvaient pas avoir d'influence décisive sur l'issue du combat.

L'insurrection de Canton a été écrasée par les forces supérieures et coalisées de la réaction: militaristes, bourgeoisie, impérialistes, etc. Les ouvriers de Canton firent preuve d'un héroïsme sans pareil. Le prolétariat de Canton et les classes laborieuses de toute la Chine

---

[60] *Thèses et résolutions du 6e Congrès de l'IC*, p. 222. *Appel pour la révolution chinoise*.

tireront des erreurs et des actes positifs de la Commune de Canton les leçons convenables. Pour tous les travailleurs de Chine, les décrets du nouveau gouvernement de Canton auront une portée immense: nationalisation du sol, confiscation des grandes entreprises, des moyens de transport, des banques, journée de huit heures, extermination physique de la contre-révolution, reconnaissance des syndicats comme organes autorisés de la classe ouvrière, suppression des armées mercenaires, guerre acharnée aux impérialistes, campagne contre les guerres militaristes, etc. Par ces décrets, les travailleurs de Chine ont pu voir qu'il ne s'agit pas de remettre le pouvoir à un certain groupement, d'une classe dirigeante à une autre, mais de transformer radicalement tout le régime social en rendant tout le pouvoir aux classes laborieuses. Là réside la portée universelle de l'insurrection de Canton.

Mais l'importance de cette insurrection serait encore plus grande si sa direction n'avait pas commis les grosses erreurs qui ont été mentionnées plus haut. Ces erreurs, il était possible de les éviter.

En effet, si la direction de l'insurrection avait eu un plan bien réfléchi et l'avait exactement mis en pratique, la lutte aurait porté un caractère sensiblement différent. L'occupation du dépôt d'armes et du grand arsenal aurait permis aux insurgés de porter leurs forces armées à environ 10000 hommes. Ces forces auraient pu s'augmenter encore par la bonne utilisation des soldats prisonniers des unités désarmées de la garnison et par celle des unités révolutionnaires, qui n'ont jamais été appelées à prendre part à la lutte. Tout cela ensemble, avec les ouvriers et les soldats réellement munis d'armes, aurait formé une armée révolutionnaire de plus de 20000 hommes. Avec cette armée, sans doute encore inférieure en nombre, en préparation militaire et en armement aux 50000 hommes des militaristes, avec une bonne direction militaire et politique, on aurait pu combattre avec plus de succès la contre-révolution qu'avec les forces insignifiantes dont disposa le Comité révolutionnaire.

Par là nous ne voulons naturellement pas dire que ces 20 ou 25 000 hommes de l'armée révolutionnaire, dans les conditions où se produisit l'insurrection de Canton, auraient pu mener une lutte prolongée contre la réaction. La supériorité des forces était quand même énorme du côté de l'ennemi. La victoire finale de ces 20000 à 25000 combattants était impossible, à moins que les éléments décisifs du prolétariat de Canton ne les soutinssent activement par les armes (si le Parti avait su les faire participer à la lutte active), à moins que la population paysanne, sur la route des troupes militaristes venant de la province contre Canton, n'eût été en état, par une intervention en masse ou au moins par des actions de partisans, de détourner l'attention d'une partie au moins de ces troupes. Il aurait fallu enfin que, dans ces armées militaristes, il y eût au moins quelques signes de décomposition. En ce cas, l'insurrection de Canton, comme combat d'arrière-garde de la révolution chinoise en 1927, aurait pu servir de point de départ à un nouvel essor révolutionnaire.

L'insurrection de Canton a montré aux ouvriers chinois que *l'insurrection armée ne peut triompher que dans le cas où elle est soigneusement préparée, où on ne commet pas de grosses erreurs militaires et politiques, où les masses prolétariennes en général sont entraînées dans le mouvement, ainsi que les soldats des armées militaristes.*

La leçon de Canton ne sera pas perdue pour les ouvriers chinois.

L'insurrection de Canton est comprise par les ouvriers comme un exemple du grand héroïsme des ouvriers chinois. Que le prochain soulèvement des larges masses ouvrières et paysannes, organisé sur la base des principes léninistes véritables et justement appliqués, appuyé par le prolétariat international, soit l'Octobre victorieux de la Chine.[61]

---

[61] *Idem.*

VI. Les insurrections de Changhai

Les trois insurrections de Changhai, dont le bref exposé fait l'objet du présent chapitre, se sont produites dans des conditions qui *diffèrent* des cas envisagés plus haut. *(Voir schéma fin du volume.)*

En premier lieu, le PC de Chine, à cette époque, *faisait encore bloc avec le Kuomintang,* d'après les décisions absolument justes de l'IC Il combattait avec ce dernier les féodaux et les militaristes semi-féodaux et l'impérialisme étranger. La bourgeoisie nationale était encore révolutionnaire et luttait pour l'affranchissement national et l'union de la Chine sous l'hégémonie de la bourgeoisie.

Sans doute, la bourgeoisie nationale, à l'époque de la troisième insurrection, était déjà, dans sa majorité, passée pratiquement dans le camp de la réaction. Mais ce changement d'attitude n'avait pas été suffisamment compris par la direction du PC et, comme nous allons le voir, toute sa tactique continua à se baser sur un bloc étroit avec le Kuomintang.

En second lieu, ces trois insurrections *furent préparées et exécutées avec ce mot d'ordre: aider les troupes de la révolution nationale,* en état de guerre (campagne de l'armée révolutionnaire vers le Nord) avec les militaristes du Nord (Tchang-Tso-Lin, Choun-Tchouan-Fang, Tchang-Tsioun-Chan, etc.). Le principal facteur tactique, dans les trois insurrections, était le désir de

combiner les actions révolutionnaires à l'arrière des troupes ennemies avec l'offensive directe de l'armée nationale.

Ces deux particularités ont marqué de leur empreinte la préparation et l'organisation des insurrections de Changhai.

La première (24 octobre 1926) ne saurait en réalité être nommée une insurrection au sens véritable du mot, car elle se borna à de petites escarmouches entre des détachements de l'organisation de combat et la police. Mais la situation du moment et les décisions du PC, tendant à la préparation d'une véritable insurrection armée, méritent qu'on s'y arrête.

L'insurrection du 24 octobre 1926

En octobre 1926, à Changhai et sur le front dans la province de Tché-Kiang, la situation était la suivante: après la défaite de Wou-Peï-Fou, sous Outchang, le 10 octobre, le commandement de l'expédition du Nord (Chang-Kaï-Chek) avait mis en marche ses principales forces sur la province de Chan-Si contre l'armée de Soun-Chouan-Fan. On pouvait supposer que ce dernier ne résisterait pas à l'armée nationale du Sud. Le général Sia-Chao, gouverneur de la province, désirant se faire bien voir de son nouveau maître le commandant de l'armée nationale, pour s'assurer, après la victoire de cette dernière sur Soun-Chouan-Fan, une place convenable auprès du nouveau gouvernement, décida de se soulever contre Soun-Chouan-Fan, et pour cela s'entendit avec le général Niou-Ioun-Tsian, représentant le gouvernement national et membre de droite du Kuomintang qui se trouvait alors à Changhai. Ce dernier était arrivé récemment en qualité de représentant du Bureau politique du Kuomintang nouvellement organisé dans la région, afin de travailler à la mobilisation des forces de Changhai, à la désorganisation de l'arrière de Soun-Chouan-Fan, et enfin pour organiser un soulèvement à Changhai au cas où les troupes du Sud s'en approcheraient suffisamment. Ce projet coïncidait avec la ligne adoptée par le PC. Dès avant la décision de Sia-Chao, l'opinion s'était établie chez les dirigeants

communistes que le prolétariat de Changhai, en cas de défaite de Soun-Chouan-Fan et de reconnaissance du gouvernement national par Sia-Chao, devait se soulever au profit de ce dernier et l'aider à s'emparer de la ville. Le PC reconnaissait en même temps que, outre la classe ouvrière, il fallait autant que possible entraîner dans le mouvement la petite bourgeoisie et les étudiants.

L'attitude combative du prolétariat de Changhai, en présence des victoires de l'armée nationale et des difficultés de Soun-Chouan-Fan, se manifestait de plus en plus nettement. L'influence du PC était considérable. Il avait tout lieu d'espérer que, s'il lançait l'ordre de grève générale et d'insurrection, le gros du prolétariat lui obéirait.

Niou-Ioun-Tsian avait groupé autour de lui non seulement la petite bourgeoisie, mais même une partie de la moyenne bourgeoisie (Iou-Kho-Dé, ex-président de la Chambre de commerce, etc.). Il réussit encore à mettre de son côté une partie du *lumpenprolétariat*.

Le PC put constituer une force armée de 130 ouvriers et organiser environ 2000 hommes en équipes de combat, mais sans armes. Niou-Ioun-Tsian avait un détachement d'environ 600 hommes, recrutés principalement dans le *lumpenprolétariat*. Il n'avait pas osé enrôler les ouvriers ni leur distribuer des armes. Iou-Kho-Dé avait à sa disposition environ 500 hommes de milice marchande (la suite montra qu'il en avait en réalité beaucoup moins). Tous ces détachements ensemble composaient la force armée de l'insurrection attendue.

Il n'y avait pas de plan d'ensemble, il n'y avait pas non plus de dirigeant général, aucun des participants de la coalition (PC, Niou-Ioun-Tsian et Iou-Kho-Dé, représentant des marchands) ne voulait subordonner ses forces à celles d'un autre groupement. Chaque groupe décida d'opérer indépendamment, mais la date de l'entrée en action devait être fixée d'un commun accord (il est singulier que le PC ait accepté pareil compromis) par le représentant du gouvernement national, Niou-Ioun-Tsian.

D'après le plan du PC (les marchands et Niou-Ioun-Tsian n'avaient pas de plan du tout), l'insurrection devait débuter par la grève des marins, des métallurgistes, des ouvriers municipaux des eaux et de l'électricité, et ensuite des ouvriers du textile. On comptait que plus de 100000 hommes prendraient part à la grève.

Les forces de Soun-Tchouan-Fan à Changhai comprenaient: 1 bataillon d'infanterie (environ 1000 hommes), plus de 2000 hommes de police, 2 canonnières de rivière (dont l'une était pour Niou-Ioun-Tsian) et la 76e brigade (très peu sûre) avec son général Li-Bao-Tchan, cantonnée à deux étapes de Changhai sur la rive septentrionale du Yang-Tsé.

Tel était le rapport des forces armées organisées.

Le 16 octobre, le général Sia-Chao, qui avait environ 10000 hommes, annonça son passage du côté du gouvernement national. Le 17 octobre (on ne comprend pas pourquoi Sia-Chao ne dirigea pas toutes ses forces contre Changhai, la situation dictant précisément cette mesure, au lieu d'envoyer seulement 1 régiment), il envoya un régiment pour occuper Changhai et, vers le soir du même jour, ce régiment se trouvait à 15 kilomètres de la ville.

Au même moment entraient à Changhai les avant-gardes de la 76e brigade, envoyées par Soun-Chouan-Fan avant même la mise en marche du régiment de Sia-Chao, pour renforcer la garnison. Le même jour, les unités de Soun-Chouan-Fan engagèrent le combat contre celles de Sia-Chao et retardèrent la marche de ces dernières sur Changhai.

C'était pour le prolétariat le moment le plus favorable à l'attaque. Mais ses dirigeants se jugeaient toujours insuffisamment préparés. Le 20 octobre, les équipes communistes et les détachements de Niou-Ioun-Tsian étaient plus ou moins prêts à agir, mais la situation de Sia-Chao sur le front était mauvaise. On n'avait pas à Changhai de renseignements sûrs sur le front. La date de l'insurrection était remise de jour en jour. Le 23 octobre au matin, Niou-Ioun-Tsian reçut une nouvelle non vérifiée, d'après laquelle Soun-Chouan-Fan aurait été battu par Sia-Chao. Sur la foi

de cette nouvelle, il donna l'ordre de commencer l'insurrection dans la nuit du 23 au 24 à 3 heures du matin.

En réalité, à ce moment, les troupes de Sia-Chao avaient été défaites par Soun-Chouan-Fan.

Faute de plan et de direction (l'action devait être engagée au coup de canon d'une canonnière, qui, elle-même, devait suivre une fusée lancée de la maison de Niou-Ioun-Tsian: la fusée fut lancée au moment voulu, mais la canonnière ne la remarqua pas et ne tira pas), *l'insurrection n'eut pas lieu,* à l'exception de petites escarmouches avec la police. Sur les 5 heures du matin, le PC donna à ses équipes l'ordre de remettre le mouvement à plus tard. Cette expérience ne coûta au Parti presque aucune perte.

La *principale* cause de l'échec, sans parler de diverses erreurs d'organisation, comme l'absence de plan et de direction, la mauvaise information sur l'état du front et par suite le manque de concordance entre les opérations des troupes et celles du prolétariat, consiste en ce que *le PC, à cette époque, comptait trop sur Niou-Ioun-Tsian, lui avait remis en fait la direction de l'insurrection (la date avait été donnée par Niou-Ioun-Tsian), avait volontairement renoncé à toute politique indépendante pendant la préparation et l'exécution du mouvement, en un mot se traînait à la suite du Kuomintang*. Pour cette raison, le Parti *n'avait fait presque aucune* préparation sérieuse à l'insurrection dans le prolétariat. Il ne pouvait pas en faire, puisqu'il s'était placé lui-même dans la dépendance de Niou-Ioun-Tsian. Et pourtant, il avait toutes raisons pour prendre la direction et utiliser Niou-Ioun-Tsian et les marchands comme forces auxiliaires.

Le moment favorable à l'insurrection (le 17 octobre, quand Sia-Chao se trouvait à 15 kilomètres de Changhai) n'avait pas été utilisé. Le Parti avait accepté les raisons de Niou-Ioun-Tsian, qui prétendait qu'on n'était pas prêt à agir: et pourtant le rapport des forces à Changhai était tel que, si le PC avait appelé le prolétariat à la grève générale, ce dernier aurait certainement répondu en grande majorité à cet appel, car l'aide aux troupes nationales était un mot d'ordre compréhensible à toute la population.

L'intervention du prolétariat pouvait décider le combat en faveur des insurgés et de Sia-Chao, même avec une organisation matérielle imparfaite. Ici, le PC a *manifestement sous-estimé l'importance de la grève et surestimé le facteur purement militaire* (groupement des équipes). Il n'a pas escompté que les troupes de Sia-Tchao, pendant qu'on groupait les forces armées à l'intérieur de Changhai, pouvaient subir une défaite et par suite la situation se modifier radicalement au détriment de la révolution. Il n'a pas compris que, dans des cas semblables (actions combinées du prolétariat à l'arrière de l'ennemi et d'une armée avançant sur le front), *le facteur dominant est toujours l'armée* et que le prolétariat doit régler sur elle ses opérations. Il n'était donc pas permis de retarder l'insurrection pour des raisons techniques et matérielles intérieures. Il fallait, au contraire, à la moindre possibilité, prendre les armes et assurer ainsi le succès sur le front.

L'explication des causes de l'échec ne serait pas complète et resterait superficielle, si on ne s'arrêtait encore sur un autre facteur, à savoir la tactique du PC à l'égard du Kuomintang et sa conception du rôle du prolétariat dans la révolution chinoise. C'est seulement à la lumière de cette question qu'on comprendra pourquoi la direction du Parti, à Changhai, se mit à la suite du Kuomintang, consentit à ce que la date de l'insurrection fût fixée par un membre de la droite du Kuomintang comme Niou-Ioun-Tsian, renonça enfin à toute politique propre dans l'affaire de l'insurrection.

La direction du PC *sous-estima le rôle du prolétariat chinois dans la révolution*. Il jugea que ce prolétariat n'était pas encore assez fort politiquement pour conquérir l'hégémonie dans la révolution nationale démocratique. Si, en paroles, quelques leaders du Parti admettaient la nécessité de combattre pour assurer au prolétariat le rôle directeur dans la révolution, ce n'était là qu'une phrase: aucun effort ne se faisait pour cela.

Dès lors qu'une pareille conception sur le rôle du prolétariat régnait dans les milieux dirigeants du Parti, la conclusion était nette: le rôle directeur dans la révolution démocratique devait appartenir au Kuomintang; le prolétariat et son avant-garde

devaient régler leur tactique sur celle du Kuomintang, élever des revendications qui ne contredisent pas la politique du Kuomintang, marcher à la suite du Kuomintang. C'est ainsi que la direction du Parti comprenait les directives de l'IC sur le bloc temporaire du PC avec le Kuomintang dans la révolution démocratique.

La direction du Parti ne se posait pas la question de la trahison possible de la bourgeoisie chinoise envers la révolution démocratique, elle surestimait l'esprit révolutionnaire de cette bourgeoisie.

Ces propositions sont confirmées par l'examen de la politique du Parti dans n'importe quelle question à l'époque de la première insurrection. «Le suivisme, voilà ce qui caractérise la direction du Parti à cette époque», écrit Yang-Tsao-Cheng, un participant des événements de Changhai.[62]

Ce suivisme, cette subordination du PC à la politique du Kuomintang, ne caractérise pas seulement la période de la première insurrection, mais, pour une large part aussi, la période suivante, jusqu'à la conférence extraordinaire du mois d'août 1927, qui remplaça l'ancienne direction opportuniste.

Les causes indiquées plus haut de l'échec de la première insurrection n'ont pu se produire que parce que la direction du P.C. chinois a pris une orientation fausse dans cette question: qui doit jouer le rôle dirigeant dans la révolution, le Kuomintang ou le PC? Il a bien fait de conserver le bloc avec le Kuomintang et de combattre avec lui pour les mots d'ordre de la révolution nationale. Mais il ne fallait pas perdre de vue un seul instant que le Kuomintang pouvait et même devait fatalement trahir la révolution, et il fallait sans relâche revendiquer le droit pour le PC d'avoir sa politique à lui dans la révolution nationale démocratique. Il fallait toujours avoir en vue que les objectifs de la révolution

---

[62] YANG-TSAO-CHENG, *Les événements de Changhai au printemps de 1927*, dans *Matériaux sur la question chinoise*, no13, publiés par l'Université des Travailleurs de Chine.

nationale démocratique, en Chine comme partout, ne peuvent être atteints complètement que par la révolution prolétarienne.

La deuxième insurrection de Changhai

(22 février 1927)

Après une certaine suspension des opérations sur le front (après la défaite de Soun-Chouan-Fan dans la province du Chan-Si), l'offensive de l'armée nationale reprit en février avec pour objectif l'écrasement définitif de Soun-Chouan-Fan. Le 17 février, les troupes nationales (général Bai-Sun-Chi) occupèrent Hankéou et le 18 la gare de Kia-hing, à 60 kilomètres au sud de Changhai.

Le CC du PC, vu la situation favorable sur le front, prit après une longue discussion une décision selon laquelle la grève générale devait être déclarée à Changhai, et un soulèvement armé organisé pour le cas où les troupes du Sud approcheraient à environ une trentaine de kilomètres de Changhai (vers la gare de Soung-Kiang). À la différence de la première insurrection, la direction du Parti reconnaissait *cette fois* la nécessité de manifester plus d'initiative et d'indépendance dans la préparation et l'exécution du mouvement.

Néanmoins, dès le 18 février au soir, une réunion des militants syndicaux actifs de Changhai, estimant, sous l'impression des victoires de l'armée du Sud sur le front de Changhai, que Soun-Chouan-Fan était définitivement écrasé, décida à l'unanimité de déclarer immédiatement la grève générale et d'appeler les ouvriers à l'insurrection. Le représentant du CC communiste, qui se trouvait à cette réunion, fut obligé de se joindre à la décision. La grève fut déclarée et commença le 19 février. Le 20, elle atteignit son maximum, avec plus de 200000 ouvriers organisés en grève.

Le rapport des forces armées dans la ville était le suivant:

Le PC avait 130 équipiers armés de revolvers Mauser et environ

000 sans armes. En outre, grâce au travail fait dans la flotte, il jouissait d'une énorme influence parmi les marins. Sur les 4 canonnières qui se trouvaient sur la rivière Wampu, le Parti pouvait compter entièrement sur une, mais il possédait des cellules sur les autres aussi et il lui était permis de supposer qu'en cas de circonstances favorables, au cours de l'insurrection, les trois autres passeraient du côté de la révolution. Le Parti ne disposait pas d'autres forces armées. Niou-Ioun-Sian avait vu ses hommes se disperser après la première insurrection et perdu du même coup les armes qui leur avaient été distribuées. Iou-Kho-Dé n'avait rien non plus.

La question des dirigeants militaires se présentait assez mal. Ils étaient très peu nombreux, et ceux dont disposait le Parti avaient été nommés immédiatement à la veille du mouvement, et pour cette raison n'avaient pas pu faire connaissance avec leurs hommes ni étudier la ville et les divers objectifs tactiques. Cette circonstance devait avoir des conséquences fâcheuses sur la marche du mouvement.

Les autorités de Soun-Chouan-Fan à Changhai disposaient, le 19 février, de 500 soldats et 2000 policiers. Le reste de leurs forces se trouvait sur le front. Par suite, le rapport des forces dans la ville était, cette fois-ci, plus favorable que lors de la première tentative, en octobre 1926.

Les événements se déroulaient extrêmement vite, la grève générale avait été déclarée par d'autres et le CC était placé devant le fait accompli: sauf un de ses membres, il n'avait connu la décision des militants syndicaux que le 19 février vers midi, au moment où la grève était déjà commencée, et par suite il avait dû à la hâte examiner une série de questions ayant rapport à l'insurrection prochaine (comme la formation du gouvernement, etc.) et en général prendre diverses mesures pour la préparation du soulèvement. Toute la journée du 19 février se passa en préparatifs de ce genre et en discussions. Le Parti, dans son ensemble, et en particulier sa direction, n'était nullement préparé à l'insurrection.

Le 20 février, on vit que l'attaque du Sud sur Changhai était suspendue et que l'armée attendait des renforts. Les représentants de Soun-Chouan-Fan, tenant compte de cette circonstance, commencèrent à user de terreur à l'égard des grévistes. On supplicia quelques-uns d'entre eux. Soun-Chouan-Fan publia un manifeste qualifiant chaque gréviste de traître, passible de la peine de mort.

La suspension de l'offensive du Sud et la terreur à l'égard des grévistes posèrent devant la direction du Parti une question nouvelle: interrompre la grève, ou bien la continuer avec la perspective de la transformer en soulèvement armé? Trois opinions se firent jour: l'une était pour la cessation, l'autre pour la continuation de la grève et l'organisation de l'insurrection jusqu'à la prise du pouvoir à Changhai, une troisième voulait la continuation de la grève sans organiser l'insurrection.

Enfin, après de longs débats, il fut décidé de continuer la grève et de fixer l'insurrection au 21 février, 18 heures. Malgré tout, l'insurrection n'eut pas lieu parce que le signal qui devait la déclencher ne fut pas donné. Le mouvement devait débuter après un coup de feu tiré d'une canonnière. Le coup ne fut pas tiré, pour certaines raisons matérielles. Les équipiers se dispersèrent. Plus tard, la direction du Parti sanctionna le fait.

Tout cela abattit le moral des équipiers et eut une fâcheuse influence sur les événements suivants.

L'insurrection fut fixée une seconde fois, pour le 22 février, 18 heures.

Cependant, les circonstances avaient sensiblement changé, en faveur de Soun-Chouan-Fan. Assuré d'une position relativement stable sur le front (les troupes du Sud ayant suspendu leur offensive), il se mit à réprimer de plus en plus durement le mouvement gréviste et à multiplier les exécutions d'ouvriers. Les communistes n'étant pas en état d'entraîner dans la grève les cheminots, il transporta rapidement à Changhai un bataillon d'infanterie pour renforcer la garnison. Le 21 février, il n'y avait

plus qu'une centaine de milliers d'ouvriers en grève, les autres, sous l'influence de la terreur, avaient repris le travail.

Le plan d'insurrection portait qu'une canonnière ouvrirait le feu à 18 heures précises contre l'arsenal, les casernes, l'état-major du commandant de la garnison (général Li-Bao-Tchan) et le groupe des maisons des fonctionnaires gouvernementaux.

À ce même moment, dans les quartiers, les équipiers désarmeraient la police et s'empareraient des administrations; ceux qui n'étaient pas armés prendraient les armes conquises ainsi que tous les ouvriers. En outre, dès le commencement du feu, un détachement de 100 ouvriers devrait se diriger vers la canonnière pour y recevoir 70 fusils promis par les marins.

L'insurrection commença à l'heure fixée. Les 4 canonnières ouvrirent le feu d'abord sur l'arsenal, ensuite, après que celui-ci eut hissé le drapeau blanc en signe de reddition, sur les casernes, la gare et l'état-major du commandant de la garnison. Elles tirèrent 2 heures 1/2 sans interruption.

L'entreprise des équipiers qui devaient prendre les 70 fusils échoua parce que l'embarcation qui devait les transporter auprès de la canonnière n'arriva pas à temps. Ainsi les objectifs qui avaient été conquis par le feu de l'artillerie ne purent pas être occupés effectivement.

Dans la partie sud de Changhai, les insurgés eurent plein succès. À Poutoung (un des faubourgs ouvriers), après un court combat contre la police supérieure en nombre, les équipiers se dispersèrent. Tchapeï (le plus gros centre ouvrier, au nord de la ville) ne participa point au mouvement, ses équipiers n'ayant pas entendu les coups de canon (le nord et le sud de Changhai étaient séparés par la concession française et le quartier international, soit une distance d'environ 10 kilomètres). Après avoir attendu quelque temps le signal, ils se dispersèrent.

En présence de cette situation (le Sud resté sans soutien du Nord, la grève diminuant, l'insuccès de Poutoung), la direction de l'insurrection décida, dans la nuit du 22 au 23, de donner l'ordre de cesser le combat.

Les causes de l'échec étaient claires.

D'une part, le mouvement avait été favorablement influencé par les causes d'ordre technique déjà mentionnées: retard de l'embarcation qui devait permettre de recevoir les 70 fusils, d'où impossibilité de développer le succès remporté par les canonnières; fixation du début de l'insurrection non point à heure fixe, mais sur un signal aléatoire, ce qui entraîna l'inaction de Tchapeï; absence de direction convenable et de liaison entre l'état-major de l'insurrection et les quartiers. Même Tchapeï n'ayant pas entendu le signal et n'étant pas entré en ligne, le devoir de la direction était, après le déclenchement du mouvement dans les autres quartiers, de lui faire parvenir, même avec retard, l'ordre d'action. L'information était insuffisante sur la situation du front. La liaison entre les quartiers et l'insurrection était faible.

Une des causes essentielles de l'échec de l'insurrection fut certainement qu'*elle avait été organisée au moment où le mouvement révolutionnaire des masses n'était plus montant, mais descendant. L'heure favorable était passée. Cette heure, c'était le février*. Cela ne pouvait manquer d'avoir une influence décisive sur l'issue de l'insurrection. Il aurait été infiniment plus juste que le Parti, comptant avec la situation à Changhai, appelât les masses à l'insurrection dans cette journée du 20 février. D'une part, c'était l'apogée du moral du prolétariat; d'autre part, le Parti devait répondre aux supplices infligés par Soun-Chouan-Fan aux grévistes par des actes plus catégoriques que la grève, par l'insurrection. Le rapport réel des forces lui aussi semblait appeler cette solution.

Il est une autre question qu'il convient de poser ici: les autorités de Soun-Chouan-Fan ayant réussi à désorganiser le mouvement de masses et à obliger la moitié des grévistes à reprendre aussitôt le travail, ne devons-nous pas supposer que les dispositions combatives du prolétariat de Changhai n'étaient pas suffisantes pour une action décisive? Il est difficile de donner une réponse catégorique, mais il faut poser la question. Cette supposition est fort vraisemblable. *Le Parti, comme il a été indiqué plus haut, manquait absolument de préparation, il n'avait pas fait dans les*

masses une assez large agitation en faveur de l'insurrection, il ne fut pas en état d'entraîner dans la grève les cheminots et les autres catégories de la classe ouvrière.

D'autre part, l'arrêt de l'offensive de l'armée nationale justement les 19 et 20 février et les jours suivants ne pouvait manquer d'affecter le moral du prolétariat.

La troisième insurrection de Changhai

(21 mars 1927)

L'insurrection du 21 mars 1927, avec action combinée de l'armée et du prolétariat révolutionnaire à l'arrière de l'ennemi et bloc du PC avec le Kuomintang, est un exemple classique à la fois quant à l'organisation et au choix du moment, et quant à la direction et à l'exécution technique. L'expérience d'octobre 1926 et de février 1927 fut parfaitement mise à profit. Dans cette insurrection, le prolétariat de Changhai agit en véritable guide du bloc alors existant des quatre forces coalisées (prolétariat, bourgeoisie, paysans, classe pauvre de la ville). *L'insurrection fut préparée et exécutée principalement par le prolétariat:* la bourgeoisie qui, dans les deux premières insurrections avait joué un rôle considérable et même dominant dans la première, fut, cette fois-ci, utilisée simplement comme une force auxiliaire. Dans les conditions données, c'était un énorme progrès.

Aussitôt après la défaite du 22 février, le CC du PC donna aux diverses organisations la directive d'étudier les causes de l'insuccès des deux précédents mouvements, d'en tirer les leçons convenables et de se préparer activement à une nouvelle insurrection. La situation sur le front était telle que l'organisation de cette insurrection pouvait devenir à très bref délai une nécessité pratique.

Malgré l'échec du prolétariat du 22 février, Soun-Chouan-Fan n'avait pas osé prolonger la terreur inaugurée au moment de la grève. Le PC en profita fort habilement pour se préparer à de nouveaux combats décisifs.

Entre la deuxième et la troisième insurrection, la préparation militaire peut se résumer comme suit:

a) Le CC du PC décide de porter le nombre des équipiers de 2 000 à 5 000. Cette tâche fut parfaitement exécutée par la direction militaire en un très court laps de temps.

b) On fit le recensement du commandement des équipes de combat et on désigna de nouveaux chefs. Peu avant l'insurrection du 21 mars, toutes les équipes étaient déjà pourvues, avec un chef pour 20 à 30 hommes.

c) Un grand travail fut fait pour donner l'instruction militaire aux équipiers et surtout à leurs chefs. Les exercices, pour les seconds comme pour les premiers, avaient lieu régulièrement.

d) On constitua un état-major souple et actif, destiné à diriger les opérations au cours de l'insurrection. Auprès de cet état-major furent réunis un détachement spécial de liaison et un autre d'éclaireurs.

e) Une grande attention fut apportée à l'étude de la ville du point de vue tactique. Chaque chef devait connaître parfaitement son quartier et, du moins dans les grands traits, l'ensemble de la ville. Il devait apprécier du point de vue tactique chaque bâtiment qui serait occupé pendant l'insurrection, chaque rue, etc. Pour cela, les chefs et les équipiers faisaient la reconnaissance personnelle des objectifs destinés à être occupés, étudiaient leurs abords, prévoyaient les emplacements des barricades au cas où on serait obligé de recourir à la défensive, examinaient même les toits des principales maisons pour choisir de bonnes positions de tir, etc.

f) On acheta environ 100 nouveaux mausers qui s'ajoutèrent aux 50 restant de la seconde insurrection.

Jusqu'au milieu de mars, le Parti fut très maigrement informé sur la situation du front. Or, le 12 mars l'armée nationale avait repris l'offensive générale contre Changhai: le Parti ne l'apprit, et de façon très vague, que le 16. À ce même moment, il reçut des

informations d'après lesquelles on pouvait supposer que l'armée du Sud comptait être à Changhai le 20 ou le 22. Après cette information, le CC conduisit toute sa préparation de façon à ce que l'insurrection pût être déclenchée le 20 ou le 22.

Concrètement, il fut décidé que, quand les troupes du Sud approcheraient de la station de Soung-Kiang dans la direction de Hankéou et de la station de Tchen-Tché-Ou dans la direction de Nankin (toutes deux à 30 kilomètres de Changhai), le Parti appellerait les ouvriers et la petite bourgeoisie à la grève générale et organiserait le soulèvement armé.

En ce qui concerne la préparation de l'insurrection et la collaboration de l'armée nationale, le Parti et en particulier son personnel militaire, firent un grand travail parmi les cheminots de la ligne Changhai-Nankin. En effet, on dirigeait alors par voie ferrée au secours de Soun-Chouan-Fan des troupes de la province de Chantoung, avec le gouverneur Tchan-Soun-Chan. Le 8 mars, les cheminots de cette ligne déclarèrent la grève. Une grande partie des troupes du Chantoung, il est vrai, était déjà concentrée sur les points fixés; néanmoins cette grève sur une ligne desservant le front créa de grosses difficultés à l'ennemi. Les trains ne circulaient que quand on pouvait trouver des mécaniciens et autres employés qui étaient contraints par des gardes armés d'exécuter leur travail. Entre la deuxième et la troisième insurrection, et surtout pendant la grève, les cheminots, sous la direction de l'organisation militaire du Parti, organisèrent des déraillements de trains militaires et, par toutes sortes de diversions, désorganisèrent la circulation. Pour opérer leurs transports, les troupes du Chantoung durent employer une énorme quantité d'hommes à la protection de la voie ferrée.

L'action du PC parmi les cheminots est véritablement exemplaire et montre comment il faut opérer en pareil cas à l'arrière de «sa» propre armée.

En ce qui concerne la préparation politique du prolétariat et des classes moyennes de Changhai, le Parti fit également beaucoup. Outre son travail ordinaire de mobilisation révolutionnaire des masses prolétariennes et semi-prolétariennes, il obtint de grands

résultats par la préparation et la convocation d'une assemblée de délégués. Cette assemblée devait élire dans son sein un Comité exécutif qui, pendant l'insurrection, se proclamerait autorité suprême. Dans les quartiers, il se fit un grand travail de préparation à cette assemblée; le 12 mars, fut organisée la première séance, qui élit un comité de 26 membres, dont 15 communistes. Pendant l'insurrection, ce Comité exécutif, comprenant des représentants des diverses classes, désigna dans son sein le nouveau gouvernement révolutionnaire de Changhai, auquel participaient les communistes.

Le 21 mars au matin, on apprit que les troupes du Sud pouvaient arriver le soir. Les stations du Soun-Kiang et de Chen-Chéou étaient occupées. Aussitôt le CC décide de déclarer la grève générale à partir de midi et l'insurrection à partir de 1 heure.

Le rapport des forces dans la ville au début de la grève générale était le suivant.

En plus de 6000 équipiers non armés (au lieu de 5000 prévus, le Parti en avait déjà 6000) et de 150 hommes armés, le Parti n'avait plus rien. La flotte, qui avait pris part à la seconde insurrection, avait quitté les eaux de Changhai et se trouvait maintenant dans la rade devant la forteresse de Poutoung. On ne pouvait plus compter sur son concours en temps voulu.

L'ennemi avait à Changhai environ une brigade d'infanterie et un train blindé desservi par des gardes blancs russes. En outre, il disposait de toute la police, environ 2000 hommes.

D'après le plan, l'insurrection devait commencer simultanément dans tous les quartiers (sauf les quartiers étrangers), par le désarmement de la police. La chose faite, les équipiers devaient se rendre aux points de rassemblement désignés d'avance, pour recevoir de nouvelles missions concernant principalement le désarmement des troupes.

À midi, la grève commença. Pendant environ une demi-heure, toute la ville fut comme morte. Tout le prolétariat faisait grève, ainsi que la majeure partie de la petite bourgeoisie (boutiquiers,

artisans, etc.). À 13 heures précises, dans tout Changhai commença le désarmement de la police. *En quelques dizaines de minutes, toute la police fut désarmée.* À 14 heures, les insurgés possédaient déjà environ 1500 fusils.

Aussitôt après, les forces insurgées furent dirigées contre les principaux établissements gouvernementaux et s'occupèrent de désarmer les troupes.

De sérieux combats s'engagèrent à Tchapéï (près de la gare du Nord, de l'église russe et de la Maison d'éditions *Commercial Press*). Finalement, à 16 heures le second jour de l'insurrection, l'ennemi (environ 3 000 soldats et un train blindé avec des instructeurs russes blancs) était définitivement battu. Ce dernier rempart brisé, tout Changhai (à l'exception des concessions et du quartier international) se trouvait entre les mains des insurgés.

Le 22 mars au soir entrèrent à Changhai les troupes du général Bai-Sun-Chi, le triste héros des événements ultérieurs du 12 avril (fusillade d'une manifestation ouvrière).

Les dirigeants de la troisième insurrection avaient *bien choisi le moment de la grève générale et du soulèvement armé.* On eut là un exemple de *bonne combinaison des opérations de l'armée sous Changhai et de l'intervention révolutionnaire dans la ville même: d'une part, l'apogée d'un grand élan révolutionnaire des travailleurs de Changhai, d'autre part l'approche des troupes de Chang-Kaï-Chek et la désorganisation dans les rangs ennemis. Enfin, des actions habiles et hardies des équipes de combat pour le désarmement de la police et de la troupe.*

La thèse de Marx «l'insurrection est un art» a été mise en pratique dans l'insurrection du 21 mars dans la lutte pour le pouvoir, et de façon absolument exemplaire.

Ce succès du prolétariat de Changhai a été acheté au prix de deux défaites précédentes. Les masses s'instruisent par l'expérience. L'expérience des combats précédents avait montré la nécessité, longtemps avant l'insurrection, d'une soigneuse et systématique préparation aux combats décisifs, la nécessité de laisser guider ce combat uniquement par le parti du prolétariat. Cette expérience,

dans la troisième insurrection de Changhai, a été fort bien utilisée par le PC chinois.

L'attention est attirée par *l'étonnante discipline et la bonne aptitude au combat de la classe ouvrière de Changhai.* La grève générale est fixée à une heure précise, et juste

À cet instant tout Changhai ouvrier se trouve en état de grève. À 13 heures précises commence dans tous les quartiers ouvriers le désarmement de la police. Et qui plus est, ce désarmement est opéré par des ouvriers dont la plupart étaient sans armes (puisqu'il n'y avait que 150 mausers).

Une exécution aussi précise de la grève générale et de l'insurrection n'a été possible que grâce à l'énorme influence dont disposait alors le PC dans la classe ouvrière et dans une fraction de la petite bourgeoisie de Changhai.

Tout lecteur connaissant tant soit peu les événements de Chine dans cette période peut se poser et se posera certainement la question suivante: si le moral du prolétariat de Changhai a atteint, à l'époque de la troisième insurrection, un aussi haut degré d'enthousiasme et si le PC chinois a exercé une aussi énorme influence sur les classes laborieuses de la ville, on ne comprend pas pourquoi le pouvoir des Soviets n'a pas été proclamé, pourquoi les généraux réactionnaires de Chang-Kaï-Chek ont réussi à disperser le gouvernement organisé pendant l'insurrection, pourquoi enfin le prolétariat s'est laissé désarmer. Une semaine en effet après l'insurrection, Chang-Kaï-Chek fit un coup d'État contre-révolutionnaire et la classe ouvrière, au pouvoir avant l'arrivée des troupes du Sud, ne sut pas profiter de sa victoire.

Pour répondre à cette question, d'ailleurs légitime, il faut revenir sur les problèmes de politique générale que nous avons déjà indiqués lors de l'examen des causes de l'insuccès de la première insurrection.

Tout en suivant dans l'ensemble une ligne juste en ce qui concerne l'organisation, la préparation et l'exécution du soulèvement, le PC chinois, ou plutôt sa direction, en a suivi *une moins juste à l'égard du Kuomintang: il a sous-estimé le rôle*

révolutionnaire du prolétariat, continué à voir dans le Kuomintang tout entier et dans la bourgeoisie nationale un facteur révolutionnaire, alors qu'une fraction de cette bourgeoisie, et par suite du Kuomintang (son aile droite), étant déjà entrée franchement dans le camp de la contre-révolution, était prête à s'entendre avec les groupements réactionnaires indigènes et avec l'impérialisme étranger.

Voilà où réside la cause de l'échec du prolétariat de Changhai, aussitôt après l'entrée des troupes de Chang-Kaï-Chek.

La direction du PC n'a pas vu ou n'a pas voulu voir que la marche des troupes de Chang-Kaï-Chek sur Changhai n'avait été entreprise que pour s'emparer de cette ville, la plus riche source de richesses matérielles aux yeux des militaristes; se débarrasser ainsi de l'influence du gouvernement de gauche d'Oukhang et opposer Changhai à Oukhang. Le CC savait que la campagne contre Changhai avait été entreprise par Chang-Kaï-Chek sans l'autorisation du gouvernement d'Oukhang.

Malgré cela et bien que la politique de Chang-Kaï-Chek, ses intentions, ses désaccords prolongés avec Oukhang fussent connus du CC, ce dernier mena les préparatifs d'insurrection uniquement avec ce mot d'ordre: «Aidez les troupes du Sud !» Le Parti ne prévint pas la classe ouvrière du danger qui la menaçait du fait de l'offensive de Chang-Kaï-Chek. Il espérait qu'on réussirait d'une façon ou de l'autre à influer sur Chang-Kaï-Chek et ses créatures, de telle sorte qu'ils n'oseraient pas faire à Changhai ni dans la région une politique réactionnaire. Il continuait à considérer le prolétariat comme une force auxiliaire, et non comme le dirigeant de la révolution démocratique. Pour cette raison, il ne prépara pas les masses ouvrières à la résistance contre les tentatives de contre-révolution auxquelles il fallait s'attendre de la part de Chang-Kaï-Chek.

C'est ce qui explique que le nouveau gouvernement formé pendant l'insurrection, dans lequel se trouvaient, côte à côte avec Niu-Iun-Tsian et autres membres de droite du Kuomintang, plusieurs communistes, resta pratiquement inactif, attendit d'être

dispersé par Chang-Kaï-Chek. Les communistes n'essayèrent pas d'influer sur les autres membres du gouvernement, ne profitèrent pas de leurs postes officiels pour continuer la mobilisation révolutionnaire des masses.

Le Parti n'entreprit rien contre la désignation au poste de préfet de police d'un homme de droite, et par là remit entre les mains de son ennemi de classe tout le pouvoir exécutif dans Changhai. Bien plus, une partie du CC était d'avis de laisser désarmer la garde ouvrière et de rendre les armes au commandement militaire. Il faut noter qu'une partie avait déjà été remise aux troupes à titre de don gracieux. Si toutes les armes ne furent pas livrées, c'est uniquement sur les instances des dirigeants militaires.

La direction du Parti, malgré les directives reçues de l'IC, malgré les exigences catégoriques de certains camarades, ne fit rien pour faire pénétrer l'esprit révolutionnaire dans la garnison. Des propositions furent faites pour faire entrer des ouvriers dans les troupes, pour faire une agitation politique intense dans les unités. La fraction dirigeante de l'appareil central du Parti se maintint opiniâtrement sur ses positions.

Ce qui est bien caractéristique de la direction communiste d'alors, c'est le cas suivant, raconté par Yang-Tsao-Cheng dans l'article déjà cité. Parmi les unités de la garnison, la plus révolutionnaire était la première division. Chang-Kaï-Chek, qui aussitôt après l'occupation de la ville avait commencé à appliquer sa politique personnelle (arrestation du secrétaire de la fraction de gauche du Kuomintang à Tchapeï, fusillade de la section politique désignée par le gouvernement d'Oukhang, éloignement des chefs indésirables, ordre aux bataillons ouvriers de remettre leurs armes, etc.), donna l'ordre à la première division de quitter Changhai et de partir pour le front.

Alors se présenta au Parti le commandant de la première division, Sé-Io, qui posa la question suivante: «J'ai reçu ordre de Chang-Kaï-Chek de quitter Changhai. Que dois-je faire? Si je n'obéis pas, il faut que j'arrête Chang-Kaï-Chek.» Malgré le temps perdu, la gauche avait encore une influence prédominante à

Nankin, à Soutchéou et à Changhai même. Mais à cette proposition d'attaque décisive contre Chang-Kaï-Chek, il ne fut donné aucune réponse claire. On conseilla à Sé-Io de saboter l'ordre, de se faire passer pour malade, mais le moment arriva quand même où il fut impossible de retarder. Sé-Io reçut un ultimatum et quand il s'adressa au Parti il n'y avait plus d'autre issue: ou bien prendre les armes contre Chang-Kaï-Chek avec le soutien et sous la direction du PC, ou bien obéir, c'est-à-dire emmener hors de Changhai une troupe nombreuse et révolutionnairement très précieuse.[63]

Après le départ de la 1re division, Chang-Kaï-Chek dispersa le gouvernement et désarma les bataillons ouvriers. Voilà en peu de mots les faits qui caractérisent la politique opportuniste des dirigeants du PC dans la période du bloc avec le Kuomintang. Cette politique causa la défaite du prolétariat en mars 1927. Il fallait, comme l'indiquait l'IC, tout en conservant le bloc avec le Kuomintang, revendiquer pour le PC le droit de faire la politique propre du prolétariat dans la révolution démocratique.

Cependant, la situation à Changhai et le rapport des forces étaient tels que le prolétariat était en droit d'attendre du Parti une action décisive.

---

[63] YANG-TSAO-CHENG: *Matériaux sur la question chinoise*, p. 20.

VII. Le travail du PC pour la décomposition des forces armées des classes dominantes

L'IC, dans ses décisions, s'est maintes fois arrêtée sur l'attitude que doit avoir le prolétariat envers l'armée bourgeoise. Mais avec les thèses sur la lutte contre la guerre impérialiste et les tâches des communistes qui ont été adoptées par le 6e Congrès mondial sur le rapport de Bell, le prolétariat révolutionnaire international possède maintenant un programme détaillé et conforme à la doctrine de Marx, d'Engels et de Lénine sur les problèmes de la guerre et de l'attitude du prolétariat en face des diverses catégories de guerres et d'armées dans les diverses phases de la révolution prolétarienne. Ces thèses fournissent une orientation nette à la tactique du Parti et de tout le prolétariat révolutionnaire par rapport aux diverses armées, selon leur caractère (armées basées sur le service militaire obligatoire, armées de milices ou de mercenaires, armées impérialistes, organisations volontaires de la bourgeoisie, armées nationales-démocratiques) et selon les buts de classe qu'elles servent. L'énorme importance de ces thèses réside en ce que les problèmes de la guerre et de l'armée n'y sont pas traités abstraitement, académiquement, mais en relation étroite avec toute la politique et la tactique du parti révolutionnaire dans la préparation et l'organisation de la révolution prolétarienne.

Bien poser la question des rapports du prolétariat et de l'armée, nettement déterminer la ligne tactique à suivre en la matière a une énorme importance de principe et même de pratique. L'armée est la partie essentielle de l'organisation d'État. De son degré de solidité et de son état général dépend le degré de solidité de l'État tout entier. Du degré de décomposition d'une armée bourgeoise dépendra dans une large mesure la possibilité pour le prolétariat de renverser la bourgeoisie et de briser l'État bourgeois, en présence d'une situation immédiatement révolutionnaire, lorsqu'il faudra poser la question du renversement de la classe bourgeoise sur le terrain actuel et pratique.

L'histoire de toutes les révolutions montre que, si une armée et une police bien instruites militairement, munies de tous les procédés modernes d'attaque et de défense (mitrailleuses, engins blindés, procédés chimiques, aviation, etc.), avec un bon commandement, soutenues par les détachements fascistes armés, existant aujourd'hui dans chaque pays, se battent effectivement contre la révolution, elles sont capables de rendre singulièrement difficile la victoire de cette dernière, même si toutes les autres conditions sont favorables.

Si la révolution n'entraîne pas les masses et n'embrasse pas l'armée elle-même, il ne peut être question de lutte sérieuse.[64]

Sans doute il est certain que, dans les périodes de crise, en présence d'une situation révolutionnaire aiguë, l'armée et la police ne pourront pas se soustraire à l'influence de l'esprit révolutionnaire ambiant. En vertu de leur composition de classe, la fermentation révolutionnaire s'y fera fatalement sentir à tel ou tel degré. Néanmoins, il serait naïf de supposer que le passage ouvert de l'armée ou même de certaines parties de l'armée dans le camp de la révolution soit possible sans une action correspondante du parti révolutionnaire, que le processus de révolution de l'armée et de la police prenne naissance et se développe de lui-même. La fermentation révolutionnaire dans les troupes, leur hésitation

---

[64] LÉNINE. *Œuvres complètes*, t. X, p. 50. (Souligné par nous.)

entre la révolution et la contre-révolution seront d'autant plus fortes, les unités isolées passant du côté du prolétariat seront d'autant plus nombreuses, que le parti révolutionnaire fera parmi elles un travail politique et d'organisation plus intense, aussi bien avant la situation immédiatement révolutionnaire, que, et surtout, pendant cette dernière. Pendant toute l'insurrection, ce travail d'organisation dans l'armée doit être combiné avec les méthodes de lutte physique contre elle.

En effet, si en Allemagne on avait fait dans les unités de la Reichswehr et de la police une agitation révolutionnaire convenable, ce qui, malgré l'isolement de la Reichswehr, était parfaitement possible, le commandement n'aurait sans doute pas pu aussi aisément envoyer ses troupes occuper la Saxe et la Thuringe révolutionnaires, comme on l'a vu en septembre-octobre 1923. Si, en Esthonie, en automne 1924, on avait eu *l'organisation voulue* (cellules de communistes, groupes de soldats révolutionnaires, etc.), l'influence assez considérable que le PC avait déjà dans l'armée n'aurait pas permis à la réaction de réprimer aussi rapidement l'insurrection de Reval le 1er décembre. Enfin, si le PC chinois, dans la province du Kouan-Toung avait été en état de faire, même à un faible degré, ce travail de décomposition et de conquête politique des troupes de Tchang-Fa-Kou, de Li-Tin-Sings et de Li-Fu-Lin, *envoyées écraser le Canton rouge* (nous ne parlons pas ici du régiment d'instruction ni de beaucoup d'autres unités dans lesquelles l'organisation du Parti avait travaillé brillamment), l'issue du combat aurait été certainement différente. D'autre part, l'insurrection de Canton a commencé précisément par la rébellion d'une unité militaire, le régiment d'instruction. Sans la rébellion du régiment d'instruction, dans les conditions où se trouvait Canton au début de décembre 1927, l'insurrection en général était impossible.

Absolument dans toutes les insurrections (Changhai, Pétrograd, Moscou, Cracovie, plusieurs insurrections d'Allemagne, etc.), le rôle décisif a toujours été joué par l'armée. Du degré de sympathie de l'armée pour la révolution, de la mesure dans laquelle le commandement peut l'employer contre le prolétariat

révolutionnaire, de la solution que reçoit le problème de la lutte pour l'armée, dépend bien souvent l'issue même de la révolution, car le passage du pouvoir d'une classe entre les mains d'une autre classe est décidé en fin de compte par la force matérielle. Or, l'armée est l'élément essentiel de cette force.

La situation devient révolutionnaire, dans un pays ou dans un autre non seulement *à la suite d'une guerre (à la suite d'une guerre la chose est inévitable), mais elle peut le devenir et le deviendra sans doute aussi en dépit d'une stabilisation temporaire du capitalisme et en période de «paix»*.

L'expérience de ces dernières années – 1919 et 1923 en Allemagne; 1923 en Bulgarie; 1924 en Esthonie; juillet 1927 en Autriche, à Vienne – montre que la guerre civile du prolétariat est provoquée non seulement par les guerres impérialistes de la bourgeoisie, mais aussi par la situation «normale» du capitalisme contemporain qui aggrave au dernier degré la lutte de classe et crée des situations révolutionnaires.[65]

Mais de cela ne découle absolument pas la conclusion à laquelle arrivent les éléments de droite de l'IC, qui prétendent que la révolution ne serait possible qu'à la suite d'une guerre. La conclusion qui en découle, c'est seulement que la préparation de l'insurrection doit se faire à la fois par l'agitation dans l'armée et par la formation de forces armées prolétariennes propres, capables de combattre les armes à la main la fraction non encore décomposée de l'armée régulière. Il ne faut pas oublier qu'au moment de l'insurrection, la lutte pour l'armée doit se faire aussi par les armes. Plus sera avancée la décomposition de l'armée bourgeoise, plus seront puissantes les forces armées du prolétariat, et plus la lutte sera aisée pendant l'insurrection elle-même. L'inverse aussi est vrai.

En période de guerre, ce principe conserve toute son importance. Il faut bien se dire que le mot d'ordre de la

---

[65] *Thèses et résolutions du 6e Congrès*, p. 126, *Thèse sur la lutte contre la guerre impérialiste et la tâche des communistes*.

transformation de la guerre impérialiste en guerre civile restera une simple phrase, si le parti révolutionnaire ne mène pas aussi sérieusement que possible un travail régulier dans l'armée.

À propos de la décision de la Fédération internationale des métaux, réunie à Hanovre, sur la nécessité de répondre à la guerre par la grève, Lénine, dans un billet adressé aux membres du Bureau politique, écrivait:

Poser à la prochaine session élargie du CEIC la question de la lutte contre la guerre et adopter des résolutions détaillées expliquant que seul un parti révolutionnaire éprouvé et préparé d'avance, avec un bon appareil illégal, peut mener avec succès la campagne contre la guerre; que le moyen de lutter n'est pas la grève contre la guerre, mais *l'organisation des cellules révolutionnaires dans les armées belligérantes et leur préparation pour faire la révolution*.[66]

Mais ce travail d'organisation et d'agitation politique dans l'armée en temps de guerre sera singulièrement facilité si, déjà en temps de paix, le Parti s'y adonne systématiquement.

Une des grosses erreurs de la plupart des partis communistes est de poser la question de la guerre d'une façon abstraite et exclusivement du point de vue de la propagande et de talion, sans examiner assez sérieusement la question de l'armée, facteur décisif dans toutes les guerres. *Il faut expliquer aux masses le sens de la politique révolutionnaire dans la question de la guerre et il faut travailler l'armée, sans cela toute lutte contre la guerre impérialiste, tout effort pour préparer les guerres révolutionnaires restent limités au domaine de la théorie*.[67]

L'IC, dans ses décisions, a maintes fois souligné l'importance du travail dans l'armée et dans la marine. Néanmoins, bien des sections – et entre autres une section comme la section chinoise, que le cours des événements a maintes fois placée en face du

---

[66] *Pravda* du 20 janvier 1929.

[67] *Thèses et résolutions du 6e Congrès*, p. 135, *Thèses sur la lutte contre la guerre impérialiste et la tâche des communistes*. (Souligné par nous.)

problème de la lutte armée contre les troupes militaristes, et que l'essor prévu de la vague révolutionnaire devait fatalement amener à organiser et à exécuter l'insurrection générale du prolétariat – n'ont pas suffisamment compris jusqu'à ces derniers temps, jusqu'au début de 1928, l'importance des décisions de l'IC et n'ont presque nulle part, sauf dans des régions isolées, mené de travail convenable dans l'armée.

Le principe essentiel, pour tout parti révolutionnaire, c'est qu'il doit mener un travail révolutionnaire là où des masses sont concentrées. Les armées et les marines bourgeoises groupent toujours des dizaines et des centaines de milliers de jeunes prolétaires ou paysans, qui ne sont pas moins aptes à recevoir les mots d'ordre et les idées révolutionnaires que les ouvriers des fabriques et certaines catégories de paysans. Étant donné que l'armée, la police et la marine sont les principaux instruments de contrainte, les principaux moyens par lesquels l'État bourgeois (et tout autre État) combat le prolétariat révolutionnaire, *on ne saurait exagérer* la nécessité du travail révolutionnaire dans leurs rangs. Un parti qui renonce directement ou indirectement à cette branche essentielle de l'action révolutionnaire s'expose à des conséquences extrêmement fâcheuses pour la révolution. *Cette action doit être poursuivie inlassablement par tout le PC, aussi bien en période d'accumulation des forces révolutionnaires, que, et plus encore, en période d'essor de la révolution. Nous estimons que cette agitation, vu les considérations exposées plus haut, n'est pas moins essentielle que le travail du Parti dans beaucoup d'autres domaines (conquête des classes moyennes. etc., etc.).*

Si l'agitation dans l'armée est absente ou insuffisante dans bien des cas, la cause en est qu'elle est extrêmement difficile et entraîne de multiples risques. La chose est surtout vraie pour des armées mercenaires comme l'armée chinoise, et pour certaines armées européennes: Bulgarie, Allemagne, etc. Évidemment, la structure de l'armée, la discipline militaire, l'isolement des soldats par rapport à la population, créent d'énormes difficultés. La bourgeoisie use de terreur à l'égard des partis qui font un travail révolutionnaire dans l'armée. *Mais c'est avec d'autant plus*

d'énergie, de décision et d'opiniâtreté que tout PC doit mener ce travail.

L'objectif essentiel du travail dans l'armée, la marine et la police (ou la gendarmerie), c'est de faire entrer le gros des soldats (marins, policiers) dans le front commun de la lutte de classe du prolétariat; c'est de faire en sorte que les soldats connaissent les mots d'ordre et les objectifs du PC et les adoptent.

L'action du Parti et des Jeunesses communistes pour la démoralisation de l'armée et de la marine bourgeoises doit se poursuivre sur deux plans essentiels:

À l'intérieur de l'armée et de la flotte;

Par le travail général de l'ensemble du Parti en dehors de l'armée: activité de la fraction parlementaire dans les questions militaires, agitation orale et par la voie de la presse pour populariser dans l'armée tel ou tel mot d'ordre, etc., etc.

Ces deux modes d'action, à l'intérieur de l'armée et hors d'elle, doivent être intimement liés, sous la direction d'un centre unique, le CC du Parti.

Les méthodes et les formes de la propagande et de l'agitation dans l'armée varient selon les pays. Chaque PC, en se guidant sur les conditions locales du pays et de l'armée, doit élaborer des formes et des modes d'exécution correspondants. L'essentiel ici consiste en ce que la décomposition de l'armée bourgeoise doit être poursuivie avec tout le sérieux possible, que le travail de l'organisation militaire du Parti dans l'armée (cette organisation doit être créée) et celui de tout le Parti tendant à la désorganisation de l'armée, soient mis en rapport étroit avec l'action politique quotidienne, avec les mots d'ordre que le Parti lance à chaque moment comme mots d'ordre de combat pratiques et actuels.

Le travail révolutionnaire à l'intérieur des armées et des marines bourgeoises doit presque partout être strictement illégal et secret. La bourgeoisie emploie tous ses efforts et toutes ses ressources pour protéger ses forces armées contre toute influence révolutionnaire de nature à les démoraliser, et prend des mesures

draconiennes contre les éléments révolutionnaires qui s'y laissent découvrir. Néanmoins, avec l'accentuation de la lutte de classe, et en particulier avec l'approche d'une situation immédiatement révolutionnaire (que ce soit en période «pacifique» ou bien en temps de guerre), c'est-à-dire lorsque, entre le prolétariat et les classes dominantes, commence la lutte déclarée pour l'armée, les cadres du travail secret du Parti s'élargissent peu à peu, entraînant dans la lutte révolutionnaire inspirée par les mots d'ordre communistes un nombre toujours plus grand de soldats. Dans ces moments-là, le Parti révolutionnaire doit combiner comme il convient les méthodes secrètes à l'intérieur de l'armée avec l'action révolutionnaire de masse pour la conquête de cette dernière.

Une excellente illustration à cet égard est fournie par le travail des bolchéviks dans l'armée dans les différentes phases de la révolution russe. Le Parti bolchévik a poursuivi inlassablement son agitation révolutionnaire clandestine dans l'armée tsariste à partir de 1902: pendant la révolution de 1905, ce travail avait atteint, dans nombre de garnisons, une envergure qui lui permettait de toucher véritablement les masses; les bolchéviks ont su combiner l'action secrète organisée avec l'agitation de masse parmi les troupes. Après la défaite de la révolution de 1905, lorsque le Parti fut obligé par la terreur tsariste de se réfugier dans l'action clandestine pour poursuivre la préparation des masses à de nouveaux combats révolutionnaires, le travail dans l'armée prit un caractère encore plus secret. Cela dura jusqu'à la révolution de février 1917. Aussitôt après le renversement du gouvernement tsariste, le Parti bolchévik n'en déploya pas moins une vaste action de masses dans les troupes. Les méthodes clandestines cédèrent la place au travail légal de décomposition: cellules communistes, comités de soldats, conférences de délégués des soldats, journaux pour soldats, etc., etc.

La véritable orientation léniniste du prolétariat révolutionnaire en face de la guerre impérialiste, c'est la transformation de cette guerre en guerre civile. À l'égard de l'armée, principal facteur de la guerre impérialiste, l'attitude du Parti et de tout le prolétariat révolutionnaire doit tendre à obtenir la décomposition absolue de

l'année impérialiste et le passage des soldats dans le camp du prolétariat. C'est là le but final de toute l'agitation dans l'armée. Il ne pourra être parfaitement obtenu qu'avec la victoire de la révolution prolétarienne. Tant que le pouvoir restera entre les mains de l'État bourgeois, l'armée bourgeoise subsistera comme un des éléments essentiels de cet État. *L'objectif du prolétariat est, indépendamment de la situation politique du pays, de décomposer le plus possible et de pénétrer d'idées révolutionnaires l'armée bourgeoise.*

Pour gagner l'armée bourgeoise à la révolution et pour l'affaiblir, il faut compter beaucoup sur l'agitation en faveur des revendications partielles, ainsi que sur la lutte révolutionnaire pour la réforme de tel ou tel aspect de la vie militaire de l'État bourgeois. Dans tout pays, selon la nature des forces armées régulières, le mode de recrutement, la durée du service et son caractère dans les troupes résultant du service militaire obligatoire, la condition matérielle et juridique des officiers et des soldats, etc., les revendications partielles du prolétariat en matière militaire varieront. Le parti révolutionnaire, à chaque moment donné, doit présenter des revendications partielles dont la réalisation puisse intéresser le gros des soldats et soit compréhensible, dans la situation concrète donnée, au plus grand nombre possible de travailleurs.

Voici comment le 6e Congrès de l'IC définit les objectifs des communistes en ce qui concerne les revendications partielles en matière militaire:

Tout en combattant pour la révolution et pour le socialisme, nous ne refusons pas de porter les armes. Notre campagne a pour but de démasquer les méthodes employées par la militarisation impérialiste au profit de la bourgeoisie.

cette militarisation, nous opposons le mot d'ordre: l'armement du prolétariat. En même temps, les communistes doivent présenter et soutenir les revendications partielles des soldats qui, dans la situation concrète donnée, peuvent stimuler la lutte de classe dans

l'armée et affermir l'union entre les soldats de provenance prolétarienne ou paysanne et les ouvriers en dehors de l'armée.

À titre d'exemple, nous citerons parmi ces revendications partielles: a) *En ce qui concerne le système de défense:*

Licenciement des armées de mercenaires, des unités fondamentales et des cadres; Désarmement et licenciement de la gendarmerie et de la police, etc., ainsi que des forces spécialement armées en vue de la guerre civile; Désarmement et licenciement des associations fascistes;

Revendications concrètes concernant l'abolition des conseils de guerre et la réduction du temps de service militaire;

Application du système territorial (les soldats font leur service dans leur région d'origine);

Suppression du séjour obligatoire en caserne; Formation de comités de soldats;

Droit pour les organisations ouvrières d'apprendre à leurs membres le maniement des armes, avec libre choix des instructeurs;

Pour les armées (mercenaires ou formées de professionnels), il faut en général réclamer non point la réduction du service, mais le droit de quitter le service en tout temps.

En ce qui concerne la condition matérielle et juridique des soldats: Augmentation du prêt;

Amélioration de la nourriture;

Formation de commissions d'ordinaire élues par les soldats; Suppression des punitions;

Suppression du salut obligatoire;

Peines sévères pour les voies de fait commises sur les soldats par les officiers et les sous-officiers;

Droit de s'habiller en civil en dehors du service; Droit de sortir chaque jour de la caserne;

Congés et augmentation du prêt pendant les congés;

Droit de se marier, sans autorisation spéciale;

Allocation aux membres de la famille;

Droit de s'abonner à n'importe quels journaux; Droit de se grouper en syndicats;

Droit de voter et de fréquenter les réunions politiques.

Le fait que les armées de nombreux pays impérialistes comprennent d'ordinaire une forte proportion de soldats provenant de minorités nationales opprimées, tandis que les cadres appartiennent en totalité ou en grande partie à la nation opprimante fournit un terrain extrêmement favorable à l'agitation révolutionnaire dans l'armée. Aussi faut-il, parmi les revendications partielles que nous présentons en faveur des soldats, réserver la place qui convient aux revendications nationales: droit de servir au pays natal, de parler la langue maternelle à l'exercice, au commandement.[68]

Cette énumération de revendications partielles pourrait sans peine être allongée. On n'a mentionné ici que les plus importantes, qui peuvent être présentées en faveur des soldats de la plupart des États capitalistes.

Les thèses poursuivent:

Ces deux catégories de revendications (on n'a énuméré plus haut que quelques-unes d'entre elles) doivent être présentées non seulement à l'intérieur de l'armée, mais aussi au-dehors, au Parlement, dans les meetings populaires, etc. Leur propagande ne sera efficace que si elle porte un caractère concret. Pour cela, il faut:

Bien connaître l'armée en question, les conditions du service, les besoins et réclamations des soldats, etc., ce qui peut être obtenu par un contact personnel permanent.

---

[68] *Thèses et résolutions du 6e Congrès*, p. 139-140.

Connaître concrètement le système de défense de l'État et la situation dans laquelle se trouve à chaque moment la question militaire.

Connaître l'état moral de l'armée et la situation politique du pays au moment donné (par exemple on ne pourra réclamer l'élection des officiers par les soldats que si la démoralisation a déjà atteint un certain degré).

Bien combiner les revendications partielles avec les mots d'ordre généraux du PC: armement du prolétariat, milice prolétarienne, etc.

Toutes ces revendications n'auront de valeur révolutionnaire que si elles se combinent avec un programme politique net tendant à révolutionner l'armée bourgeoise.

Il faut particulièrement s'attacher à organiser les soldats pour qu'ils défendent leurs propres intérêts, en complète union avec le prolétariat révolutionnaire, tant avant leur entrée au service (associations de conscrits, caisses de solidarité), qu'après (comités de soldats), et enfin quand ils auront cessé de servir (associations d'anciens soldats révolutionnaires). Les syndicats ouvriers ont la tâche de maintenir la liaison avec ceux de leurs membres qui sont encasernés et de contribuer à la formation des susdites organisations.

Les conditions du travail révolutionnaire dans les armées de métier diffèrent de celles qui se posent dans les armées recrutées par le service obligatoire. Il est ordinairement difficile de faire dans les premières de la propagande pour les revendications partielles indiquées ci-dessus. Néanmoins, on ne doit pas, sous aucun prétexte, renoncer à ce travail. Les armées de métier sont principalement formées d'éléments prolétariens (chômeurs) et de paysans pauvres: c'est une base pour travailler la masse de ces soldats. On tiendra soigneusement compte de la composition sociale et des particularités des troupes. Contre les troupes spéciales constituées par la bourgeoisie pour combattre le prolétariat (gendarmerie, police) et, en particulier, contre les bandes armées de volontaires (les fascistes) on fera la propagande

la plus énergique. On luttera surtout implacablement contre les homélies réformistes, parlant «d'utilité publique» et de «police populaire», de «droit normal» des fascistes et autres fadaises, et l'on s'occupera surtout d'exciter les haines de la population contre ces troupes spéciales dont on dénoncera le véritable caractère. Mais on travaillera en même temps à provoquer la décomposition sociale dans ces organisations militaires et à reconquérir ce qu'elles peuvent compter d'éléments prolétariens.

Le travail révolutionnaire dans l'armée doit concorder avec celui qui est fait dans les masses du prolétariat et des paysans pauvres. S'il y a situation révolutionnaire, si le prolétariat des usines élit ses comités, le mot d'ordre des comités de soldats devient actuel et contribue à rapprocher la masse des soldats du prolétariat et des paysans pauvres dans la lutte pour le pouvoir.[69]

Les porteurs de l'action révolutionnaire à l'intérieur de l'armée et de la marine doivent être (à l'approche de la situation révolutionnaire elles seront légales ou semi-légales) *les cellules clandestines de communistes et de jeunesses communistes, ou bien les groupes de soldats révolutionnaires dans les unités où il n'y aura pas de communistes.*

La constitution de ces points d'appui dans les unités de base de l'armée et de la flotte (compagnies, escadrons, batteries, parcs d'artillerie, services de l'arrière, états-majors, bâtiments, etc.) *exige de chaque PC la plus sérieuse attention.* À cet effet, il faut, avant l'appel, dresser la liste de tous les communistes et membres des jeunesses et leur donner des instructions détaillées sur leur conduite à l'armée, sur la liaison qu'ils doivent entretenir avec le Parti, etc. Sans la formation d'une solide organisation militaire du Parti dans l'armée et la marine, il ne saurait être question d'action révolutionnaire parmi les soldats et les marins.

Il faut s'occuper davantage encore de l'agitation parmi les troupes et de la formation de cellules communistes dans les régions et garnisons *dont l'influence sera prépondérante* pour la victoire

---

[69] *Thèses et résolutions du 6e Congrès*, p. 140-141.

de la révolution (capitales, grands centres industriels, etc.), c'est-à-dire partout où le pouvoir devra être pris en premier lieu et où il faudra créer des bases, des foyers pour répandre la révolution sur d'autres territoires. Dans ces régions, le Parti devra envoyer un plus grand nombre de militants et plus de ressources que dans les autres.

Il faut avoir en vue que le succès de l'agitation dans l'armée dépendra dans une large mesure de la composition sociale de chaque unité. Il existe dans toute armée des unités et des services dans lesquels, à cause de leur composition sociale, le Parti ne peut jamais espérer faire entrer des éléments de lutte de classe. Ce sont les écoles d'élèves-officiers, les détachements spéciaux, parfois la cavalerie, qui, dans bien des pays, est recrutée parmi les paysans aisés, et autres groupements semblables. Ces unités peuvent et doivent être décomposées seulement par la force des armes du prolétariat insurgé. Au contraire, le Parti doit viser avant tout, dans sa propagande militaire, l'artillerie et les armes spéciales, dans lesquelles la proportion des ouvriers parmi les soldats est d'ordinaire plus forte que dans les autres armes. Il en est de même, évidemment, pour l'infanterie.

Quant à la possibilité de gagner à la révolution les officiers subalternes, l'expérience a montré qu'en temps de paix les espérances sont très limitées. Il va de soi que le Parti ne renoncera jamais et ne doit pas renoncer à utiliser les officiers révolutionnaires pour démoraliser telle ou telle unité. Néanmoins, son action devra viser en général le gros des soldats.

Voici ce qu'écrit sur l'agitation du Parti parmi les officiers la résolution de la Conférence des organisations militaires et de combat du Parti social-démocrate (bolchévik) en 1916:

Considérant: *a)* que la composition sociale du corps des officiers, de même que ses intérêts comme caste militaire professionnelle, l'obligent à rechercher la conservation de l'armée permanente et de l'infériorité juridique des masses populaires; *b)* que pour cette raison, dans la révolution démocratique bourgeoise en voie d'accomplissement les officiers jouent dans l'ensemble un rôle

réactionnaire; *c)* que les groupes d'opposition existant parmi les officiers ne jouent pas un rôle actif; *d)* que, malgré tout, l'entrée de certains officiers dans notre parti est possible et que ces individus, par leurs connaissances et leur préparation militaire spéciale, peuvent rendre de sérieux services au moment de l'insurrection de la troupe et de son passage du côté du peuple ainsi que dans la préparation technique du soulèvement arme, la conférence des organisations militaires et de combat estime:

1. Que les organisations militaires ne peuvent pas fonder d'organisation social-démocrate indépendante parmi les officiers; 2. qu'il est indispensable d'utiliser les groupes d'opposition existant parmi les officiers pour en obtenir des informations et faire entrer certains individus dans nos organisations militaires et de combat à titre d'instructeurs et de dirigeants pratiques.[70]

Les cellules de communistes et de Jeunesses à l'intérieur des corps de troupe, ainsi que ces mêmes cellules ou fractions dans les fabriques, entreprises, syndicats et en général dans les diverses organisations de masse du prolétariat, représentent le Parti, reflètent dans leur activité au sein de l'unité correspondante la tactique du Parti sur toutes les questions sans exception. L'organisation militaire communiste dans l'armée n'a pas et ne peut pas avoir de ligne politique à elle, elle n'est qu'une fraction du Parti et doit mettre en pratique la ligne politique générale de ce dernier.

En présence d'une situation immédiatement révolutionnaire, au moment où le Parti invite les masses à se soulever pour s'emparer du pouvoir, l'objectif essentiel des cellules *communistes dans l'armée sera de s'opposer formellement au commandement réactionnaire et d'entraîner à leur suite le gros des soldats pour exécuter de concert avec le prolétariat les missions révolutionnaires.*

La conférence des organisations militaires et de combat du Parti social-démocrate (bolchévik), dans une résolution de 1906 sur les

---

[70] *Le Parti Communiste et l'armée*, Moscou, 1928, p. 49.

objectifs du Parti, définissait ainsi ceux des organisations militaires:

Les objectifs de l'organisation militaire au moment actuel sont: a) la formation de solides cellules social-démocrates dans chaque corps de troupe; b) le groupement, autour de ces cellules et par leur intermédiaire, de tous les éléments révolutionnaires de l'armée en vue de soutenir activement les revendications populaires et de passer ouvertement du côté du peuple insurgé; c) la coordination parfaite de leur activité avec celle des organisations prolétariennes et de combat, la subordination de tout leur travail aux nécessités générales du moment et à la direction politique des organisations communes du prolétariat. En outre, la conférence estime: 1. que le caractère même de l'agitation dans l'armée doit être déterminé par les objectifs poursuivis par le prolétariat comme avant-garde du peuple combattant; 2. que ces objectifs et la composition même des éléments de l'armée de nature à être gagnés à la révolution indiquent la voie à suivre pour obtenir *le maximum de résultats dans la propagande et l'agitation social-démocrates à l'intérieur de l'armée et assurer l'influence idéologique et d'organisation du Parti;* 3. que seul un travail combiné de toutes les organisations militaires du Parti social-démocrate, effectué dans le sens indiqué, peut garantir le passage des larges couches démocratiques de l'armée aux côtes du peuple insurgé.[71]

L'organisation militaire, pour être en état de remplir ses fonctions, doit se trouver en liaison étroite avec l'organisation locale du Parti. Vu les conditions spéciales de son travail, cette liaison sera effectuée à l'aide de délégués désignés par les autorités du Parti pour l'organisation du travail dans l'armée. Recevant des cellules militaires, des divers communistes ou membres des Jeunesses communistes et des soldats sans-parti, mais politiquement éprouvés, les informations nécessaires sur l'état de l'unité (dispositions de ces diverses subdivisions, effectifs des officiers, moral des soldats, organisation de la vie intérieure, etc.), le délégué du Parti (organisateur) donne à son tour aux cellules et

---

[71] *Le Parti Communiste et l'armée*, Moscou, 1928, p. 47.

aux divers camarades des instructions sur ce qu'ils doivent faire, sur les méthodes à employer, leur fournit des publications (journaux du Parti, tracts, appels), etc.

Les conditions spécifiques de l'agitation dans l'armée (conspiration) exigent que les autorités du Parti désignent à cet effet le nombre nécessaire de militants. Ces derniers doivent être politiquement absolument sûrs. Il conviendra parfois de leur faire suivre des cours spéciaux de brève durée, où ils recevront les indications voulues sur les méthodes de travail dans l'armée (sur la technique du travail clandestin). Les organisations du Parti, à leur tour, doivent organiser sur ce même sujet des entretiens instructifs avec les soldats communistes ou membres des Jeunesses. La stricte observation des règles de l'action illégale, en période ordinaire (non révolutionnaire), a une importance considérable, vu l'inquisition policière et la terreur exercée par les autorités gouvernementales à l'égard des individus ou organisations faisant la propagande dans l'armée.

A l'égard du travail dans l'armée, les sections de l'IC peuvent puiser des indications extrêmement utiles dans l'histoire du Parti bolchévik.

Voici ce que, dans son discours au 6e Congrès mondial de l'IC, Yaroslavski dit du travail des bolchéviks dans l'armée avant la révolution:

Dans les conditions illégales les plus difficiles, nous avons pu créer plus de 20 journaux clandestins faisant la propagande révolutionnaire dans les troupes de 1905 à 1907. Chaque garnison importante, Reval, Riga, Dvinsk, Batoum, Odessa, Ekatérinoslav, Varsovie, Svéaborg, Cronstadt, Saint-Pétersbourg, Moscou, etc., avait son journal pour soldats, lancé par l'organisation illégale, distribué par les membres de cette organisation ou bien par l'intermédiaire d'ouvriers en relation avec les soldats. Si l'on veut compter le nombre des tracts que nous avons répandus, je dois dire qu'il n'y a pas eu un événement politique de quelque signification qui n'ait donné lieu à un appel aux soldats. Ces tracts étaient lancés en un grand nombre d'exemplaires, plusieurs milliers. Ils n'étaient

pas répandus seulement dans la garnison locale, mais dans toute une région, en profitant des moindres occasions.

La structure de notre organisation était la suivante: nous avions en vue que l'armée n'est pas homogène, nous ne nous proposions aucunement d'attirer à nous coûte que coûte toutes les unités, mais nous choisissions celles qui, par leur composition sociale, étaient les plus propres à accueillir notre propagande révolutionnaire. Nous choisissions les corps où il y avait le plus d'ouvriers, par exemple les artilleurs, les sapeurs, les marins, toutes les armes spéciales, comptant un fort pourcentage d'ouvriers, et nous dirigions de ce côté le gros de nos forces. Le rôle de ces armes, marine, artillerie et armes spéciales, est très considérable dans les armées modernes. Là où nous pouvions attendre le moins de succès, c'était dans des corps comme la cavalerie, qui se recrute principalement parmi les paysans aisés. C'est d'ailleurs le cas en Occident aussi, où cette source de recrutement est la principale.

Nous formions autant que possible dans chaque unité un petit noyau secret, dont les représentants se groupaient en comités illégaux de bataillons ou de régiments. Ces comités étaient liés avec nos cellules militaires secrètes en dehors des casernes. Il va de soi que toutes les liaisons de l'organisation militaire étaient soumises à un secret tout spécial. Nous choisissions des camarades particulièrement sûrs, sans rechercher jamais le nombre, parce que nous ne considérions pas l'organisation militaire comme une force capable d'exercer par elle-même une action directe. Nous la considérions comme un élément organisateur de nature à entraîner à sa suite, au moment voulu, la masse des soldats et marins sympathisants. Voilà pourquoi nous ne recherchions pas le nombre. Je dois dire néanmoins que nous avions parfois des organisations de plusieurs centaines d'hommes, comme par exemple à Cronstadt, Sébastopol et autres lieux. Je vous rappellerai encore que nous avons su, dans les conditions d'illégalité extrêmement difficiles, réunir plusieurs conférences militaires. Nous en avons eu une en 1906, au printemps, ici à Moscou. Il est vrai qu'elle fut presque tout entière arrêtée dès sa première réunion, mais elle n'en laissa pas moins des traces. En novembre

1906, nous avons eu une vaste conférence des organisations militaires et de combat, tenue en Finlande, à Tammerfors. Elle a eu une portée considérable. Vous pouvez lire dans les œuvres de Vladimir Ilitch un article qui lui est consacré, avec l'analyse détaillée des résolutions adoptées et des appréciations très flatteuses. (Voir *Œuvres complètes*, t. VIII de la première édition, art. paru dans *le Prolétaire*, nº 16 du 2 mai 1907, p. 370)[72]

Les autres partis communistes (de France, d'Allemagne, etc.) ont acquis, eux aussi, dans ces dernières années, une assez riche expérience de l'agitation dans l'armée et la marine. Malheureusement, pour des raisons bien compréhensibles, cette expérience ne peut pas devenir le patrimoine de tout le prolétariat révolutionnaire (impossibilité, pour des raisons de sécurité, d'imprimer des informations sur le travail illégal du Parti dans l'armée et la flotte). Il faut pourtant souligner que, dans certains pays, ce travail dans l'armée a donné et donne encore des résultats extrêmement appréciables dans les garnisons ou les corps de troupe où il a été sérieusement organisé.

En ce qui concerne ce même travail en présence d'une situation immédiatement révolutionnaire ou en temps de guerre, nous devons nous adresser à l'histoire de la lutte organisée et menée par le Parti bolchévik après la révolution de février 1917 pour conquérir l'armée et la gagner à la révolution. Il n'entre pas dans notre dessein de décrire ce travail, la chose a déjà été faite dans nombre de brochures et d'articles parus dans toutes sortes de journaux et de livres. Il faut seulement indiquer que les sections de l'IC ont là une source inépuisable de précieux enseignements sur les méthodes de travail politique et d'organisation à appliquer pour gagner à la révolution le gros des soldats et les adjoindre au front commun de la lutte pour le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et des grands propriétaires.

L'attitude du prolétariat à l'égard des armées des pays coloniaux ou semi-coloniaux sera bien différente de son attitude à l'égard des

---

[72] Discours de Yaroslavski au 6e Congrès Mondial de l'IC.

armées impérialistes. Il existe dans les colonies et semi-colonies différents types d'armées: les armées impérialistes ou d'occupation, les armées démocratiques nationales luttant pour l'indépendance du pays, les armées ou les unités réactionnaires marchant avec l'impérialisme contre le mouvement de libération nationale, etc.

Pour déterminer la position à adopter par rapport au système militaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, il est nécessaire de tenir compte du rôle politique joué à tel ou tel moment, par tel ou tel pays, au cours des étapes décisives de la révolution internationale: le pays en question est-il un allié ou un ennemi de l'Union soviétique, un allié ou un ennemi de la révolution chinoise? etc. En général, le prolétariat et les masses laborieuses des pays opprimés doivent défendre le système d'armement démocratique, sur la base duquel tous les travailleurs apprennent le maniement des armes, système qui élève la capacité de défense du pays contre l'impérialisme, assure aux ouvriers et aux paysans de l'influence sur l'armée et facilite la lutte pour l'hégémonie du prolétariat dans la révolution démocratique. Les mots d'ordre: service militaire obligatoire, éducation militaire de la jeunesse, milice démocratique, armée nationale, etc., font partie ici du programme révolutionnaire, – et il n'en est pas de même dans les États impérialistes. À notre époque, la tactique des mouvements nationaux révolutionnaires doit être subordonnée aux intérêts de la révolution prolétarienne mondiale. Les révolutionnaires ne peuvent adopter le même programme dans ceux des pays opprimés qui jouent aussi un rôle d'oppresseurs et de vassaux des impérialistes, en faisant la guerre à une révolution prolétarienne ou nationale. Là, nos militants doivent absolument combiner la propagande de la guerre révolutionnaire pour la défense d'autres pays révolutionnaires; la propagande d'une politique de guerre révolutionnaire, du défaitisme par rapport à la guerre que mène leur pays et à son armée. C'est cette ligne qu'il convient de suivre

actuellement dans les provinces de la Chine qui sont au pouvoir des généraux du Kuomintang.[73]

Si à l'égard des armées impérialistes des colonies ou semi-colonies, ou bien à l'égard des armées, des groupements politiques réactionnaires de ces mêmes pays alliés ou subordonnés aux impérialistes, nous devons nous proposer de les décomposer entièrement et d'expulser les armées impérialistes du pays en question, à l'égard des armées de libération nationale, qui ne sont pas encore à tous les points de vue des armées révolutionnaires, mais qui luttent contre l'impérialisme étranger et les forces réactionnaires indigènes pour faire triompher l'indépendance nationale et la révolution démocratique (exemple: les armées nationales de Chine pendant la campagne du Nord en 1926 et au début de 1927, ou bien auparavant, les armées du Kouang-Toung) nous devons nous proposer de *les démocratiser et de les gagner à la révolution pour affermir dans leurs rangs l'influence du prolétariat*. Pour ces armées, les revendications partielles des communistes doivent tendre principalement à ce but. Le travail du Parti dans ces armées nationales démocratiques a une portée colossale. Du degré d'esprit révolutionnaire des armées nationales-démocratiques, du degré d'influence politique et matérielle qu'auront dans leur sein le prolétariat et son avant-garde le PC, dépendra dans une large mesure la vitesse avec laquelle la révolution démocratique-nationale dégénérera en révolution socialiste. L'expérience négative du PC chinois à cet égard doit être mise à profit par tous les partis communistes des pays coloniaux et semi-coloniaux.

En traitant des insuffisances du travail des sections de l'IC dans l'armée, il faut indiquer brièvement les erreurs commises par le Parti chinois. Dans la période du bloc avec le Kuomintang (jusqu'à juillet 1927), le PC chinois a eu des conditions exceptionnellement favorables pour mener son travail politique dans l'armée nationale révolutionnaire et gagner à la révolution le gros des soldats. Malgré cela, ce parti, ou plus exactement le CC qui l'a dirigé jusqu'à la

---

[73] *Thèses et résolutions du 6e Congrès de l'IC*, p. 144-145.

conférence d'août 1927, à cause de sa politique d'opportunisme et de capitulation dans toutes les questions essentielles et décisives de la révolution, n'a presque rien fait pour conquérir à la révolution les soldats de l'armée nationale. Voici les indications données par les thèses de la Commission militaire du Kouang-Toung pour le travail dans l'armée du Kuomintang (ces thèses sont de l'automne 1925):

Si nous travaillons dans l'armée révolutionnaire, ce n'est pas pour désorganiser les troupes du Kuomintang, mais pour affermir l'armée de la révolution nationale et conserver son unité. Nous ne devons pas avoir dans l'armée de propagande politique qui différencie nos vues de celles du Kuomintang et risque de susciter des divisions dans ses rangs.

Cette orientation à l'égard de l'armée nationale fut celle du PC chinois depuis le début jusqu'à la fin de son bloc avec le Kuomintang. Elle correspondait à la «conception» de l'un des dirigeants les plus en vue de ce parti avant la conférence d'août, Tchen-Du-Siôu, énoncée comme suit: «D'abord, étendre la révolution, et ensuite l'approfondir», c'est-à-dire qu'avant de détruire l'armée nationale des militaristes du Nord (Tchang-Tso-Lin et autres), et d'occuper Pékin, il est *inadmissible* d'étendre la révolution agraire, de développer le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière opposé à la politique du Kuomintang, de faire un travail révolutionnaire dans l'armée nationale (au risque de détruire son unité et d'affaiblir sa valeur combative). Tout cela ne deviendrait nécessaire qu'après la fin de l'expédition du Nord.

Faisant bloc avec le Kuomintang, le PC chinois n'a jamais posé sérieusement la question de la trahison, fatale à l'avenir, du Kuomintang. Pour cette raison, *il n'a fait dans l'armée qu'une agitation exclusivement légale,* renonçant à former des cellules *clandestines*. Voilà pourquoi, le jour où le Kuomintang est passé dans le camp de la contre-révolution, il a pu sans peine expulser de l'armée *tous* les communistes et priver le Parti de toute influence assise sur une base matérielle. Le PC a ainsi *perdu* l'armée.

Pendant l'expédition du Nord, le PC ne s'est même jamais préoccupé de conquérir les postes de commandement de l'armée nationale, bien que les conditions fussent pour cela extrêmement favorables. Aussi ne pouvait-on rencontrer que quelques commandants communistes, et encore dans les grades inférieurs: chefs d'escouades et de sections, commandants de compagnies et bien rarement de bataillons. La nomination du communiste Yé-Tin comme commandant de régiment, à la fin de 1926, fut plutôt le résultat d'une combinaison de Li-Tin-Sings que celui de l'action consciente du Parti. Et même le régiment de Yé-Tin ne se distinguait pas essentiellement des autres unités des militaristes, bien qu'il s'y trouvât un nombre important de communistes. L'épuration du commandement réactionnaire ne fut pas faite, aucun travail politique ne fut poursuivi parmi les soldats, aucun appareil politique ne fut créé. La seule différence, c'est qu'au lieu d'un militariste, le régiment avait à sa tête un communiste. *Pendant toute cette période, le PC ne songea jamais à élargir le régiment de Yé-Tin pour en faire une division, ni à organiser dans ses rangs l'agitation politique.* C'est seulement peu avant l'insurrection de Nangan (août 1927) que ce régiment fut transformé en division. *L'absence de travail politique et de mots d'ordre politiques fut une des causes* principales qui entraînèrent la défaite de la division de Yé-Tin (et Holoun) sous Svatoou en octobre 1927.

Bien que, pendant la campagne du Nord, le PC eût multiplié ses effectifs, le nombre des communistes à l'armée resta insignifiant. Ainsi, au début d'octobre 1926, l'armée nationale comptait environ 74000 combattants, sur lesquels 1200 communistes, dont 900 dans les unités laissées dans la province du Kouang-Toung. Vers le milieu de 1927, le nombre des communistes à l'armée était certainement considérable, *mais leur action n'était pas dirigée d'en haut, faute d'un organe approprié.*

Le travail politique parmi les soldats était *presque inexistant* (s'il existait par endroits, c'était seulement sur l'initiative des communistes des corps de troupe). Les dirigeants, il est vrai, rappelaient de temps en temps, pour la forme, la nécessité de

renforcer l'influence du Parti dans les unités de l'armée nationale. Mais la plupart des soldats ne connaissaient même pas l'existence du PC, et ceux qui la connaissaient ne voyaient aucune différence entre lui et le Kuomintang.

Au lieu de se livrer à une sérieuse préparation révolutionnaire dans l'armée, les dirigeants du Parti s'occupaient de toutes sortes de combinaisons superficielles avec les généraux militaristes, sous prétexte de conserver l'unité dans l'armée, et tâchaient de persuader ces derniers de rester fidèles aux principes de la «gauche» du Kuomintang.

Cette attitude de la direction du Parti, comme on sait, a été condamnée par la Conférence d'août 1927.

Voici comment s'expriment les thèses de cette conférence sur la conduite de l'ancienne direction du PC chinois:

Tout le monde sait que l'armée du gouvernement d'Oukhang, dans son énorme majorité (à l'exception de sa petite fraction communiste et des ouvriers ou paysans qui à l'appel du PC sont entrés dans ses rangs), est une armée mercenaire tout comme les armées de tous les militaristes de Chine. Tout le monde sait également que le commandement de cette armée, en écrasante majorité, vient des milieux agrariens ou bourgeois et ne suit la révolution que provisoirement, dans l'espoir d'en tirer quelque avantage et de faire une plus brillante carrière militariste. La direction du PC devait comprendre, semble-t-il, qu'à l'égard d'une pareille armée, sa politique devait viser uniquement le gros des soldats, et non le commandement réactionnaire; qu'il fallait faire une active propagande parmi les soldats et le commandement subalterne pour acquérir ainsi un appui solide contre les manœuvres contre-révolutionnaires du commandement supérieur.

Or, la direction du PC a jugé et fait exactement le contraire. Toute sa politique et tout son «travail» à l'égard de l'armée se sont bornés à coqueter avec les généraux, à faire des combinaisons superficielles avec le commandement réactionnaire. Pratiquement, il n'a été fait aucune agitation parmi les soldats, aucune tentative même d'organiser cette agitation. Le 5e Congrès du Parti n'a pas

examiné à part cette question, malgré toute son importance; la commission militaire du CC a traîné en longueur l'examen de la question du travail de l'armée et, après 4 mois, l'a laissée sans solution.[74]

Par contre, pour converser avec les généraux, pour leur faire des grâces, on a toujours trouvé le temps nécessaire.

Cette attitude de la direction du PC, dans une question aussi essentielle à la révolution, était la conséquence directe de sa tactique opportuniste dans l'ensemble de la révolution chinoise.

Il est naturel qu'après tout cela, au moment où la bourgeoisie chinoise se retira dans le camp de la contre-révolution, il ne resta du côté de la révolution que le petit groupe des troupes de Yé-Tin et Holoun. Tout le reste de l'armée nationale demeura docile aux généraux contre-révolutionnaires et exécuta leurs ordres pour l'écrasement des organisations de classe *du prolétariat et des paysans, fusilla les chefs révolutionnaires,* etc.

Et pourtant, il eût été difficile de se figurer conditions plus favorables à l'agitation dans l'armée que celles qui existaient alors en Chine.

Aujourd'hui, l'agitation est extrêmement difficile dans les armées militaristes, mais elle n'est aucunement impossible. Les méthodes à employer seront sensiblement différentes de ce qu'elles pouvaient être au moment où les communistes faisaient légalement partie des régiments comme simples soldats, commandants subalternes ou militants politiques.

Outre le travail dans l'armée et la marine, les partis communistes doivent se proposer de désorganiser les associations volontaires de la bourgeoisie qui se rencontrent aujourd'hui presque partout. Les objectifs essentiels de ces associations, dont l'effectif, en bien des pays, est de beaucoup supérieur à celui des armées régulières de ces

---

[74] Thèses de la Conférence d'août 1927 du PC chinois.

pays,[75] sont la mobilisation de l'opinion publique en faveur de la guerre, l'instruction militaire de leurs membres et surtout, comme le montre l'histoire, *la défense du régime bourgeois,* c'est-à-dire la lutte contre le prolétariat révolutionnaire à l'intérieur du pays.

Par leur composition sociale, certaines de ces associations sont, dans une large mesure, prolétariennes. Les partis communistes des pays où il en existe doivent trouver le moyen d'arracher ces éléments prolétariens à l'influence de la bourgeoisie.

D'une façon générale, les partis communistes doivent réclamer la dissolution des associations volontaires. En même temps qu'une campagne politique sera menée dans ce sens, ils chercheront à les décomposer de l'intérieur. L'expérience montre qu'une arme très puissante à cet égard, un bon moyen de séparer les éléments prolétariens, consiste dans la formation d'organisations prolétariennes, semi-militaires, comme le Front rouge en Allemagne. Aussi *partout où la chose est possible, devra-t-on s'efforcer de créer des organisations de ce genre,* dont un des objectifs sera le travail (politique et d'organisation) pour décomposer les associations militaires de la bourgeoisie.

Le Front rouge en Allemagne, organisation de masses de caractère mixte entre le PC et la classe ouvrière (plus de 100000 membres), ayant dans ses rangs des fractions communistes, est un des centres de mobilisation révolutionnaire des masses prolétariennes, un moyen de les détacher de l'association réformiste et bourgeoise du *Drapeau national*, soumise à l'influence du Parti social-démocrate et du centre. Mais il ne se

---

[75] Ainsi en Finlande, les Schützkor et autres organisations militaires groupent environ 140 à 150000 hommes, y compris les femmes; la Ligue de défense esthonienne en a environ 37000; la Ligue de défense lettone 30000; en Pologne, diverses organisations militaires et semi-militaires comptent plus d'un demi-million de membres. En Allemagne, les organisations militaires de toutes sortes (Casques d'acier, Ligue du drapeau national, Jung-Do, etc.) ont 4 millions de membres. Il existe des associations analogues dans presque tous les pays. En Lettonie, Esthonie, Finlande et Pologne, elles reçoivent d'assez forts subsides gouvernementaux et des armes, font leur instruction militaire sous la direction d'officiers de réserve, etc.

préoccupe pas seulement de faire pénétrer l'esprit révolutionnaire dans le Drapeau national en créant dans son sein une opposition de gauche, il mène en même temps une lutte politique active contre la réaction en général et particulièrement contre les manifestations de celle-ci dans l'activité des associations militaires bourgeoises et monarchiques (Casques d'acier). Le Front rouge fait également la propagande contre les nouvelles guerres impérialistes et la guerre contre l'URSS

Le parti révolutionnaire doit aussi poser et résoudre convenablement la question du travail dans la police. De par sa nature sociale, la police est souvent composée dans une large mesure d'éléments prolétariens, et par conséquent une action révolutionnaire parmi les simples policiers est objectivement possible. L'expérience de la révolution d'Allemagne en 1923 en est une preuve. La police de Saxe, de Thuringe et d'autres régions sympathisait en partie avec les communistes, et cela, bien que le Parti ne fit presque aucune agitation spéciale dans ses rangs. Certains policiers ont manifesté cette sympathie par des actes. Les cas ne furent pas rares, par exemple, où des policiers avertirent d'avance des communistes de perquisitions, d'arrestations, etc.

La police allemande ne fait pas exception. Le travail révolutionnaire est nécessaire et possible dans la police des autres pays. Vu l'importance de la police comme instrument de contrainte entre les mains des classes dirigeantes, et vu les résultats que peut donner ce travail déjà en temps d'évolution «pacifique», sans parler de l'influence que les dispositions politiques de la police auront en temps de révolution sur la lutte du prolétariat pour le pouvoir, cette branche de travail a une importance qu'on ne saurait exagérer.

VIII. L'organisation des forces armées du prolétariat

Un des objectifs du parti du prolétariat révolutionnaire dans une situation immédiatement révolutionnaire est *la constitution des forces armées du prolétariat,* la formation d'une organisation de combat. La nécessité de cette organisation de combat est indiscutable.

L'expérience des insurrections armées qui ont eu lieu dans nombre de pays enseigne que, si excellent que soit le travail du Parti dans l'armée, et en général dans les forces armées de la bourgeoisie, il ne sera *jamais possible* d'avoir décomposé toute l'armée au moment de l'insurrection; on ne pourra jamais conquérir toute l'armée à la révolution, ni même la neutraliser entièrement avec les seules méthodes du travail politique dans son sein. Il restera toujours des unités et des groupes fidèles au commandement réactionnaire et qui combattront activement le prolétariat. Dans l'article *Les leçons de l'insurrection de Moscou*, Lénine écrivait en 1906:

Nous faisons et nous ferons encore avec acharnement la «préparation» idéologique de l'armée. Mais nous serons de misérables pédants si nous oublions qu'au moment de

l'insurrection il faudra aussi combattre physiquement pour la conquête de l'armée.[76]

Chaque armée aura et a déjà bien des unités éprouvées, recrutées parmi les éléments fidèles à la bourgeoisie (écoles d'officiers et de sous-officiers, détachements spéciaux de police ou de l'armée, groupes de «mauséristes» comme en Chine, etc.), mieux payées, toutes sortes d'organisations volontaires (très répandues en Occident) destinées spécialement à mener la lutte active contre le prolétariat révolutionnaire. Il faut songer en outre que, pendant l'insurrection, la bourgeoisie emploiera tous les moyens (corruption, mensonge, enivrement, répression, etc.) pour conserver dans ses mains les troupes hésitantes. On peut donc l'affirmer à coup sûr, jamais le prolétariat ne réussira à soustraire complètement l'armée à l'influence des classes dirigeantes, à arracher les soldats hésitants au commandement contre-révolutionnaire pour les entraîner du côté de la révolution. *La démoralisation et la neutralisation de ces unités ou organisations ne sont possibles qu'après leur désarmement par les forces armées du prolétariat*. De là la nécessité impérieuse de *constituer en temps utile des forces armées suffisantes de la classe ouvrière, capables de s'unir aux unités de l'armée passant dans le camp de la révolution pour anéantir définitivement la base militaire de l'ancien régime*.

Dans les insurrections à venir, surtout si la situation immédiatement révolutionnaire ne se crée pas à la suite d'une guerre, il arrivera fréquemment que tout le poids des premiers combats décisifs doive être supporté par des détachements de la garde rouge, sans aucun soutien de troupes révolutionnaires.

L'armée révolutionnaire est nécessaire pour mener la lutte armée et pour conduire les masses au combat contre les restes de la force militaire de l'autocratie. L'armée révolutionnaire est indispensable, parce que la force seule peut résoudre les grands

---

[76] LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. X, p. 79.

problèmes historiques; or *l'organisation de la force dans les combats modernes, c'est l'organisation militaire.*[77]

Selon les pays, la structure de l'organisation de combat du prolétariat varie. Une chose seulement est claire: les détachements de cette organisation de combat doivent se baser sur les masses (usines, fabriques, entreprises, etc.) et être considérables numériquement. Leur structure doit rappeler plus ou moins celle de la garde rouge de Russie, des centuries prolétariennes d'Allemagne en 1923, des équipes de combat de Chine, etc.

La garde rouge ne peut pas être formée dans n'importe quelle situation politique.

La garde rouge est un organe d'insurrection. Faire de l'agitation en vue de sa constitution, et la constituer, tel est le devoir des communistes en présence d'une situation immédiatement révolutionnaire.

En aucun cas on ne saurait perdre de vue que, dans les pays impérialistes, l'existence d'une milice prolétarienne ou d'une garde rouge dans le cadre de l'État bourgeois, en temps de «paix générale», est inadmissible et impossible.[78]

L'organisation militaire prolétarienne de masses (la garde rouge) doit se constituer quand le Parti met à l'ordre du jour la question de la dictature du prolétariat et s'oriente sur la préparation directe de la prise du pouvoir.

Les leçons de Pétrograd, de Moscou, de l'Allemagne en 1923, de Canton, de Changhai et autres montrent que, dans une période révolutionnaire aiguë, il est relativement facile de mettre sur pied une vaste organisation de combat. D'ordinaire le temps dont on dispose pour cela se chiffre par quelques mois. Mais une formation aussi rapide d'une organisation militaire vraiment apte au combat n'est possible qu'en présence d'un assez grand nombre de cadres suffisamment préparés militairement et politiquement. Sans ces

---

[77] LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. X.
[78] *Thèses et résolutions du 6e Congrès de l'IC*, p. 42.

cadres, qui seront le squelette de l'organisation de combat, son commandement, l'organisation militaire n'aura pas grande valeur au point de vue combatif.

À Pétrograd, à Moscou, et dans les autres villes de Russie en 1917, la situation était extrêmement favorable à cet égard. Pour dirigeants et instructeurs, la garde rouge avait des soldats et même fréquemment des officiers communistes. Ces instructeurs, qui pendant les combats d'Octobre commandèrent les détachements de la garde rouge, avaient auparavant enseigné aux combattants à se servir de leurs armes, leur avaient appris les principes de la tactique et, en général, de l'art militaire.

Tout différent est le tableau que nous avons observé dans l'Allemagne de 1923. Là il a été organisé en quelques mois environ 250000 gardes rouges, groupés en centuries prolétariennes. Mais, faute de cadres militairement instruits (toute cette masse de gardes rouges ne possédaient que quelques anciens officiers communistes), parce que les dirigeants ignoraient les éléments de la tactique du combat de rues et de l'insurrection en général, ignoraient l'organisation et la tactique de l'armée gouvernementale, – la valeur militaire de ces centuries laissa beaucoup à désirer. Cela est d'autant plus vrai qu'elles avaient à leur disposition un nombre très limité d'armes.

On peut en dire autant de Canton. La garde rouge, comme nous l'avons vu plus haut, se faisait une très faible idée de la valeur de ses armes et ne savait pas s'en servir au combat; elle subit de lourdes pertes et exécuta nombre d'opérations malheureuses parce qu'à sa tête avaient été placés des camarades inexpérimentés et connaissant peu l'art militaire. Le nombre des communistes instruits dans cet art était extrêmement limité à Canton.

Le plus souvent, dans la pratique, les partis communistes attachent trop peu d'importance à la préparation des cadres. C'est pourtant là un problème d'une gravité exceptionnelle, surtout dans des pays comme la Chine et autres semblables, où le prolétariat a peu de possibilités de former des cadres à lui au sein des armées existantes.

La tactique de l'insurrection et du combat de rues (toute insurrection dans une ville prend la forme de combats de rues), à cause de divers traits spécifiques dont il sera question bientôt et qui la distinguent de la tactique ordinaire des armées régulières, est extrêmement compliquée. Son étude demande des efforts prolongés et persévérants. Aussi un parti révolutionnaire restant marxiste jusqu'au bout, c'est-à-dire traitant l'insurrection comme un art et propageant dans la classe ouvrière l'idée du soulèvement armé, doit pratiquement se poser la question de l'éducation des cadres de la future insurrection et lui donner telle ou telle solution. Pour cela, chaque parti prolétarien doit se préparer dès maintenant, sans attendre une situation immédiatement révolutionnaire, car alors il sera trop tard. Il doit s'y préparer, indépendamment de la situation politique présente. Le problème, malgré sa difficulté apparente, n'est d'ailleurs pas insoluble. À côté de l'étude du marxisme-léninisme, la direction du Parti doit organiser aussi celle de l'art militaire, l'étude des leçons des diverses insurrections, principalement de Russie, d'Allemagne et de Chine. Cette étude peut se faire dans les cercles, les écoles (légales, semi-légales ou illégales, selon les circonstances), en enregistrant les leçons de la lutte armée du prolétariat dans les publications du Parti, en étudiant l'art militaire par la pratique (envoi de camarades à l'armée), en formant des organisations militaires légales et illégales (Front rouge en Allemagne, Association révolutionnaire des anciens combattants en France).

La connaissance de la théorie ne suffit naturellement pas à former des dirigeants militaires expérimentés pour les détachements de la garde rouge. *C'est pourtant là une condition première, à laquelle nous ne devons en aucun cas renoncer.*

Dans la formation des cadres militaires de la future insurrection et dans la préparation des masses prolétariennes à l'art militaire, les grandes organisations semi-militaires du prolétariat jouent un rôle immense (Front rouge en Allemagne, Association révolutionnaire des anciens combattants en France). Ces organisations ne peuvent aucunement être identifiées avec la garde rouge, elles ne sont pas des instruments de lutte directe pour la

dictature du prolétariat. Leur destination essentielle, comme nous l'avons indiqué au précédent chapitre, est la mobilisation et l'éducation du prolétariat dans l'esprit de la lutte de classe; c'est encore la lutte politique contre les organisations militaires de la bourgeoisie. Mais en outre, elles permettent à des dizaines de milliers de prolétaires d'apprendre l'art de la guerre, de faire leur éducation pour la guerre civile. Étant l'organisation de combat pour la défense du prolétariat, ces groupements sont en même temps les champions de l'idée de la guerre civile et un puissant moyen de propager cette idée dans l'ensemble de la classe ouvrière.

L'instruction militaire des masses peut aussi, jusqu'à un certain point, se faire dans diverses organisations légales: sociétés sportives, sociétés de tir, etc. Le PC, partout où la chose est possible, doit utiliser ces sociétés pour donner une éducation militaire à la jeunesse révolutionnaire.

Quand arrive la situation immédiatement révolutionnaire, l'instruction militaire des masses (maniement des armes, éléments de la tactique de l'insurrection et du combat de rue, reconnaissances, service de liaison, étude de l'organisation et de la tactique de l'armée et de la police, etc.), l'armement du peuple, la formation en tout lieu de détachements de garde rouge, doivent atteindre leur maximum. La plus grande attention doit être apportée alors aux centres décisifs de la vie politique et économique du pays (la capitale, les grands centres industriels, les nœuds de voies ferrées, etc.).

Négliger ces différents points, c'est s'exposer, dans les moments critiques de la révolution, à des conséquences extrêmement funestes.

L'insurrection de Canton a montré que les trois quarts environ des ouvriers qui ont pris une part active aux combats ne savaient pas se servir de leurs fusils, étaient incapables d'utiliser les armes dont ils s'étaient emparés au début du mouvement. On vit des cas où des ouvriers ayant reçu un fusil et ne sachant pas les règles du tir, tiraient sur leurs propres camarades. Faute de connaître les règles élémentaires du tir et de la tactique du combat, faute de

connaître la technique de la reconnaissance et de la liaison, faute de connaître les points forts et les points faibles de l'armée des militaristes, les insurgés subirent de fortes pertes. À cet égard, l'insurrection de Canton a fait apparaître les insuffisances du PC en matière militaire et les erreurs commises par lui à cet égard dans toute la période précédente.

En juillet 1905, dans son article «L'armée révolutionnaire et le gouvernement révolutionnaire», Lénine écrit à propos de la nécessité d'étudier l'art militaire:

Il n'est pas un seul social-démocrate connaissant un tant soit peu l'histoire et ayant été à l'école d'Engels, le grand connaisseur en cet art, qui ait jamais douté de l'énorme importance de la technique et de l'organisation militaire comme instruments dont doivent se servir les masses populaires et les classes populaires pour résoudre les grands conflits historiques. La social-démocratie n'est jamais descendue jusqu'à jouer aux conjurations militaires; elle n'a jamais mis au premier plan les questions militaires, tant que n'ont pas été réunies les conditions qui engendrent la guerre civile. Mais *aujourd'hui*, tous les social-démocrates ont mis en avant les questions militaires, sinon au premier plan, du moins à un des premiers plans; ils ont mis à l'ordre du jour leur étude et leur propagande dans les masses populaires. L'armée révolutionnaire doit faire l'application pratique des connaissances militaires et des moyens militaires, pour décider toute la destinée future du peuple russe, pour résoudre la première question et la plus essentielle, celle de la liberté.[79]

Le précédent CC du PC chinois (avant la conférence d'août) avait suivi, en ce qui concerne l'armement des masses et la formation d'une puissante force armée prolétarienne, ainsi que pour le travail dans l'armée nationale, une ligne extrêmement opportuniste:

Le CC du PC chinois n'a jamais sérieusement songé à l'armement des ouvriers et des paysans, à la nécessité de cet armement, ni en général à la formation de cadres militaires paysans, véritablement

---

[79] LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. VII, p. 445-446.

révolutionnaires. Sa commission militaire a manifesté à cet égard une parfaite inaction. On n'a rien fait pour l'instruction militaire de tous les communistes, ce qui était le premier devoir du Parti. On ne s'est pas préoccupé de rassembler systématiquement les divers détachements isolés d'ouvriers et de paysans en une force organisée capable de défendre effectivement la révolution au cours de son développement. On n'a pris presque aucune mesure pour se procurer des armes là où on pouvait vraiment en trouver, ni pour les distribuer aux ouvriers et aux paysans. Le CC a jugé le problème de l'armement des ouvriers et des paysans inexistant et même dangereux pour sa combinaison politique avec le commandement du Kuomintang. Et tout à coup, après cette longue inaction, il manifesta son activité, mais dans le sens contraire, en proposant aux piquets d'Oukhan, «pour éviter les conflits et les provocations» de rendre volontairement ses armes. Comment qualifier autrement que de mentalité liquidatrice pareille attitude du CC en face des exigences vitales de la révolution.[80]

Ces fautes de l'ancienne direction du PC, ces erreurs qui ont eu jusqu'à un certain point des conséquences fatales à l'heure critique de la révolution de 1927, sont en ce moment en train d'être corrigées.

Un problème difficile à résoudre dans la préparation de l'insurrection, c'est celui des armes. Il a une grande importance politique. Sous la dictature de la bourgeoisie (en temps de «paix»), le prolétariat est généralement privé de la possibilité de s'armer. Et pourtant, malgré les difficultés, ce problème n'est pas insoluble. La situation politique dans laquelle la prise du pouvoir se présentera comme une question pratique (c'est-à-dire en cas de croissance rapide des dispositions révolutionnaires chez les travailleurs, de grandes oscillations de la petite bourgeoisie et d'affaiblissement de l'appareil gouvernemental bourgeois) permettra au prolétariat, avec une direction convenable dans le Parti, d'acquérir des armes, par achat, en désarmant les ligues fascistes, en s'emparant de certains dépôts, en en fabriquant (au moins de primitives), et

---

[80] Thèses de la Conférence d'août 1927 du PC chinois.

d'armer l'organisation de combat de façon au moins suffisante pour *garantir au moment de l'insurrection le succès des entreprises tentées pour s'en procurer d'autres*. En élaborant le plan d'insurrection, la direction doit accorder une sérieuse importance à cette question des armes et de l'armement des équipes non armées ou des révolutionnaires prêts au combat.

En 1905, dans l'article «Les objectifs des détachements de l'armée révolutionnaire», Lénine écrivait:

Les détachements doivent s'armer eux-mêmes comme ils pourront (fusils, revolvers, bombes, couteaux, casse-têtes, bâtons, baïonnettes, chiffons imbibés de pétrole pour mettre le feu, cordes ou échelles de corde, pelles pour élever des barricades, capsules de dynamite, fils de fer barbelé, clous contre la cavalerie, etc.). En aucun cas, on ne peut attendre de secours d'en-haut ni du dehors, il faut tout se procurer soi-même.

Et Lénine indique ensuite qu'»en aucun cas il ne faut renoncer à former un détachement pour retarder sa formation sous prétexte du manque d'armes »[81]

En réponse au compte rendu du Comité militaire du Comité de Saint-Pétersbourg, qui notait la lenteur de la formation des détachements de combat et la pénurie d'armes, Lénine conseillait:

Allez aux jeunes gens, formez immédiatement des équipes de combat, partout et en tout lieu, chez les étudiants, et surtout chez les ouvriers, etc.; qu'il s'organise sans délai des détachements de 3 à 10, ou au plus de 30 hommes. Qu'ils s'arment sur-le-champ, eux-mêmes, comme ils le peuvent, qui d'un revolver, qui d'un couteau, qui d'un torchon imbibé de pétrole pour mettre le feu.[82]

Les instructions de Lénine sur la formation des détachements de l'armée révolutionnaire et la façon de se procurer des armes restent encore en vigueur aujourd'hui.

---

[81] *Léninski Sbornik*, t. V.
[82] *Léninski Sbornik*.

Il faut compter que, dans les insurrections à venir, en Orient comme dans les pays de capitalisme développé, le prolétariat, ou du moins certains de ses éléments, avant de s'emparer d'une quantité suffisante d'armes modernes (dans le premier moment de l'insurrection), auront souvent à se contenter des armes les plus imparfaites. En aucun cas, il ne faut faire les difficiles, car avec ces armes primitives et très imparfaites, les détachements de combat peuvent et doivent s'en procurer de véritables et de plus modernes.

L'insurrection est conduite par le Parti, chaque membre du Parti est un soldat de la guerre civile. Ce principe oblige chaque communiste à posséder une arme. La chose doit être pratiquée principalement dans les partis des pays où la lutte de classe est la plus vive, et où toutes sortes de conditions spécifiques rendent plus vraisemblable une explosion révolutionnaire.

Pour revenir sur la question de la formation de la garde rouge (armée révolutionnaire) et de sa structure, il faut indiquer les principaux facteurs suivants, découlant de l'expérience acquise à cet égard dans les différents pays.

Quand arrive une situation immédiatement révolutionnaire, la garde rouge doit se former partout à la fois: dans les usines, dans les villes, quand le Parti lance des mots d'ordre de combat de plus en plus actifs et appelle directement les masses à la préparation du soulèvement armé. Les détachements de la garde rouge doivent généralement se composer d'ouvriers sans parti, d'étudiants, de paysans pauvres. Le Parti doit s'efforcer d'assurer sa *direction* dans ces détachements, y avoir des hommes éprouvés aux postes de commandement, diriger leur instruction militaire, etc. Dans bien des pays, il n'est pas exclu que les détachements de la garde rouge se forment illégalement, du moins dans les débuts. Le degré de légalité de la garde rouge dépendra de toutes sortes de conditions, surtout de la profondeur du mouvement révolutionnaire dans les classes opprimées, de l'étendue de la décomposition de l'appareil gouvernemental des classes dirigeantes, etc. Le devoir du Parti est de tenir compte de la situation politique réelle dans chaque région et de lancer dans les masses des mots d'ordre dont la réalisation assure l'existence légale des organisations ouvrières, y compris le

Parti et la garde rouge, ainsi que leurs progrès. Il ne faut jamais oublier que *la question de la légalité de la garde rouge sera finalement résolue par la lutte des masses ouvrières, et seulement par elle*. Le Parti doit, par tous les moyens, expliquer aux masses qu'une lutte heureuse pour la formation de l'armée révolutionnaire détermine dans une grande mesure une lutte victorieuse pendant l'insurrection, car lutter pour la formation et le développement légal de la garde rouge, *c'est lutter pour la principale voie d'accès aux positions décisives, c'est le début de la lutte directe pour le pouvoir*. Dans cette période, des escarmouches avec les forces armées de la bourgeoisie (troupes, police, gendarmerie, détachements fascistes) seront inévitables. De même seront inévitables des défaites partielles.

L'expérience des différents pays montre qu'au fond la structure des détachements de la garde rouge se ramène à ce qui suit. Les forces armées du prolétariat, dans les conditions illégales actuelles, se constitueront en petits groupes (de 3, 5, 10), organisés dans chaque usine, etc. et subordonnés, par l'intermédiaire de leurs commandants, à une instance supérieure (chefs d'usine ou de quartier). La formation de plus grandes unités (compagnies, bataillons) n'est pas recommandable dans cette période, pour pouvoir conserver le secret.

Avec le développement de la campagne pour la formation de la garde rouge, quand l'idée aura embrassé les masses ouvrières, brisant tous les cadres de la légalité; quand la formation de l'armée révolutionnaire prendra un caractère de masse, le Parti devra donner un schéma correspondant de l'organisation de la garde rouge, en se basant sur les exigences du combat de rues et sur les armes dont il dispose. Ce schéma doit être simple et intelligible pour chaque ouvrier. Il ne faut pas s'efforcer d'avoir une structure compliquée, de former de grandes unités. Il faut plutôt tâcher de grouper de façon bien compacte les petites unités de base: escouades et groupes (10 à 20 hommes), sections (35 à 45) et compagnies (de 2 à 3 sections). Dans certains cas, on pourra réunir deux ou trois compagnies en un bataillon. La formation de plus grosses unités (régiments ou divisions), comme on l'a fait en

Allemagne en 1923, n'est pas indiquée, et est même fâcheuse, car elle voile l'importance des petits détachements de base dans le combat de rues, et dénote une incompréhension de la nature de ce combat, dont tout le poids retombe sur des groupes et détachements correspondant numériquement à l'escouade, à la section ou à la compagnie. La formation de grandes unités sera nécessaire après la prise du pouvoir dans une ville et lors de l'engagement de la lutte au-dehors en rase campagne.

Dans la formation et l'instruction militaire de la garde rouge, il faut apporter une grande attention à la préparation, au sein des détachements de base comme l'escouade ou la compagnie, d'hommes ou de groupes ayant des missions spéciales: hommes de liaison, éclaireurs, infirmiers, mitrailleurs, artilleurs, sapeurs, chauffeurs, etc.; c'est là une chose très importante, car la présence de toutes ces spécialités (même en l'absence des armes correspondantes) permettra en premier lieu de mieux combattre ces armes chez l'ennemi, et, en second lieu, lorsqu'on s'en sera emparé, de les utiliser pour son propre usage. Les hommes de liaison (en bicyclette si possible) et les éclaireurs seront toujours indispensables dans les combats de rues: aussi faut-il absolument préparer des camarades ou des groupes entiers de chaque section et de chaque compagnie aux fonctions d'éclaireurs et au service de liaison.

Dans la désignation et la préparation du commandement des détachements, il faut songer qu'on aura à lui demander pendant le combat beaucoup d'indépendance et d'initiative, l'aptitude à s'orienter dans les conditions complexes du combat de rues, le courage personnel, la capacité de prendre ses responsabilités lors de la solution indépendante des tâches de combat, et enfin un dévouement sans borne à la cause révolutionnaire.

Le choix du personnel dirigeant de la garde rouge doit tenir compte de ces exigences. Il faut se rappeler que la personne du commandant, dans les combats de rues et au cours, de l'insurrection, joue un rôle colossal.

IX. La direction du travail militaire du Parti

La direction du travail militaire dans son ensemble est naturellement la tâche de tout le Parti et de toutes les Jeunesses et de chacun de leurs membres en particulier.

Néanmoins, vu les particularités spécifiques du travail militaire, il faut qu'il y ait un appareil spécial, avec un personnel de militants convenables, qui en soit chargé. Croire qu'on puisse bien organiser ce travail sans appareil spécialisé est une erreur. Ce n'est pas seulement vrai pour la situation immédiatement révolutionnaire, alors que les objectifs militaires prennent une importance particulière, mais aussi pour la période dite pacifique. On ne saurait, par exemple, concevoir aucun travail militaire à l'intérieur de l'armée sans un personnel spécial, sans un appareil directeur spécial. L'expérience montre que charger de la direction complète du travail dans les troupes le comité correspondant du Parti, c'est pratiquement, bien souvent, renoncer à ce travail. Si la chose est juste dans l'action syndicale, dans l'agitation au sein des grandes organisations du prolétariat (coopération, sociétés sportives, etc.), elle l'est bien plus encore à l'égard de l'armée. Cela concerne tout particulièrement les partis communistes légaux. Le travail militaire du Parti, en ce qui concerne les mesures d'organisation avant la situation immédiatement révolutionnaire, est au fond un travail illégal, demandant l'application de méthodes extrêmement complètes de conspiration et exigeant du savoir-faire, de

l'invention, etc.: il exige donc un personnel spécialement approprié.

En l'absence d'une situation immédiatement révolutionnaire, l'appareil militaire pourrait avoir la composition suivante:

La Commission militaire auprès du CC du Parti, composée de trois camarades, dont un, le président, membre du CC;

Les commissions militaires auprès des comités du Parti de province ou autres correspondants, composées de deux ou trois camarades, selon l'ampleur de la tâche;

Les délégués militaires auprès des comités de districts;

Les commissions militaires ou délégués, selon l'importance de la ville et l'ampleur de la tâche, auprès des comités de ville.

Un des membres de la Commission militaire doit toujours être membre du Comité du Parti auquel elle est adjointe. En outre, la commission doit comprendre, parmi ses trois membres, un membre du comité correspondant des Jeunesses communistes.

Il doit être mis à la disposition des commissions militaires, selon les objectifs et les possibilités du Parti, un certain nombre de militants, parmi lesquels des membres des Jeunesses, dont le travail essentiel de Parti est de remplir les missions des commissions militaires.

Les fonctions des commissions militaires consistent à conduire et à diriger, selon les directives des comités correspondants du Parti, le travail dans l'armée, la police, la flotte et les associations militaires bourgeoises; à organiser l'information du Parti; à former les cadres militaires de la future garde rouge; à se procurer des armes; à éditer et répandre, sur la décision du CC ou des comités de province, tous les matériaux imprimés (tracts, brochures, périodiques militaires); à fournir de matériaux les rédactions de la rubrique militaire des journaux du Parti, etc. La répartition des fonctions doit se faire en conséquence.

Une décision du comité du Parti doit mettre à la disposition de la commission militaire correspondante les ressources financières

nécessaires pour bien exécuter le travail confié à cette dernière. Là où les fonds le permettent, les membres des commissions ou les délégués militaires, du moins dans les principales villes ou provinces, devront être entretenus aux frais du Parti et libérés ainsi de tout autre travail pour assurer leur existence.

À mesure que la lutte de classe s'accentue et que la situation révolutionnaire approche, quand le Parti lance des mots d'ordre de lutte de plus en plus accentués, oriente toute son action politique vers la préparation immédiate de la prise du pouvoir, lance le mot d'ordre de la formation d'une garde rouge, etc., les commissions militaires doivent être complétées par des militants convenablement préparés. Dans cette période, il faut même former de nouvelles commissions dans les régions où il n'en existait pas encore. Dans les grands centres politiques et économiques (les capitales, les grandes villes industrielles, les ports), où il existe, outre les comités de villes, des comités de quartiers, il faut former auprès de ces derniers aussi des commissions militaires ou désigner des délégués. L'effectif des dirigeants militaires de ces commissions doit en même temps être sensiblement augmenté. La formation des détachements de la garde rouge, l'instruction militaire des hommes, la décomposition de la machine gouvernementale bourgeoise et avant tout de l'armée et de la police, la création d'un réseau d'informations dans le camp ennemi, la recherche intensifiée des armes, etc., tout cela demandera un personnel beaucoup plus nombreux que dans les circonstances ordinaires.

Il incombera encore aux commissions militaires de dresser, en se guidant sur les indications générales des comités correspondants du Parti, la partie militaire du plan d'insurrection dans chaque ville, chaque province, ou dans l'ensemble du pays. Pendant l'insurrection, les commissions se changeront en état-major, c'est-à-dire en appareil technique auprès du comité révolutionnaire correspondant qui dirigera les opérations.

La direction générale du travail militaire du Parti dans le pays tout entier aussi bien que de l'activité dans chacun des domaines

(syndicats, presse, fraction parlementaire, coopération, etc.) *appartient au CC*, comme autorité suprême du Parti dans l'intervalle des conférences et des congrès. *Localement, ce travail sera dirigé, conformément aux directives du CC, par le comité correspondant, de territoire, de région, etc.*

Le CC détermine le caractère et le contenu (du travail) à l'intérieur de l'armée. Il désigne les mots d'ordre de chaque stade de développement de la révolution, donne des indications pour les relier à l'ensemble du travail politique du Parti, indique les centres et les régions à considérer comme les plus importants au point de vue de la décomposition des forces armées des classes dirigeantes, et renforce en conséquence les comités correspondants en leur envoyant des fonds et des militants; enfin, il contrôle tout ce travail. Il décide du moment où il faut commencer la formation de la garde rouge, donne des indications sur l'acquisition des armes, juge de l'utilité ou de l'inopportunité de telle ou telle diversion, etc. En un mot, toutes les entreprises de quelque importance ayant un intérêt politique général pour le Parti *doivent être soumises* par les comités locaux, et aussi par le CC des Jeunesses communistes, *à la sanction du CC*. Les commissions militaires n'ont pas de ligne de conduite à elles, ne résultant pas de l'orientation générale du Parti. Elles fonctionnent d'après les directives des organisations communes du Parti.

Ces principes peuvent paraître élémentaires et universellement connus. Néanmoins, il n'est pas inutile de les rappeler, car ils sont parfois oubliés.

Dans l'insurrection de Canton, comme nous l'avons vu, même la date de l'insurrection n'a pas été fixée par le CC, mais par le comité de la province du Kouang-Toung. Le CC n'a appris l'insurrection qu'au même moment où le monde entier en parlait déjà. L'absurdité de ce fait est évidente. Dans la seconde insurrection de Changhai, le début de la grève et du soulèvement armé a été décidé par les militants syndicaux avec la participation d'un grand nombre de membres du Parti, mais sans l'aveu du CC. Dans plusieurs provinces de Chine, en 1927, il a été organisé des insurrections, ignorées des instances supérieures du Parti.

Parfois, pour toutes sortes de raisons, des tendances autonomistes se font jour dans l'organisation militaire: refus de se plier aux décisions des comités, du Parti, désir de prendre des décisions politiques indépendamment des organismes qualifiés, etc. Des tendances semblables ont été constatées en Russie, après la révolution de Février et encore plus tard, dans l'organisation militaire de certaines régions. À propos des débats en cours au CC et au Bureau panrusse des organisations militaires, le CC fut obligé, dans sa séance du 29 août, de poser la question des rapports entre l'organisation militaire et l'ensemble du Parti. La décision suivante fut prise:

Le Bureau militaire est l'organisation qui fait la propagande parmi les soldats... D'après les statuts du Parti, il ne peut exister aucune organisation directrice fonctionnant parallèlement à une autre organisation du Parti. Cela se rapporte aussi bien aux organisations panrusses qu'aux organisations locales. Aussi le Bureau panrusse des organisations militaires ne peut-il exister comme centre politique indépendant.[83]

Des frottements se sont produits entre la direction du Parti et des organisations militaires, à cause des tendances autonomistes de ces dernières, à Tomsk, Ekatérinbourg et autres villes au cours de 1917.

Des tendances analogues ont été remarquées dans l'organisation de combat d'Allemagne en 1923.

Les principes d'organisation du bolchévisme réclament la stricte subordination de l'organisation militaire, comme de toute autre organisation du Parti (fraction parlementaire, fractions syndicales, etc.), à la direction générale du Parti. C'est là la seule garantie de la discipline, de l'unité d'action et de doctrine. Ce principe augmente les aptitudes combatives du Parti et multiplie les chances de victoire pendant le combat décisif pour la dictature du prolétariat.

---

[83] Comptes rendus du CC, cités d'après l'article de RABINOVITCH: *Les organisations militaires des bolchéviks en 1917*. (*Révolution Prolétarienne*, 1918, nos 6-7.)

X. Le caractère des actions militaires au début de l'insurrection

(Principes généraux de tactique)

Remarques de caractère général

L'insurrection armée visant à la destruction de l'appareil gouvernemental et à la prise du pouvoir par le prolétariat prend la forme d'une lutte armée implacable entre la fraction militairement organisée du prolétariat et de ses alliés et la force militaire des classes dominantes. *Dans la première période* de cette guerre civile déclarée, la lutte se déroulera principalement dans les villes, c'est-à-dire revêtira la forme de combats de rue, différant d'ailleurs par leur caractère et leur durée selon les circonstances. De l'issue du combat dans cette période et de la vitesse avec laquelle le prolétariat réussira de mettre sur pied un nombre suffisant d'unités aptes au combat de son Armée rouge, dépendra dans une très large mesure l'issue de la lutte pour la consolidation et l'extension territoriale de la révolution. Dans la suite, quand le pouvoir, dans les principales régions économiques et politiques (les capitales, les grands centres économiques), sera solidement acquis par le prolétariat, la lutte armée portera principalement un caractère de

guerre en rase campagne entre l'Armée rouge régulière et les débris de la contre-révolution indigène ou de l'intervention étrangère.

La guerre civile (donc aussi l'insurrection armée), tout comme les opérations des armées régulières, est soumise aux règles de l'art militaire. Néanmoins, vu les caractères spécifiques des opérations que comporte l'insurrection, la tactique de la lutte armée du prolétariat pour le pouvoir, c'est-à-dire de la première période de la guerre civile, diffère *sensiblement* de celle des armées régulières.

Dans le duel entre deux armées régulières, qu'il ait lieu en rase campagne ou à l'intérieur d'une ville, il existe entre elles une certaine ligne de front qui les sépare. La lutte du prolétariat, *du moins dans les premiers moments du soulèvement armé,* se déroule dans des conditions toutes différentes.

En premier lieu, *il n'y a pas une ligne de front déterminée entre les belligérants*. Le front, pour le prolétariat, comme pour les classes dominantes, est *tout autour et partout*. Amis et ennemis, de part et d'autre, *ne sont pas séparés territorialement*. D'un côté, le prolétariat révolutionnaire aura fatalement des partisans, cachés ou avoués, dans le camp des classes dirigeantes (dans l'armée, la police, les organisations de toutes sortes placées sous l'influence politique et matérielle des partis des classes dominantes, etc.); d'un autre côté, il se trouvera dans les rangs du prolétariat nombre de partisans, cachés ou avoués, de l'ancien régime (l'appareil du Parti social-démocrate, la fraction du prolétariat et de la petite bourgeoisie soumise à l'influence de la social-démocratie, etc.).

Eu deuxième lieu, au moment de la lutte armée pour le pouvoir, le prolétariat *ne possédera* pas encore une véritable Armée rouge régulière, organisée et équipée conformément aux exigences du combat moderne. Les détachements de la garde rouge ne sont que l'embryon de la future Armée rouge. *L'armée régulière du prolétariat se forme et doit se former au cours de la lutte pour le pouvoir*.

En troisième lieu, l'expérience montre que l'état des forces armées des classes dominantes se modifie sensiblement au cours de l'insurrection et que, pour cette raison, l'armée *diffère*

sérieusement, quant à sa cohésion et à sa valeur combative, de celle qui combat en temps normal contre l'armée d'un État ennemi. Il se produira nécessairement dans ses rangs, sous l'influence du combat lui-même et de l'agitation du parti révolutionnaire, des processus de différenciation sociale qui y feront pénétrer des germes de décomposition et ébranleront sa valeur combative. En fin de compte, on trouvera dans l'armée (comme dans la police), à côté d'unités qui combattront activement le prolétariat révolutionnaire, d'autres unités, grandes et petites, dont les soldats pourront hésiter entre la révolution et la contre-révolution. On verra se multiplier les cas de désobéissance au commandement réactionnaire, les cas de rébellion et les passages dans le camp de la révolution.

Tout en combattant pour le pouvoir, le prolétariat révolutionnaire *forme son armée régulière à lui et décompose par son agitation, et aussi par la lutte physique,* l'appui armé des classes dirigeantes, l'armée elle-même, la police, la flotte, les diverses associations fascistes.

Les trois particularités spécifiques de la lutte du prolétariat pour le pouvoir qui viennent d'être mentionnées imposent un certain cachet *à la tactique* employée, en suite de quoi la tactique de guerre du prolétariat pendant l'insurrection diffère sur bien des points de celle des armées régulières. Les organisateurs et les dirigeants de l'insurrection ne doivent donc pas seulement connaître l'art militaire en général, il faut qu'en plus ils sachent appliquer les règles de la théorie et de la tactique militaires aux conditions particulières de l'insurrection.

Les particularités de la tactique de l'insurrection seront mises en relief lorsque nous examinerons les divers éléments de l'organisation et de l'exécution du soulèvement armé.

Une des questions essentielles de toute insurrection prolétarienne sera à l'avenir celle de *la supériorité à assurer* aux forces militaires organisées de l'insurrection sur les forces armées de l'ennemi.

Les insurrections prolétariennes de Canton, Hambourg, Reval et autres ont été battues en fin de compte parce que leurs dirigeants, pour diverses causes objectives et subjectives, dont il a déjà été question, n'ont pas su résoudre ce problème essentiel en faveur des insurgés. Faute d'avoir la supériorité militaire sur l'ennemi, faute d'avoir rapidement augmenté leurs forces armées au cours du soulèvement, les insurgés se sont vus obligés, presque aussitôt leur entrée en action, *de revenir à la défensive et de renoncer à toute opération active*. Or, la défense, dans l'insurrection comme dans la guerre entre deux armées régulières, *ne décide ni ne peut décider* du sort d'une opération.

L'expérience des insurrections prolétariennes des dernières décades permet de conclure que le prolétariat aura très rarement, dès avant l'insurrection, la supériorité militaire sur les forces armées des classes dominantes. La plupart du temps, au contraire, au début du soulèvement, il sera militairement beaucoup plus faible. *La supériorité sur les forces armées de l'ennemi doit être obtenue* (et la chose est possible), *au cours de l'insurrection*. La situation même du prolétariat comme *force attaquante*, la situation politique générale, favorable à la révolution et influant nécessairement à son profit sur l'armée bourgeoise, la police et, en général, toutes les forces armées des classes adverses, *favorisent objectivement l'obtention de cette supériorité*. Le plan d'insurrection et les autres mesures d'organisation du prolétariat doivent avoir en vue cette nécessité d'une augmentation régulière et aussi rapide que possible des forces armées au cours de l'insurrection, de façon à obtenir la supériorité sur l'ennemi et à l'écraser sous les coups concentrés de puissantes forces armées de la révolution.

A cela se rattache une autre question: comment assurer à l'organisation de combat, pendant l'insurrection, le soutien actif des masses révolutionnaires? Comment entraîner dans la lutte active et comment utiliser convenablement (conformément au plan d'insurrection) les masses révolutionnaires de façon à les faire collaborer à l'exécution des objectifs de l'insurrection? *Négliger cette question,* c'est vouer à l'échec l'organisation de combat du

prolétariat. La principale cause de la défaite de Reval le 1er décembre 1924, comme nous le savons, a été que l'organisation militaire, une fois l'attaque déclenchée, *s'est trouvée isolée*, le Parti *n'ayant pas su* organiser et entraîner le gros du prolétariat dans la lutte active *au moment* de l'entrée en action de l'organisation de combat.

L'entraînement et la bonne utilisation des masses révolutionnaires pendant l'insurrection constituent *un des problèmes les plus complexes et en même temps les plus essentiels de la direction de l'insurrection*.

Il faut naturellement avoir en vue ces considérations générales dans l'établissement du plan stratégique d'insurrection. Mais il faut davantage encore en tenir compte en dressant les plans tactiques concernant les divers objectifs (dans la ville, un quartier, ou en général un lieu habité).

Forces armées des classes dirigeantes

La classe dirigeante dispose des catégories suivantes de forces armées, qui, pendant l'insurrection du prolétariat, seront dirigées contre lui:

L'armée régulière;

La flotte maritime et fluviale;

La police et la gendarmerie;

Les organisations militaires volontaires.

L'armée régulière

L'armée régulière, si elle n'est pas démoralisée, en pleine fermentation révolutionnaire (ou bien celles de ses unités qui ne sont pas décomposées) est l'arme la plus puissante contre le prolétariat révolutionnaire. Possédant un personnel de commandement excellent au point de vue militaire et profondément dévoué au gouvernement, munie de tous les moyens les plus modernes d'attaque et de défense (mitrailleuses, artillerie,

automobiles, gaz, aviation, etc.), l'armée régulière est aujourd'hui *une force extrêmement sérieuse* contre laquelle et pour la conquête de laquelle le prolétariat aura à lutter en premier lieu pendant l'insurrection.

C'est dans la guerre en rase campagne et pendant les opérations de jour que la force de l'armée régulière se manifeste le mieux. Le combat à l'intérieur des villes réduit sensiblement le champ d'utilisation de ses moyens, tout particulièrement la nuit, et entrave la direction des opérations des diverses unités. Pour cette raison, la tactique des opérations à l'intérieur des villes, principalement en cas d'insurrection, diffère fortement de la tactique ordinaire de l'armée régulière.

Les qualités combatives des diverses armes et leurs possibilités d'emploi dans le combat de rues peuvent être caractérisées dans l'ensemble de la façon suivante:

Infanterie. Dans presque toutes les armes, l'infanterie constitue le gros des effectifs et l'arme maîtresse à la fois en rase campagne et dans le combat de rues. Elle use à la fois du feu et de la baïonnette, elle s'empare des bâtiments et des quartiers, elle nettoie le terrain d'insurgés, elle occupe les positions conquises.

Les facteurs essentiels de l'infanterie dans le combat de rues sont son organisation, la possibilité qu'elle a de combattre par petites unités ou par grandes unités (escouades, sections, compagnies, bataillons), son instruction militaire, son habitude de soutien mutuel, son habileté à entretenir la liaison avec les unités voisines. L'infanterie est admirablement armée pour le combat de rues (mitrailleuses, fusils, revolvers, grenades à main, artillerie, etc.). À cause de sa mobilité, elle peut combattre non seulement dans les rues, mais dans les cours à l'intérieur des bâtiments et sur les toits.

Les côtés faibles de l'infanterie sont les suivants:

Ses armes ne peuvent être utilisées à l'intérieur des villes qu'à des distances relativement faibles;

Ses unités ont de la peine à se déployer dans les rues dès qu'elles sont un peu importantes (régiments, brigades, divisions); elle ne

combat en règle générale que par petits et moyens détachements (jusqu'au bataillon);

Dans les débuts du combat, les particularités de la ville sont peu connues au point de vue de leur utilisation pour les opérations (difficulté d'orientation);

Il y a toujours danger d'être attaqué à l'improviste par des insurgés couverts (caves, toits, cours, fenêtres, greniers);

Lorsque l'infanterie est à la caserne, principalement la nuit, les insurgés peuvent, avec une organisation convenable, l'attaquer à l'improviste (comme d'ailleurs toutes les troupes régulières), et la priver de toute possibilité de faire usage de ses armes;

L'infanterie (comme toute l'armée régulière) est principalement composée de paysans, d'ouvriers et, en général, d'éléments prolétariens (les armées mercenaires, en Chine, Allemagne, Bulgarie, etc., comprennent aussi des déclassés): objectivement cette masse *n'est nullement intéressée* à défendre les classes dominantes ni le régime bourgeois ou féodalo-bourgeois. En entrant en contact immédiat, pendant le combat, avec la population ouvrière des villes, l'infanterie ne peut s'empêcher de subir jusqu'à un certain point l'influence du prolétariat révolutionnaire. Si elles sont bien menées par le prolétariat révolutionnaire, la fraternisation et l'agitation peuvent démoraliser la troupe et la faire passer du côté des insurgés.

La nécessité d'opérer, dans le combat de rues, par petits groupes qui ne sont plus soumis directement au commandement réactionnaire, ainsi que le contact de ces groupes avec la population, font que certains soldats ou groupes de soldats cessent d'être sûrs. Avec un bon travail des insurgés, il est alors relativement facile de les faire passer du côté du peuple. *De là la nécessité pour les insurgés de mettre hors de combat le commandement* (bons tireurs, attaques hardies de petits groupes d'insurgés contre les états-majors ou contre tels ou tels officiers, etc.) et de faire une active agitation parmi les soldats dans tous les cas où la chose est possible.

Artillerie. L'artillerie, principalement les mortiers et les lance-mines (à grande trajectoire), sont une arme puissante entre les mains de l'ennemi.

L'emploi de l'artillerie lourde (152 centimètres et au-dessus) ainsi que de l'artillerie légère (à trajectoire rasante) est limité dans le combat de rues. Néanmoins dans le tir direct elle peut souvent être utilisée avec grand succès.

L'objectif essentiel de l'artillerie dans le combat de rues est la destruction des divers obstacles (barricades) ou bâtiments occupés par les insurgés. Par son tir, elle obtient un grand effet moral, exerçant une influence déprimante sur la population et souvent aussi sur les combattants, quand ils sont mal instruits et ne connaissent pas les propriétés de l'artillerie et les moyens de se couvrir contre son feu et de la combattre. Le dommage matériel, pour des insurgés sachant se couvrir, est d'ordinaire insignifiant. C'est là une vérité qu'il importe de faire pénétrer dans la conscience des détachements insurrectionnels, lors de leur préparation, afin de neutraliser l'effet moral défavorable exercé par l'artillerie ennemie pendant le mouvement.

Les possibilités de désorganisation et de démoralisation des unités d'artillerie par les insurgés (au moyen d'attaques brusques) sont exactement les mêmes que pour l'infanterie et en général pour toutes les armes de l'armée moderne.

Autos blindées. Les autos blindées et les tanks armés de mitrailleuses et d'artillerie légère sont de puissants engins pour le combat de rues et peuvent jouer un grand rôle dans sa conduite. Possédant une cuirasse défendant leur équipage et leur armement contre les balles des fusils et des mitrailleuses ordinaires, ils peuvent manœuvrer rapidement au cours du combat de rues. Les insurgés ne peuvent pas avoir l'arme spéciale à opposer aux tanks, sauf de rares exceptions. En outre, les tanks peuvent détruire et renverser dans leur marche en avant les barricades élevées en hâte. Par suite, les autos blindées et les tanks dont dispose toute armée moderne, si les insurgés ne prennent pas les mesures convenables, peuvent pénétrer impunément dans leur dispositif et leur causer de

grosses pertes en jetant parmi eux la panique et en multipliant par leur feu les dommages matériels.

Pour résister aux tanks et aux autos blindées, les insurgés ont à leur disposition les moyens suivants: l'artillerie, s'ils en possèdent; les grenades à main et les bombes à grande puissance explosive jetées par paquets de 5 ou 6 sous les tanks et les autos blindées; les fossés larges et profonds creusés en travers des rues (selon le type de tanks, la largeur doit être de 1 m 50 à 3 mètres, la profondeur de 1 m 50 à 2 mètres).

L'expérience de la lutte des insurgés de Hambourg contre les autos blindées (isolement des autos à l'aide de barricades, etc.) fournit un excellent exemple de bonne défense contre ces engins.

Cavalerie. La cavalerie est l'arme la plus vulnérable à l'intérieur d'une ville, car elle ne peut se déplacer que dans les rues et offre un but de grande superficie. Aussi, son rôle dans les combats de rues est-il insignifiant. Elle est d'ordinaire utilisée contre les masses sans armes ou pour surveiller des quartiers encore non occupés par les insurgés, pour isoler les quartiers insurgés, pour faire le service de liaison. La cavalerie pied peut combattre dans les rues à peu près de la même façon que l'infanterie. *Aviation.* L'aviation peut être utilisée dans le combat de rues pour les reconnaissances (en usant également de la photographie) et pour opérer des attaques aériennes par bombardement et feu de mitrailleuses. Si cependant les insurgés appliquent les moyens les plus élémentaires de camouflage (simple adaptation à la localité), la reconnaissance aérienne ne peut donner de résultats importants. Le dommage moral et matériel causé par une attaque aérienne ne peut être grave que si les insurgés, disposés par grandes masses, ne prennent pas les mesures convenables de camouflage et de protection. Les avions peuvent être employés avec grand succès pour disperser les meetings en plein air et les manifestations, pour reconnaître la disposition des barricades (photographie aérienne).

Moyens chimiques. Les moyens chimiques n'ont pas encore été employés dans la lutte contre le prolétariat insurgé. Il faut cependant compter avec *la possibilité très réelle* que, dans les

insurrections futures d'Occident, ils soient employés par les classes dirigeantes, malgré certains effets négatifs pour ceux-là mêmes qui les emploieront (empoisonnement de toute la population, enfants, femmes, vieillards, d'où irritation des masses contre l'ancien régime).

La meilleure défense contre les armes chimiques est *l'enlèvement par les insurgés des appareils correspondants* (ballons de gaz, engins, etc.) et la destruction (anéantissement physique) du personnel. S'il y a moyen de prendre et d'employer des appareils protecteurs, il faut naturellement en profiter.

Flotte maritime et fluviale

La puissance de la flotte de guerre consiste dans son armement, dans ses canons. L'emploi de l'artillerie lourde de marine est exclu dans les combats de rues. L'artillerie de la flotte ne peut être utilisée que pour tirer sur certains bâtiments ou quartiers (bombardement par le croiseur *Aurore* du Palais d'Hiver pendant les journées d'Octobre 1917) et sur les ports. On peut en dire autant de la flottille fluviale. Cependant, les équipages de la flotte, s'ils sont politiquement sûrs pour le gouvernement, peuvent être utilisés comme force d'infanterie, sous forme de petits détachements, dans les ports (tentatives d'utilisation de l'équipage du croiseur *Hambourg* pendant l'insurrection de Hambourg en 1923).

Police et gendarmerie

La destination essentielle de la police et de la gendarmerie est de réprimer les «désordres intérieurs». Leur armement varie d'un pays à l'autre. En Chine, par exemple, et dans d'autres pays, la police ne constitue pas une forme sérieuse en face des insurgés. Les insurrections de Changhai, Canton et autres villes ont montré que les insurgés ont pu très rapidement et relativement à peu de frais la mettre hors de cause. De même dans la révolution d'Octobre en Russie. En Chine et en Russie, la police n'était en réalité qu'un dépôt d'armes, qui tombèrent ensuite entre les mains des insurgés.

La faible valeur combative de la police chinoise s'explique par son mauvais armement (revolvers, relativement peu de fusils, pas de mitrailleuses ni d'autos blindées), par sa mauvaise préparation

militaire, par son cantonnement en dehors des casernes, par son absence d'organisation militaire et sa situation matérielle misérable. Tout cela, joint à son contact permanent avec la population (influence de la population révolutionnaire sur la police), réduisit extraordinairement sa valeur combative.

Néanmoins dans certains pays, l'Allemagne par exemple et quelques autres, la police et la gendarmerie se distinguent peu, par leurs qualités militaires, de l'armée régulière. Elles sont admirablement armées (revolvers, fusils, mitrailleuses, autos blindées), bien instruites militairement, pourvues d'un excellent commandement, tactiquement préparé et politiquement dévoué au régime existant. La police allemande est organisée sur un type semi-militaire (sections, compagnies, etc.) et casernée. Elle se recrute principalement parmi les sous-officiers et les soldats de l'ancienne armée impérialiste, c'est-à-dire parmi des gens connaissant fort bien l'art militaire et suffisamment sûrs politiquement. Son contact étroit (comme celui de toute autre police) avec la population affaiblit jusqu'à un certain point sa valeur de combat; néanmoins les insurrections de 1919-1923 ont montré qu'elle constitue une force assez sérieuse que le prolétariat allemand ne doit en aucun cas négliger. Une partie de la police allemande, même si le PC se livre à un travail politique intense parmi elle pour l'arracher à l'influence des officiers contre-révolutionnaires, se battra activement contre les insurgés en temps de révolution, du moins dans la première période du mouvement.

Il est inutile de caractériser les polices des divers pays. Nous nous arrêtons seulement sur la plus faible, la police chinoise, et la plus forte militairement, la police allemande. On peut, avec tel ou tel correctif, assimiler à l'une ou à l'autre les polices ou les gendarmeries de tous les pays.

La police et la gendarmerie, de par leur caractère, sont à la différence de l'armée régulière, *bien familiarisées avec la ville*.

Le commandement de la police et de la gendarmerie allemande, depuis les insurrections d'Allemagne et des autres pays, reçoit une instruction spéciale sur les procédés et la tactique du combat contre

les insurgés. À cet effet, il existe des règlements et des manuels spéciaux où on étudie l'histoire et la tactique de la lutte contre le prolétariat. Citons du colonel de police Hartenstein: *Der Kampfeinsatz der Schutzpolizei bei inneren Unruhen*, 1926, et des capitaines de police et de gendarmerie B. Elster et H. Vilski: *Polizei Taktik*, 1928.

Organisations militaires volontaires des classes dominantes

Il n'y a actuellement presque pas de pays en Europe où n'existent diverses organisations militaires et fascistes sous le nom de Sociétés de tir, Ligues et Corps de défense, Sociétés d'anciens combattants, Organisations de jeunesse, Ligues purement fascistes, etc. Fait caractéristique, la social-démocratie prend une part active à leur formation et à leur développement (Ligue du drapeau national, en Allemagne). Dans certains pays, comme l'Allemagne, la Pologne, la Finlande, la Lettonie, etc. ces organisations groupent beaucoup plus de membres que l'armée régulière n'a de soldats.

La destination essentielle de ces diverses organisations, comme il a été dit plus haut, est la défense du régime existant.

En période de secousses révolutionnaires, ces organisations ne peuvent pas rester étrangères à l'influence de la situation, grâce à la présence dans leur sein d'une forte proportion d'éléments prolétariens et semi-prolétariens. Néanmoins, certaines unités et groupes combattront activement le prolétariat révolutionnaire. La chose ne fait aucun doute. L'autorité les emploiera différemment. Sous forme de détachements armés indépendants, subordonnés à la police et au commandement militaire, une partie sera versée dans la police pour certains services dans les quartiers d'importance secondaire; une autre, comme on l'a vu en Allemagne en 1923, entrera dans l'armée régulière.

Les qualités combatives de ces formations irrégulières ne sont *pas très hautes*. Mais comme, au cours des opérations, elles auront une direction militairement assez compétente en la personne d'officiers de réserve ou même d'officiers de l'active, comme elles posséderont des armes modernes (fusils, mitrailleuses, etc.), elles

peuvent jouer et joueront aux côtés de l'armée un rôle auxiliaire important. Par suite, le prolétariat révolutionnaire dans sa lutte pour le pouvoir est obligé de compter avec elles.

Forces armées du prolétariat

Le point le plus faible du prolétariat insurgé est le manque d'armes au début des opérations. Rares sont les cas où l'organisation militaire aura pu avant l'insurrection accumuler des réserves suffisantes. L'expérience des insurrections passées montre que l'organisation militaire du prolétariat est souvent incapable, à cause du régime terroriste et de l'absence de ressources pour en acheter, de se procurer avant l'insurrection la quantité nécessaire d'armes et de munitions (Hambourg, Changhai, Reval, etc.), sans parler d'armer les masses prolétariennes. Les armes sont d'ordinaire acquises au cours de l'insurrection.

Un autre côté faible du prolétariat est que les insurgés, pour la plupart, sauf de rares exceptions (quand, par exemple, la prise du pouvoir se produit en temps de guerre ou immédiatement après une guerre et que le prolétariat a ainsi la possibilité d'apprendre le maniement des armes à l'armée), ne savent pas assez se servir des armes, en particulier des mitrailleuses et de l'artillerie. On l'a vu surtout dans l'insurrection de Canton (sur 30 canons enlevés, il n'en a été utilisé, et très faiblement, que 5) et dans celle de Reval. Les insurgés de Reval, comme il a été dit plus haut, n'ont pas su se servir des trois mitrailleuses Thomson qu'ils avaient entre leurs mains, faute d'avoir appris à les utiliser.

Les insurgés sont en général mal préparés militairement. La chose s'explique surtout par des causes objectives (absence d'armes, terreur, etc.). Néanmoins la plupart des partis communistes attachent trop peu d'attention à l'instruction militaire des ouvriers. Le prolétariat manque pour son organisation de combat de personnel tactiquement préparé (exemple: à Reval, les opérations du détachement qui s'empara du groupe d'aviation, de celui qui devait libérer les prisonniers, etc.).

Les insurgés sont pour la plupart très impressionnables: de petits échecs temporaires exercent fréquemment sur eux une influence désastreuse, leur moral et leur valeur combative tombent subitement. Au contraire, le succès relève extraordinairement leur courage et leur donne une impulsion nouvelle pour des opérations hardies. Aussi, la poursuite permanente de succès, même peu considérables, est-elle une nécessité impérieuse en temps d'insurrection. Cela se rapporte tout particulièrement à la première période du soulèvement.

D'autre part, les forces armées du prolétariat (organisation de combat) *possèdent des qualités combatives extrêmement considérables et précieuses* qui leur donnent de grands avantages sur les forces armées de la bourgeoisie. Ce sont: leur conscience d'elles-mêmes, l'intérêt vital qu'elles ont à la victoire de l'insurrection, leur liaison permanente avec les masses laborieuses qui les soutiennent, l'idée que le chaos règne dans les classes dominantes, que le gouvernement est empêtré dans des contradictions insolubles, que le seul moyen de sortir du chaos et d'améliorer la condition matérielle et culturelle misérable des travailleurs est une lutte implacable contre les exploiteurs pour instaurer finalement, à l'exemple de l'Union des Soviets, la dictature du prolétariat. De là des *conditions favorables* au déploiement par chaque combattant du maximum d'initiative, de là l'enthousiasme au combat, la disposition au sacrifice, la possibilité d'ordonner des attaques hardies contre l'ennemi, de mener la lutte de rues soit par gros détachements (100-300-500 hommes), soit par tout petits groupes.

Les insurgés, habitant en permanence la ville, la connaissent admirablement, savent s'orienter, savent les conditions d'existence, etc. Grâce à tout cela, ils ont tous les moyens de s'assurer les avantages d'une attaque subite, d'apparaître à l'improviste là où l'ennemi les attend le moins, d'exécuter des raids heureux à la faveur des ténèbres et, en cas d'échec, de disparaître sans être vus pour entreprendre une nouvelle opération dans un autre quartier avec de nouveaux objectifs.

Tout cela à la fois, plus la lutte révolutionnaire des masses, qui, dès avant l'engagement des opérations par l'organisation de combat du prolétariat et pendant l'insurrection elle-même, ont par leur activité grandissante ébranlé et désorganisé le pouvoir gouvernemental, plus l'arrivée constante (grâce à l'enthousiasme réel des travailleurs) de nouveaux ouvriers prêts à combattre et d'unités de l'armée passant dans le camp de la révolution, *compensent jusqu'à un certain point* les défauts de caractère technique ou tactique dont il a été parlé plus haut et garantissent le succès des opérations.

Pour résumer ce qui a été dit des forces armées des classes dirigeantes et du prolétariat, il faut établir la conclusion suivante, qui servira de règle dans l'établissement du plan d'insurrection.

Les troupes de l'armée régulière sont une sérieuse force militaire non seulement en rase campagne, mais encore dans le combat de rues. S'il n'y a pas au moins quelque unité qui sympathise avec la révolution, si les insurgés ne réussissent pas à amener à eux telle ou telle unité de l'armée, *l'insurrection est vouée à l'échec*. Pour s'assurer le succès, le prolétariat doit, dès avant son entrée en action, mener une lutte acharnée pour la conquête de l'armée, pour amener l'armée dans les rangs du prolétariat révolutionnaire ou du moins pour la neutraliser. À cette tâche le Parti et tout le prolétariat qui le suit doivent accorder le maximum d'attention.

Il faut songer que l'insurrection au sens large du mot ne commence pas avec l'entrée en action de l'organisation de combat, elle commence en réalité plusieurs jours ou plusieurs semaines avant l'engagement de la lutte armée, au moment où la date du soulèvement est déjà fixée et où le Parti mène (doit mener) son travail pour la conquête des troupes, l'armement du prolétariat, la mobilisation d'éléments prolétariens et semi-prolétariens toujours nouveaux pour la bataille décisive; où les masses enfin, de leur propre initiative, entrent en lutte contre les forces gouvernementales. Dans cette période, qui commence avant le combat général, dans cette période de préparation à l'assaut, le Parti doit fixer son attention sur la démoralisation et la conquête politique de l'armée. Il faut désigner pour l'agitation dans l'armée

les meilleurs militants, organiser la fraternisation des ouvriers avec les soldats, répartir les publications du Parti, renforcer les cellules communistes dans les unités et leur donner des instructions régulières, travailler individuellement chaque homme, etc.

Ce travail ne doit aucunement être interrompu pendant l'insurrection elle-même; il doit au contraire être renforcé, malgré les sacrifices et les insuccès possibles.

Les troupes de mentalité contre-révolutionnaire sont à désarmer *par une attaque brusque de détachements ouvriers armés,* au moment où elles ne sont pas encore prêtes au combat et ne peuvent pas utiliser toute la puissance de leur armement.

Dans les unités où il existe une cellule communiste un peu forte, ayant de l'influence sur une partie des soldats, il faut organiser l'insurrection pour supprimer le commandement réactionnaire et pouvoir ensuite utiliser les soldats contre les autres unités non démoralisées. Il est bon de verser dans les troupes passées du côté de la révolution, ou dans les différents groupes de soldats, un certain nombre d'ouvriers. En général, il est utile au cours du combat de rues de renforcer les unités militaires acquises à la révolution par des détachements de gardes rouges.

Au cas où l'attaque brusque n'est pas couronnée de succès, il faut cerner les troupes dans leurs casernes et les empêcher d'approcher de la ville. Dans ce cas, il faut utiliser les barricades, organiser le siège des casernes et des cantonnements, en attendant que dans les autres quartiers les insurgés aient mis sur pied des forces armées à eux, renforcé les positions conquises, organisé leurs forces pour attaquer l'ennemi bloqué. Pendant le siège, il faut s'efforcer de priver l'adversaire de toutes relations avec le monde extérieur, les unités voisines et les états-majors, le priver d'eau et de lumière, le harceler physiquement et moralement en multipliant les attaques hardies et subites, en répandant des bruits alarmants pour lui, etc.

Si les troupes régulières sont entrées dans la ville pour combattre l'insurrection, il faut appliquer la tactique des barricades, les retenir ainsi de front et organiser en même temps des attaques par-derrière, du haut des fenêtres et des toits des

maisons, afin de l'épuiser par des actions incessantes et hardies, organiser la fraternisation et l'agitation politique, démoraliser les soldats et obtenir qu'ils passent du côté de la révolution.

Les objectifs de combat pendant l'insurrection

Après que le pouvoir, dans la ville considérée, a été pris par les insurgés, le principal objectif de ces derniers sera naturellement celui qui entrave le plus la consolidation du pouvoir conquis et son extension sur de nouveaux terrains, c'est-à-dire: les unités de l'armée régulière et les divers détachements contre-révolutionnaires venant d'autres régions pour écraser l'insurrection, ou bien demeurés intacts et sortis provisoirement de la ville pendant le mouvement. Dans ce cas il est assez facile de déterminer la direction la plus favorable pour attaquer cet unique objectif: les forces armées contre-révolutionnaires. La nécessité de concentrer les ressources et les forces du nouveau pouvoir contre un ennemi qui n'est pas encore définitivement abattu est claire jusqu'à l'évidence.

Une question toute différente, beaucoup plus difficile à résoudre, est celle du choix des objectifs à attaquer et à enlever dans le premier moment de l'entrée en action de l'organisation de combat lors de l'insurrection dans une ville. Il se présente alors aux dirigeants de l'insurrection une multitude d'établissements qu'il est indispensable d'enlever pour obtenir la victoire définitive: établissements gouvernementaux (ministères, commissariats de police, administrations, etc.), établissements économiques (Chambres de commerce, banques, directions d'usines et des trusts, etc.), gares, télégraphes, états-majors et corps de troupes, dépôts d'armes, organisations fascistes, organes directeurs des partis hostiles à la révolution, rédactions de journaux et imprimeries, etc.

Naturellement, tous ces objectifs doivent être occupés et, soit détruits (police, partis et associations contre-révolutionnaires, etc.), soit utilisés par le prolétariat pour atteindre les buts qu'il se

propose. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais de savoir *l'ordre dans lequel* ils doivent être occupés. Quelle est la meilleure façon d'utiliser l'organisation de combat et les armes dont elle dispose? L'expérience montre qu'avant la prise du pouvoir, le prolétariat aura un besoin extrême d'armes. À Canton, par exemple, l'organisation de combat, comptant environ 2 000 hommes, n'avait que 200 bombes et 27 revolvers. L'organisation de combat de Changhai, avec 6 000 équipiers, ne pouvait en armer que 150. En Allemagne, en 1923, les centuries prolétariennes groupaient 250 000 ouvriers, et on n'avait d'armes que pour quelques milliers. Dans les futures insurrections, si elles n'ont pas lieu en pleine guerre (ce qui, pour différents pays, est vraisemblable et possible), la question des armes sera également une des plus graves: le prolétariat, sauf de rares exceptions, n'aura jamais la quantité voulue d'armes perfectionnées.

Par conséquent, vu le nombre extrêmement réduit des armes dont on dispose, *leur bonne utilisation est au premier moment de l'insurrection, un des problèmes essentiels de la tactique révolutionnaire*.

L'égale répartition des équipiers armés, le désir de s'emparer simultanément de tous les objectifs possibles, comme ce fut le cas à Reval, *entraînent fatalement* la défaite non seulement de certains détachements, mais de toute l'insurrection dans son ensemble. Avec cette égale répartition des forces et des armes, les gardes rouges réussiront à s'emparer d'objectifs secondaires, n'ayant pas d'influence directement décisive (ni pour l'adversaire, ni pour les insurgés) sur la marche générale de l'insurrection: gares, bâtiments gouvernementaux, entreprises municipales, centrales téléphoniques et télégraphiques, etc. Au contraire, dans la lutte pour les objectifs essentiels et décisifs (l'armée, les armes, la police, les chefs de la contre-révolution, etc.), les détachements prolétariens, à cause de leurs effectifs insuffisants (manque d'armes pour armer le nombre maximum d'ouvriers) échoueront, et les chances de victoire *diminueront sensiblement*. Voilà pourquoi le principe de la victoire partielle (être plus fort que l'ennemi au moment décisif et sur le point décisif) qui est un des

plus essentiels de la tactique des armées régulières, voit son importance *redoubler encore* dans l'insurrection.

La direction de l'insurrection doit déterminer entre tous les objectifs celui qui est le principal, celui dont l'occupation rompra l'équilibre des forces en faveur des insurgés, et concentrer en conséquence le maximum de forces et de moyens (armes) pour s'en emparer. Il ne faut pas craindre alors de négliger pour commencer certains objectifs ou quartiers secondaires, en se souvenant bien que, l'objectif essentiel une fois enlevé, il sera facile de venir à bout des objectifs secondaires.

Selon les circonstances, l'objectif essentiel sera différent. Dans l'ensemble ce seront: en premier lieu l'armée, en deuxième lieu la police (en l'absence d'armée ou bien si l'armée est passée avant l'insurrection du côté de la révolution), en troisième lieu les dépôts d'armes pour armer les ouvriers, en quatrième lieu la liquidation des chefs de la contre-révolution (gouvernement, états-majors, organes centraux des partis et associations, etc.).

Entre les objectifs énumérés, les dirigeants de l'insurrection doivent choisir le principal, en se guidant pour cela sur le rôle politique et militaire de chacun. Selon les circonstances et les forces des insurgés, le but principal peut être composé par tous ces objectifs ensemble ou par quelques-uns. Il faut ensuite répartir en conséquence les forces armées du prolétariat. Pour enlever tous les objectifs secondaires, il faut dans le premier moment de l'insurrection réserver le minimum de forces; si leur enlèvement ne contribue pas directement à la solution de la tâche principale, il faut les laisser provisoirement de côté. Il faut se souvenir que nombre d'objectifs pour l'enlèvement desquels on désigne parfois des équipiers pourvus d'armes (à Reval, 25 hommes armés ont été envoyés occuper les gares) *peuvent être fort bien enlevés par des détachements d'ouvriers munis simplement d'armes de rencontre* (barres de fer, haches, couteaux, revolvers, etc.), sous la direction d'un petit nombre de membres du Parti énergiques et expérimentés.

A l'égard des corps de troupe, plusieurs tâches peuvent se présenter aux insurgés: d'une part, l'organisation d'une rébellion dans l'unité elle-même (ou les unités), si le gros des soldats est sous l'influence des communistes de cette même unité; d'autre part, l'organisation d'une attaque brusquée pour supprimer le commandement et entraîner le gros des soldats, si on est certain qu'une partie d'entre eux pourrait marcher contre les insurgés. Dans les deux cas, il faut envoyer avec les détachements de la garde rouge quelques communistes expérimentés, suffisamment influents et connus des soldats.

Pour illustrer les considérations précédentes concernant le choix de l'objectif principal, empruntons quelques exemples à l'histoire des insurrections.

A Pétrograd, en 1917, le Comité militaire révolutionnaire choisit comme objectif principal d'attaque de la garde rouge et des unités révolutionnaires de la garnison, le gouvernement et les écoles militaires. Dans la situation donnée, c'était la solution la plus raisonnable, car une fois le gouvernement et les principaux généraux ou leaders des partis contre-révolutionnaires arrêtés, une fois les écoles de junkers, auxquelles s'était joint le bataillon contre-révolutionnaire de femmes, écrasées, la révolution pouvait être considérée comme terminée dans l'ensemble. C'est ce qui arriva en effet. Si la révolution a pu être accomplie aussi facilement dans la capitale de la Russie, c'est qu'au fond le pouvoir était passé entre les mains du prolétariat et de la garnison révolutionnaire, placés sous l'influence du Parti bolchévik, bien avant que le IIe congrès des Soviets eût proclamé déchu le gouvernement de Kérenski. L'entrée en action de la garde rouge et l'arrestation du gouvernement ne furent, si l'on peut dire, que la ratification du fait accompli. Plusieurs semaines déjà avant la révolution, le gouvernement de Kérenski ne pouvait plus s'appuyer sur la garnison de Pétrograd ni sur la flotte de la Baltique, à l'exception de quelques unités (junkers, bataillon de femmes, etc.), sans parler du prolétariat. Il est inutile de dire qu'une pareille situation ne s'était pas créée toute seule, mais dans une large mesure sous l'influence du travail

d'organisation et de l'agitation politique du Parti bolchévik, tant dans la classe ouvrière que parmi les soldats et les marins.

Au contraire, à Moscou, en 1917, l'objectif principal *pendant l'insurrection était la conquête de l'armée.* Pour des raisons particulières à cette ville (le Parti bolchévik était moins fort qu'à Pétrograd, centre de la révolution; la bourgeoisie, pour des raisons historiques, était plus forte), l'agitation dans l'armée n'avait pas atteint la même ampleur, la garde rouge était moins bien instruite et bien moins armée qu'à Pétrograd, et en général la préparation matérielle et politique du Parti et de la classe ouvrière avait été moins bien faite. Pour cette raison les combats durèrent huit jours dans les rues.

L'objectif principal de l'insurrection de Canton fut d'abord l'organisation de la rébellion du régiment d'élèves officiers. Dans les conditions données, comme le montre ce qui précède (voir chapitre V), ce choix était absolument juste et raisonnable. Avec le nombre très limité d'armes dont on disposait et la présence d'une forte cellule communiste dans ce régiment, il était impossible d'imaginer aucun objectif plus important que l'organisation de la rébellion du régiment d'élèves officiers et le désarmement des régiments d'artillerie et d'infanterie, ainsi que d'un bataillon d'infanterie cantonné près de là, et qui étaient déjà hésitants. Mais les dirigeants de l'insurrection, après avoir justement choisi l'objectif principal pour le début, commirent une grande erreur en laissant intacts les dépôts d'armes: c'était là, après l'organisation du soulèvement dans le régiment en question et le désarmement des unités mentionnées, un objectif incontestablement beaucoup plus important que la lutte prolongée qui fut engagée contre les états-majors des 2e et 12e divisions et du 4e corps.

Hambourg, l'objectif principal et primitif des insurgés fut la conquête des armes pour l'organisation de combat elle-même et pour l'armement des masses ouvrières. Il ne pouvait être résolu, dans les conditions données, que par le désarmement de la police, ce qui fut fait.

Reval, comme nous l'avons vu d'après le plan d'insurrection, on ne voit pas d'objectif principal sur lequel les insurgés aient concentré le gros de leurs forces. Presque tous les objectifs semblent avoir eu pour eux la même importance. Pour l'occupation d'un grand nombre de points, ils ont envoyé le même nombre de petits groupes d'insurgés. Or, avec un nombre aussi limité d'hommes et de moyens, il aurait été infiniment plus raisonnable de concentrer le gros (la presque totalité) des forces soit sur l'enlèvement de l'école d'officiers, soit sur l'entraînement du côté de la révolution du 3e bataillon du 10e régiment. L'objectif essentiel étant obtenu, on pouvait ensuite disposer de ses forces pour ceux qui suivaient dans l'ordre d'importance.

Le respect du principe de la victoire partielle est indispensable pour la répartition des forces au début de l'insurrection, il ne l'est pas moins pendant toute la période de lutte. La non-observation de cette règle essentielle de l'art militaire ne permet pas aux insurgés d'obtenir une rupture rapide de l'équilibre des forces à leur profit, et par suite entraîne en fin de compte l'écrasement du mouvement. Il faut, aussitôt après avoir résolu le problème posé, tourner le gros de ses forces vers la solution du problème venant après en importance, en liquidant en passant les groupes ennemis isolés et en s'emparant des divers objectifs qui peuvent faire obstacle à l'obtention du but principal. Bien plus, ce même principe de l'art militaire doit être observé par chaque commandant de détachement au moment où il répartit ses forces pour exécuter la mission particulière qui lui a été donnée.

Il a déjà été dit plus haut qu'un des premiers objectifs de l'insurrection, dont l'obtention assure immédiatement de gros avantages aux insurgés, peut être la liquidation des chefs de la contre-révolution: occupation des états-majors, capture des hauts fonctionnaires (ministres, chefs de la police, etc.), mise hors d'action des commandants réactionnaires, des leaders des partis hostiles, etc. Cet objectif se présentera fréquemment dès le premier moment de l'insurrection, comme il est arrivé à Pétrograd en 1917, et dominera tous les autres. Néanmoins, l'expérience des révolutions nous oblige à souligner que cet objectif ne doit pas être

perdu de vue lors de la préparation du mouvement et de l'établissement du plan d'action, même dans le cas où les insurgés devront d'abord consacrer le gros de leurs forces à d'autres objectifs dont l'importance sera prédominante (organisation de la rébellion dans les corps de troupe, désarmement des unités contre-révolutionnaires, enlèvement des armes, etc.). La liquidation des autorités supérieures et des défenseurs actifs de l'ancien gouvernement au cours de l'insurrection a une importance de premier ordre. Malgré cela, certains camarades s'occupant spécialement de la tactique du combat de rues en période d'insurrection estiment que la liquidation des chefs de la contre-révolution et l'organisation de diversions de ce genre sont choses qui n'ont pas grand intérêt. Ainsi, Anoulov écrit dans le recueil *Le Combat de rues:*

En ce qui concerne les actes terroristes, ils ne peuvent pas donner de grands résultats dans les combats de rues, car chaque individu dans ces conditions joue un rôle absolument insignifiant.[84]

Plus loin, en critiquant le règlement sur le service en campagne de l'Armée rouge, d'après lequel *«la personne du commandant auquel est confiée une troupe a une importance de premier ordre pour la répression de l'insurrection»*[85], Anoulov insiste: «quant aux actes terroristes, leur importance dans la lutte de masses organisées est infime».[86]

Il est impossible d'accepter cette affirmation, car elle est absolument inexacte, antiléniniste. Anoulov confond deux notions différentes de la terreur individuelle. Il prend le jugement porté par le marxisme sur la terreur individuelle en période «pacifique» non révolutionnaire, et le transporte à la lutte de masses du prolétariat pour le pouvoir. Or, l'attitude du marxiste dans ces deux cas doit être différente. En niant la terreur individuelle, qui, pour les

---

[84] ANOULOV: *Esquisse de la tactique du combat de rues*, dans le recueil *Le Combat de rues*, p. 77, Moscou, 1924.

[85] *Règlement sur le service en campagne de l'Armée Rouge*, §10, p. 10.

[86] ANOULOV, *Ibidem*, p. 88.

populistes, était une panacée contre le mal social en général, le marxisme admet la terreur en période révolutionnaire, pendant la lutte immédiate du prolétariat pour le pouvoir.

Voici ce qu'écrivait Lénine à ce sujet dans son article de 1906 «Les leçons de l'insurrection de Moscou»:

Nous ne devons pas prêcher la passivité, ni l'attente pure et simple du moment où les troupes passeront à nous: nous devons répéter à tue-tête la nécessité d'une attaque audacieuse et d'une attaque les armes à la main, *la nécessité d'exterminer en même temps le commandement* et de combattre aussi énergiquement que possible pour conquérir la troupe hésitante.[87]

D'ailleurs Anoulov se contredit lui-même. Citant un passage de la *Rote Fahne* sur l'immense mouvement des masses et l'ardeur combative de ces masses pendant l'insurrection des spartakistes en janvier 1919 à Berlin, et sur l'inaction et la passivité des dirigeants qui «siégeaient et conféraient» au moment où 200 000 ouvriers attendaient désespérément des directives et des ordres d'action, il en tire la conclusion suivante:

Un exemple classique de défaite causée par la passivité et le manque de décision des masses soulevées et surtout de leurs dirigeants est fourni par l'insurrection des spartakistes en janvier 1919 à Berlin.[88]

Les masses ont été défaites à cause de la passivité des chefs. C'est donc que le rôle des dirigeants dans l'insurrection est immense.

Dans toutes les insurrections où les insurgés n'ont pas su, ou n'ont pas suffisamment su, liquider à temps les chefs de la contre-révolution, ils ont été défaits ou bien obligés de combattre dans des conditions infiniment plus difficiles que s'ils avaient supprimé en temps voulu les dirigeants ennemis. Des insurrections comme celle de Hambourg *et l'exemple cité plus haut par la Rote Fahne,* où la direction a manqué, où les masses ont été livrées à elles-mêmes,

---

[87] LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. X.
[88] ANOULOV: *Le Combat de rues*, p. 83.

sont vouées à l'échec. Les insurrections victorieuses sont celles où, outre les autres facteurs nécessaires au succès, il se trouve une direction ferme et expérimentée et où, par contre, le prolétariat insurgé a assez tôt «coupé la tête» de la contre-révolution. Cette tête peut être coupée au moyen de diversions soigneusement préparées, et entre autres d'actes terroristes (suppression ou arrestation).

C'est là un principe indiscutable. Il faut l'appliquer partout où l'occasion se présente, soit à l'égard des dirigeants politiques, des chefs de l'armée et de la police, soit à l'égard des commandants des unités plus ou moins importantes de l'ennemi dans le combat de rues. Le règlement sur le service en campagne de l'Armée rouge a de même absolument raison d'accorder une grosse importance à la personne du chef auquel est confié le commandement des troupes.

Il faut se souvenir que l'obtention de cet objectif, la suppression des autorités ennemies ou, tout au moins, d'une partie des individus qui, par leur poste et leur situation sociale, peuvent avoir une influence directe et active pour entraver l'insurrection à ses débuts, ne demande d'ordinaire qu'un petit nombre d'équipiers. Si leur résidence a été soigneusement reconnue d'avance, il suffira, pour les enlever chez eux et en général là où ils se trouvent, de petits groupes isolés d'équipiers soigneusement instruits en général et spécialement pour cette mission. Il faut donc s'efforcer, en organisant l'insurrection, de poser toujours et dans tous les cas le problème de la liquidation des autorités ennemies, et résoudre ce problème dès le début de l'offensive générale du prolétariat (dès le premier moment de son entrée en action), sinon complètement, du moins en partie. Si, dans l'insurrection de Canton, on avait désigné (ce qui était parfaitement possible) des groupes soigneusement préparés pour supprimer les chefs les plus marquants du Kuomintang et en général des réactionnaires, entre autres Tchang-Fa-Ku, cela n'aurait pas manqué d'exercer une grosse influence sur l'issue du combat. Comme nous le savons, les autorités contre-révolutionnaires de Canton, aussitôt après l'intervention du prolétariat, s'enfuirent à Hong-Kong et dans l'île de Honan auprès de Li-Fu-Lin, et de là dirigèrent la répression. Si les camarades

esthoniens avaient eu suffisamment de forces et avaient préparé d'avance des diversions pour l'enlèvement des hauts fonctionnaires les plus réactionnaires, si cette mission avait été exécutée même incomplètement, l'insurrection de Reval se serait déroulée dans des conditions sensiblement plus favorables. Il est vrai qu'avec le peu de forces des insurgés, ce problème ne pouvait être posé dès le premier moment de l'insurrection.

Parmi les objectifs essentiels, il faut citer aussi les moyens de liaison: téléphone, télégraphe, T.S.F. (que ce soient les stations urbaines ou du chemin de fer, des gares ou des corps de troupe). La direction du mouvement doit accorder beaucoup d'attention à l'occupation en temps utile et à la bonne utilisation de toutes ces installations. Si les forces manquent pour cela, il faut prendre des mesures pour les neutraliser de façon à ce que l'ennemi ne puisse pas s'en servir. Il est bien plus facile de désorganiser ces services que de les conquérir: il suffit pour cela de quelques individus qui couperont les fils des principales lignes téléphoniques et télégraphiques.

D'ordinaire, les insurgés consacrent, dès le début du mouvement, de grosses forces à l'occupation des diverses installations municipales: postes, gares, banques, etc. Ils affaiblissent ainsi les effectifs qui devaient être destinés à l'exécution des missions essentielles qui sont au premier instant les plus importantes. Il se produit une répartition défectueuse des forces. Des installations comme les gares, les bureaux de poste, les municipalités, etc. n'ont pas d'importance capitale pour l'insurrection. Il sera toujours facile de s'en emparer, et par contre difficile de les conserver si la force vive de l'ennemi n'est pas détruite. Aussi, l'occupation de ces établissements, lorsque les insurgés ne possèdent que des effectifs limités, doit être rejetée au second plan, ou du moins confiée à des détachements d'ouvriers non munis d'armes modernes.

Dans l'établissement du plan d'insurrection, il faut avoir en vue la libération des détenus politiques. C'est là un objectif qui, comme l'a montré l'expérience de Canton et de Reval, a également une

grosse importance. Cette libération doit être entreprise, si la moindre possibilité en est offerte, dès le début du mouvement.

La surprise et l'élément «temps» au début de l'insurrection

En passant en revue les objectifs de l'insurrection, nous avons toujours souligné le premier moment, les premières minutes de l'entrée en action de l'organisation de combat du prolétariat. Étant militairement beaucoup plus faible que l'ennemi, l'organisation de combat du prolétariat est obligée de compenser cette infériorité par son activité et par la brusquerie de ses opérations, de façon à s'emparer ainsi des armes qui lui manquent, à entraîner dans ses rangs de nouvelles forces armées (par exemple en suscitant des rébellions dans les corps de troupe, en armant avec les armes conquises de nouveaux détachements ouvriers) et à affaiblir par contre et désorganiser autant que possible l'ennemi. Pour tout cela, *le premier instant de l'insurrection joue un rôle décisif.* Du succès ou de l'échec des opérations de la première ou des deux premières heures dépendra en grande partie la suite du combat.

La surprise, dans la lutte pour le pouvoir dans une ville, a une importance colossale. Les insurgés, comme attaquants, doivent en profiter au maximum, et surtout *dans le premier moment de leur entrée en action,* afin de saisir l'ennemi à l'improviste, lorsqu'il n'a pas eu le temps de se préparer à la résistance. Le plus avantageux est d'exécuter ces attaques brusquées de nuit ou de bon matin, quand les troupes et la police (mobilisée, ou bien les corps permanents de police comme en Allemagne) dorment, quand il est surtout facile d'enlever les dépôts d'armes et de supprimer les chefs contre-révolutionnaires. Néanmoins, l'attaque brusquée doit être organisée de façon à assurer l'entrée en lice des masses ouvrières, le moment venu.

Dans la plupart des cas connus, l'élément «surprise» a été utilisé et, sauf de rares exceptions, ces attaques brusquées des insurgés ont toujours eu un grand succès. Le désarmement de 17 postes de

police et la prise dans chacun d'une trentaine de fusils ou de mitrailleuses par des détachements faiblement armés et numériquement insignifiants n'ont été rendus possibles à Hambourg, comme nous l'avons vu, que par des attaques brusquées. Si les insurgés de Reval ont échoué dans leur attaque brusquée de l'école d'élèves-officiers, le fait s'explique par l'absence de coordination et de simultanéité entre les deux groupes chargés d'attaquer l'étage inférieur et le second étage du bâtiment. Sans cette erreur, les 56 insurgés auraient certainement enlevé toute l'école et désarmé des junkers 8 fois plus nombreux. À Reval encore, les attaques de plusieurs autres objectifs ont eu plein succès grâce à la surprise.

Dans l'insurrection de Canton, la surprise a été largement mise à profit et a toujours donné des résultats favorables: désarmement de plusieurs régiments d'infanterie et d'artillerie et d'un bataillon d'infanterie, désarmement de corps de police, etc. Dans la troisième insurrection de Changhai (21 mars 1927), l'attaque brusquée de la police a été exécutée en plein jour et les insurgés ont eu plein succès.

Par contre, dans l'insurrection paysanne de Bulgarie en 1923, l'élément surprise a été rarement utilisé: les détachements paysans entraient isolément en action contre les troupes et la gendarmerie et finalement étaient écrasés.

Mais les opérations brusquées, outre l'audace et la décision qu'elles réclament des insurgés, ne peuvent réussir qu'en présence de certains facteurs:

Soigneuse reconnaissance des objectifs à enlever;

Établissement d'un plan très détaillé et parfaite *coordination (en ce qui concerne le temps et la répartition des missions)* entre les diverses unités ou individus prenant part à l'attaque;

Soutien du détachement ou des détachements au moment voulu par les masses ouvrières, de façon à développer le succès.

Le rôle de la reconnaissance dans l'insurrection armée est immense. Avant de dresser le plan d'action, il faut faire une

reconnaissance soignée et complète, et seulement d'après ses résultats répartir les forces disponibles entre les objectifs. Comme l'initiative appartient au prolétariat, comme le moment de l'entrée en action dépend de lui, comme enfin les objectifs dans une ville sont la plupart du temps fixes, il est assez facile d'exécuter en temps utile une reconnaissance complète et parfaite. Il peut naturellement se présenter des exceptions, des cas où le prolétariat, à cause de son degré de préparation ou pour toute autre circonstance, sera obligé d'attaquer à tel ou tel moment, mais ces cas ne seront jamais la règle. Il faut se souvenir aussi que, plus l'objectif est petit, plus la reconnaissance doit être minutieuse. La direction de l'insurrection dans une grande ville n'aura pas besoin, par exemple, de connaître la disposition des pièces de tel ou tel poste de police, les abords de tel ou tel commissariat, le degré de préparation tactique ou les qualités personnelles de tel ou tel commandant de la police ou des petites unités de l'armée; la situation des unités dans les casernes, le service de garde de ces dernières, l'emplacement des armes ordinaires des soldats, etc. Il lui suffira de données plus générales, comme: le degré d'influence exercé par les officiers sur les soldats, la mentalité des diverses unités, l'emplacement des magasins d'armes, les logements des plus hauts fonctionnaires et des leaders des partis contre-révolutionnaires, etc. Mais les dirigeants de l'insurrection dans tel ou tel quartier de cette ville et les chefs de chaque détachement de la garde rouge auront besoin, au contraire, de posséder des renseignements très détaillés sur l'adversaire et sur les lieux qui seront leur champ d'action.

Dans le combat de rues, la reconnaissance personnelle des chefs de détachements et des dirigeants de groupes appelés à exécuter telle ou telle mission indépendante joue un plus grand rôle que dans la guerre en rase campagne. Cette reconnaissance personnelle est d'ailleurs infiniment plus réalisable à l'intérieur d'une ville, avant le début de l'insurrection, qu'en campagne, ou bien pendant le cours même de l'insurrection. Aussi, outre les reconnaissances nécessaires sur l'ennemi, il faut que tous les dirigeants, depuis le haut jusqu'en bas, profitent de la moindre possibilité pour exécuter des reconnaissances personnelles sur les objectifs prévus.

Le désarmement des postes de police de Hambourg aurait été absolument impossible si les insurgés n'avaient pas exécuté d'avance une soigneuse reconnaissance des commissariats qu'ils avaient à attaquer, s'ils n'avaient pas étudié leurs abords, la disposition des pièces à l'intérieur, l'emplacement des armes et des sentinelles, etc. L'attaque brusquée de l'école d'élèves-officiers à Reval n'a été possible que parce que le chef du détachement et ses proches adjoints avaient systématiquement étudié, une semaine avant, les abords du bâtiment, la vie intérieure de ses habitants, la disposition de l'école et du casino des officiers. Il sera absolument impossible par exemple de supprimer à temps et convenablement les principales autorités de la contre-révolution, si les groupes chargés de cette mission ne disposent pas de données extrêmement précises sur la résidence des individus visés et sur les moyens de parvenir jusqu'à eux, ou bien s'ils ne disposent que de données générales: tel ou tel fonctionnaire habite telle rue, tel numéro, etc. En dehors de la rue et du numéro de la maison et de l'appartement, ces groupes devront connaître l'heure à laquelle le personnage rentre chez lui, la façon de pénétrer dans son appartement et, s'il n'y a pas moyen de le supprimer dans la rue, la façon dont son logis est gardé, etc. La libération du communiste allemand Braun (de la prison de Berlin en 1928) montre que des opérations de ce genre (après soigneuse reconnaissance et avec une bonne organisation) ne présentent aucune impossibilité et sont au contraire parfaitement réalisables.

Pour assurer le succès, outre les données fournies par la reconnaissance, les insurgés doivent avoir un *plan d'action détaillé et précisé jusque dans les moindres détails,* prévoyant l'exacte répartition des forces entre les missions particulières, les liaisons entre les divers groupes ou individus, le moment du début et de la fin de la concentration, la minute précise de l'attaque de tel objectif, etc. *L'élément «temps», dans les premières opérations brusquées* (et en général dans les opérations brusquées de n'importe quelle phase du combat), *joue un rôle considérable*. De là la nécessité pour les groupes d'insurgés d'observer scrupuleusement les temps prévus par le plan pour le début et pour les diverses étapes du combat: c'est là *une des exigences tactiques les plus essentielles*. La

moindre infraction à ce principe entraîne fréquemment l'échec de l'opération et la mort des insurgés eux-mêmes.

Quelques exemples:

L'attaque de l'école d'élèves-officiers de Reval a échoué parce que le groupe désigné pour enlever l'étage supérieur est arrivé avec un petit retard de 1 ou 2 minutes sur le groupe chargé de l'étage inférieur.

Hambourg, les dirigeants des groupes insurrectionnels ont attaché la plus grande importance à l'exacte observation des temps indiqués. Ainsi, le dirigeant de Barmbeck avait donné à ses subordonnés l'indication suivante: chaque groupe devra se concentrer à 4h55 précises au lieu fixé; ces lieux avaient été choisis de façon à ce qu'ils fussent distants du poste de police à attaquer de 5 minutes exactement. À 5 heures précises, devait commencer l'attaque des commissariats. Pour obtenir cette simultanéité, les montres des chefs de groupes avaient été vérifiées et mises à la même heure, immédiatement avant l'attaque.

Grâce à cette stricte détermination du temps, l'opération eut un brillant succès pour la plupart des groupes.

Ce qui précède concerne l'exécution des missions particulières pendant l'insurrection. Mais l'élément «temps» exerce également une grande influence sur le sort de l'insurrection dans une grande ville toute entière ou même dans un quartier, ou encore dans plusieurs villes. Il s'agit ici de la simultanéité d'action. La simultanéité est nécessaire dans une grande ville, elle l'est aussi dans toute une province (ou dans un pays tout entier, s'il n'est pas très étendu). Elle permet aux insurgés d'utiliser à la fois toutes leurs forces disponibles, d'entraver par-là la liberté d'action de l'ennemi et de l'empêcher de concentrer ses forces pour battre les insurgés en détail, les uns après les autres. Il faut toujours s'efforcer de commencer l'insurrection dans le plus grand nombre d'endroits à la fois et avec toutes les forces disponibles. Il est relativement facile au prolétariat, partie attaquante, d'engager les opérations à la fois dans tout un pays. Néanmoins, l'expérience montre qu'il n'a pas toujours su mettre à profit cet avantage.

Un camarade qui a étudié l'insurrection de Bulgarie de 1923 apprécie comme suit cet élément tactique de la simultanéité:

Pour l'enlèvement du chef-lieu de district Staraïa-Zagoram, on envoya quatre détachements paysans d'environ 10 000 hommes. Ils devaient occuper secrètement les issues de la ville afin d'engager simultanément l'attaque de tous les côtés (les forces gouvernementales étaient estimées à environ 1 500 hommes avec 30 mitrailleuses et 12 canons). Le signal de l'attaque devait être donné par un raid d'ouvriers, à l'intérieur de la ville, sur la prison, a l'aide de grenades. Ce raid fut exécuté à l'instant fixé, mais les détachements paysans n'avaient pas encore terminé leur concentration et, par suite, l'attaque simultanée n'eut pas lieu. L'adversaire put ainsi battre les insurgés les uns après les autres.

Le même camarade ajoute:

Pour enlever de nuit le chef-lieu de district Kazanlyk, on envoya différents détachements paysans de ce district formant au total plus de 1000 hommes. Les forces gouvernementales de la ville étaient d'environ 600 hommes avec 20 mitrailleuses. Le signal de l'attaque simultanée devait être donné par la cessation de l'éclairage électrique. Ce signal ne fut pas donné: de là la dispersion des opérations des insurgés.

L'expérience des deux premières insurrections de Changhai (23 octobre 1926 et 21 février 1927) montre qu'il est parfois impossible, pour des raisons purement matérielles, d'obtenir cette simultanéité. Ainsi, le 23 octobre, l'entrée en action de l'organisation de combat avait été fixée à 3 heures du matin, mais les opérations devaient être déclenchées par le signal donné d'une canonnière passée du côté des insurgés (un coup de canon). Ce signal lui-même dépendait d'une fusée qui devait partir du logement de Niou-Ioun-Tsian, représentant du gouvernement national. Mais le signal ne fut pas donné, parce que la canonnière ne remarqua pas la fusée.

Dans la deuxième insurrection, comme nous l'avons déjà vu, il se produisit un malentendu du même genre. Le bombardement de l'arsenal, qui devait servir de signal à toute l'insurrection, n'ayant

pas eu lieu, l'insurrection fut remise du 21 février au 22. Cette fois, la canonnière ouvrit le feu contre l'arsenal exactement à l'heure fixée (18 heures). L'insurrection se déclencha, mais seulement dans la partie sud de la ville. Les équipes de la partie nord (Tchapeï) n'avaient pas entendu les coups de canon, et pour cette raison ne prirent point part au mouvement.

La troisième insurrection de Changhai, comme on sait, commença exactement à l'heure fixée (13 heures), sans autre signal, et simultanément dans tous les quartiers.

On voit par là qu'il ne faut pas faire dépendre l'entrée en action de signaux auditifs, lumineux ou autres qui, pour telle ou telle raison matérielle et parfois accidentelle, peuvent ne pas être donnés ou, s'ils ont bien été donnés, ne pas être remarqués par les intéressés. *Le meilleur signal est le temps.* Il faut fixer le déclenchement des opérations *à une heure précise.* C'est là le meilleur moyen matériel de garantir la simultanéité.

En cas de détachements paysans, on peut et on doit également se régler sur le temps. Il faut seulement s'assurer au préalable que les détachements sont bien arrivés aux places d'armes désignées. À cet égard, l'expérience bulgare et celle de Canton (il devait arriver à Canton, pour le début de l'insurrection, un détachement de 1500 paysans, mais il n'en arriva que 500) sont concluantes.

La simultanéité est beaucoup plus difficile à obtenir sur un secteur plus étendu: un pays entier en Occident, une province ou un groupe de provinces en Chine ou ailleurs. Néanmoins, il faut y tendre autant que possible. Ce serait une erreur d'ordonner, comme en Allemagne, une insurrection dans une seule ville comme Hambourg, sans rien prévoir tout au moins dans les villes voisines et dans la zone environnante où les conditions n'étaient pas moins favorables.

Tout PC organisant et dirigeant des préparatifs d'insurrection doit savoir que, plus l'appareil gouvernemental est centralisé, plus les voies de communication et les procédés de liaison sont développés, plus grande sera l'importance de la simultanéité dans

l'attaque et plus la direction du mouvement devra s'efforcer de l'obtenir.

Les raids brusqués des insurgés contre les différents objectifs doivent être soutenus au moment voulu par les masses prolétariennes entrant dans la lutte active: dans le cas contraire, l'organisation de combat sera incapable de développer le succès initial, il se produira une rupture entre les opérations de cette organisation et le mouvement du gros du prolétariat. Vu le faible armement et l'effectif relativement réduit de l'organisation de combat (résultant lui-même de la limitation de l'armement), il faut que les détachements attaquants, aussitôt après les premiers succès, puissent être en mesure de distribuer les armes conquises aux ouvriers prêts au combat, et de développer immédiatement, grâce à cette augmentation de forces, le succès initial.

L'insurrection armée ne se borne pas aux opérations militaires de détachements même numériquement importants. Ces derniers, en présence d'une situation favorable

l'insurrection (voir les conditions indiquées par Lénine et les indications données par le programme de l'IC), doivent porter immédiatement un coup brusqué à l'adversaire; après quoi devront entrer dans la lutte armée de grosses masses de population prolétarienne. En ce sens, le mouvement de masses du prolétariat est en même temps la base sur laquelle doivent être exécutées les opérations de la garde rouge (organisation de combat), il sert à cette dernière de réserve immédiate. La direction de l'insurrection doit à tout prix obtenir que les masses soient entraînées au combat en même temps que l'organisation militaire entre en action. C'est là un des principes tactiques les plus essentiels dans l'insurrection armée. Il ne faut en aucun cas compter exclusivement sur l'initiative des masses révolutionnaires. Le Parti doit, aussitôt avant l'entrée en action de l'organisation de combat, prendre les mesures nécessaires pour garantir en temps voulu la participation des masses.

Bien des participants de l'insurrection de Reval ont indiqué qu'une des erreurs tactiques de leurs dirigeants a été de ne pas

prévoir de réserves. Cette accusation n'est pas fondée. Dans le cas de Reval, il était impossible d'avoir des réserves à cause de l'effectif extrêmement réduit des équipes. Mais ce n'est pas là la seule raison. Nous estimons qu'en général, au moment du premier coup brusqué (début de l'insurrection), on pourra très rarement avoir des réserves. Ce sera en tout cas l'exception. En règle générale, il n'est pas utile de prévoir des réserves dans la première phase de l'insurrection. Les insurgés doivent consacrer absolument toutes leurs forces disponibles pour porter à l'ennemi un premier coup brusqué. Le rôle des réserves pour développer le succès doit être joué par les ouvriers non armés qui, au cours de l'insurrection, se procureront des armes en désarmant l'ennemi et en s'emparant de ses dépôts d'armes. Les réserves seront nécessaires plus tard, en cas de prolongation du combat dans les rues ou d'opérations en rase campagne; mais mettre en réserve au début de l'insurrection des détachements armés ne peut qu'affaiblir les forces révolutionnaires. Les réserves doivent naître et grandir au cours même du combat, par l'adjonction de nouveaux détachements ouvriers. Si la chose est impossible, si la direction de l'insurrection n'est pas capable d'obtenir au cours du combat l'augmentation constante du noyau actif de ses forces, il ne saurait être question de remporter la victoire.

En outre, du point de vue tactique, désigner des réserves au début de l'insurrection n'a pas de sens. Si les attaques des différents objectifs sont conçues conformément au principe de la surprise (et ce sera le cas 95 fois sur 100), les opérations des insurgés dans cette période initiale ne peuvent naturellement avoir un caractère durable. Ce seront des coups de main de brève durée qui, dans la plupart des cas, se termineront ou bien par l'écrasement complet de l'ennemi, ou bien par l'échec. En cas de succès, le détachement attaquant devient disponible pour exécuter la mission venant ensuite, il devient en un certain sens une réserve, puisqu'il peut être transporté là où sa présence est le plus nécessaire au moment donné. Par exemple, le détachement qui s'était emparé du groupe d'aviation de Reval et se trouvait par suite détenteur de mitrailleuses et de fusils avec une certaine quantité de munitions, d'automobiles et d'autos camions, et qui s'était adjoint une

quarantaine d'hommes, était une espèce de réserve qu'on pouvait et devait employer à l'exécution de missions nouvelles.

Si, au contraire, le détachement opérant l'attaque brusquée échoue, aucune réserve ne rétablira la situation. Vu le caractère instantané de ces sortes d'opérations (organisées d'après le principe de la surprise, avec un minimum de forces) et l'absence dans cette période de l'insurrection de toute liaison technique entre la direction, à la disposition de qui doit se trouver la réserve, et les chefs des groupes de combat, la réserve ne pourrait guère arriver en temps utile.

L'activité et l'opiniâtreté dans le combat pendant l'insurrection

Souvenons-nous, écrivait Lénine fin août 1906, que le jour approche de la grande lutte de masse. Ce sera l'insurrection armée. Elle doit être, si possible, instantanée. Les masses doivent savoir qu'elles marchent à un combat sanglant et désespéré. Le mépris de la mort doit se répandre dans les masses et assurer la victoire. L'attaque doit être aussi énergique que possible. C'est l'offensive, et non la défensive, qui doit être le mot d'ordre des masses. L'extermination implacable des ennemis sera leur objectif. L'organisation du combat sera mobile et souple. Les éléments hésitants de la troupe seront entraînés dans la lutte active. Le parti du prolétariat conscient doit faire son devoir dans ce combat.[89]

Immédiatement à la veille de la révolution d'Octobre (le 9 octobre 1917), dans sa lettre «Conseils d'un absent», Lénine écrivait au sujet de l'activité nécessaire dans l'insurrection:

L'insurrection armée est une forme particulière de la lutte politique; elle obéit à des règles particulières qu'il importe de méditer profondément. Karl Marx a exprimé cette pensée avec un

---

[89] LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. X.

relief particulier, lorsqu'il a dit que, comme la guerre, *«l'insurrection armée est un art»*.

Les règles principales que Marx a données de cet art sont les suivantes:

Ne jamais jouer avec l'insurrection et, lorsqu'on la commence, être bien pénétré de l'idée qu'elle doit être menée *jusqu'au bout*;

Rassembler à l'endroit et au moment décisif *des forces de beaucoup supérieures* à celles de l'ennemi, faute de quoi ce dernier, mieux préparé et mieux organisé, anéantira les insurgés;

L'insurrection, une fois commencée, il importe d'agir avec la plus grande *décision* et de passer coûte que coûte à l'offensive. «La défensive est la mort de l'insurrection»;

S'efforcer de prendre l'ennemi au dépourvu et de profiter du moment où ses troupes sont dispersées;

Remporter *chaque jour* des succès, même peu considérables (on pourrait même dire : à «chaque heure», s'il s'agit d'une ville), afin de conserver à tout prix la *supériorité morale»*.

Marx a résumé les enseignements de toutes les révolutions sur l'insurrection armée, en citant le mot «du plus grand maître de tactique révolutionnaire que l'histoire connaisse, Danton: De l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace!»[90]

Après avoir exposé ces principes essentiels de tactique, Lénine en tire une conclusion pratique pour Pétrograd et donne au Parti toutes sortes de conseils sur les mesures militaires et politiques qu'il doit prendre pour s'emparer du pouvoir dans cette ville. Il attire en particulier son attention sur la nécessité de déployer le maximum de courage et de décision dans la lutte, la triple audace dont parle Danton.

L'expérience de toutes les révolutions a confirmé aussi catégoriquement que possible les principes tactiques de Marx et de Lénine. Il faut que les insurgés fassent preuve d'une audace

---

[90] LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXI, p. 389-390.

absolue, soient actifs jusqu'à la hardiesse, ne laissent pas échapper une seule occasion de porter un coup à l'ennemi; il faut que chaque détachement, chaque combattant isolé, après avoir exécuté la mission qui lui a été confiée, s'efforce de chercher l'ennemi et de l'achever tant qu'il n'est pas complètement anéanti; il faut tout cela, en même temps qu'une bonne organisation du mouvement, un choix heureux de l'instant où il est déclenché et une ferme direction entre les mains du PC et de son organisation de combat, pour que le succès soit possible.

Nous avons vu échouer précisément les insurrections (il ne s'agit pas de la victoire définitive de l'insurrection, mais de la bonne conduite de toute lutte armée du prolétariat, même dans des insurrections qui, comme celle de 1905 à Moscou, la Commune de Paris, les insurrections d'Allemagne en 1919, 20 et 21 et autres, pour toutes sortes de conditions défavorables, ne pouvaient réussir), dans lesquelles il n'a pas été déployé suffisamment d'activité, d'audace, de mépris de la mort et d'acharnement au combat, ou bien dans lesquelles toutes ces qualités n'ont été déployées qu'au début de la lutte, pour s'affaiblir dans la suite.

Dans le mouvement de mars de 1921 dans l'Allemagne centrale, les insurgés des usines *Leunawerk*, plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers (ce seul groupe d'usines en comptait alors environ 22000), avaient toutes les possibilités d'enlever les villes voisines, avant tout Mersebourg (à environ 4 kilomètres de *Leunawerk*), d'écraser l'appareil gouvernemental et les casernes de police, d'étendre le territoire de l'insurrection et de se joindre aux insurgés des autres régions (nord de la Saxe, etc.). Après avoir organisé 15 centuries prolétariennes et des forces auxiliaires (un détachement de sapeurs, un groupe cycliste, etc.) et s'être emparés de grosses réserves d'armes (nous n'avons pas de chiffres précis sur l'armement des insurgés, mais lors de l'occupation des usines Leunawerk par la Reichswehr et la police, on y trouva environ 800 fusils, 3 mitrailleuses et d'autres armes, donc les insurgés en possédaient beaucoup plus, puisqu'une grande partie fut cachée après l'insurrection), les insurgés ne s'en cantonnèrent pas moins dans leurs régions et restèrent inactifs jusqu'au moment où la

Reichswehr, avançant de trois côtés à la fois avec l'artillerie et la police, écrasa ce théâtre, le plus important de tous, de l'insurrection de mars. Les choses, dans toute l'Allemagne centrale, auraient pu tourner bien différemment si les ouvriers de *Leunawerk* avaient fait preuve de l'activité nécessaire en pareil cas.

Dans cette inertie de la *Leunawerk*, on ne saurait naturellement voir une absence d'activité de la part de ces milliers d'ouvriers qui avaient déjà fait preuve d'activité en se soulevant. Les coupables ici sont les dirigeants de l'insurrection, qui n'ont pas su donner aux masses des mots d'ordre et des directives pratiques. La faute retombe entièrement sur le comité révolutionnaire *(Aktionsausschuss)*, formé des représentants du PC unifié d'Allemagne et du PC ouvrier (parti d'extrême gauche, avec de fortes tendances anarchistes, aujourd'hui dégénéré et dénué de toute influence sur les masses[91]).

On pourrait trouver dans l'histoire de la lutte armée du prolétariat nombre d'exemples pour illustrer et confirmer les principes de Marx et de Lénine énoncés plus haut sur la nécessité de déployer le maximum d'activité dans l'insurrection. Nous en citerons seulement un, le plus frappant de tous, qui montre que le succès du prolétariat et la prise du pouvoir sont possibles même quand les ouvriers sont absolument désarmés, mais ont une inébranlable volonté de vaincre et manifestent le maximum d'activité. Il s'agit de l'insurrection de Cracovie du 6 novembre 1923.

Voici ce qu'écrit un communiste polonais qui a étudié cette insurrection:

Les événements de novembre et l'insurrection de Cracovie sont un exemple instructif de lutte de classe prolétarienne. Le 4 novembre, le gouvernement publia un ordre interdisant les réunions à ciel ouvert. Le 6 novembre, la foule se dirigea vers la Maison du peuple, située au centre de la ville. Les rues qui y

---

[91] Ces renseignements sont empruntés à un article anonyme du *Journal politique et militaire*, Publication Communiste d'Allemagne, 1923, no2.

conduisaient étaient barrées par de fortes unités de police. Derrière la police, une compagnie d'infanterie. La foule rompit le cordon de police et désarma les soldats. Les armes dont elle se servit, comme le reconnaît l'acte d'accusation, étaient des bâtons, des bouteilles et des trognons de choux! Maintenant, une partie des ouvriers possédait des armes. La plupart cependant continuaient à se battre avec des bâtons. Aucun coup de feu n'avait encore été tiré. Un renfort de police survenu alors forma le carré. La foule engagea bientôt le feu, la police fut obligée de reculer dans les ruelles, où elle fut également accueillie à coups de feu. Les policiers s'enfuyaient et se cachaient dans les maisons. À cet instant entre en jeu la cavalerie. L'un après l'autre, 4 escadrons, sous la protection d'un groupe de mitrailleurs et de 3 autos blindées se ruèrent au combat. Sous une pluie de balles, qui les accueillit du haut des fenêtres et du fond des abris, ils se trouvèrent dans l'impossibilité d'avancer et furent massacrés comme des lièvres. L'asphalte était couvert de chevaux, qui empêchaient ceux équipage venaient derrière d'avancer. Les autos blindées, leur équipage une fois hors de combat, cessèrent de fonctionner. L'une d'elles tomba entre les mains des insurgés. Après trois heures de combat, la classe ouvrière se trouva maîtresse de la ville. Au point de vue purement militaire, le prolétariat de Cracovie a remporté la victoire. Les autorités politiques et administratives avaient perdu la tête. Le commandant militaire de la ville avait pris la fuite.[92]

Les ouvriers de Cracovie, absolument dénués d'armes au début du combat, s'armèrent au cours de la lutte et défirent un demi-bataillon d'infanterie, un régiment de cavalerie soutenu par des autos blindées, et toute la police de la ville. Si l'insurrection fut ensuite écrasée, la cause en est dans la trahison du Parti socialiste de Pologne (P.P.S.) et dans le mauvais usage que le PC fit de la situation révolutionnaire à cet instant.

---

[92] *Idem*.

L'insurrection de Cracovie entre dans l'histoire de la lutte armée du prolétariat international comme un bel exemple de la lutte des masses pour le pouvoir.

«La défensive est la mort de l'insurrection» (Lénine). C'est une vérité incontestable. La victoire ne peut être obtenue que par l'offensive, par des opérations actives des insurgés. Même la défensive provisoire à laquelle on peut être obligé sur tel ou tel secteur doit porter un caractère actif. Ce n'est pas la défensive pour la défensive, mais pour reprendre bientôt des opérations actives et mettre l'ennemi hors de cause: telle est la devise des insurgés.

Si, sur tel ou tel point, un rapport des forces trop désavantageux oblige les insurgés à se retrancher provisoirement sur la défensive, ils doivent manifester le maximum d'opiniâtreté, retenir devant eux le plus grand nombre possible d'ennemis, leur infliger des pertes par leur feu et en même temps profiter de la moindre possibilité de contre-attaque, tout au moins en exécutant des attaques subites sur les flancs ou sur l'arrière de l'ennemi, en organisant des feux roulants subits, en harcelant l'adversaire, enfin en reprenant l'offensive générale pour le liquider définitivement.

Les insurgés réduits à la défensive, s'ils font preuve d'assez d'acharnement et utilisent convenablement les avantages de leur situation (maisons, fenêtres, greniers, toits, et en général tous les abris, y compris les barricades) peuvent infliger à l'ennemi de gros dommages matériels et moraux.

Trotski, dans son livre *1905*, raconte un épisode caractéristique de la défensive des insurgés de Moscou en décembre:

Un groupe de 13 hommes, installés dans une maison, soutint pendant 4 heures le feu de 500 à 600 soldats ayant à leur disposition 3 canons et 2 mitrailleuses. Après avoir tiré toutes leurs cartouches et causé à la troupe de gros dommages, les équipiers s'éloignèrent sans avoir reçu aucune blessure. Les soldats avaient démoli à coups de canon plusieurs pâtés de maisons, incendié plusieurs maisons de bois, exterminé nombre d'habitants, tout cela pour obliger à la retraite un groupe de révolutionnaires.

On pourrait trouver dans cette insurrection de Moscou nombre d'épisodes analogues.

Par contre, l'insurrection de Reval en 1924 fournit un exemple négatif à cet égard. Les insurgés, comme nous l'avons vu, ne montrèrent pas la moindre opiniâtreté. Dès les premiers échecs, ils se dispersèrent sans organiser la résistance. La chose s'explique, il est vrai, jusqu'à un certain point, parce que les insurgés ne se sentaient pas soutenus par les masses: de là leur démoralisation. L'insurrection n'avait pas été précédée de grandes interventions ouvrières, grèves, meetings, manifestations ou autres. Pendant l'insurrection elle-même, les masses n'avaient pas eu le temps d'entrer en lice, puisque le mouvement fut écrasé au bout de 3-4 heures. La chose aurait été possible si le gros des ouvriers avait su qu'une insurrection était projetée et s'y était préparé. Mais ce n'était pas le cas. L'insurrection fut inattendue même pour le prolétariat de Reval.

Le plan d'insurrection armée

La nécessité d'avoir un plan est évidente. Ne pas dresser de plan et compter uniquement sur l'improvisation, c'est renoncer volontairement à exercer aucune influence consciente et rationnelle sur la marche de l'insurrection.

Le plan doit être, dans ses grands traits, un plan stratégique général embrassant tout le pays. En conformité avec ce plan d'ensemble doivent être dressés des plans détaillés (plans tactiques) pour chaque ville ou chaque centre.

Le plan stratégique général doit prévoir *ceux* des centres ou des villes (la capitale, les grandes cités industrielles, telle ou telle province) qui ont, dans les conditions données, une importance décisive pour le mouvement projeté. Il doit étudier toutes les régions ou centres qui peuvent être des foyers d'insurrections révolutionnaires et d'où la révolution peut partir pour rayonner sur les autres régions. Il doit prévoir, au moins en gros, les relations mutuelles entre ces divers foyers révolutionnaires, soit au point de

vue du temps (date du déclenchement de l'insurrection) soit, dans la suite, au cours de l'insurrection, au point de vue du concours matériel et politique qu'ils peuvent se prêter et de la coordination des opérations. Le plan stratégique doit répondre à cette question: l'insurrection doit-elle nécessairement être précédée d'une grève générale, dont elle naîtra comme sa conséquence naturelle, ou bien la situation politique donnée permet-elle de déclencher l'insurrection sans grève générale (comme par exemple en Russie en octobre 1917)? En élaborant son plan, la direction de l'insurrection armée doit se demander si le mouvement doit être fixé à l'occasion de tel ou tel congrès d'organisations prolétariennes (syndicats, Soviets, comités d'usines), comme ce fut le cas à Pétrograd en 1917 (IIe congrès des Soviets) et en Allemagne en 1923 (congrès des comités d'usines de Chemnitz. Ce dernier, selon le plan du CC du PC, devait déclarer la grève générale, dont le début serait le signal de l'insurrection), c'est-à-dire d'un organisme politique proclamant l'impossibilité de laisser subsister l'ancien régime et se déclarant l'autorité suprême du nouveau régime révolutionnaire, ou bien s'il n'est pas plus raisonnable, dans les conditions données, d'organiser la prise du pouvoir et le renversement de l'ancien gouvernement par une action directe du prolétariat, lorsqu'il n'y a pas, dans les centres décisifs du pays, d'organisme prolétarien autorisé, capable de jouer le rôle d'autorité législative suprême de la révolution.

Enfin, le plan stratégique doit prévoir dans leurs grandes lignes les mesures à prendre par le Parti en cas d'intervention extérieure, ainsi que la formation d'une armée rouge régulière après la consolidation du pouvoir révolutionnaire dans telle ou telle région ou grande ville. Il va de soi que les dirigeants doivent également avoir en vue les grandes mesures politiques (nationalisation du sol et de la grande industrie, journée de travail, salaires, logements, etc.) que le nouveau pouvoir doit immédiatement décréter et mettre en pratique.

On comprend que le plan stratégique (les considérations essentielles de l'insurrection projetée) doit être établi, au moins dans ses grandes lignes, assez tôt avant l'insurrection. Plus tard, si

les circonstances se modifient, il sera approfondi et perfectionné. Conformément à ce plan, le Parti doit, en temps utile, prendre toutes sortes de mesures politiques ou d'organisation pour créer des conditions favorables à la révolution, avant tout dans les régions décisives.

Dans l'établissement du plan d'insurrection pour un centre, une ville et en général tout lieu habité, il faut bien se dire qu'il est impossible de prévoir toutes les circonstances changeantes des combats à venir, et par conséquent la conduite à tenir par les insurgés pendant toute la durée du mouvement. Le plan tactique d'une ville isolée doit être aussi détaillé que possible et ne prévoir que le premier moment de l'insurrection, les actions initiales, les premières missions à donner à chaque grande unité de la garde rouge. Pour la suite, la direction de l'insurrection pourra et devra en temps utile donner des indications d'ordre général, qui seront ensuite précisées selon les circonstances apparaissant au cours du mouvement dans la ville même et dans les régions voisines.

Le plan d'insurrection d'une ville doit indiquer:

L'appréciation des circonstances et du rapport des forces dans la ville même;

La date du déclenchement de l'insurrection;

Les principaux objectifs où les insurgés doivent absolument réussir et dont l'occupation doit exercer le maximum d'influence sur la marche du mouvement;

Les régions et objectifs secondaires, dont l'occupation viendra en second lieu (s'ils ne peuvent pas être occupés par une troupe d'ouvriers non armés);

La répartition des forces entre les divers objectifs, en réservant les effectifs maxima aux objectifs principaux;

Les missions approximatives que les détachements auront à accomplir après la bonne exécution de la première;

Des indications sur la conduite à suivre en cas d'échec de tel ou tel détachement;

Les mesures à prendre pour empêcher l'arrivée de troupes gouvernementales des autres villes ou régions (sabotage des voies de communication, opérations de partisans, etc., etc.);

Les mesures propres à entraîner dans la lutte armée le gros des ouvriers, et la distribution d'armes à ces derniers;

La suppression des chefs de la contre-révolution;

La formation d'unités régulières de l'armée rouge au cours du combat;

L'organisation de la liaison pendant l'insurrection;

L'emplacement du dirigeant militaire général et des autres dirigeants militaires et politiques, entre autres des membres du Comité révolutionnaire, au début de l'insurrection;

Les mesures politiques à prendre par le Comité révolutionnaire comme représentant et organisateur du nouveau régime.

Les données qui doivent être à la base du plan sont les suivantes:

La carte sociale de la ville, indiquant les quartiers favorables de par leur caractère social; le degré d'organisation et de disposition au combat des quartiers qui seront le foyer du mouvement, donneront le coup initial et ensuite alimenteront l'insurrection de forces nouvelles; les quartiers socialement ennemis, à détruire pendant l'insurrection;

Le dispositif détaillé et le degré de décomposition des troupes de la police et des associations militaires contre-révolutionnaires, si ces dernières sont sur le pied de guerre (mobilisées);

Les adresses des fonctionnaires, des leaders des partis et associations hostiles à la révolution, des commandants des troupes et de la police;

L'emplacement des dépôts d'armes et leur service de garde;

L'appréciation tactique de la ville, avec indication des endroits, bâtiments, groupes de bâtiments, etc., propres à l'offensive et à la défensive;

Les renseignements sur les garages des automobiles, camions, motocyclettes, etc. appartenant à l'État ou aux particuliers et qui seront à enlever;

L'utilisation, pendant l'insurrection, des voies de communication urbaines, du téléphone, etc.;

L'effectif et l'armement des forces révolutionnaires, l'appréciation tactique des divers dirigeants de la garde rouge;

Le plan d'insurrection, ou du moins ses divers éléments, doivent être établis de telle façon que les dirigeants des détachements et de leurs subdivisions, ainsi que le noyau actif et sûr du Parti, puissent étudier assez à temps leurs premiers objectifs et se préparer en conséquence, et que la direction elle-même puisse prendre assez tôt les mesures politiques ou d'organisation de nature à assurer la meilleure exécution possible des premières opérations.

Il va de soi que le plan d'insurrection et tous ses éléments sont un secret et que les dirigeants doivent prendre les plus grandes précautions pour que le plan ou les divers problèmes qui y sont traités ne tombent pas entre les mains de l'ennemi (par provocation, bavardage des camarades, etc.).

XI. Le caractère des opérations des insurgés au cours de l'insurrection

Remarques préliminaires

Nous avons insisté, dans le chapitre précédent, sur les problèmes posés par le combat de rues au sens propre du mot: le centre de gravité de ce chapitre était dans l'exposé des grands principes tactiques qui doivent commander l'établissement du plan prévoyant *les premières actions brusquées* du prolétariat *au début de l'insurrection*.

Mais il est difficile de se représenter une situation où le prolétariat pourrait d'un seul coup, par une explosion courte, mais puissante, briser la machine gouvernementale de la classe dominante à son déclin et anéantir sa force armée, l'armée régulière, la police et les associations militaires volontaires qui la soutiennent. Cette situation, en tout cas, ne peut se présenter qu'à l'état d'exception, même dans une ville isolée, sans parler de tout un pays.

Les actions initiales des forces armées du prolétariat, en présence d'un ennemi qui n'est pas encore définitivement empêtré dans ses antagonismes intérieurs et conserve encore quelques

possibilités de défendre sa situation dominante, peuvent et doivent – par la conquête des armes et l'armement du gros des ouvriers et des éléments prolétariens prêts à combattre et à mourir pour la révolution, par l'organisation de soulèvements dans la troupe et l'entraînement des soldats du côté de la révolution, par l'occupation des objectifs tactiques avantageux et la suppression d'une partie au moins des dirigeants contre-révolutionnaires – porter à l'ennemi de classe un coup matériel et moral aussi sensible que possible, afin d'obtenir par là le rapport des forces le plus favorable possible et des conditions permettant de continuer avec succès la lutte pour l'affermissement définitif du pouvoir prolétarien.

L'expérience des insurrections armées confirme catégoriquement la justesse de ce principe. Si tentant qu'il puisse être de se débarrasser de l'ennemi par un coup foudroyant, comme l'ennemi aussi se prépare à un combat acharné et que, pour lui aussi, l'expérience du passé n'a pas été inutile, la chose est pratiquement irréalisable. En se préparant à l'insurrection, le prolétariat doit bien se dire qu'il aura à soutenir une lutte armée plus ou moins prolongée avant de réussir à briser complètement la résistance des classes dominantes.

Les conditions de lutte qui se présenteront *après* la brusque entrée en action de l'organisation de combat seront *essentiellement différentes* de ce qu'elles étaient avant cette entrée en action. Dans le *déclenchement de l'insurrection* (commencement des hostilités par les forces armées du prolétariat), l'initiative, si l'insurrection a été bien préparée, appartiendra au prolétariat. Les classes dirigeantes se douteront naturellement du mouvement en préparation. Mais, tout en sentant l'approche des combats décisifs, l'adversaire, si l'insurrection a été convenablement préparée et organisée, avec le secret nécessaire, ne saura pas *quand ni dans quel ordre* elle aura lieu. Il en va tout différemment après les premiers coups portés par l'organisation de combat sur les objectifs prévus. *À partir de ce moment, les deux parties sont en état de guerre civile déclarée et implacable.* Dès lors, toutes les autres catégories de lutte de classe sont entièrement subordonnées à la lutte armée; toute la vie normale de la cité s'interrompt, l'attention

publique se concentre et s'arrête sur les opérations militaires des belligérants.

Selon les circonstances, il conviendra d'appliquer diverses tactiques. La lutte armée, en cas d'insurrection prolétarienne, porte le caractère de combats dans les rues d'une ville. La tactique du combat de rues n'est qu'*une variété* de la tactique militaire en général, elle obéit dans l'ensemble aux mêmes principes que la tactique des armées régulières.

L'objet du présent chapitre est d'exposer les principaux principes de tactique à appliquer dans les différents cas, qui peuvent se présenter au cours du combat de rues, en tenant compte des particularités spécifiques de cette tactique quand elle est mise en pratique par des insurgés, c'est-à-dire par des forces armées irrégulières en temps d'insurrection. Dans le précédent chapitre, nous avons traité assez en détail certains facteurs communs comme le principe de la surprise, celui des victoires partielles, celui de la concentration du gros des forces dans la direction principale, celui de l'activité, de la décision et de l'opiniâtreté au combat, nous n'aurons donc pas à revenir sur ces éléments tactiques, du moins quant à leur importance générale.

La durée des combats de rues, en cas d'insurrection prolétarienne, dépend de bien des conditions, mais avant tout du rapport des forces en présence. Selon les circonstances, cette durée variera. L'expérience montre qu'il ne faut pas compter sur une rapidité excessive. À Moscou, en 1917, les combats de rues durèrent environ une semaine, à Hambourg et à Canton plus de deux jours, à Changhai 38 heures. À Reval, ils durèrent trois ou quatre heures: c'est que le rapport des forces en présence était trop manifestement défavorable aux insurgés. De là le peu de durée des combats dans cette ville.

Dans les conditions que nous avons en vue, les combats de rues, tendant à l'extermination physique de l'ennemi, portent un caractère absolument implacable. Toute humanité manifestée par le prolétariat pendant la lutte armée à l'égard de son ennemi de

classe ne fait que créer des difficultés nouvelles et peut entraîner, en cas de conditions défavorables, l'échec du mouvement.

La bourgeoisie s'est parfaitement assimilé ce précepte. Toutes les insurrections qui ont mal tourné pour le prolétariat montrent avec quelle inhumaine cruauté les classes dirigeantes traitent leur ennemi de classe. Elles appliquent la même cruauté pendant la lutte armée.

L'expérience des révolutions prolétariennes d'Allemagne et de Russie permet à un théoricien militaire de la bourgeoisie allemande, W. Balk, d'écrire à ce sujet:

L'arrestation en masse des insurgés suscite de gros inconvénients, par suite du manque de locaux. Des ordres convenables indiqueront la façon de traiter les insurgés pris les armes à la main. En tout cas, les rebelles ne peuvent s'attendre à aucune douceur excessive de la part des officiers et des soldats, rendus furieux par le combat dans les rues et surtout dans les maisons.[93]

On sait comment «les ordres convenables» commandent la conduite des militaires envers les insurgés pendant le combat. C'est tout bonnement la fusillade en masse de tous les équipiers faits prisonniers et en général de tous ceux qui ont pris la moindre part à la révolte.

La leçon que la bourgeoisie a tirée de l'histoire des guerres civiles doit être mise à profit également par le prolétariat.

Le combat de rues est la forme de combat la plus terrible:

Il n'est pas une catégorie de guerre qui exige plus de talent de la part des chefs subalternes et plus de courage personnel, dit le règlement anglais sur le combat de rues, que les opérations exécutées sur un espace réduit et les corps à corps ayant lieu dans les combats de rues.

---

[93] W. BALK, *La tactique du combat de rues*. Cité d'après le recueil d'articles *Le Combat de rues*, p. 115, Moscou, 1924.

Le combat de rues abonde en difficultés et en particularités qui ne se retrouvent pas dans les genres de combats plus ordinaires, et tout commandant qui y prendra part sans étude préalable peut facilement subir un échec.[94]

Ce principe du règlement anglais, rédigé pour les officiers de l'armée britannique, peut et doit être mis à profit par les chefs des détachements d'insurgés.

Caractéristiques de la ville

La difficulté du combat de rues dépend du caractère spécifique de la ville, de sa disposition, de sa structure. Pour celui qui ne la connaît pas, la ville est un ensemble gigantesque de bâtisses accumulées sans ordre, un labyrinthe de rues, de ruelles et de places à l'intérieur duquel aucune opération régulière n'est possible, où tout doit être laissé à l'improvisation et au hasard.

Un chef de ce genre est absolument impropre à conduire des combats dans les rues d'une grande ville moderne. Ces opérations réclament une parfaite connaissance de la ville dans son ensemble et une bonne appréciation tactique des divers quartiers, rues, places, bâtiments ou pâtés de maisons au point de vue de l'offensive, de la défensive et de l'organisation de défenses artificielles, etc.; la connaissance du système des communications urbaines (voies ferrées, terrestres et souterraines, tramways, etc.) et des communications avec les autres régions du pays, des relations télégraphiques et téléphoniques à l'intérieur de la ville et avec le monde extérieur; la connaissance de la composition sociale de la population, etc.

L'histoire économique de la ville détermine objectivement le rapport des forces de la révolution et de la contre-révolution ainsi que leur disposition territoriale. Dans les villes industrielles, la population prolétarienne prédomine sur les autres couches

---

[94] *Règlement pour les officiers subalternes de l'armée anglaise*. D'après le recueil *Le Combat de rues*, p. 117.

sociales. Elle est située, dans l'ensemble à la périphérie. C'est là, ou immédiatement hors de la ville (cités militaires), que se trouvent d'ordinaire aussi les troupes composant la garnison.

Les autorités gouvernementales, les centres de liaison et de communication, les organisations économiques (banques, chambres de commerce, directions des associations patronales), sont principalement dans le centre.

Cette structure de la vie sociale et cette disposition territoriale de la population semblent commander le mode d'action du prolétariat en temps d'insurrection: insurrections dans les faubourgs, avec diversions simultanées dans les autres quartiers, puis attaque générale et concentrique des quartiers centraux.

L'ancienneté, la situation géographique et l'importance de la ville exercent une grosse influence sur la tactique du combat. Les villes situées dans une contrée accidentée sont plus décentralisées, il y a moins d'ordre dans la disposition des bâtiments et des rues, les quartiers sont plus dispersés et plus chaotiques que dans les villes de plaine. Les villes coupées par une rivière ont leurs particularités tactiques dont le dirigeant des combats de rues doit tenir compte. Dans les grandes villes, le combat sera infiniment plus compliqué que dans les petites.

Les rues larges et longues de la grande cité moderne sont propres aux opérations offensives menées par des unités relativement importantes. Au contraire, les rues et les ruelles étroites des antiques cités (ou des quartiers anciens des villes modernes) sont plus favorables à la défensive et aux petites unités.

Les bâtiments urbains présentent toutes sortes d'inconvénients pour le combat. Dans les grandes villes, il est très difficile d'embrasser d'un coup d'œil la localité, d'observer l'ennemi, de diriger les troupes, d'organiser la liaison, de se déployer en ordre de bataille, de se soutenir mutuellement, etc.

En même temps, les bâtisses de pierres procurent une défense parfaite contre le feu de l'infanterie, défendent même jusqu'à un certain point contre celui de l'artillerie et, avec certains dispositifs, contre les gaz asphyxiants; elles offrent à la garnison un refuge en

cas de mauvais temps, elles l'abritent contre les reconnaissances aériennes, elles permettent par là de mettre plus aisément à profit l'élément de surprise.

Le relief de la localité, le plan de la ville, son architecture, son degré de culture, influent sur le caractère du combat de rues. Dans chaque ville, ce combat portera un cachet original. La complexité des opérations augmente en fonction des dimensions de la ville.

Ce qui est bien caractéristique du combat de rues, c'est l'influence de la population sur le caractère général des opérations. L'intervention de la population peut être un facteur décisif, selon le parti auquel se rangera la partie la plus active.[95]

Les voies de communication et les procédés de liaison de la ville moderne peuvent être, le cas échéant, employés avec grand profit par les insurgés. Les voies ferrées électriques souterraines, par exemple, fournissent des chemins d'approche et des voies de concentration commodes; les tramways, les voies ferrées terrestres et les automobiles peuvent servir à transporter les forces d'un secteur à l'autre; les autos-camions peuvent être rapidement transformées en autos blindées (par un revêtement convenable de fer blanc suffisamment épais et par l'installation de mitrailleuses); les wagons peuvent constituer de la même façon des trains blindés.

Les moyens de liaison, principalement le téléphone, peuvent et doivent être entièrement utilisés pour les besoins militaires des insurgés.

Les défenses artificielles, dans les conditions présentées par la ville, peuvent être élevées très rapidement, grâce à la participation de la population et à l'emploi de toutes sortes de matériaux: haches, pelles, objets de toutes sortes pour la construction des barricades, etc.

Les combats de rues permettent aux insurgés de manœuvrer par groupes isolés, de passer rapidement et à l'improviste de la

---

[95] *Règlement provisoire sur le service en campagne de l'Armée rouge*, § 1321, 2-3-4.

défensive à l'offensive et inversement, de faire un large emploi du camouflage, des diversions de toutes sortes, etc.

Pour les unités de l'armée régulière, les opérations les plus incommodes sont les opérations de nuit. W. Balk, dans l'article cité plus haut, écrit qu'»à l'approche de

l'obscurité, les combats cessent «. Cette opinion est partagée par d'ordinaire[96] le

célèbre écrivain militaire matière de combat en lieux spécialiste en habités,

V. Mouratov, officier de l'Armée rouge.[97]

Si cette remarque de W. Balk est relativement juste en ce qui concerne l'armée régulière, elle ne convient pas aux insurgés. L'expérience des insurrections montre le contraire. Les opérations initiales de l'organisation de combat commencent d'ordinaire la nuit ou à l'aube (Reval, Canton, Hambourg, etc.). Si une bonne conduite des opérations est possible la nuit, au début de l'insurrection, elle ne l'est pas moins pendant toute la période des combats de rues. Ce sont les insurgés qui, *profitant de l'obscurité, de leur connaissance de la ville et de l'appui de la population, doivent recourir aux opérations nocturnes et, par des attaques subites et audacieuses, harceler les troupes, détruire leur système de liaison, mettre hors de combat leurs officiers,* etc. Les opérations nocturnes, du côté des insurgés, doivent être considérées comme un procédé habituel et normal, offrant certains avantages déterminés. La ville, comme théâtre d'opérations, favorise par son caractère les opérations nocturnes des insurgés.

---

[96] W. BALK, *La tactique du combat de rues*, dans *Le Combat de rues*, p. 116.
[97] Voir les remarques de V. Mouratov sur l'article de W. Balk.

Les conditions du combat à l'intérieur de la ville exigent des dirigeants de détachements et de chaque combattant, le maximum d'initiative et d'activité. La difficulté qu'il y a, dans le combat de rues, à maintenir la liaison entre les chefs et les subordonnés oblige fréquemment ces derniers à agir de leur propre initiative, dans l'esprit du plan général. Par suite, il faut attacher la plus sérieuse attention au choix des commandants et à la composition des groupes.

Les reconnaissances dans les combats de rues

Le parti révolutionnaire doit toujours poursuivre, et poursuit en effet sans interruption, son travail de reconnaissance et d'information. À mesure que les circonstances changent, les objectifs à reconnaître changent également. Sans une bonne information, le Parti n'est pas seulement incapable de conduire l'insurrection du prolétariat, il ne peut même pas régler convenablement son action en temps de paix. L'information reçue de la presse nationale, du groupe parlementaire, des correspondants ouvriers et des groupes de base du Parti, dépouillée par les sections d'information existant auprès des comités du Parti, n'est pas toujours suffisante. Même en période «pacifique», le Parti a toujours un gros intérêt à obtenir des renseignements secrets ou semi-confidentiels sur les décisions des organes dirigeants des partis ennemis, en particulier du Parti social-démocrate, sur les mesures projetées par le gouvernement, en particulier sur celles qui concernent le Parti ou ses membres, sur les décisions et intentions des associations patronales, etc. Il est impossible par exemple de faire aucun travail dans l'armée, la flotte, la police et les associations militaires volontaires sans ce travail de reconnaissance.

Pour que ce service d'informations soit convenablement organisé, le Parti doit avoir sa disposition toutes sortes d'agences strictement secrètes et fonctionnant régulièrement. Lorsque la situation devient immédiatement révolutionnaire, cet appareil déjà existant doit être encore élargi, par le recrutement d'un nouveau

personnel bien au courant de sa mission, par la multiplication des agences, par l'augmentation des crédits, etc.

Le rôle de la reconnaissance en temps d'insurrection est immense. Sans une bonne reconnaissance des objectifs visés, aucun succès n'est possible pour les détachements insurrectionnels dans les premières attaques du début du mouvement. Sans elle, on ne saurait concevoir non plus aucun succès dans les combats de rues, pendant tout le cours de l'insurrection. La reconnaissance, ce sont les yeux des insurgés.

L'importance colossale de ce service pendant l'insurrection ressort avec évidence des exemples cités par nous.

Si, pendant l'insurrection de Canton, le détachement de Li-Fu-Lin a pu s'approcher à 150 mètres de l'état-major du comité révolutionnaire, c'est que les insurgés avaient négligé la reconnaissance. Au contraire, le succès du désarmement des postes de police

Hambourg s'explique dans une large mesure par la bonne reconnaissance qui en avait été faite au préalable. De même dans toutes les autres insurrections.

Il faut que le Parti et ses commissions militaires, en même temps qu'ils abordent la formation de la garde rouge (groupes de combat, centuries prolétariennes, etc.), créent auprès de chaque détachement une section d'éclaireurs et exercent cette section en conséquence. Ces sections d'éclaireurs doivent exister auprès de chaque détachement de la garde rouge. En outre, les commissions militaires doivent avoir à leur disposition tout un service d'agents (existant déjà auparavant, mais complété à l'approche de la situation directement révolutionnaire).

Le principal procédé de reconnaissance qu'a à sa disposition l'organisation du combat du prolétariat avant le déclenchement de l'insurrection est le service des *agents et observateurs*.

La reconnaissance de l'organisation de combat se divise, quant à ses objets, comme suit:

Reconnaissance des forces armées de l'ennemi (armée, police, gendarmerie, flotte, organisations fascistes et autres associations volontaires militaires des classes dirigeantes);

Reconnaissance de la localité (la ville), y compris les reconnaissances spéciales de sapeurs, d'artilleurs, etc.;

Reconnaissance politique.

Une catégorie spéciale de reconnaissance sera le contre-espionnage.

Les buts à poursuivre, en ce qui concerne la reconnaissance des forces armées avant l'insurrection, seront:

Établir le dispositif détaillé des troupes de la ville et de ses environs immédiats; déterminer les dépôts d'armes et de munitions, états-majors, postes de garde, voies d'approche, possibilités de destruction; fixer les logements des officiers et les possibilités qui peuvent se présenter de les isoler dès le début de l'insurrection; étudier les relations téléphoniques et télégraphiques des états-majors avec les corps de troupe et le monde extérieur. Il faut s'intéresser particulièrement à la vie des soldats, à leurs relations avec les officiers, aux dispositions politiques des diverses unités et de leurs subdivisions.

Pour tout cela, la reconnaissance doit être aussi soigneuse que possible et entrer dans les moindres détails. Les chefs des détachements de la garde rouge doivent connaître également *les principes de la tactique des troupes, les propriétés tactiques des diverses armes de l'armée régulière.*

Les moyens de reconnaissance dans l'armée régulière sont: les soldats membres du Parti ou des Jeunesses communistes, et en général les soldats révolutionnaires; les informations recueillies personnellement par les chefs de détachements de gardes rouges; les informations des éclaireurs spécialement instruits à cet effet.

À l'égard de la police, la reconnaissance doit déterminer tous les postes et commissariats, l'effectif des diverses unités, les réserves d'armes, les garages d'autos blindées, les logements des chefs, les dispositions des hommes. En ce qui concerne les commissariats, il

faut connaître exactement la disposition des pièces, les moyens d'y arriver, l'emplacement des sentinelles, celui des faisceaux d'armes et des réserves d'armes.

Moyens: les policiers sympathisant au PC, les informations personnelles des chefs des détachements de gardes rouges et les éclaireurs spécialisés.

En ce qui concerne les organisations fascistes et autres organisations militaires des classes dirigeantes, la reconnaissance doit établir les dépôts d'armes des divers quartiers, les chefs et leurs logements, le moral du personnel, etc.

Moyens: envoi dans ces organisations de communistes déguisés, utilisation des éléments prolétariens en faisant partie, etc.

En ce qui concerne la localité, les services de reconnaissance de l'organisation de combat doivent établir:

Le système de liaison à l'intérieur de la ville et entre la ville et le monde extérieur: centrales téléphonique, télégraphique et de T.S.F., câbles souterrains et lignes souterraines, postes téléphoniques des hauts fonctionnaires et des officiers de l'armée et de la police. Ces données sont nécessaires pour assurer leur enlèvement ou leur mise hors d'usage;

Le système de communications à l'intérieur de la ville et avec les autres régions du pays: agencement des gares, chemins de fer, voies ferrées terrestres et souterraines, moyens de s'en emparer ou de les mettre hors de service, garages et parcs d'automobiles et moyens de s'en emparer, lignes de tramways et emplacements des parcs de tramways;

La distribution d'eau et le réseau d'éclairage: électricité, gaz, autres installations d'énergie;

Les ponts et gués, si la ville est traversée par un cours d'eau, emplacements des embarcations, appontements de la flottille fluviale; défense des ponts; moyens de forcer la rivière, si les ponts doivent se trouver entre les mains de l'ennemi;

Disposition des rues longitudinales, des places, appréciation des unes et des autres du point de vue du combat défensif et offensif; appréciation tactique des divers bâtiments ou groupes de bâtiments;

Adresses des rédactions de journaux, imprimeries, stocks de papier, etc.;

Adresses des institutions gouvernementales, des directions des associations patronales, des banques, etc.;

Emplacement des prisons et possibilités de libérer les détenus;

Arsenaux, fabriques d'armes, ateliers, moyens de s'en emparer.

Pour tout cela, les moyens à employer peuvent être: les éclaireurs spécialisés, les agents, les employés sympathisant au PC, les informations personnellement recueillies par les chefs des détachements, etc. L'emploi des recueils officiels, guides, descriptions et plans de toutes sortes peut faciliter grandement la tâche.

Les objectifs de *la reconnaissance politique*, dans la période précédant immédiatement l'insurrection, sont: la réunion et la systématisation des renseignements concernant la situation politique des diverses catégories de la population (syndicats, coopératives, sociétés sportives, associations de toutes sortes, etc.), sur la mentalité des usines, des cheminots, des corps de troupes, de la police, de la flotte, etc. Un de ses objectifs sera également d'établir les adresses des principaux dirigeants de la contre-révolution, des hauts fonctionnaires, des leaders des partis ennemis, de façon à les isoler dès le début de l'insurrection.

Toutes ces données doivent être concentrées dans les sections correspondantes du Parti, étudiées et systématisées de façon à dresser d'avance, en se basant sur elles, un plan d'ensemble (qui peut être modifié, complété ou corrigé selon les circonstances) pour les opérations de toute la ville ou des différents quartiers.

Le contre-espionnage a pour mission de découvrir dans les rangs du Parti et de son organisation de combat les provocateurs et espions de la police. Le Parti est environné d'ennemis, il peut

facilement se glisser dans ses rangs divers espions ou agents de la police et en général toutes sortes d'éléments hostiles. Aussi, le contre-espionnage est-il le devoir de tout membre du Parti. C'est là pour lui une obligation essentielle. Néanmoins, vu le caractère spécifique de ce travail, il sera convenable, dans les grands partis, de le confier à un appareil spécial ou tout au moins à un groupe de camarades particulièrement sûrs et fermes au sein du service général de reconnaissance.

Pendant les combats de rues, la reconnaissance a un caractère un peu différent de celui qu'elle porte avant le soulèvement armé. Avant, l'élément de temps joue fréquemment un rôle réduit. L'organisation de combat peut faire la reconnaissance des objectifs nécessaires sans compter spécialement avec le temps. Au contraire, pendant les combats de rues, le temps joue un rôle considérable. Les meilleurs renseignements n'auront aucun intérêt pratique s'ils ne sont pas obtenus en temps voulu et transmis en temps voulu au chef qui doit les utiliser. Il faut bien se souvenir de cette vérité dans l'organisation du service de reconnaissance pendant le combat de rues.

Le centre de gravité de la reconnaissance, dans le combat de rues, tout comme avant l'insurrection d'ailleurs, est dans le réseau d'agents. Les diverses catégories de reconnaissance restent les mêmes qu'avant l'insurrection: reconnaissance politique, reconnaissance du dispositif ennemi, reconnaissance des sapeurs, etc. Néanmoins, pendant les combats de rues, *la reconnaissance proprement militaire* peut jouer un certain rôle aussi.

Voici ce que dit à ce sujet le règlement provisoire sur le service en campagne de l'Armée rouge:

La reconnaissance militaire est extrêmement difficile. Le centre de gravité de la reconnaissance doit porter sur le réseau d'agents.

l'intérieur de la ville, le service des éclaireurs est fait par les autos blindées, les cyclistes, les motocyclistes et les éclaireurs à pied. Les autos-camions armées de mitrailleuses reconnaissent le dispositif ennemi (barricades, maisons) et préviennent rapidement les colonnes d'attaque qui les suivent. Cette même reconnaissance

s'efforce d'établir la disposition des cours, dans les principaux pâtés de maisons. Parfois même, elle sera en état d'occuper tel ou tel point important avant l'arrivée de forces plus considérables.

On pourra tirer grand avantage de l'observation faite du haut des bâtiments élevés, si la configuration des rues voisines le permet.[98]

Ce qui est dit ici de la reconnaissance dans le combat de rues se rapporte à la reconnaissance des unités régulières. Néanmoins, cela peut s'appliquer tout autant aux détachements d'insurgés.

Dans les combats de rues, la reconnaissance active (diversions) a une grande importance. Ses objectifs sont:

La destruction des magasins, ponts, passages, voies ferrées, trains militaires, etc.,

l'arrière de l'ennemi;

La destruction des communications à l'arrière de l'ennemi;

L'attaque et le désarmement des petits groupes de soldats, l'organisation d'actes terroristes contre les chefs des forces engagées contre l'insurrection;

L'organisation de révoltes dans les troupes et en général dans le camp ennemi;

La «désinformation» de l'ennemi (diffusion de renseignements favorables aux insurgés, etc.);

L'interception des conversations téléphoniques, par l'insertion d'un appareil téléphonique dans le réseau ennemi.

De petits groupes de diversion, bien instruits en général et au point de vue technique, peuvent, par leurs opérations à l'intérieur du dispositif ennemi, être d'un grand secours dans les combats de rues contre la troupe et la police. À la reconnaissance active appartient jusqu'à un certain point l'organisation de révoltes (et en général l'entraînement dans le combat) des éléments prolétariens

---

[98] *Règlement provisoire sur le service en campagne de l'Armée rouge*.

dans les régions occupées par les troupes, principalement si l'organisation communiste locale n'est pas assez forte.

Les autres modes de reconnaissance (reconnaissance politique, reconnaissance des forces armées de l'ennemi, reconnaissance de la localité) dont il a été question plus haut pour la période précédant l'insurrection ont pour mission de donner à la direction de l'insurrection et aux chefs des détachements les renseignements nécessaires sur l'ennemi, ses effectifs, la situation politique de ses unités et de leurs subdivisions, les intentions du commandement, l'état d'esprit des populations dans le dispositif ennemi, les particularités de la localité, etc.

Mais la reconnaissance, dans les combats de rues, ne pourra fournir les renseignements voulus en temps utile que *si* son organisation est impeccable, *si* le chef du détachement de gardes rouges a à sa disposition un personnel convenablement préparé, *s'il* sait très bien lui-même ce qu'il demande à la reconnaissance et donne aux services spéciaux (aux éclaireurs) des instructions en conséquence. En donnant aux éclaireurs ou au service de reconnaissance en général une mission, il faut calculer le temps nécessaire à son exécution. Par suite, la bonne organisation de la reconnaissance exige de tout chef une sérieuse attention. Aucun commandant de gardes rouges, aucun des dirigeants de l'insurrection n'est exempt de ce devoir.

La reconnaissance est obligatoire en toutes circonstances et en tout temps. Alors seulement, les possibilités de surprise de la part de l'ennemi seront réduites au minimum, ce qui permettra au commandement de faire une bonne et sérieuse préparation et d'exécuter en connaissance de cause ses opérations.

Dans les combats de rues de l'insurrection prolétarienne, toute la population prend part à la reconnaissance. C'est là une circonstance qui facilite infiniment le travail des services spéciaux de l'organisation de combat. Il appartient aux chefs des détachements de gardes rouges et en général aux dirigeants de l'insurrection d'orienter et de coordonner comme il convient les

opérations des services spéciaux et le concours de la population prenant telle ou telle part au mouvement.

L'expérience montre qu'il est très avantageux d'utiliser les femmes et les enfants, en leur confiant toutes sortes de missions faciles. Par exemple: savoir si telle ou telle rue, place ou bâtiment est occupé par les troupes, chercher où est installée l'artillerie, si telle ou telle unité a passé par telle ou telle rue et quand, etc.

La liaison dans les combats de rues

Dans toute espèce de combat, la liaison est très importante. Dans les combats de rues de l'insurrection prolétarienne, elle l'est encore plus. Sans une bonne liaison, la direction des détachements de combat n'a aucun moyen d'orienter les efforts des insurgés, de coordonner convenablement leurs opérations. Sans liaison, ou avec une liaison défectueuse, les événements se dérouleront spontanément, de façon désordonnée et improvisée, sans que la direction puisse exercer sur eux une action consciente.

La liaison est l'ensemble des moyens qui permettent la direction des troupes. Une bonne direction est impossible si la liaison est absente ou si elle fonctionne mal.

Le service de liaison doit fonctionner de façon sûre (sans heurts ni interruptions), en transmettant sûrement et rapidement les ordres nécessaires, les comptes rendus, etc. et de façon à permettre le contrôle de son fonctionnement.[99]

Le plan et le relief de la ville, la nécessité de combattre par petits groupes, la dispersion de ces groupes, rendent extrêmement difficile la bonne organisation de la liaison dans le combat de rues. Pour les insurgés, la chose se complique encore du fait qu'ils n'ont pas toujours à leur disposition les moyens matériels nécessaires ou

---

[99] *Règlement provisoire sur le service en campagne de l'Armée rouge*, p. 40-41.

ne les ont pas en quantité nécessaire, ou bien manquent de personnel techniquement et tactiquement instruit.

Dans les combats de rues comme dans la guerre en rase campagne, les circonstances commandent divers modes de liaison: techniques, ordinaires, postes militaires.

Parmi les moyens techniques, il faut compter le téléphone, le cas échéant (dans les grandes villes comme Berlin, Londres, Paris, etc.) le télégraphe, la T.S.F. et la radio, les signaux lumineux auditifs ou mécaniques.

Les moyens ordinaires sont: les relations personnelles des chefs avec leurs subordonnés, les hommes de liaison circulant entre les unités et les états-majors, les messagers, la transmission verbale.

Le poste militaire comprend les différentes espèces de poste volante, les communications par pigeons et par chiens.

L'utilisation de l'ensemble de tous les procédés énumérés n'est possible que dans de grandes unités ayant tous ces moyens à leur disposition, avec le personnel correspondant. Les insurgés se trouveront fréquemment placés, à cet égard, dans des conditions d'infériorité. Au moment du coup initial (début de l'insurrection), ils n'auront que des moyens matériels très limités. Ce seront surtout, à ce moment, les messagers à pied, les cyclistes et motocyclistes ou messagers en automobiles, les hommes de liaison auprès des détachements et la présence personnelle des dirigeants dans leur champ d'action. Le réseau téléphonique urbain ne pourra être utilisé que dans une mesure très réduite.

Un plus large emploi du téléphone, qui dans les combats de rues est un des modes les plus nécessaires de liaison, ne sera possible qu'après l'occupation de la Centrale téléphonique et des diverses stations de quartiers et le passage à l'insurrection de certains corps de troupes, en particulier des sapeurs télégraphistes.

Quant à l'utilisation par les insurgés de moyens de liaison comme le télégraphe, la T.S.F. et la radio, les chiens et les pigeons, les possibilités, du moins dans la première période du mouvement, sont infimes. Avant de pouvoir les employer, il faut les avoir, et si

même, au début de l'insurrection, on pouvait s'en emparer, il est douteux qu'il se trouve un personnel capable de s'en servir. Sans doute, le télégraphe et la T.S.F. peuvent être utilisés pour la liaison avec d'autres régions insurgées, mais leur emploi comme moyen de liaison à l'intérieur d'une même ville est extrêmement douteux.

Il est essentiel pour les insurgés de tâcher de s'emparer, dès le premier moment, de la liaison urbaine: téléphone, télégraphe, T.S.F., aviation, garages d'automobiles, etc. Cette nécessité est dictée non seulement par le besoin qu'on a de les faire servir à ses propres buts, mais aussi par celui *d'en priver l'adversaire*.

Pétrograd, pendant l'insurrection d'Octobre, les insurgés s'emparèrent avant tout des Centrales téléphonique et télégraphique, privant du même coup le Gouvernement provisoire de toutes relations avec la ville et avec les unités demeurées fidèles (junkers, bataillon de femmes). À Canton au contraire, les insurgés commirent une grosse erreur en n'isolant pas dès le début l'état-major du IVe corps et en ne détruisant pas sa liaison avec les unités subordonnées et avec Hong-Kong: cet état-major conserva pendant toute la première journée de l'insurrection ses relations avec le monde extérieur et la liaison entre Hong-Kong et le quartier aristocratique de Toun-Chang fonctionna pendant toute l'insurrection.

De même que les insurgés doivent s'efforcer d'acquérir la supériorité des forces au cours du combat, ils doivent et peuvent, pendant l'insurrection même, tâcher de se rendre maîtres de la liaison et organiser son fonctionnement régulier. Ils possèdent suffisamment de moyens pour cela, il suffit de prendre l'initiative et de savoir organiser.

L'absence de moyens matériels en quantité suffisante, pendant les premières opérations des gardes rouges (début de l'insurrection), peut et doit être compensée par l'organisation de la liaison directe et principalement par *l'unité d'action et de but* de toutes les forces combattantes, par la bonne distribution des objectifs entre les détachements, par la connaissance donnée aux chefs des objectifs des unités combattant à leurs côtés. Si chaque

commandant de détachement sait exactement l'objectif confié à sa troupe, s'il est suffisamment informé du plan d'action général et des objectifs des groupes voisins, il lui suffira d'un peu d'initiative pour agir dans l'esprit du plan général, même dans le cas où il n'existera aucune liaison matérielle directe entre ces divers commandants ou bien entre eux et la direction supérieure. Par conséquent, ce facteur (la bonne information des chefs de détachements sur le plan d'ensemble) réclame une spéciale attention lors de l'organisation de l'insurrection.

En outre, dans l'organisation des premiers combats, la direction du mouvement doit s'attacher à bien agencer sa liaison matérielle avec les détachements combattants pour qu'aussitôt après l'entrée en action du prolétariat elle soit au courant des circonstances et puisse prendre les décisions voulues. Ce résultat peut être obtenu par les moyens suivants:

En nommant auprès des détachements combattants des hommes de liaison dont la fonction sera d'informer régulièrement l'autorité supérieure de la situation dans le détachement. Ces hommes de liaison doivent avoir une bonne préparation tactique et être informés des plans et intentions du commandement, de façon à pouvoir, si les circonstances l'exigent, donner sur place au nom de ce dernier les instructions nécessaires;

En désignant dans chaque détachement un certain nombre de cyclistes et de motocyclistes pour porter les comptes rendus. Il doit y avoir également des cyclistes, des motocyclistes et, si possible, des automobiles à la disposition du commandement (surtout du Comité révolutionnaire), pour transmettre les ordres aux commandants des unités et pour faire des visites personnelles sur place;

En envoyant des messagers à pied auprès de l'autorité supérieure ou des détachements voisins;

En désignant des «points de renseignements» connus des chefs de détachements, où ces derniers puissent envoyer leurs comptes rendus; il peut en être fixé, selon les circonstances, dans plusieurs

quartiers de la ville, mais de préférence à faible distance de l'état-major central ou particulier correspondant;

En organisant un service de poste volante: cette dernière est desservie par des hommes à pied, des cyclistes ou parfois des motocyclistes, qui, en transmettant les ordres ou comptes rendus d'un poste à l'autre, assureront leur arrivée rapide à destination.

Avec une bonne organisation, ces cinq procédés de liaison, doublés l'un par l'autre (ce parallélisme est indispensable en temps d'insurrection), peuvent permettre une direction régulière des opérations au début de l'insurrection.

On ne doit pas oublier non plus qu'il est possible de se servir du téléphone urbain avant même de s'en être rendu maître. Il faut seulement que les conversations aient lieu selon un code convenu d'avance. On ne saurait cependant compter sur un large emploi du réseau urbain. La chose ne sera possible qu'après son occupation par les insurgés.

Pour obtenir des comptes rendus réguliers sur la situation dans les détachements combattants, la direction doit élaborer un plan prévoyant les moments auxquels doivent être fournis ces comptes rendus. Au début, il est évident que la direction aura besoin d'être informée aussitôt de l'exécution de chaque mission donnée; du passage à la mission suivante; en cas d'échec de la situation du détachement.

Plus tard, quand les moyens de liaison: téléphone, automobiles, motocyclettes, auront été occupés, lorsque plusieurs unités seront passées du côté du peuple, et en particulier les spécialistes des services de liaison et des stations téléphoniques, l'organisation de la liaison sera sensiblement plus facile.

La liaison doit être inviolable et sûre. Par conséquent, il faut en l'organisant avoir toujours en vue ces deux objectifs. Le système de liaison doit être autant que possible masqué. Cela s'applique surtout au téléphone. Il est en effet très facile pour l'adversaire, dans les combats de rues, de s'ingérer dans le réseau et de surprendre les conversations. Pour l'éviter, il ne faut transmettre par téléphone aucun renseignement secret, dès qu'on a le moindre

soupçon qu'il peut être intercepté par l'adversaire, ou bien il faut se servir du code convenu. Les principales lignes téléphoniques doivent être surveillées par un service de garde spécial. Il faut garder tout spécialement les stations téléphoniques centrales et de quartier, pour empêcher l'ennemi de les reprendre.

Les rapports et ordres importants doivent être envoyés par plusieurs voies. Si on n'est pas certain que le messager qui les porte ne sera pas enlevé par l'ennemi, il faut les faire transmettre non point par écrit, mais de vive voix. Il est très avantageux d'utiliser à cet effet les femmes et les enfants, parce qu'ils attirent moins l'attention. C'est d'autant plus nécessaire lorsque le message doit être envoyé de l'intérieur du dispositif ennemi.

Dans tout plan d'opération, le service de liaison doit occuper la place convenable:

Le chef est toujours et en toutes circonstances responsable de la liaison dans la zone de séjour de sa troupe. Il doit toujours savoir où se trouve sa troupe et ce qu'elle fait, et aussi quels sont les derniers ordres reçus par elle. Les subordonnés, de leur côté, doivent toujours savoir où se trouvent leurs supérieurs immédiats.[100]

Ce principe du règlement de l'Armée rouge ne doit par être négligé non plus par les organisateurs de l'insurrection. De même que le commandant de détachement, tous les autres dirigeants du combat de rues doivent s'efforcer d'établir et d'entretenir une liaison régulière, en se souvenant que là est, à côté des autres conditions favorables, le gage du succès.

La défensive dans les combats de rues

Principes généraux

La défensive, comme mode d'action, est employée:

---

[100] *Règlement provisoire sur le service en campagne de l'Armée rouge*.

Pour gagner du temps, en concentrant ses forces et ses ressources en vue de reprendre l'offensive;

Pour maintenir l'adversaire sur certains points, afin de lui porter le coup principal sur d'autres;

Pour se maintenir sur les lignes et points occupés;

Pour garder le dispositif des unités au repos. Le but de la défensive est d'obliger l'adversaire à renoncer à l'attaque ou lui infligeant le maximum de pertes.[101]

Les textes du règlement de l'Armée rouge concernant la défensive ont en vue l'armée régulière. Néanmoins, la défensive, comme mode de combat, ne doit pas seulement être appliquée par les armées régulières et dans la guerre en rase campagne, il est souvent nécessaire d'y recourir également dans l'insurrection prolétarienne et à l'intérieur d'une ville.

La défensive peut être mise à profit par les insurgés dans certains cas, sur certains secteurs, soit pendant les combats de rues à l'intérieur de la ville, soit en cas d'attaque d'une ville occupée par les insurgés par des forces contre-révolutionnaires venant de l'extérieur, quand les vainqueurs, pour telle ou telle raison, ne sont pas encore en état de continuer l'offensive pour écraser l'ennemi en rase campagne.

Aussi les principes du règlement de l'Armée rouge conservent-ils leur valeur dans les combats de rues de l'insurrection.

L'expérience de la lutte armée du prolétariat en est la preuve. Dans l'insurrection de Canton, après la prise des principaux éléments du pouvoir, les insurgés se trouvèrent obligés de défendre la ville contre les armées militaristes venant de la province du Kouang-Toung, en attendant de s'être suffisamment organisés dans Canton pour prendre l'offensive au-dehors. La Commune de Paris fournit un exemple analogue.

---

[101] *Règlement provisoire sur le service en campagne de l'Armée rouge*.

Quant à l'emploi de la défensive sur divers secteurs ou directions pendant la lutte du prolétariat pour le pouvoir à l'intérieur de la ville, c'est-à-dire pendant le combat de rues, l'histoire des insurrections montre par de nombreux exemples que souvent les insurgés sont obligés de recourir provisoirement à la défensive, sans renoncer d'ailleurs à se préparer à une offensive décisive (insurrection de décembre 1905 à Moscou et nombre d'autres).

D'autre part:

En elle-même, la défensive n'est pas un moyen décisif d'anéantir l'adversaire. La défensive ne permet pas d'arriver au but de l'opération (écrasement de l'adversaire); le seul moyen pour cela est l'offensive.[102]

«La défensive est la mort de l'insurrection» (Lénine). C'est absolument indiscutable. Tout en employant dans certains cas la défensive comme un mode de combat, les insurgés ne doivent pas oublier un seul instant qu'à la première occasion ils doivent passer de la défensive à l'offensive.

La défensive elle-même doit être considérée comme *un moyen de préparer l'offensive* (affaiblissement des forces ennemies, concentration de ses propres forces pour porter un coup décisif).

Considérant la défensive comme mode d'action des insurgés pendant l'insurrection dans une ville, il faut insister sur la question suivante: il se produit des insurrections prolétariennes qui, historiquement, ne peuvent pas vaincre et sont objectivement vouées à l'échec. Exemples: la Commune de Paris, l'insurrection de décembre 1905 à Moscou, l'insurrection de Canton, etc. Que l'insurrection de décembre 1905 objectivement ne pouvait pas triompher, on ne s'en est rendu compte qu'après un certain temps. De même en ce qui concerne Canton. Pendant le combat, personne ne pouvait prédire que l'insurrection ne serait que le point final de la lutte révolutionnaire d'une certaine phase de l'histoire, qu'elle se produisait pendant un reflux de la vague révolutionnaire en Chine,

---

[102] *Règlement provisoire sur le service en campagne de l'Armée rouge*.

qu'elle n'était qu'un combat d'arrière-garde victorieux du prolétariat de Canton. On n'a pu dire tout cela que plusieurs mois après.

Bien plus, s'il se trouvait même dans le PC des gens capables de prédire l'échec inévitable du mouvement, dans la plupart des cas il serait cependant impossible de renoncer au combat, d'abandonner la direction des masses, bien qu'en fin de compte la défaite du prolétariat apparaisse inévitable. Prenons des mouvements de masses aussi typiques que l'insurrection de Vienne en 1927 ou cette même insurrection de Canton qui au fond était imposée.

Des insurrections comme celle de décembre 1905, celle de Canton, celles de Vienne et beaucoup d'autres, objectivement condamnées, auront certainement lieu à l'avenir.

Il ressort de ce qui précède que, dans ces insurrections historiquement condamnées, le prolétariat, comme partie attaquante, après avoir porté à son ennemi de classe une série de coups plus ou moins sensibles, est fatalement obligé tôt ou tard de se retrancher dans la défensive, en s'efforçant d'infliger par ce moyen à l'adversaire le maximum de dommages matériels et moraux, dans l'espoir de l'écraser par une offensive nouvelle dès que la chose sera possible. Dans ces cas-là, la défensive est pour le prolétariat le seul mode de combat possible. Il vaut mieux être écrasé en combattant, en infligeant à l'adversaire un échec partiel et en désorganisant ses rangs, que d'être défait sans combat. La lutte sera alors défensive pour le prolétariat non seulement tactiquement, mais aussi politiquement (stratégiquement).

Défense d'une ville occupée par les insurgés et opérations défensives à l'intérieur d'une ville

La défense d'une ville, comme on l'a indiqué plus haut, peut être une nécessité réelle dans le cas où les insurgés n'ont pas encore pu terminer l'organisation des forces intérieures et les préparer à anéantir l'ennemi au-dehors, en rase campagne.

Le succès dépend alors d'une série de circonstances, dont les plus importantes sont:

Le concours apporté au Parti par la majorité de la population, la volonté de cette population de défendre la ville coûte que coûte;

La présence d'une direction politique et militaire ferme, compétente, populaire dans la population et une bonne organisation tactique;

L'existence de ressources techniques de combat;

La force des assaillants.

Le rôle de la population, dans le cas examiné ici, est énorme. Il est plus grand encore si les insurgés n'ont pas à leur disposition suffisamment de troupes régulières (passées de leur côté pendant l'insurrection) pouvant être immédiatement jetées contre l'ennemi et si les forces armées de la révolution doivent être créées en plein combat. Dans ces cas-là, de la participation active de la population dépend entièrement le sort de la ville.

De là la nécessité impérieuse que le nouveau régime, par son agitation et sa propagande, par un système judicieux de mesures économiques et politiques, prouve aux masses prolétariennes et semi-prolétariennes que la révolution a été accomplie pour briser radicalement l'ancien régime et créer un régime nouveau, diamétralement opposé, et que par conséquent c'est au prolétariat et à tous les habitants pauvres qu'il appartient de défendre la ville contre la réaction.

Le PC et le commandement du côté militaire de la défense doivent trouver des formes concrètes pour faire participer les masses à la défense de leur cité, leur donner des mots d'ordre convenables.

Un des objectifs essentiels de la direction de la défense sera d'augmenter ses forces armées, de former de nouveaux détachements prolétariens, de les instruire, de les armer, de leur fournir des munitions, des chefs, des approvisionnements, etc.

Toute la vie de la cité doit être réglementée conformément aux nécessités de la défense. Les fabriques et ateliers qui peuvent être employés à la fabrication de matériel de guerre (armes, munitions, fils de fer barbelés, transformation d'automobiles en autos

blindées, équipement de plates-formes de chemins de fer en trains blindés, poudre, fils téléphoniques, etc.) doivent être mis à profit. Il faut intéresser à cette fabrication (ou bien obliger à y travailler sous la direction des autorités nouvelles) l'ancien personnel technique (ingénieurs, contremaîtres, etc.). Avec une direction compétente, une bonne détermination des buts à poursuivre et la participation des masses ouvrières, cette militarisation de l'industrie peut être d'un grand secours pour la défense de la ville.

Tous les approvisionnements de la ville doivent être pris en compte et concentrés dans les magasins. Les distributions de vivres à la population doivent être rationnées (par un système de cartes), conformément au principe de classe et aux exigences de la défense. La bourgeoisie doit être réduite à la portion congrue. Le commerce de l'alimentation doit être interdit ou tout au moins réglementé par les autorités.

Dans la répartition des vivres, il faut s'attacher à fournir d'abord les détachements combattants ou en formation, ainsi que les ouvriers des entreprises fabriquant du matériel de guerre.

Tous les établissements sanitaires et le personnel médical doivent être enregistrés et utilisés pour la défense. Il faut organiser le transport des blessés depuis le champ de bataille et leur évacuation à l'intérieur de la ville. C'est là une mesure qui aura la meilleure influence sur le moral des combattants.

La direction de la défense doit organiser la participation du gros de la population à la mise de la ville en état de défense. Les combattants, à l'exception des travaux à exécuter immédiatement sur le front, doivent être autant que possible libérés de cette obligation, afin d'employer tout leur temps à se préparer au combat.

La partie active de la bourgeoisie doit être isolée. Pour prévenir la trahison de la bourgeoisie demeurée dans la ville, il est utile d'annoncer d'avance qu'on emploiera la terreur à son égard et avant tout à l'égard des leaders déjà arrêtés des partis bourgeois et de leurs hommes politiques.

La partie non active de la bourgeoisie peut être utilisée, si besoin est, pour les travaux publics, avant tout pour la mise de la ville en état de défense.

La défense doit être organisée après une soigneuse reconnaissance des forces de l'ennemi, de la direction d'attaque, des possibilités fournies par la localité soit pour la défensive, soit pour la contre-attaque. Par conséquent, la reconnaissance de l'ennemi et l'étude du plan de la ville doivent retenir particulièrement l'attention de la direction de la défense.

Si les forces ennemies sont peu considérables et que les défenseurs se sentent assez forts, disposent d'assez de moyens matériels (artillerie, mitrailleuses, etc.), on peut organiser la défense de la façon suivante: retenir l'ennemi sur la périphérie en lui infligeant par le feu des pertes sensibles, l'attaquer et le battre là sans le laisser porter le combat à l'intérieur de la ville. Il va de soi que même dans ce cas l'intérieur de la ville doit être préparé à la défense, pour le cas où les combats de la périphérie se termineraient défavorablement pour les défenseurs.

Mais, même si l'ennemi lance de grandes forces contre la ville, il faut organiser une première ligne de défense à la périphérie, dans la direction de l'attaque, puis une seconde ligne à l'intérieur de la ville.

La fonction de la première ligne de défense est de reconnaître les forces de l'ennemi et la direction de son coup principal. Pour cela, on crée un système de points d'appui sur la périphérie de la ville ou à proximité immédiate, avec des garnisons suffisantes, qui doivent engager le combat contre les attaquants et les obliger ainsi à découvrir leurs forces et leur direction d'attaque. Cette mission exécutée, quand la défense de la première ligne devient impossible, ces garnisons se retirent en bon ordre sur la ligne principale de défense, à l'intérieur de la ville.

Les points d'appui doivent être établis de façon à se soutenir les uns les autres par leur feu et à être soutenus eux-mêmes par l'artillerie située à l'intérieur de la ville.

Selon sa longueur, le caractère de la localité et la direction de l'attaque (si celle-ci est connue d'avance), la ligne de défense doit être divisée en secteurs, subordonnés chacun un état-major. La direction générale de tous les secteurs appartient à l'état-major de la défense.

Les forces de la défense doivent être réparties entre les secteurs de façon à permettre des combinaisons de feux et de contre-attaques là où les circonstances le réclament. Pour cela (pour les contre-attaques et contre-coups) les commandants des secteurs devront avoir à leur disposition des groupes de choc assez nombreux.

Dans cette période du combat, la direction de la défense doit rechercher les moyens d'influer sur l'adversaire et d'affaiblir ses forces combatives par l'agitation ou à l'aide de diversions sur ses derrières ou dans sa direction d'attaque. L'envoi d'agitateurs ouvriers dans la zone ennemie, pour travailler à la démoralisation des troupes contre-révolutionnaires, la diffusion parmi les soldats (également par la voie des airs) de tracts, proclamations, décrets du nouveau pouvoir, journaux; la bonne organisation de diversions et d'actions de partisans à l'arrière de l'ennemi, tout cela peut donner des résultats extrêmement favorables pour la défense de la ville.

La force de la défense réside dans la combinaison du feu avec la bonne utilisation du terrain et l'exécution de contre-attaques avec des forces vives venant de l'arrière.[103]

Ce principe du service en campagne de l'Armée rouge doit être à la base du plan de défense de l'intérieur de la ville (deuxième ligne de défense). Cette combinaison du feu avec l'utilisation du terrain et l'exécution de contre-attaques, si l'on a une bonne et compétente direction de la défense, n'est pas difficile à réaliser.

Une partie essentielle du plan de défense est la construction de fortifications. Il faut concevoir ces dernières comme un système d'ouvrages couvrant aussi parfaitement que possible les défenseurs

---

[103] *Règlement provisoire sur le service en campagne de l'Armée rouge*.

du feu et de la vue de l'ennemi et permettant en même temps de battre ce dernier par le feu et par des contre-attaques. De la bonne combinaison de ces trois facteurs, fortification, feu, contre-attaques, dépend dans une large mesure le succès de la défense.

Lors de l'offensive de Youdénitch contre Pétrograd en 1919, Trotski écrivait dans un ordre du jour:

Au point de vue strictement militaire, le plus avantageux serait de laisser les bandes de Youdénitch pénétrer à l'intérieur de la ville, car il ne serait pas difficile de faire de Pétrograd un gigantesque piège pour les gardes blancs.

La capitale septentrionale de la révolution ouvrière occupe une superficie de 41km². Pétrograd compte près de 20 000 communistes, une forte garnison, des réserves immenses, presque inépuisables, de matériel de génie et d'artillerie. Une fois entrés dans cette ville colossale, les gardes blancs se trouveront comme en un labyrinthe, où chaque maison sera pour eux une énigme, une menace ou un danger mortel.

D'où attendre le coup: des fenêtres, du grenier, du fond de la cour, du coin d'une maison? Partout nous avons à notre disposition des mitrailleuses, des fusils, des revolvers, des grenades à main. Nous pouvons embarrasser les rues de fils de fer barbelés, laisser d'autres rues largement ouvertes et les changer en pièges: il suffit pour cela que quelques milliers d'hommes soient bien décidés à ne pas livrer Pétrograd.

Occupant une situation centrale, nous pourrions agir dans le sens des rayons, du centre vers la périphérie, en portant chaque fois un coup dans la direction la plus importante pour nous.[104]

Changer la ville en un piège pour y anéantir l'ennemi, voilà en quoi doit consister l'idée essentielle du plan de défense.

De même que dans la première phase de la défense, la ville doit être divisée en plusieurs secteurs. À la tête de chaque secteur se

---

[104] *Comment la révolution s'est armée.*

trouve un commandant responsable de la défense de son secteur. Dans chacun il y aura également un point d'appui central (la redoute du secteur). C'est là que seront situés de préférence l'état-major du secteur et la réserve du commandant.

Au centre de la ville, il conviendra d'installer un point d'appui central, où se trouveront l'état-major de la défense et les services généraux: dépôts d'armes, vivres, centres de liaison, etc. Ce point d'appui doit constituer toute une zone fortifiée qui soit en état de continuer la lutte après la chute des divers secteurs de défense. Cette zone fortifiée prend une importance particulière quand elle se trouve être une hauteur commandant les secteurs environnants (par exemple à Moscou, le Kremlin).

Après la chute des points d'appui des secteurs, toutes les forces disponibles se retireront dans la zone fortifiée du centre de la ville pour continuer la lutte.

La fortification des secteurs doit résider dans la fortification de toutes les rues longitudinales allant du centre dans la direction de l'ennemi. Ce résultat sera obtenu en élevant de fortes barricades en travers de ces rues, en installant de front et sur les flancs des positions de tir en arrière de ces barricades, en ménageant d'autres positions de tir sur les toits, aux fenêtres, sur les balcons des maisons, etc.

Voici comment les barricades doivent être construites. On creuse en travers de la chaussée un fossé large de 1 mètre à 1 mètre et demi et profond de 55cm à 1 mètre. Les bords de la tranchée sont revêtus de pavés. On élève au-dessus une défense de 50 à 70 mètres formée de fils de fer barbelés, charrettes, meubles, tonneaux remplis de sable ou de pierres, en un mot tout ce qu'on aura sous la main. Il convient d'installer les barricades aux croisements des rues, de façon à couper de différents côtés les abords de la rue principale conduisant au centre de la ville.

Établissement d'une barricade

Le type de barricade représenté *(voir schéma, fin du volume):* au croisement de plusieurs rues et barrant l'accès de la rue principale conduisant au centre de la ville, fournit aux défenseurs

le maximum d'avantages. S'ils disposent de mitrailleuses dissimulées sur les toits, sur les balcons ou dans les fenêtres des maisons d'angle, les insurgés ont pleine possibilité d'infliger à l'ennemi, par leur feu croisé, des pertes désastreuses.

Il n'est pas nécessaire de laisser un grand nombre de tirailleurs dans la tranchée de la barricade, car celle-ci offre un but trop commode à l'artillerie ennemie. Il suffira d'y installer un petit groupe de tireurs, les autres étant dissimulés sur les toits, les balcons, dans les fenêtres et les greniers des maisons d'angle, afin de mitrailler de là l'ennemi au moment où il attaquera la barricade. En disposant les tirailleurs et les mitrailleuses, il faut songer à la nécessité d'avoir un feu parallèle de plusieurs étages, ce qu'on obtiendra en plaçant des hommes sur les toits, sur les balcons et aux fenêtres de tous les étages. Cela permettra également aux défenseurs de mieux se dissimuler.

Devant les barricades, les défenseurs doivent avoir des groupes d'éclaireurs chargés de découvrir à temps l'ennemi.

Si l'adversaire possède des tanks, les défenseurs doivent prévoir des mesures de protection en conséquence. Le type de barricade indiqué plus haut ne fournit pas un abri suffisant contre les tanks. Cet engin est capable, par son poids et par sa force, d'anéantir n'importe quelle barricade. Par contre, un moyen de protection très efficace de protection sera l'artillerie légère de campagne (76mm.). Les tanks se déplacent lentement, à une allure moyenne de 10 à 20km à l'heure, et par conséquent présentent un but excellent à l'artillerie. Un seul coup bien frappé met le tank hors de combat. Si les défenseurs ont de l'artillerie, cette dernière doit donc être employée aussi à combattre les tanks.

Il existe un autre moyen très efficace de combattre les tanks: creuser au-devant des barricades plusieurs rangées de fosses soigneusement dissimulées. Elles doivent être en travers de la rue et bien camouflées. Leur diamètre sera d'environ 3 mètres et leur profondeur de 3 ou 4. Les parois seront aussi abruptes que possible. Ces fosses seront couvertes de façon à ne pas faire obstacle à la circulation normale, c'est-à-dire qu'elles devront pouvoir supporter

une charge de 2 à 3 tonnes. Le mieux sera de les creuser la nuit et de garder le secret.

Il faut se souvenir aussi que les grenades à main, bien lancées sous un tank par paquets de 5 à 7, ou bien même des grenades isolées, mais de grande force explosive, sont capables de mettre le tank hors de combat.

Ces mêmes procédés permettent de combattre efficacement les autos blindées. Ces dernières ne sont pas en état de triompher d'une barricade ordinaire ou de franchir une tranchée. Une grenade bien lancée sous leurs roues, dans le genre de la grenade Novitski (pesant 2 kilos et demi), ou bien un paquet de grenades ordinaires, met l'engin hors de combat.

En général, les défenseurs ne manquent pas de moyens de combattre avec succès les engins blindés. Il faut seulement qu'ils apprennent à se servir des ressources qu'ils ont à leur disposition et à bien utiliser les diverses possibilités.

Une arme de grande importance dans le combat de rues, et en particulier dans la défensive, est la mitrailleuse. Son feu doit être utilisé aussi largement que possible, car de là dépend dans une large mesure le succès de la défense. En installant une mitrailleuse, il faut toujours se préoccuper de la masquer. Il faut se souvenir que l'attention de l'ennemi se portera naturellement sur les mitrailleuses, qu'il cherchera à les anéantir par son feu d'artillerie ou ses bombes d'aéroplanes, si elles sont disposées sur les toits et découvertes par l'aviation.

Aussitôt une mitrailleuse démasquée par l'ennemi, il faut la changer de position. Le mieux sera d'installer les mitrailleuses dans les étages supérieurs des maisons (la zone morte sera moindre).

La défense doit porter un caractère actif, car dans ce cas seulement elle peut espérer le succès. Dans son organisation et en construisant les barricades, il faut toujours songer à la possibilité et à la nécessité de porter des coups rapides et décisifs. À cet effet, on disposera des groupes de choc bien abrités, dont la mission sera, à la moindre possibilité, d'assaillir l'ennemi par de vives attaques, sous la protection du feu des maisons.

Au cas où l'attaque ennemie échouerait, une partie des forces de la défense doivent être laissées sur place pour continuer le feu; le reste, avec les groupes de choc, doit se livrer à d'énergiques contre-attaques.

Au cas où l'ennemi pénétrerait dans le dispositif de la défense, cette dernière ne doit pas abandonner ses positions, mais se tenir prête à combattre à l'intérieur des édifices et des maisons. Dans cette période, les groupes de choc, comme d'ailleurs tous les défenseurs, doivent faire preuve du maximum d'activité.

L'attaque dans les combats de rues

Il n'entre pas dans notre dessein d'étudier les questions concernant l'enlèvement d'une ville par des attaques du dehors suivies de combats à l'intérieur. Nous nous bornerons à examiner l'attaque à l'intérieur de la ville comme un des aspects de l'activité combative des insurgés contre les forces armées de l'ancien régime non encore anéanties par les premiers coups de l'organisation de combat.

En se défendant, on peut seulement affaiblir l'adversaire, mais non point l'anéantir.[105]

Les insurgés, ayant engagé le combat contre l'appareil gouvernemental, doivent utiliser aussi parfaitement que possible les avantages que leur procure leur situation d'attaquants. Après avoir exploité les premiers succès obtenus à la suite d'attaques brusquées, ils ne doivent pas perdre un instant pour écraser l'adversaire par petits paquets, partout où il se montrera, afin de ne pas le laisser se mettre en état de défense. L'élément de temps, comme il a été indiqué plus haut, joue un rôle colossal dans la première phase de l'insurrection. Parfois, une demi-heure ou une heure peut avoir une influence décisive sur l'issue du combat. Aucune considération politique ni d'aucun ordre (manque d'armes, manque de données sur l'adversaire, etc.) capable d'affaiblir l'allure des opérations offensives de l'insurrection, ne peut ni ne doit être

---

[105] *Règlement provisoire sur le service en campagne de l'Armée rouge*.

tenue pour valable. L'activité, l'offensive, l'attaque à tout prix doivent, à ce moment, tout dominer.

C'est seulement lorsque l'adversaire s'est préparé au combat, prend lui-même l'offensive et que les insurgés sont rentrés dans la défensive, que les opérations doivent prendre un caractère systématique. Les attaques doivent être soigneusement préparées:

Le principal facteur du succès, dans les attaques du combat de rues, dit le règlement anglais déjà cité, est sa parfaite préparation et organisation avant l'envoi des troupes à l'attaque. Il n'est pas de catégorie de guerre où une attaque non préparée entraîne des pertes aussi lourdes que dans le combat de rues. Une erreur commise ne peut être réparée qu'avec beaucoup de mal, le succès ne peut être obtenu que par une étude systématique des méthodes et des plans de conduite du combat de rues. La chose importe davantage encore, lorsque l'ennemi use de stratagèmes et dispose d'assez de temps pour préparer sa défense.[106]

Avant chaque offensive, l'attaquant doit exécuter la plus soigneuse reconnaissance de l'ennemi et du terrain ainsi que des abords de l'adversaire resté sur la défensive. Cette reconnaissance doit fournir des données exactes et complètes sur le système de fortifications, les points d'appui, l'emplacement des mitrailleuses, la possibilité d'exécuter une attaque concentrique, etc. C'est d'après ces données sur l'ennemi et le terrain que le commandement établit son plan d'attaque.

Dans son idée essentielle, le plan d'attaque doit être simple, mais en même temps scrupuleusement systématique, prévoir le grignotement systématique du dispositif ennemi. Les missions des divers détachements doivent être énoncées clairement et concrètement, sinon il se produira fatalement des mélanges entre les unités, d'où de la confusion dans les opérations, ce qui peut réduire à néant toute l'entreprise.

---

[106] *Règlement anglais pour les officiers subalternes*, dans le recueil d'articles *Le Combat de rues*.

Le plan d'attaque doit prévoir la nécessité de fortifier immédiatement les maisons ou rues occupées par les assaillants afin de constituer de sérieuses places d'armes pour exécuter le bond suivant.

Il faut s'attacher spécialement à détruire les nids de mitrailleuses. La mitrailleuse est, entre les mains de celui qui se défend, une arme excellente. Si l'assaillant dispose d'artillerie ou de lance-mines, il doit s'en servir avant tout pour anéantir les mitrailleuses ennemies. Les positions d'artillerie seront d'ordinaire choisies soit sur la lisière de la ville, soit sur les places. Dans ce cas, les observateurs de l'artillerie doivent être avec les assaillants. Il peut se présenter des cas où il conviendra d'avoir des canons à proximité immédiate de la colonne d'attaque, pour exécuter des tirs directs.

Ainsi, pendant la révolte des s.-r. de gauche de Moscou en 1918, le commandement rouge donna l'ordre d'amener une batterie de deux pièces devant l'hôtel Morozov, occupé par les révoltés, avec des mitrailleuses. Un des canons fut installé à 300 pas de l'hôtel et ouvrit le feu. Les résultats de ce tir furent extrêmement favorables. Vatsétis, qui dirigeait les opérations, écrit à ce sujet:

Comme il a été reconnu après la répression, au moment où Berzine (commandant de la batterie) ouvrit le feu, il se tenait dans l'hôtel une réunion des s.-r. de gauche. Le premier obus éclata dans la pièce voisine de celle où se tenait la séance. Le second également. Les coups suivants, tirés à mitraille, frappèrent les toits et les balcons. Les détonations assourdissantes produisirent un effet foudroyant sur les membres de la réunion, qui se jetèrent dans la rue et se dispersèrent dans toutes les directions. Après les chefs, on vit s'enfuir les troupes.[107]

Les lance-bombes ont, dans l'attaque du combat de rues, un rôle considérable.

---

[107] VATSÉTIS, *Le soulèvement des s.-r. de gauche à Moscou*, dans la revue *Guerre et Révolution*, 1927, n010-11.

Balk, se basant sur l'histoire des combats de rues de Berlin en 1919, estime qu'ils rendent plus de services que l'artillerie de campagne. Dans son article déjà cité plus haut, «La tactique du combat de rues», il fournit des exemples d'emploi des lance-mines pendant la répression de l'insurrection spartakiste à Berlin.

L'objectif principal des assaillants était l'anéantissement des positions des spartakistes à l'entrée du tunnel. Du côté du marché Werder, la place Alexandre était mitraillée à coups de mines lourdes qui creusaient des entonnoirs de 6 à 7 mètres de profondeur. Ces obus perçaient le revêtement de la rue au-dessus du tunnel du métropolitain et causèrent d'énormes pertes aux spartakistes. Comme d'habitude, l'effet moral fut décisif. Les spartakistes reculèrent effrayés, abandonnant leurs points d'appui, et se retirèrent vers la Müntzstrasse. La garnison communiste de la Maison du syndicat des instituteurs et du café Braun essaya d'opposer une énergique résistance. Comme l'artillerie ne pouvait rien contre ces édifices, on les fit sauter à coups de mines. L'effet ici aussi fut admirable. Les insurgés survivants abandonnèrent bientôt la maison et tombèrent entre les mains des troupes. De même, deux mines tombées sur le magasin Tietz mirent hors de combat une mitrailleuse qui y était installée. Les lance-mines sont plus avantageux dans le combat de rues que l'artillerie de campagne.[108]

Cette opinion sur les avantages des lance-mines comparés à l'artillerie de campagne dans les combats de rues est partagée par les Américains qui, dans leur instruction sur la répression des insurrections dans les villes et en général sur toute la tactique du combat de rues en temps d'insurrection, mettent à profit l'expérience allemande. Dans l'attaque des divers objectifs d'une ville, «les mortiers de tranchées seront, selon toute vraisemblance, plus utiles que l'artillerie légère» (Instruction américaine).

Dans l'attaque des maisons, les grenades à main et les bombes à grande puissance explosive jouent un rôle considérable. Elles

---

[108] W. BALK, *La tactique du combat de rues*, dans le recueil *Le Combat de rues*.

peuvent être appliquées avec grand profit soit contre la force vive des défenseurs, soit contre leurs mitrailleuses (pourvu qu'on les approche à couvert jusqu'à portée de lancement des grenades), ainsi que pour détruire les obstacles de peu d'importance (portes, etc.).

Toute la charge de l'attaque dans les combats de rues incombe aux petites unités de l'organisation de combat du prolétariat: escouade, section, compagnie ou bataillon, réunion de plusieurs compagnies. Étant donné que ces unités doivent, la plupart du temps, agir indépendamment, résoudre elles-mêmes divers problèmes, il faut autant que possible adjoindre à chacune d'elles (compagnie, bataillon et même parfois section) un ou deux canons ou lance-mines. Chacune de ces unités doit être assez abondamment pourvue de grenades à main et de bombes à grande puissance explosive. En outre, elle doit avoir un assez grand nombre de haches, pics, pioches, échelles de corde, nécessaires pour le combat à l'intérieur des maisons (pour forcer les portes des pièces, percer les murailles, se transporter d'un étage à l'autre, etc.).

L'attaque de rues est composée de l'enlèvement successif des divers pâtés de maisons, des places et des barricades. Elle peut être exécutée par une offensive suivant la direction de la rue ou bien, si celle-ci est occupée, en contournant les maisons, cours et jardins. Le premier procédé est plus rapide, le second plus sûr, entraînant moins de pertes, mais lent. Le choix du procédé est laissé à l'exécutant, selon les circonstances générales et l'importance des ressources techniques dont il dispose.[109]

Si l'attaquant a à sa disposition assez d'artillerie (canons de campagne et lance-mines) pour réduire au silence les mitrailleuses ennemies, il est préférable d'appliquer le premier procédé, donnant le résultat le plus rapide, c'est-à-dire d'avancer dans le sens de la rue. Dans le cas contraire, il conviendra d'attaquer en contournant les maisons, cours et jardins. Parfois, on pourra employer un mode

---

[109] *Règlement provisoire sur le service en campagne de l'Armée rouge*, p. 414.

d'attaques combinées: avancer en même temps le long de la rue et par des mouvements tournants.

Les mouvements tournants ont pour but de pénétrer peu à peu d'une maison dans l'autre, de harceler par des attaques fréquentes la force vive de l'ennemi, en désorganisant son système de défense et en l'obligeant à abandonner ses positions.

En pénétrant dans une maison, l'attaquant doit faire une soigneuse visite de tous les locaux. Au cas où il découvrirait que des habitants de la maison ont pris part au combat, il faut les priver de liberté et les enfermer pour le temps de la bataille dans des locaux spéciaux sous bonne garde.

L'attaque des barricades sera le mieux exécutée à l'aide d'autos blindées ou de tanks. Si les assaillants n'en possèdent pas, ils seront obligés d'envoyer à l'assaut des unités d'infanterie soutenues par des mitrailleuses et surtout par l'artillerie, qui prendra pour but les nids de mitrailleuses et la force vive des défenseurs immédiats, ainsi que les maisons commandant la barricade. L'attaque de front doit être accompagnée de mouvements tournants pour attaquer par-derrière les défenseurs de la barricade.

Dans l'établissement du plan d'attaque de telle rue ou quartier, on doit accorder une attention particulière à l'organisation de la liaison. Outre l'utilisation de la liaison urbaine existante (téléphone), il faut faire un large emploi de la liaison vivante. C'est seulement au cas où la liaison fonctionnera sans interruption que le commandement pourra influer par ses dispositions sur la marche du combat.

Un moyen sérieux d'influer sur le combat pendant l'attaque est la réserve du commandant de l'opération. De là la nécessité de prévoir, dans la répartition des forces, une assez nombreuse réserve, qui sera placée à proximité immédiate de la zone d'attaque. Parfois, cette réserve devra être mise à la disposition des commandants de bataillons ou de compagnies.

Son rôle est *a)* de développer le succès en cas d'attaque réussie; *b)* de renforcer les unités attaquantes; *c)* de parer à l'imprévu.

Dans l'occupation de tel ou tel édifice, il faut avant tout isoler le bâtiment des bâtiments voisins, ensuite organiser l'attaque par le feu, et seulement après cela donner l'assaut conformément à un plan détaillé. On obtiendra l'isolement de l'édifice à attaquer en occupant les édifices voisins et tous les passages conduisant de là dans la ville.

L'attaque par le feu doit être faite par l'artillerie et par les mitrailleuses. Le rôle de l'artillerie est d'anéantir les mitrailleuses des défenseurs, de détruire les portes, etc. Les mitrailleuses doivent maintenir sous leur feu les balcons, les fenêtres et les toits. Le mieux serait d'organiser le feu des fenêtres et des toits des maisons voisines, une fois nettoyées d'ennemis.

L'attaque proprement dite, exécutée par l'infanterie, doit être rapide et énergique. Le commandement de l'attaque doit prendre d'avance des mesures pour prévenir la fuite de l'adversaire.

Le commandement de l'attaque d'une maison ou d'un pâté de maisons doit prévoir dans son plan les mesures à prendre en cas d'échec.

XII. Le travail militaire du Parti parmi les paysans

Les partis révolutionnaires

La victoire de la révolution prolétarienne est *impossible* dans les pays agraires et semi-agraires *si le prolétariat révolutionnaire n'est pas activement soutenu* par le gros de la population paysanne. C'est une vérité indiscutable et pour la révolution bourgeoise démocratique, et pour la révolution prolétarienne. Dans la période de la révolution bourgeoise démocratique, il n'est pas de lutte du prolétariat pour la réalisation de ses mots d'ordre, pour le développement de la révolution bourgeoise démocratique en révolution prolétarienne, *qui puisse être couronnée de succès* sans un bloc révolutionnaire du prolétariat et des paysans, sans la participation active de la masse des paysans opprimés à la réalisation des mots d'ordre de la révolution. Une preuve évidente en est donnée par trois révolutions en Russie, la grande révolution chinoise, les luttes révolutionnaires de nombre d'autres pays. Ce principe léniniste essentiel est aujourd'hui un fait absolument indiscutable pour tout véritable révolutionnaire. En Chine, dans l'Inde, dans l'Amérique latine, dans bien des pays d'Europe (pays balkaniques, Roumanie, Pologne, Italie, France, Espagne, etc.), l'allié décisif du prolétariat dans la révolution sera la population paysanne. Dans le cas seulement où la vague révolutionnaire mettra en branle les masses agraires, conduites par le prolétariat,

la révolution sera en état de triompher. De là l'importance exceptionnelle qu'a l'agitation du Parti dans les campagnes.

Tout mouvement révolutionnaire sérieux parmi les paysans, comme on l'a vu en Chine et comme on le voit encore jusqu'à un certain point aujourd'hui, prend d'abord la forme de soulèvements isolés, spontanés et non organisés de détachements de partisans contre les grands propriétaires, les koulaks, les marchands et les usuriers, contre les autorités faisant la levée des impôts, en un mot contre tous les pouvoirs administratifs et politiques existant à la campagne et à la ville, contre le régime existant, pour la confiscation et le partage du sol, la suppression des fermages et la remise des dettes, pour la saisie du pouvoir politique par les organisations paysannes. Au premier stade du mouvement révolutionnaire, les paysans lancent rarement des mots d'ordre très accusés de révolution agraire, ils s'élèvent seulement contre les mauvais» propriétaires, réclament seulement la diminution des fermages et des impôts, etc.

Le trait essentiel de la révolution paysanne dans sa première étape, c'est son caractère spontané, l'isolement et la non-organisation des interventions, l'absence d'un programme politique déterminé et unique pour toutes les régions, l'absence de mots d'ordre fixes.

L'objectif du parti prolétarien à l'égard des paysans consiste à conquérir la direction du mouvement, à l'organiser, à mobiliser les masses paysannes autour de certains mots d'ordre de classe conformément au caractère de la révolution, en un mot à diriger tout le mouvement vers la réalisation de ces mots d'ordre. Le parti du prolétariat doit coordonner le mouvement paysan avec les buts et les opérations révolutionnaires du prolétariat dans les centres industriels.

Pour le parti révolutionnaire, il doit être évident que le mouvement paysan, si large qu'il soit, ne peut compter sur aucun succès décisif sans l'entrée en mouvement de la classe ouvrière. Il en est de même pour les opérations de cette dernière (dans les pays agraires et semi-agraires) sans accompagnement d'une puissante

action révolutionnaire des paysans. Organiser et préparer des actions combinées et, si possible, simultanées dans les villes et dans les campagnes, tel sera le but essentiel du parti révolutionnaire dans les pays agraires et semi-agraires.

En Chine, par suite de la campagne du Nord, le développement du mouvement paysan a atteint des proportions colossales. Vers l'époque du Ve congrès du PC chinois (mai 1926), on comptait dans le centre et le sud du pays environ millions de paysans organisés en ligues paysannes. L'énorme majorité, principalement dans le Sud, dans le bassin du Yang-Tsé-Kiang, combattait consciemment, dès alors (1927), sous le mot d'ordre de la révolution agraire. Le PC chinois (sa direction d'alors), au lieu de mener selon les directives de l'IC l'agitation révolutionnaire parmi les paysans, d'entraîner les masses de la population agraire dans la voie de l'action révolutionnaire en les aidant à s'organiser et à élaborer un programme politique et un plan d'action, en accélérant la différenciation sociale dans les campagnes, de soumettre le mouvement à son influence et de s'orienter fermement sur l'extension et l'approfondissement de la révolution agraire, entrava le mouvement paysan et combattit de concert avec le Kuomintang les soi-disant excès, c'est-à-dire en réalité les interventions révolutionnaires des organisations paysannes. Ce fut là la plus grosse erreur de la direction communiste d'alors.

Rien d'étonnant que cette politique du PC à l'égard des paysans et ce bloc avec le Kuomintang aient eu pour conséquence que les insurgés de Yé-Tin et de Ho-Lun, quand, après s'être soulevés le 1er août 1927 à Nantghan, ils se mirent en route vers le Sud, ne purent trouver pour transporter leurs munitions et en général leur matériel de guerre le nombre voulu de coolies.[110] Les paysans abandonnaient leurs villages pour échapper à la mobilisation. Les armées de Yé-Tin et de Ho-Lun furent ainsi obligées de laisser sur place d'énormes quantités de munitions entre les mains de

---

[110] Les armées du sud ne possèdent pas de convois spéciaux, et tous les transports de matériel de guerre sont faits par des coolies, c'est-à-dire par des paysans mobilisés ou librement salariés.

l'ennemi. De même dans la région de Svatoou, où le commandement de cette armée révolutionnaire, ayant à sa tête des communistes et des membres de la gauche du Kuomintang, essaya de faire entrer dans ses rangs les paysans et de leur distribuer les armes non utilisées. Les paysans n'entrèrent pas dans l'armée révolutionnaire, car ils ne faisaient aucune différence entre celle-ci et les armées des militaristes. En fait, il n'y avait aucune différence à faire, car, bien que dans quelques divisions (la 24e et la 25e) tous les commandants de régiments et 20% des officiers fussent communistes, bien que le Comité militaire révolutionnaire comprît aussi des communistes, la politique de l'armée à l'égard des paysans (comme d'ailleurs dans toutes les autres questions) ne se distinguait en rien de celle de la gauche du Kuomintang. Au lieu des mots d'ordre «À bas les grands propriétaires!», «Confiscation des terres !», etc. lancés par les ligues paysannes, le Comité révolutionnaire lança les mots d'ordre suivants: «À bas les mauvais propriétaires ! confiscation des domaines dépassant 20 mou, diminution de 50% des fermages», etc. Rien d'étonnant qu'après cela, les masses paysannes se soient détournées de cette armée, aient abandonné leurs villages pour se retirer dans les montagnes à la seule nouvelle de son approche. Rien d'étonnant non plus que dans la ville de Lin-Chouan l'armée de Yé-Tin et de Ho-Lun ait été accueillie par une démonstration amicale des marchands. À cette manifestation les paysans étaient complètement absents.

Il faut se souvenir que ces mêmes paysans, au début de la campagne et pendant la campagne du Nord, espérant que l'armée du Kuomintang leur apporterait la libération sociale et économique, l'avaient aidée de toutes leurs forces à écraser l'armée des militaristes ancien modèle (Sun-Chouan-Fan, Wou-Pei-Fou et autres), en se soulevant sur ses derrières, en la harcelant par des attaques incessantes de partisans, des assassinats d'officiers et de grands propriétaires, en désorganisant, en un mot, toute la vie de l'arrière.

Il faut bien souligner que la mauvaise politique du PC dans la question paysanne fut une des causes fatales de la défaite de la révolution chinoise en 1927.

Un autre exemple de la façon dont il ne faut pas se comporter à l'égard du mouvement paysan est fourni par les événements de Bulgarie en 1923. Dans l'automne de 1923, dans ce pays, les insurrections paysannes éclataient spontanément dans toutes sortes de régions, et néanmoins le PC bulgare passa une semaine entière sans rien entreprendre pour s'assurer la direction du mouvement. Les insurrections paysannes, faute d'organisation et de coordination, à cause de leur isolement et de l'absence d'une bonne direction du PC, furent écrasées par la contre-révolution.

D'autre part, la victoire de la révolution d'Octobre aurait été impossible si le Parti bolchévik n'avait pas su mobiliser les masses paysannes sous ses propres mots d'ordre et les conduire au combat pour le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et l'établissement de la dictature du prolétariat. Sans cette bonne politique du Parti bolchévik à l'égard des paysans, il n'aurait jamais pu être question de conquérir l'armée tsariste à la révolution, car c'est précisément la hardie politique du Parti bolchévik à l'égard des paysans qui lui a fourni d'immenses possibilités pour faire passer dans ses rangs l'armée tsariste, composée principalement de paysans.

Une des causes de la défaite de l'insurrection de Canton est que, dans les régions avoisinantes, il n'y avait pas à l'époque où le prolétariat se souleva à l'intérieur de la ville de sérieux mouvement révolutionnaires paysans. Au contraire, les innombrables soulèvements paysans des diverses provinces de Chine, et en particulier du Chantoung, furent défaits principalement parce qu'ils restèrent isolés du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière des centres industriels et ne furent pas soutenus par une intervention du prolétariat dans les villes.

Au moment de la lutte révolutionnaire active du prolétariat russe en 1905, la grosse masse des paysans manifestait encore trop peu d'activité révolutionnaire. Le mouvement paysan en Russie n'atteignit son apogée qu'en 1906-1907, un an environ après le reflux de la vague révolutionnaire du prolétariat urbain. Le manque de concordance entre le mouvement révolutionnaire des villes et

des campagnes fut la cause essentielle de la défaite de la première révolution russe.

Pour assurer autant que possible la simultanéité d'action du prolétariat et des paysans, le parti du prolétariat, surtout dans les pays agraires et semi-agraires, doit fixer son attention sur le travail politique et d'organisation (militaire entre autres) parmi les paysans. Ce travail ne doit pas être fait accidentellement, sans plan, de façon uniforme à travers tout le pays, mais conformément aux considérations essentielles du Parti concernant l'ordre et la date des diverses interventions révolutionnaires possibles dans telle ou telle région ou province. Une agitation politique et un travail d'organisation uniformes, dans un pays aussi vaste que la Chine, entraîneront fatalement la dispersion des forces et des ressources. L'importance différente qu'ont les diverses provinces dans la vie politique de la Chine (et des pays analogues) doit déterminer les degrés différents d'intensité dans l'action du Parti parmi les paysans de chacune. Ainsi, l'importance politique du Gan-Tsou, du Gouit-Tchéou, du Kouang-Si et autres provinces de ce genre ne saurait être comparée à celle du Kouang-Toung, du Houpé, du Hounan, du Tsiang-Tsou, etc., avec leurs grands centres industriels et commerçants et leur nombreux prolétariat. Naturellement, l'agitation révolutionnaire parmi les paysans doit se faire partout, mais *son centre de gravité* doit se trouver dans une province ou un groupe de provinces déterminé. Ce principe découle de cette vérité universellement reconnue que la révolution (la prise du pouvoir par le prolétariat allié aux paysans et à la population pauvre des villes) dans des pays comme la Chine et autres semblables, présentant une infinie diversité de conditions géographiques, économiques et politiques, ne peut s'accomplir comme un acte instantané (c'est-à-dire durant quelques semaines et quelques mois), mais doit nécessairement remplir toute une période plus ou moins prolongée de mouvements révolutionnaires dans les diverses provinces ou centres industriels ou politiques. On peut considérer comme indubitable que le pouvoir des Soviets s'établira en Chine d'abord dans quelque province ou groupe de provinces possédant un grand centre industriel ou commercial, qui servira de base au développement ultérieur de la révolution. La date de

l'adjonction de nouveaux territoires à cette base révolutionnaire dépendra du rapport des forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires non seulement en Chine, mais dans le monde entier. C'est là une question qui ne sera résolue que par la lutte. Mais en tout cas, la consolidation et l'union révolutionnaire de la Chine demanderont infiniment plus de temps qu'il n'en a fallu pour chasser de Russie toutes les forces contre-révolutionnaires, après la révolution d'Octobre à Pétrograd et à Moscou.

En conséquence, il faut que le parti révolutionnaire, prévoyant l'approche d'une situation immédiatement révolutionnaire, en même temps qu'il continue à faire l'éducation et la mobilisation révolutionnaires de la classe ouvrière, indique celles des provinces ou territoires correspondants qui sont les plus importants au point de vue de l'agitation parmi les paysans et fixe en conséquence son attention et concentre ses ressources sur ces provinces. En matière d'agitation parmi les paysans, il faut se préoccuper surtout des régions avoisinant les centres industriels et politiques. Cela est vrai également pour toutes sortes de pays européens (Pologne, France, Roumanie, etc.).

Il ne fait nul doute que dans les cas où un puissant mouvement révolutionnaire paysan commence après une défaite du prolétariat (première révolution russe; la Chine après la défaite du prolétariat en 1927), le Parti doit prendre la tête de ce mouvement paysan et le diriger. La lutte révolutionnaire des paysans, surtout si elle se déroule avec succès dans les régions possédant des centres industriels et commerciaux, est une arme puissante, incitant la classe ouvrière défaite et retombée dans les griffes de la réaction à reprendre l'initiative de l'action.

Étant donné que tout sérieux mouvement révolutionnaire de la population paysanne prend nécessairement la forme d'interventions armées contre l'arbitraire des grands propriétaires, des usuriers, de l'administration, etc., c'est-à-dire en réalité la forme d'opérations militaires de détachements paysans, il est essentiel et indispensable de s'arrêter sur le travail militaire du Parti parmi les paysans.

On ne peut pas à n'importe quel moment entreprendre la formation de détachements armés de paysans, de même qu'on ne peut pas à tout instant former une garde rouge dans les usines. La lutte armée des paysans, étant une forme de la lutte de masses, surgit dans certaines circonstances politiques, quand les masses villageoises, par suite du joug insupportable des classes dominantes, sont en état de fermentation révolutionnaire et prêtes à combattre activement le pouvoir existant. Les actions spontanées des détachements armés de paysans signalent que «les masses exploitées et opprimées ont pris conscience de l'impossibilité de continuer à vivre comme autrefois et réclament des changements» *(Lénine)*, que le pays est en présence d'une situation immédiatement révolutionnaire. Il n'est pas de mouvement de partisans révolutionnaires possible dans une situation «normale et pacifique», car c'est l'expression d'une période de guerre civile déclarée entre deux fractions d'un peuple.

L'expérience de la guerre de partisans dans différents pays montre que, dans sa période initiale, cette guerre, vu la faiblesse et l'effectif réduit des détachements, vu le peu de conscience qu'ont les paysans de leurs objectifs, faute d'expérience révolutionnaire et faute d'influence suffisante du parti prolétarien dans les campagnes, porte le caractère de petits engagements d'importance locale. L'objectif essentiel des détachements de partisans dans cette période est la défense des paysans d'une région, d'une localité ou d'un lieu habité contre les violences de la bureaucratie réactionnaire, contre les réquisitions arbitraires de l'armée (en temps de guerre), etc. Pour cela, la lutte des détachements de partisans prend fréquemment la forme d'actes de terrorisme individuel ou de sabotage contre des fonctionnaires ruraux, marchands, propriétaires, officiers, policiers, chefs d'organisations de fascistes ou de Cent-Noirs, d'attaques contre de petits détachements de répression ou de petits corps de troupe pour s'emparer de leurs armes, de libérations de détenus, de détérioration et désarmement des voies de communication, d'expropriations pour s'emparer de sommes d'argent, d'incendies de domaines, etc.

La prise du pouvoir politique, la coordination des opérations de partisans entre les diverses régions, l'adaptation de leurs opérations à la lutte politique ou économique du prolétariat des villes sont des problèmes qui, d'ordinaire, dans cette période initiale de la guerre civile dans les campagnes ne se posent pas. Les mots d'ordre de la guerre de partisans ne portent pas encore un caractère social aussi marqué.

Dans la suite, à mesure que grandit l'élan révolutionnaire des campagnes, que s'accentuent les antagonismes de classe dans la population paysanne et que croît l'influence du prolétariat sur les paysans, les interventions de partisans iront se multipliant. En même temps, le nombre de détachements augmentera, embrassant sans cesse de nouvelles régions, leurs opérations prendront peu à peu une plus large envergure, la lutte armée des paysans opprimés contre la réaction commence à revêtir un caractère de masse, de la défense on passe progressivement à l'attaque, en tenant les autorités dans la crainte perpétuelle d'être en butte à des incursions brusques de détachements paysans.

Dans cette période, les détachements de partisans ne se bornent plus à opérer dans leur propre région, ils sortent de leur village et de leur canton, se transforment peu à peu en détachements volants de force diverse, se joignent aux détachements des régions voisines et s'enhardissent jusqu'à entreprendre de plus vastes opérations. Le nombre de leurs objets d'attaque augmente aussi sensiblement. Aux petites incursions contre les dépôts, aux meurtres de grands propriétaires, de réactionnaires, de policiers, aux incendies de grands domaines, etc. se joignent les attaques en règle contre la police, les troupes et leurs dispositions d'arrière, les attaques brusquées et la mise à sac des petites villes, etc.

L'histoire de la lutte paysanne dans les divers pays illustre richement la façon dont le mouvement de partisans se transforme peu à peu en une force sérieuse, capable, avec des dirigeants convenables, d'exécuter des missions révolutionnaires d'une énorme importance.

Pendant la campagne du Nord, en 1926 et au début de 1927, l'armée révolutionnaire du gouvernement de Canton qui, au début de sa sortie de la province du Kouang-Toung, comptait environ 90 000 combattants, défit les armées, plusieurs fois supérieures et absolument remarquables pour la Chine, de Wou-Peï-Fou, Soun-Tchouan-Fan et Tchan-Tsou-Chan. Ce grand succès militaire de l'armée peu nombreuse, faiblement armée et mal outillée, de Canton n'a été rendu possible *que par les opérations actives des détachements paysans* qui agissaient derrière les ennemis. Pendant toute la campagne du Nord, et en particulier au début, les paysans des provinces du sud et du centre, qui voyaient alors dans l'armée révolutionnaire l'instrument de la lutte contre les grands propriétaires, les impérialistes, les militaristes et, en général, toute la Chine réactionnaire, apportèrent par leurs opérations, leurs révoltes, leur sabotage des voies de retraite des troupes militaristes, leurs attaques brusquées contre ces troupes, un concours inestimable à l'armée nationale. Les armées des militaristes se trouvèrent obligées de soutenir de front l'attaque des troupes révolutionnaires et d'opposer à leur arrière une résistance acharnée aux détachements paysans. Dans ces conditions, aucune armée n'était en état de se battre utilement. L'armée des militaristes du sud et du centre de la Chine, énergiquement soutenue par l'impérialisme, se désorganisa et ne pouvait pas ne pas se désorganiser sous les coups combinés et coordonnés de l'armée nationale et des innombrables détachements paysans attaquant son arrière.

Dans l'organisation et la direction des détachements paysans qui désorganisèrent l'arrière des militaristes, une place considérable revient au PC et au Kuomintang, qui faisaient leur propagande parmi les paysans des provinces soumises aux militaristes.

Un bel exemple d'utilisation des détachements des partisans au profit d'objectifs contre-révolutionnaires est encore fourni par l'histoire de la lutte révolutionnaire en Chine.

Au début de 1926, la deuxième armée populaire de Feng-Yu-Sian, cantonnée dans la province du Hounan, se trouvait en état de guerre avec l'armée de Wou-Peï-Fou. À la suite des combats

incessants entre les coteries militaristes, la province du Hounan était absolument ruinée, les paysans réduits à la mendicité. Le processus de paupérisation de la population paysanne avait continué pendant le séjour de la deuxième armée, dont les 200000 hommes étaient naturellement entretenus par la population. Cette paupérisation avait amené des centaines de milliers de paysans à entrer dans les bandes de «tiou-fei» (bandits). D'autres s'organisaient dans les ligues paysannes, religieuses et semi-religieuses, dont le nombre s'accrut singulièrement en 1925 et 1926.

Le mécontentement des paysans du Hounan fut exploité par Wou-Peï-Fou, dont les agents faisaient une habile agitation contre la deuxième armée populaire. Diverses organisations paysannes (Piques rouges, Grands couteaux, Ventres tendus, etc.) s'élevaient activement contre le régime auquel la deuxième armée soumettait le Hounan, désorganisaient par leurs attaques les derrières de cette armée, en faisant des incursions systématiques sur les petites unités, en appelant les soldats à déserter et à entrer dans les groupements paysans, etc.

La démoralisation de la 2e armée populaire, à la suite de cette attitude hostile des organisations paysannes semi-militaires, arriva à un tel point qu'aussitôt après les premières attaques des troupes de Wou-Peï-Fou, numériquement insignifiantes, cette armée de 200000 hommes s'écroula comme un château de cartes.

Wou-Peï-Fou sut exploiter dans un dessein contre-révolutionnaire les dispositions révolutionnaires des paysans du Hounan. Mais, quand les troupes de Wou-Peï-Fou entrèrent dans la province, ces mêmes paysans qui attaquaient naguère la 2e armée populaire, tournèrent leurs coups contre l'armée de Wou-Peï-Fou. Cette dernière, dans sa lutte contre l'armée de Canton, subit de dures défaites à cause de l'hostilité des détachements de partisans.

On pourrait trouver dans l'histoire de la guerre civile en Russie de multiples exemples d'héroïques actions de partisans en Sibérie, en Ukraine, dans le Don, au Caucase septentrional, etc. Les partisans ont aidé l'Armée rouge à nettoyer le pays des forces

contre-révolutionnaires des généraux, des grands propriétaires et de la bourgeoisie.

La condition essentielle du succès durable des détachements de partisans est la solidité de leur liaison avec les masses paysannes. Pas d'actions de partisans sans une situation révolutionnaire, une fermentation révolutionnaire dans les masses paysannes. Il faut que la lutte des partisans reflète comme un miroir les intérêts des larges masses paysannes, il faut qu'il y avait une situation immédiatement révolutionnaire, pour que leur succès soit possible. Les détachements koulaks artificiellement constitués par les partis contre-révolutionnaires dans diverses régions de Russie pendant la guerre civile n'eurent pas et ne pouvaient pas avoir de succès durable, parce qu'ils ne reflétaient pas les aspirations de la population paysanne, qui se refusait absolument à combattre le pouvoir des Soviets. Leurs succès temporaires, par exemple dans la province de Tambov en 1920, firent rapidement place à la défaite, et au soulèvement des masses travailleuses des campagnes contre leurs meneurs contre-révolutionnaires.

Les conditions de la lutte, l'ampleur du mouvement révolutionnaire dans les campagnes et le caractère des objectifs que se propose la population paysanne dans chaque moment et dans chaque pays déterminent les formes de la lutte de partisans. De ces formes découlent à leur tour l'organisation et la structure des détachements de partisans. C'est le devoir du parti du prolétariat dans chaque moment donné, de tenir compte des conditions concrètes pour donner au mouvement de partisans les formes correspondant à cette situation et pour conduire leurs opérations. La direction du mouvement de partisans ne doit pas être seulement politique, mais aussi militaire et tactique.

Les recettes générales et les schémas passe-partout, en matière d'organisation et de tactique, sont absolument inapplicables à la lutte de partisans paysans. Les formes que prend cette lutte en Chine par exemple diffèrent essentiellement de celles qu'elle prendra en France, pour cette raison déjà que le théâtre des opérations sera tout autre, sans parler de toutes sortes d'autres différences et particularités. On ne peut parler, sans quitter le

terrain du marxisme et risquer de tomber dans l'abstraction, que de la façon la plus générale des formes et de la structure des détachements de partisans, en esquissant seulement les questions de principe.

Avant de recommander telle ou telle forme d'organisation de la lutte de partisans, il faut faire une analyse approfondie de la situation politique de la région considérée, tenir compte des particularités d'existence et de culture de la population, de l'expérience de la lutte de classe qu'ont déjà les paysans, etc.

Dans le schéma d'ensemble de la lutte de classe, le mouvement de partisans joue le rôle d'un facteur auxiliaire: il ne peut pas résoudre de lui-même les objectifs historiques, il ne fait que contribuer à la solution apportée par une autre force, le prolétariat. Il s'ensuit que le caractère des objectifs particuliers des opérations de partisans consiste à harceler les forces réactionnaires, à les désorganiser, facilitant par-là la victoire commune des classes laborieuses guidées par le prolétariat.

Les conditions essentielles auxquelles doit répondre le mouvement de partisans en matière d'organisation sont les suivantes:

L'organisation doit être souple, formée de plusieurs échelons, capables d'agir indépendamment l'un de l'autre;

Elle doit être mobile, apte à des actions rapides, capable de passer rapidement, si les circonstances le demandent, de l'illégalité à la légalité et inversement, de combiner judicieusement les méthodes légales, semi-légales et illégales;

La structure doit être telle qu'elle permette au Parti de réaliser sa direction en matière politique et opérative;

Elle doit être simple, intelligible aux masses, conforme à leurs usages, de façon à permettre l'adjonction continuelle de forces nouvelles.

Les détachements de partisans (petits groupes primaires), dans la période initiale où le mouvement se propose la défense des paysans de l'endroit contre l'arbitraire de la réaction, se forment

d'après le principe territorial. En règle générale, ils sont clandestins. Dans la suite, à mesure que s'accentue la lutte de classes dans les campagnes, à mesure qu'elle se change en guerre civile déclarée, ces groupes primaires se réunissent ensemble pour former des détachements régionaux de plus grande envergure (villages, cantons).

Il va de soi que les détachements de partisans doivent embrasser (c'est d'ailleurs ce qui arrive toujours en réalité) les éléments les plus avancés du village. Néanmoins, dans la période initiale, vu la nécessité d'observer la conspiration, vu l'espionnage et la provocation des autorités, il faut surveiller de très près le recrutement des groupes primaires. Plus tard, quand le mouvement se transforme en un vaste et puissant torrent de masses, entraînant dans ses rangs tout ce qu'il y a d'avancé et d'actif dans les villages, la conspiration et le choix du personnel perdent un peu de leur importance. Mais une bonne sélection des dirigeants, qui doivent être politiquement sûrs et suffisamment préparés militairement, sera toujours un problème actuel et toute négligence sur ce point aura toujours des conséquences funestes pour toute l'organisation.

Une bonne direction du mouvement de partisans par le parti du prolétariat n'est possible que si ce dernier possède de l'influence sur les paysans, si les paysans acceptent les mots d'ordre lancés par lui et luttent pour leur réalisation. Dans les pays où il existe des organisations paysannes de masses, le Parti doit s'efforcer d'y faire pénétrer son influence et de conduire le mouvement des partisans à la fois directement et par leur intermédiaire (les détachements de partisans sont dirigés précisément par ces organisations paysannes). Là où il n'existe pas de ces organisations de masses, le Parti doit utiliser les organisations de partisans comme des instruments pour diriger politiquement les paysans. L'organisation de partisans doit être elle-même et est en effet l'avant-garde des paysans travailleurs, leur fraction active, combative et dirigeante.

Les insurrections paysannes de Bulgarie en 1923 ont été très défavorablement influencées du fait qu'il n'y avait pas alors en Bulgarie une bonne organisation de forces armées et d'appareil de

direction des détachements de partisans. De là les actions mal combinées et mal coordonnées des divers détachements, de là la campagne relativement facile des troupes régulières envoyées contre eux. C'est seulement au début de 1924 que le PC commença de construire un appareil de direction. Les forces armées des paysans devaient se constituer, ou plutôt se réorganiser, selon le schéma suivant: à la base, des groupes de 6 (un chef et 5 hommes armés), 3 ou 4 groupes de 6 constituent une *«tchéta»*, 3 à 5 tchétas, une «*droujina»*. En cas de besoin, les *droujiny* peuvent être réunies en détachements de 3 à 5.

La direction de l'organisation de combat des paysans est réalisée dans le canton par un état-major politique et militaire, dans le district par un dirigeant de district, auquel sont soumises les *droujiny*.

Il faut noter que l'organisation de la *droujina* bulgare repose sur une distinction assez nette des fonctions: outre les *tchéty* de combattants, la *droujina* comprend des éclaireurs, des mitrailleurs, des hommes de liaison, etc.

Cette organisation précise et répondant aux conditions imposées par le lieu, les objectifs, le secret, etc. aurait certainement permis une bonne exécution des missions confiées aux insurgés bulgares. Malheureusement, le PC entreprit trop tard la réorganisation des forces des partisans d'après ce schéma, si bien qu'elle ne fut pour ainsi dire réalisée nulle part. Cette réorganisation ne commença à s'effectuer sérieusement qu'au moment où la vague révolutionnaire, après la défaite de septembre 1923, était déjà sur son déclin.

En Chine, la structure des organisations de combat de la population paysanne (Piques rouges et autres) est autre qu'en Bulgarie. La cellule de base est le groupe de 10; ces groupes se réunissent en groupes de 100, et ces derniers forment d'ordinaire des unités plus fortes.

En Allemagne, à la fin de 1923 et au début de 1924, les détachements paysans de la Poméranie et de la Prusse orientale se sont constitués d'après le même schéma que les centuries

prolétariennes des villes: escouades de 10 à 15 hommes, sections de trois à quatre escouades, centuries de 2 ou 3 sections.

Dans quelle mesure cette structure était-elle favorable ou défavorable, il est difficile d'en juger, car l'organisation des centuries paysannes d'Allemagne n'a pas reçu un grand développement: le Parti ne commença à les constituer qu'au moment du reflux de la vague révolutionnaire, et elles se disloquèrent rapidement. Cependant, comme ces centuries reproduisaient au fond la structure des compagnies de l'armée impériale, avec laquelle les masses étaient familiarisées par l'expérience de la guerre, et que d'autre part les centuries prolétariennes des villes avaient acquis en 1923 (et même avant) une large popularité, on peut estimer que cette organisation par centuries était la forme qui convenait le mieux aux conditions allemandes.

En Russie, pendant la guerre civile, le mouvement de partisans a pris généralement la même forme que les petites unités de l'armée régulière: sections, compagnies, escadrons, bataillons, régiments de cavalerie et d'infanterie. Dans la suite, lorsque l'Armée rouge attaquant de front et les partisans attaquant par-derrière chassèrent par des coups combinés l'ennemi des positions occupées par lui, les détachements de partisans, ou bien se fondirent dans les unités de l'Armée rouge, ou bien, comme il arriva fréquemment, continuèrent à exister comme unités indépendantes de l'Armée rouge, recevant leur commandement et leur matériel des réserves générales de l'armée, et agissant conformément aux ordres du commandement supérieur.

Les exemples indiqués plus haut quant à la structure du mouvement de partisans dans les divers pays montrent qu'au fond il faut se conduire en cette matière d'après les mêmes principes que pour les unités de base de l'armée régulière, *mais en tenant compte des particularités spécifiques de chaque pays, des objectifs du mouvement de partisans dans chaque période, des armes qui existent ou qui peuvent être acquises au cours de la lutte, et enfin de la nécessité de garder le secret*. Toutes ces conditions observées, nous aurons la structure des détachements de partisans: dans la

période initiale, de petits groupes combatifs, convenablement masqués, de 5, 8 ou 10 hommes, formés village par village et subordonnés, par l'intermédiaire de leurs chefs, à des commissions militaires de cantons et de districts et aux délégués de celles-ci dans les villages. À mesure que le mouvement se développe (avec l'accentuation de la lutte des paysans opprimés), ces petits groupes se réunissent en subdivisions supérieures (sections, *droujiny*, piquets). Ces dernières à leur tour forment de plus grandes unités.

Dans ce groupement des détachements en de plus grandes unités, il faut se conformer au principe, établi par l'art militaire, qu'en période d'action un seul dirigeant ne doit pas avoir sous ses ordres plus de 3 à 5 unités, car si leur nombre est plus considérable, cela rendra la direction sensiblement plus malaisée et aura de fâcheuses conséquences sur le succès final. Ce principe doit être d'autant mieux observé à l'égard des détachements de partisans que, par suite de leur caractère spécifique et aussi du manque fatal de bons dirigeants parmi les partisans eux-mêmes, la question de la direction sera toujours une des plus difficiles à résoudre.

En ce qui concerne la direction de la formation des détachements, de la préparation militaire et des opérations dans le canton, le district, la province et tout le pays, elle doit naturellement incomber aux commissions militaires des comités correspondants du PC, chargés de tout le travail militaire du Parti. Il faut faire entrer dans ces commissions des camarades spécialisés dans le travail parmi les paysans. Les commissions de districts et de canton auront, le cas échéant, leurs délégués militaires parmi les paysans dans chaque village ou dans chaque groupe de villages, pour diriger, par l'intermédiaire de dirigeants correspondants (commandants), les subdivisions de partisans et les autres organisations paysannes où il se trouve des partisans, pour diriger la formation des détachements et leur préparation militaire sur le lieu de formation.

La préparation des partisans aux opérations militaires, et avant tout le maniement des armes, sera une des tâches principales des organisateurs et des dirigeants, surtout dans les pays où les paysans n'ont pas la possibilité d'apprendre l'art de la guerre dans l'armée

régulière (armées de mercenaires, limitation des armements, non-participation à la dernière guerre mondiale ou à d'autres guerres). Il ne suffit pas d'apprendre aux partisans à manier les armes qu'ils possèdent au moment donné, il faut encore qu'ils sachent se servir autant que possible des armes qui peuvent dans la suite être enlevées à l'ennemi. Le mot d'ordre essentiel doit être ici: chaque partisan doit apprendre à bien tirer du fusil, à se servir de différents systèmes de revolver, à lancer la grenade à main et à manœuvrer habilement l'arme blanche (piques, sabres, etc.).

Il est très important également que chaque subdivision possède en assez grand nombre des éclaireurs, des mitrailleurs, des hommes de liaison, des sapeurs, des infirmiers convenablement préparés. La formation d'un contingent suffisant de ces spécialistes doit faire l'objet des soins de la direction des détachements de partisans.

Comment se procurer des armes pour armer l'organisation de partisans en voie de formation? C'est là un problème qui n'est pas moins difficile à résoudre que celui de l'armement de la garde rouge. Malgré les difficultés, il est quand même possible de le résoudre, au moins de façon suffisante, pour commencer la lutte pour la conquête des armes. Il faut indiquer en général qu'on ne possédera jamais des dépôts d'armes emmagasinés d'avance. Il faudra utiliser tout ce qui vous tombera sous la main, les armes dont disposent d'ordinaire les paysans (fusils de chasse, revolvers, haches, tiges de fer, etc.), plus des grenades et des bombes, des piques, des sabres et tout ce qu'on pourra acheter soi-même. Dans certains cas seulement, on pourra acheter des armes à feu. Mais la principale source de l'armement des partisans, ce seront les raids contre les dépôts d'armes, les confiscations, le désarmement des policiers et de quelques groupes de soldats, tout cela exécuté au moyen des armes primitives dont on disposera d'abord. Il faut souligner que tout mouvement sérieux de partisans aura pour tâche constante et toujours actuelle de compléter ses réserves d'armes et de munitions.

L'histoire du mouvement de partisans, en Russie, en Chine et ailleurs, montre que des détachements qui ont commencé la lutte

contre les autorités et l'armée sans avoir d'abord à leur disposition autre chose que des haches, des barres de fer, des fourches, des faux ou de simples bâtons, se sont emparés dans la suite, au cours du combat, de toutes les armes modernes nécessaires (fusils, mitrailleuses, canons, etc.) ainsi que des munitions.

La lutte de partisans, tout comme les opérations de la garde rouge à la ville, doit être menée conformément aux principes fondamentaux de l'art militaire et de la tactique. Néanmoins, à chaque moment donné, il faut tenir compte des particularités du moment et des conditions dans lesquelles le détachement a à agir.

Tout comme l'organisation de combat à la ville, le détachement de partisans ne peut compter sur le succès que si chacun de ses membres, en particulier les dirigeants, fait preuve du maximum d'activité, si, dans la préparation des opérations, on observe strictement le facteur «temps», si on a soigneusement élaboré à l'avance un plan d'action, réparti conformément aux circonstances les forces destinées à chaque mission particulière, fait une soigneuse reconnaissance de l'adversaire et de la localité, observé le principe de l'attaque brusquée, etc. La faiblesse de l'armement, l'absence de grandes unités (dispersion des forces), la difficulté d'obtenir une bonne direction pour toute une province ou même tout un district, doivent et peuvent être compensées par les avantages de la surprise, de l'audace, de la décision dans les actions.

Citons un des multiples exemples que l'histoire des partisans rouges de Russie fournit pour confirmer les idées précédentes.

À la fin de juillet 1918, les gardes blancs cernent le Soviet de la région du Sal. Le village de Platovskaïa est occupé par le détachement de Gnilorybov avec une centaine d'officiers et environ 200 Kalmyks recrutés de force. On commence à fusiller les paysans favorables aux bolchéviks.

Boudenny forme au hameau de Kouzorino un groupe de quatre hommes et décide d'attaquer Platovskaïa pour délivrer les prisonniers. Dans la nuit du 27 au 28, ce groupe exécute une audacieuse attaque, délivre les prisonniers, désarme les Kalmyks

frappés de stupeur et arme aussitôt les prisonniers libérés. Après un corps à corps acharné, la compagnie d'officiers recule, laissant en trophée à Boudenny 2 canons, 4 mitrailleuses, 300 fusils, 60000 cartouches et 150 chevaux tous sellés.[111]

Les détachements de partisans, tant qu'ils ne sont pas groupés en une armée paysanne plus ou moins forte, sont hors d'état de mener une lutte sérieuse contre l'armée régulière en bataille rangée et sur terrain découvert. Aussi, dans les cas où ces détachements sont attaqués par les troupes régulières, le plus avantageux pour eux est de *refuser le combat*, plutôt que d'organiser la défense à la manière des troupes régulières, car, avec leur faiblesse en face de ces dernières, les partisans ne peuvent espérer aucun succès dans la défensive. *La force des partisans ne réside pas dans la défensive, mais dans les attaques subites et hardies. Les partisans ne sont pas assez forts militairement pour se défendre. Ils doivent toujours et partout s'efforcer de manœuvrer: porter un coup rapide et brusque à l'ennemi au moment et sur le point où ce dernier s'y attend le moins; reculer rapidement et refuser le combat décisif, si les circonstances et le rapport des forces sur le point donné et au moment donné ne sont pas en leur faveur, afin d'attaquer sur un autre point.*

Dans l'organisation d'attaques de grande envergure contre des villes, des corps de troupe, etc., le commandement des détachements de partisans doit prêter une grande attention au choix de *la direction principale du coup à porter*. Vouloir être également fort dans toutes les directions aboutit à disperser ses forces. Le commandement doit concentrer ses efforts et son attention sur la direction principale dans laquelle il peut espérer remporter un succès rapide et décisif, en ne réservant pour les missions secondaires que le minimum de moyens et de forces. En outre, dans l'organisation des actions combinées de *plusieurs détachements* pour enlever brusquement tel ou tel objectif, il faut avoir en vue que l'élément «temps» a une énorme importance. La non-observation de ces deux principes de tactique entraîne

---

[111] *La Révolution prolétarienne sur le Don*, Recueil no1, 1922.

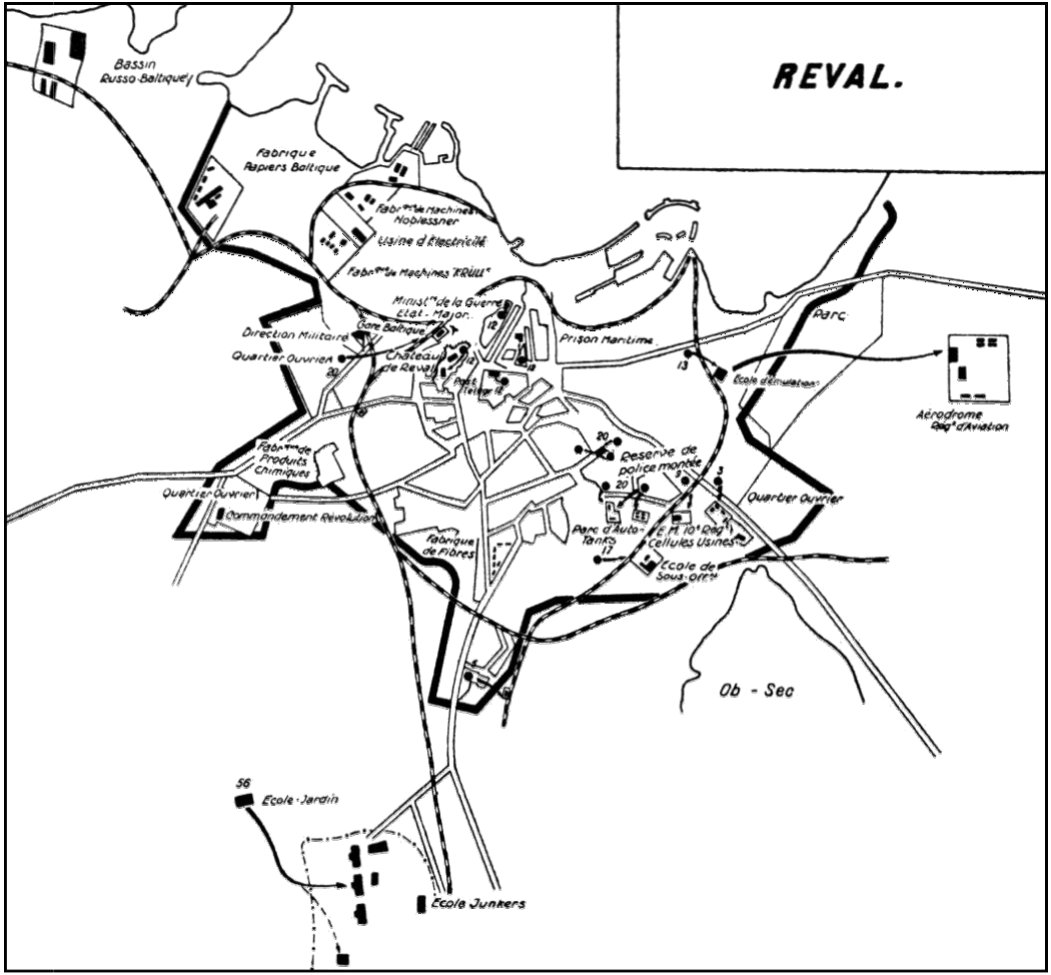
fréquemment l'insuccès et même l'écrasement des détachements d'attaque.

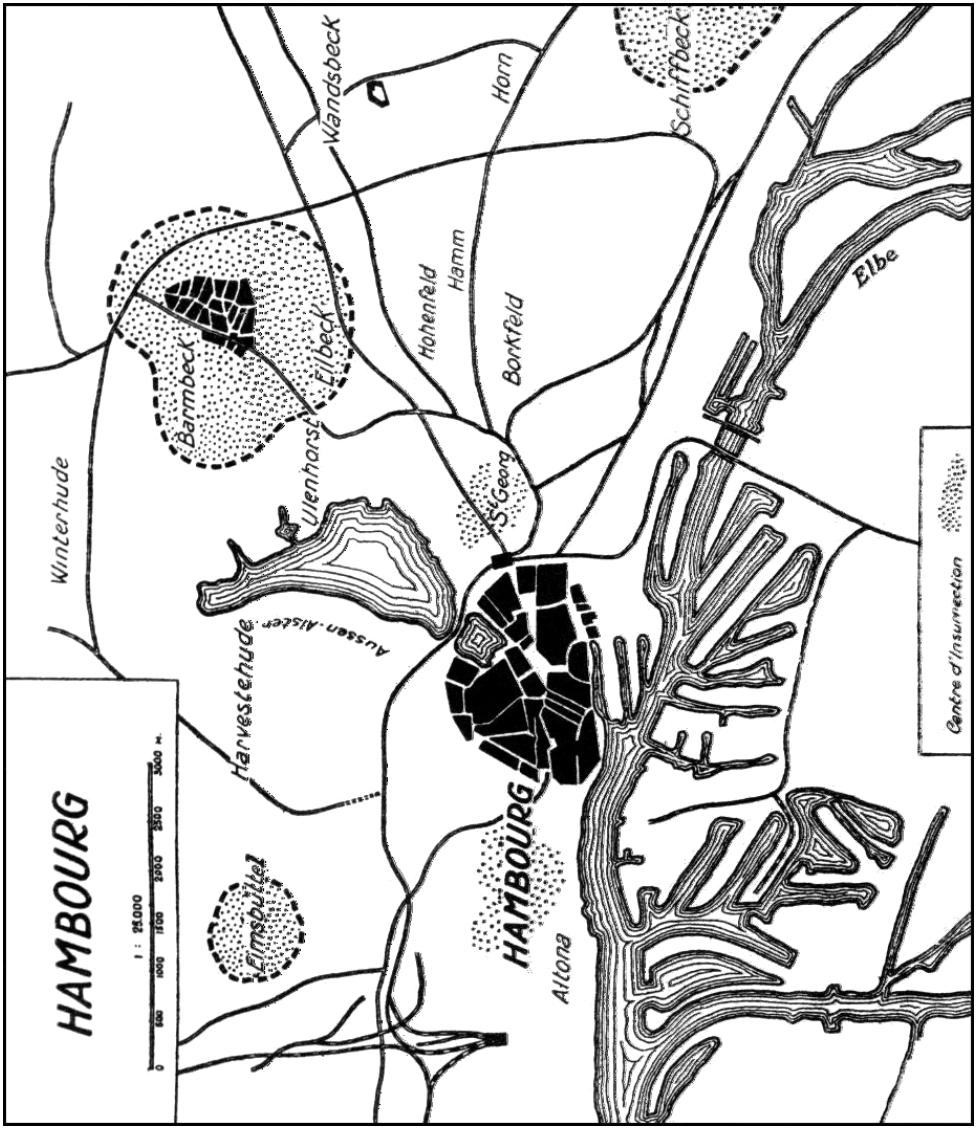
Dans ces opérations combinées, *l'unité de commandement* joue également un grand rôle. L'absence d'une bonne direction ou bien la présence de plusieurs directions (chaque détachement agissant à sa guise) sont inadmissibles. Le plan d'opération doit être établi en commun, la direction commune donne aux détachements prenant part à l'opération tous ses ordres au cours du combat. C'est la condition essentielle pour que les opérations combinées puissent espérer réussir.

La nécessité du commandement unique dans les actions de partisans est un lieu commun de la tactique du combat de partisans et de tout combat en général. Néanmoins, l'expérience de la guerre de partisans, principalement en Chine, montre que cette exigence élémentaire n'est pas toujours observée, n'est pas toujours mise en pratique. Il y a eu des cas fréquents où plusieurs détachements de partisans ayant un but commun, mais n'ayant pas de commandement unique, ont dispersé leurs efforts et, pour cette raison, ont été battus.

Aucune opération ne doit être entreprise avant une soigneuse reconnaissance. Les données exactes sur l'adversaire, sur son installation, ses points forts et ses points faibles, les données sur la localité, les routes, les moyens de transport, la population, etc., doivent être obtenues au moyen d'éclaireurs et doivent être à la base du plan d'opération. La continuité des opérations de reconnaissance est une des exigences essentielles du combat de partisans. Avant chaque opération, les partisans doivent faire une reconnaissance spéciale de leurs objectifs d'attaque, jusque dans les moindres détails.

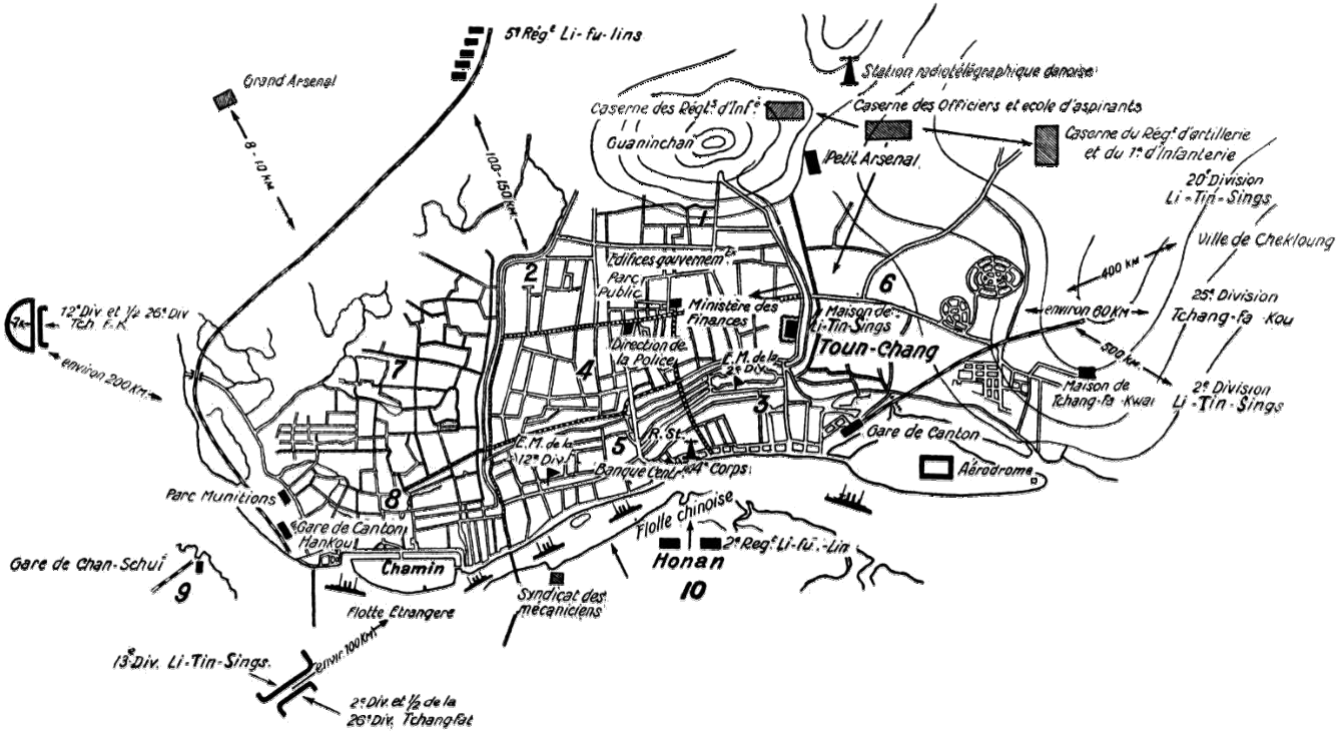
CARTES

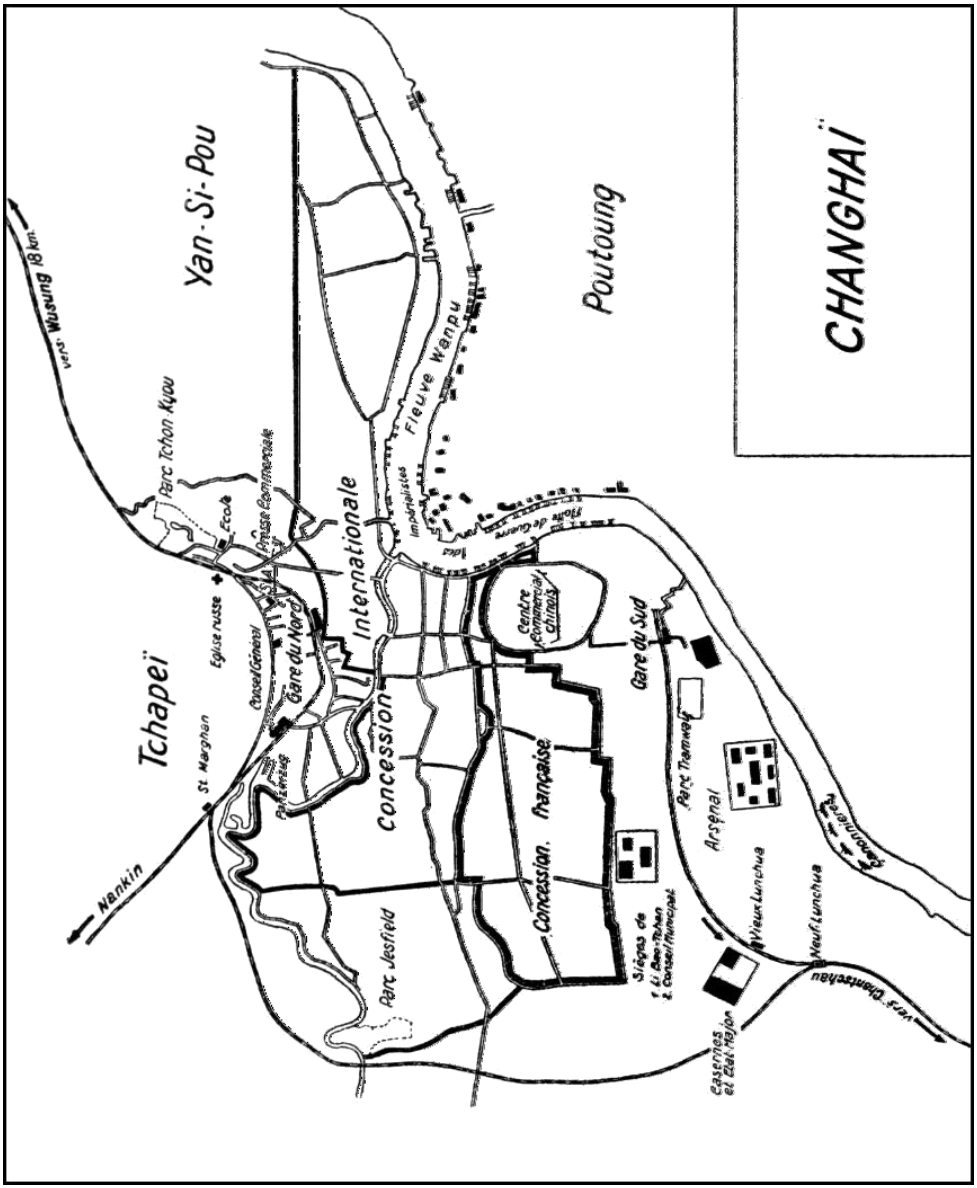

REVAL.
Bassin Russo-Baltique
Fabrique Papiers Baltique
Fabr.ne de Machines Nobiessner
Usine d'Electricité
Fabr.ne de Machines TRULL
Minist.re de la Guerre Etat-Major
Gare Baltique
Direction Militaire
Quartier Ouvrier
Château de Reval
Prison Maritime
Parc
Ecole d'Aviation
Aérodrome Reg.t d'Aviation
Fabr.ne de Produits Chimiques
Quartier Ouvrier
Commandement Révolution
Réserve de police montée
Quartier Ouvrier
Parc d'Auto-Taxis
E. M. 10.e Reg.t Cellules Usines
Ecole de Sous-Off.rs
Fabrique de Fibres
Ob - Sec
Ecole Jardin
Ecole Junkers


HAMBOURG
1 : 25000
0
500
1000
1500
2000
2500
3000 m.
Winterhude
Barmbeck
Ellbeck
Wandsbeck
Ulenhorst
Hohenfeld
Hamm
Horn
Borkfeld
Schiffbeck
Elbe
St Georg
Aussen-Alster
Harvestehude
Eimsbüttel
HAMBOURG
Altona
Centre d'insurrection

CANTON

Répartition des forces de la contre-révolution au début de l'insurrection le 11 déc.bre 1927




CHANGHAÏ
Yan-Si-Pou
Poutoung
Tchapeï
Nankin
Vers Wusung 18 km.
Parc Tchon Kyou
Ecole
Prison Commerciale
Eglise russe
St Marghan
Conseil Général
Gare du Nord
Internationale
Concession
Fleuve Wampu
Impérialistes
Jardin
Jardin de Guerre
Centre Commercial Chinois
Gare du Sud
Concession française
Parc Thermal
Arsenal
Parc Jesfield
Sièges de 1. Li Ban-Tchan 2. Conseil Municipal
Casernes et Etat Major
Wieu Lunchua
Neuf Lunchua
Vers Chantchau
Canonnière

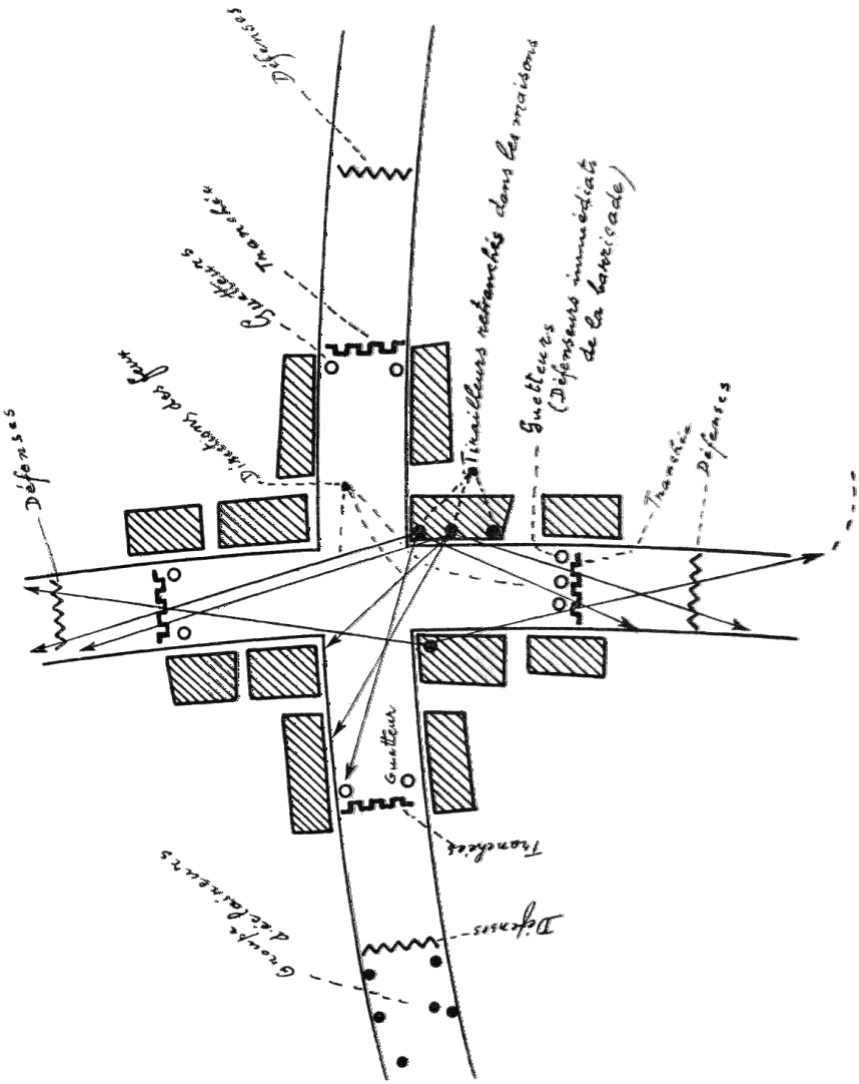


Schéma d'une barricade